

2005

## Les implications de la littérature dans l'avènement de la démocratie dans les pays du Golfe de Guinée entre 1988 et 1998

Bani Gouda Ningbinnin

*Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College*

Follow this and additional works at: [https://digitalcommons.lsu.edu/gradschool\\_dissertations](https://digitalcommons.lsu.edu/gradschool_dissertations)



Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

---

### Recommended Citation

Ningbinnin, Bani Gouda, "Les implications de la littérature dans l'avènement de la démocratie dans les pays du Golfe de Guinée entre 1988 et 1998" (2005). *LSU Doctoral Dissertations*. 1155.

[https://digitalcommons.lsu.edu/gradschool\\_dissertations/1155](https://digitalcommons.lsu.edu/gradschool_dissertations/1155)

This Dissertation is brought to you for free and open access by the Graduate School at LSU Digital Commons. It has been accepted for inclusion in LSU Doctoral Dissertations by an authorized graduate school editor of LSU Digital Commons. For more information, please contact [gradetd@lsu.edu](mailto:gradetd@lsu.edu).

**LES IMPLICATIONS DE LA LITTÉRATURE DANS L'AVÈNEMENT DE LA  
DÉMOCRATIE DANS LES PAYS DU GOLFE DE GUINÉE ENTRE 1988 ET 1998**

A Dissertation

Submitted to the Graduate Faculty of the  
Louisiana State University and  
Agricultural and Mechanical College  
in partial fulfillment of the  
requirements for the degree of  
Doctor of Philosophy

in

The Department of French Studies

by

Bani Ningbinnin

BAPES : Ecole Normale Supérieure of Porto- Novo in 1987  
Maîtrise in African Literature: Université Nationale du Bénin,  
Cotonou – Bénin, 1994

December, 2005

## **DÉDICACE**

A mon épouse Balkissou pour le soutien et les conseils tant apportés afin que le présent travail puisse aboutir ;

A mes enfants Fadel, Nouriath, Firdaous et Nasrine pour la souffrance endurée à cause du vide parental causé par ces longs mois de recherches et de rédaction ;

Je vous dis que c'est gagné ;

La patience et la volonté ont payé.

Merci pour toute votre attention.

## REMERCIEMENTS

Qu'il me soit permis d'apprécier à leur juste valeur les contributions apportées par chacun des protagonistes d'exécution de cette entreprise. Il existe des tâches qui peuvent se conduire seule par la volonté et l'abnégation de l'entrepreneur. Il n'y a nul besoin de recourir à une assistance extérieure quelconque car elle peut s'abattre individuellement.

Par contre, lorsqu'il s'agit de mener avec succès un projet aussi énorme et ambitieux qu'est l'étude doctorale, seules les maigres ressources physiques, morales et mentales du maître d'œuvre ne peuvent suffire. L'intervention de personnes ressources s'avère judicieuse dans ce cas. Alors, il importe de reconnaître à tous les contribuables la valeur intrinsèque de leurs actes. A cet effet, permettez-nous tout d'abord d'adresser nos sincères remerciements au Ministère Béninois de l'Education Nationale et à Monsieur Lucien Akpaki, Directeur Adjoint de Cabinet à l'époque, pour les efforts déployés en vue de répondre positivement à la demande de coopération d'échanges éducatifs avec l'Etat de Louisiane en 2000.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit du CODOFIL (Conseil pour le Développement du Français en Louisiane), à son Directeur Monsieur David Cheramie et à son actif personnel sans la volonté de qui nous ne serions pas ici aujourd'hui. A Monsieur Richard Guidry, retraité du Département de l'Education de la Louisiane pour l'apport de son grain de sel à la sauce francophone, nous disons infiniment merci. Nous ne pouvons vous oublier Monsieur et Madame Dubernet pour vos inconditionnels soutiens et votre assistance qui ont fait de notre séjour louisianais un rendez-vous non manqué. Le succès d'aujourd'hui demeure redevable à votre favorable intervention auprès de Monsieur Yves Dion Mba, coordinateur du programme de Français dans la Paroisse de Lafourche à qui nous tenons de même à faire savoir notre

reconnaissance ; puisqu'elle a permis d'aboutir à la prolongation légale du temps de séjour qui a aussi favorisé la poursuite de l'œuvre.

Enfin, que tous les responsables du Département des études francophones de L'université d'Etat de Louisiane (LSU) qui ont de près ou de loin contribué à l'édification du joyaux reçoivent l'expression de nos sentiments distingués. A mon Directeur de thèse Monsieur Pius Ngandu Nkashama, nous faisons savoir notre gratitude d'avoir accepté la responsabilité de gouverner sur le fragile bateau des idées et des pensées en confection. Merci également à Madame Adelaide Russo pour les innombrables conseils et idées octroyés sans oublier les longues conversations téléphoniques afin que le travail soit une réussite.

Nous vous demeurons aussi reconnaissant Messieurs John Protevi et Frank Anselmo de vos apports inconditionnels édifiants soutenus par votre acceptation de figurer parmi les membres du jury. Nous ne pouvons oublier les franches collaborations d'éclairage et d'orientation de Connie Simpson et Louise Lanier au secrétariat du département.

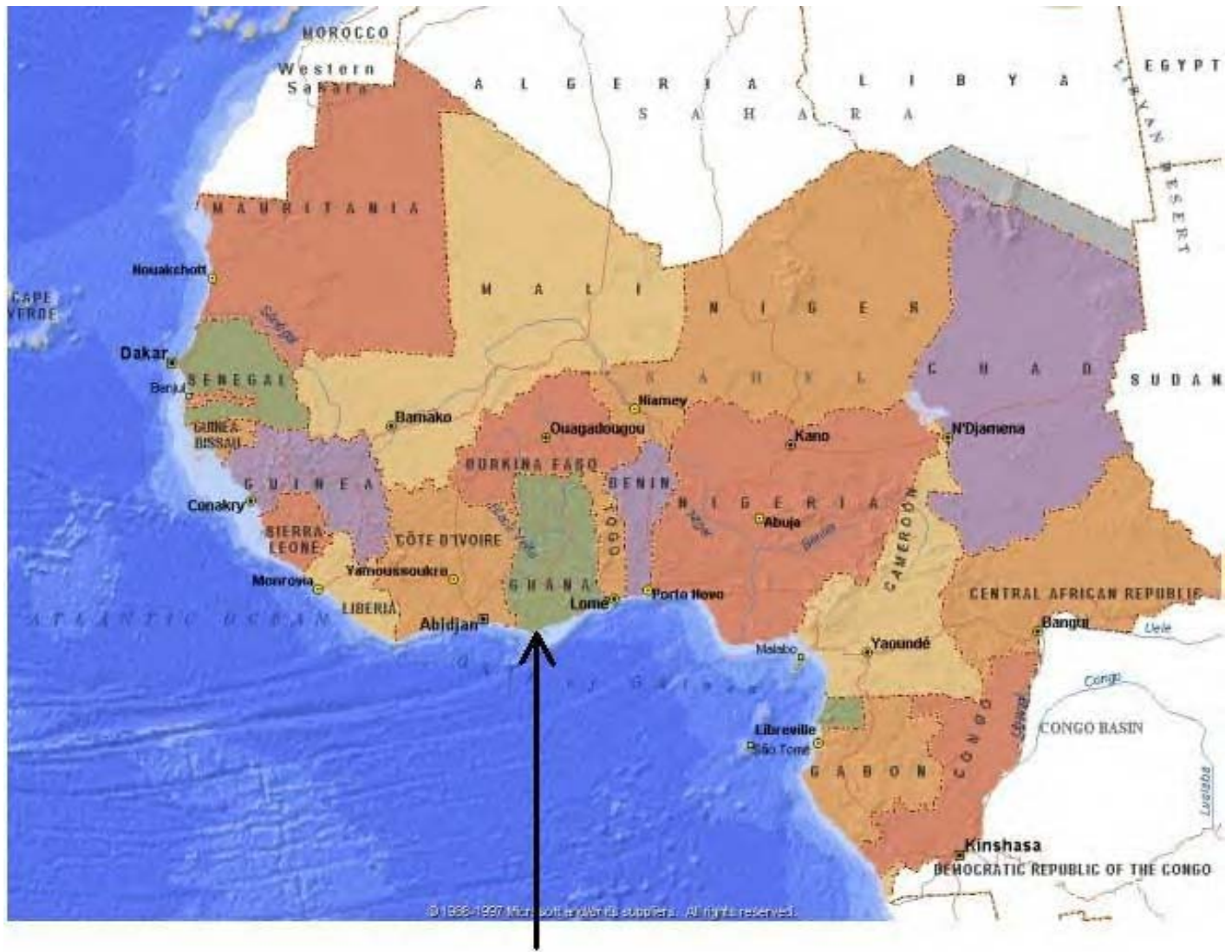
Nous ne saurions terminer sans dire franchement merci à Madame Clovier Torry au Département des Etudes Supérieures à LSU sans le soutien et l'aide de qui notre dossier aurait été un mort-né. Au même titre d'assistance nous remercions sans réserve Madame Anke Tom au service Interlibrary de l'Université d'Etat de Nicholls (NSU) à Thibodaux celle par qui l'accès à des documents indisponibles a été possible.

Nous n'oublions pas tous ceux qui d'une manière directe ou indirecte sont intervenus dans le sens de la concrétisation du projet. Dr Boubakary Diakité et sa famille méritent plus que les simples remerciements que nous leur adressons. Néanmoins Bouba, reçois les puisqu'ils proviennent du fond du cœur. Il y va de même pour Dr Hamady Diop et son épouse Dominique dont les utiles conseils ont servi à plus d'un titre. Nous n'oublions pas Souleymane Fofana avec

qui les interminables échanges ont exercé une fonction de stimuli dans la conception définitive de l'ouvrage. A vous tous nous demandons que tous les actes et toutes les intentions manifestées en faveur de la meilleure finalisation du présent travail soient bénits. Nous vous sommes entièrement redevables.

Bani NINGBINNIN

## PREFACE



### La carte du Golfe de Guinée en Afrique de l'ouest

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo sont situés sur le golfe de Guinée.

Le Bénin et le Togo se trouvent entre le Nigeria et le Ghana qui sont deux pays anglophones. De même, la Côte d'Ivoire et la Guinée sont entourées à l'Est par le Ghana et à l'Ouest par le Liberia et la Sierra Léone. Les quatre pays francophones dont les présidents paraissent concerner

par le récit littéraire ici se trouvent donc scindés en deux groupes par le Ghana. La diégétisation des scènes sociopolitiques et économiques dans les quatre pays francophones se concentre sur quatre personnages principaux qui sont Tonoudouto, Tiékoroni, Nkoutigui (Homme en Blanc) et Koyaga (La chose du dieu Guettant). L'apport d'éclairage sur chacun d'eux et sur les actes qu'ils ont commis tentera d'aboutir à une juxtaposition référentielle justifiable avec les présidents Matthieu Kérékou du Bénin, Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, Ahmed Sékou Touré de la Guinée Gnassingbé Eyadéma du Togo.



## TABLE DES MATIÈRES

Dédicace .....	ii
Reconnaissance .....	iii
Préface .....	v
Abstract .....	xi
Introduction .....	1
Première Partie: Evolution sociopolitique et économique jusqu'en 1990 .....	14
Chapitre 1 : Synopsis de la vie interne des quatre pays des	
Indépendances aux années 80 .....	15
I- L'ère de la recherche d'une image économique	
Indépendante et prospère .....	15
A- Vue Générale .....	15
B- Approche par pays.....	17
1- Le Bénin .....	17
a- La politique interne .....	17
b- L'économie .....	19
c- La situation sociale .....	24
d- La situation culturelle .....	25
2- La Côte d'Ivoire .....	26
a- La Politique Interne .....	26
b- L'économie .....	30
c- La situation sociale .....	34
d- La situation culturelle .....	37
3- La Guinée .....	38
a- La Politique interne .....	39
b- L'économie .....	44
c- La situation sociale .....	48
d- La situation culturelle .....	50
4- Le Togo .....	51
a- La Politique interne .....	52
b- L'économie .....	55
c- La situation sociale.....	58
d- La situation culturelle .....	60
Chapitre2: Les années 80 et les retombées socio- économiques des dictatures.	62
I- La décennie perdue .....	63
A- Les raisons de la perte .....	64
B- Les manifestations de l'échec économique des années 80 .....	67
1- Au Bénin .....	67

2- En Côte d'Ivoire .....	71
3- En Guinée .....	76
4- Au Togo .....	81
C- Les données générales africaines des années 80 .....	85
II- Les "Conférences Nationales" et leurs implications démocratiques en Afrique de l'Ouest .....	90
A- Les Conférences réussies .....	91
1- La "Conférence des Forces vives de la Nation" du Bénin .....	91
2- La "Conférence Nationale" du Mali .....	95
3- La Conférence Nationale du Niger .....	98
B- Les Conférences Nationales de Farce .....	101
1- Le cas du Togo .....	102
2- La Cavalcade de "Conférence Nationale Zaïroise" .....	104
III- Quelques cas de pays n'ayant pas organisé de Conférence nationale .....	106
1- Le cas de la Côte d'Ivoire .....	106
2- Le cas de la Guinée .....	107
 Deuxième Partie : Une option littéraire pour l'avènement de la démocratie dans les pays du Golfe de Guinée .....	111
Chapitre 3 : La pérennité de l'héritage de la Négritude .....	112
I- Le rôle du griot africain en symbiose avec la littérature de révolte .....	112
II- Le dépassement de la Négritude .....	118
 Chapitre 4 : Les archétypes dictatoriaux et leurs idéologies dans les quatre romans .....	127
I- La notion de dictature .....	127
II- Le président Tonoudouto et sa politique de décrépitude de la nation .....	129
III- Koyaga: une ascendance tonitruante et ensanglantée .....	132
A- Koyaga le maître-chasseur et le guerrier .....	132
B- Koyaga la brute .....	138
IV- La légion des dictateurs .....	144
 Troisième Partie : Peinture d'une gestion calamiteuse .....	156
Chapitre 5: Des mesures coercitives pour une gestion monopolisée .....	157
I- L'autoritarisme séculaire des dictateurs .....	158
II- Les affres du clientélisme dictatorial .....	164
A- La dynamique pseudonymique des présidents "Pères fondateurs" .....	165
B - Le népotisme tribalque .....	170
C- Des prisons de la dictature .....	175
 Chapitre 6 : La gestion "ostraciste" du patrimoine économique national .....	184
I- De la gestion apprivoisée des instances économiques publiques .....	184
II- La diégèse des échecs socio-économiques des pouvoirs autocratiques .....	195
III- Des mouvements sociaux pour un renouveau démocratique .....	211
A- Du mutisme social bien entretenu .....	211
B- L'ère des mouvements sociaux pour l'avènement de la démocratie .....	215

C- Des impacts de la répression des luttes démocratiques .....	224
Quatrième Partie : De la stylistique de dénonciation .....	233
Chapitre 7 : Sur les traces de l'oralité .....	234
I- Du réalisme stylistique dans les œuvres .....	234
II- De la stylistique "d'accoutrement" .....	235
III- Du langage métonymique .....	238
IV- Du récit épique .....	241
Chapitre 8 : De l'amalgame stylistique .....	248
I- Du ton de révolte .....	248
II- L'option d'une écriture engagée .....	255
III- Des intersignes entre la réaliction et l'autofiction.....	259
IV- Des perspectives de l'écriture Romanesque .....	266
Conclusion .....	275
Bibliographie .....	279
Appendice: Tableau comparatif des principaux événements politiques des quatre pays ...	289
Vita .....	290

## ABSTRACT

This dissertation is focused on the contribution of literature in the establishment of democracy in four French-speaking countries of the Gulf of Guinea between 1988 and 1998. They are Benin, Côte d'Ivoire, Guinea and Togo.

In 1991, a democratization movement that started in Benin occurred in many West African countries. It was propelled by an invented idea of National Conferences that were gathered by the countries elites either with the support or against the will of the ruling government. Thus, it was possible to organize a successful National Conference in some of those countries like Benin, Mali and Niger. But it was a fiasco in others like Togo. Others like Côte d'Ivoire and Guinea opposed that spirit of national consensus and held National Forums.

The causes of the movements were sociopolitical and economic. In fact, since the acquisition of their independences in the 60s most French speaking countries of the Gulf of Guinea, experienced diverse economical plans for development. Varied political systems were implemented in order to achieve that goal. Unfortunately, the populations never had the chance to live a better life. They went poorer and poorer. The economic dire has been worsened by the oppressions perpetrated by the tyrant leaders who chose to hang on power.

Some writers with their endeavor to peace and justice, decided to fight against those powers of tyranny and oppression. *La naissance d'Abikou* written by Olympe Bhêly-Quenum, *En attendant le vote des bêtes sauvages* by Ahmadou Kourouma, *Un rêve utile* of Tierno Monénembo and *La Polka* of Kossi Efoui were published on that purpose. They focused on the citizens' sociopolitical and economic daily misfortunes to convey their literary messages. They enlightened people's mind about arbitrary rules and encouraged them to pass over to action in order to overthrow dictatorship and establish democracy. The comments and reports made on

the different novels prove that they positively influenced the success of the democratic movements in the Gulf of Guinea between 1988 and 1998. Once again, literature has mingled its roots with social realities to prove that African history cannot be conceived today excluding literary texts.

## INTRODUCTION

Il est aujourd'hui un fait indéniable de reconnaître à la littérature sa solide implantation dans le bouillonnant cœur de la vie politique des Etats francophones d'Afrique de l'Ouest. Les raisons d'une telle interaction de deux entités qui se détestent et se combattent à la lueur évolutive du temps sont multiples et multiformes. Chacun des auteurs s'étant ainsi investi a comme ce langage que Karim Emile Bitar tenait à l'endroit d'Edward Said dans *Politique et Littérature : l'héritage d'Edward Said* «consacré sa vie entière à [...] cette perpétuelle, inévitable et fascinante interaction entre la politique et la littérature, ainsi qu'aux conséquences souvent funestes de cette interaction »<sup>1</sup>. L'enjeu est donc de taille et les attentes incommensurables lorsque l'on est avisé par la complexité de l'environnement qu'entretient l'interaction. Il ne s'agit pas d'un quelconque auteur isolé dans la démarche mais plutôt des générations d'écrivains qui ont de la dénonciation des manigances politiciennes leur être, leur arme de combat et certainement leur espoir pour un meilleur monde de paix et de justice ; un monde aussi vaste qu'est le Golfe de Guinée. C'est sur un aspect de l'interaction que le présent travail a mené les analyses. Il consiste à y relever l'apport des écrits littéraires dans les mouvements ayant conduit au bouleversement des mœurs et des comportements des hommes dans cette partie de l'Afrique étayé par un texte de Roland Barthes qui soutient qu'

« Ecrire c'est ébranler le sens du monde, y disposer une interrogation indirecte, à laquelle l'écrivain, par un dernier suspens, s'abstient de répondre. La réponse c'est chacun de nous qui la donne, y apportant son histoire, son langage, sa liberté; mais comme histoire, langage et liberté changent infiniment, la réponse

---

<sup>1</sup> Bitar, Karim Emile. "Politique et littérature" In *ENA Mensuel*: la revue des Anciens Élèves de l'Ecole Nationale d'Administration. Numéro hors-série. Décembre 2003

du monde à l'écrivain est infinie: on ne cesse jamais de répondre à ce qui a été écrit hors de toute réponse » (Barthes, *Sur Racine*, 7)<sup>2</sup>.

Cette assertion de Roland Barthes comporte un réalisme qui soutient la présente étude. Elle véhicule la substance intrinsèque de l'œuvre littéraire et plus précisément des ouvrages dont il est question d'analyser la dynamique politique, sociale, économique et culturelle ici. Voilà pourquoi la tentative de réponse aux questions posées par chacun des quatre auteurs du Golfe de Guinée reste bien sûr une approche subjective. La démarche primordiale est de se pencher donc sur quelque aspect spécifique de ces produits littéraires de l'Afrique francophone dont la genèse se lie à d'importants faits sociopolitiques.

La démarche primordiale est de se pencher donc sur quelque aspect spécifique de ces produits littéraires de l'Afrique francophone dont la genèse se lie à d'importants faits sociopolitiques. L'écriture s'est alors retrouvée dans une position qui l'a menée à une orientation plus active de la lutte contre l'arbitraire et l'injustice entretenus dans le milieu politique au détriment de la société. Ainsi s'est amorcée la dynamique de rivalité dans laquelle les auteurs ci-dessous mentionnés se sont engagés afin de conquérir à la société qui les entoure une vie d'espoir et de dignité humaine en déperdition. Ils se sont mis au service du peuple pour l'informer et l'éveiller sur les abus du pouvoir dont il est victime et en même temps l'inciter à une prise de conscience pour œuvrer soit à la chute de celui qui est la cause des maux dont il souffre, soit provoquer un changement qualitatif en termes d'option ou d'idéologie politique.

Ceci s'explique par la notion qui soutient que « l'écriture traduit avant tout le rapport que l'écrivain entretient avec la société. Le langage littéraire est en effet transformé par sa destination sociale » (Barthes, *Degré zéro de l'écriture*, résumé). De ce fait, il paraît nécessaire

---

<sup>2</sup> Barthes, Roland. *Sur Racine*. Paris : Seuil/Point, 1963.

de faire comprendre la part de la fiction dans l'accomplissement des œuvres sociopolitiques réelles.

Le travail aborde donc une qualité de l'écriture qui concerne la plupart des écrivains « de la nouvelle génération »<sup>3</sup> dont la plupart des publications sont consacrés à la « dénonciation des régimes autoritaires issus de la décolonisation » (12). Leur lutte a été d'informer, d'éveiller la conscience et de sauver le peuple assujéti, asservi, appauvri et meurtri par les hommes du nouveau pouvoir. L'approche du travail s'inscrit dans la perspective d'une étude critique de confrontation des idées et des messages d'une telle méthode de lutte par le biais des textes dont la bâtisse est conçue sur des techniques d'émission bien outillées.

La lutte dont il est question a été aussi entreprise par ceux qu'on peut se permettre d'appeler « les écrivains de la quatrième génération » (15). Ils sont aussi désignés par le vocable représentatif d'« enfants de la postcolonie ou une génération transcontinentale [dont les écrits se sont] signalés à partir des années 90 » (8, 11). Ce sont pour la plupart, des auteurs nés autour des années 60 avec leur style plus virulent et plus acerbe à l'égard des gouvernants, ou ce sont des auteurs qui, malgré leur âge plus avancé que cette jeune génération d'écrivains, partagent les mêmes visions littéraires qui consiste à provoquer un changement radical du système politique du pays.

Vu alors la densité de la zone sur laquelle a porté l'étude en terme de multiplicité des intérêts littéraires, nous nous étions obligés d'observer une restriction spatiale en limitant essentiellement l'aire des recherches à quatre pays: le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo tous situés sur le Golfe de Guinée en Afrique de l'Ouest.

---

<sup>3</sup> Waberi, Abdourahman. «Les enfants de la postcolonie: esquisse d'une nouvelle génération d'écrivains francophones d'Afrique noire» In *Notre Librairie : Revues des littératures du Sud. Nouveaux paysages littéraires, Afrique, Caraïbes, Océan Indien 1996-1998/1*. N° 135 de Septembre/Décembre 1998. p.10.



De même, eu égard à la multitude des œuvres ayant traité des situations sociopolitiques et économiques des pays du Golfe de Guinée, il nous a paru nécessaire de retenir les auteurs les plus remarquablement consultés et dont les ouvrages bénéficient d'un auditoire international appréciable. Voilà pourquoi notre choix a porté sur *La naissance d'Abikou* d'Olympe Bhêly-Quenum pour le Bénin, *En attendant le vote des bêtes sauvages* d'Ahmadou Kourouma pour la Côte d'Ivoire alors que dans le compte de la Guinée, *Un rêve utile* de Tierno Monénembo a retenu notre attention tout comme *La Polka* de Kossi Efoui qui a servi de support à l'approche critique des données du Togo.

Le sujet tel que libellé suscite des questionnements. Il affiche en effet un intérêt didactique hors du commun des thèmes abordés par la plupart des recherches littéraires. Voici en substance quelques raisons qui l'ont motivé. Elles sont d'abord d'intérêts thématiques. L'idée d'une thèse dont le contenu corroborerait l'initiative des aînés aux écrits de révolte et de combat contre l'injustice et l'impunité en Afrique, s'est imposée à notre conscience depuis les travaux de la maîtrise déjà et ce, sous forme de hantise psychologique. Il fallait inconditionnellement l'accepter car penser à un sujet hors de ce contexte ne nous inspirait nullement. L'obsession a toujours été si forte qu'il n'y a plus jamais eu d'alternative thématique qui satisfasse notre conviction. Le présent travail s'inscrit donc dans une logique thétique qui vise à satisfaire ce grand désir de pouvoir apporter une contribution, si peu soit-elle à la lutte littéraire pour la suppression de l'arbitraire, de l'inégalité sociale et pour la mise en place d'une paix universelle, car à en croire Jean-Joseph Julaud « l'écrivain porte la responsabilité de la beauté du monde ».<sup>4</sup> Aidons le à rendre le monde davantage plus beau.

A cet effet, il nous a paru nécessaire de l'aborder sur les bases d'une dynamique analytique étayant le combat mené par l'écriture contre le dictat des gouvernants afin de parvenir

---

<sup>4</sup> Julaud, Jean-Joseph. Extrait d'une interview sur E-terview.org. Juin 2002.

à cette « beauté du monde » dont parle Julaud. Sachant que chacun des pays sur lesquels s'est penché le présent travail a d'une manière ou d'une autre fait l'objet d'écriture romanesque fort de leur parcours historique, c'est avec aisance que les approches comparatives de leur réelle vie avec l'irréel se sont opérées. A l'issue de l'étude, il a été d'une évidence notoire de déceler que chacun des auteurs a fait usage de techniques narratives appropriées, différentes les unes des autres pour l'identique cause.

Cependant, de l'énonciation de la méthode de lecture qu'emprunte le travail, il ressort que la notion barthienne « qui croit que le sens est réductible en codes (c'est-à-dire en combinaison d'éléments selon des associations permises et défendues) »<sup>5</sup> sert de théorie directrice à l'ensemble de la démarche. Elle s'appuie sur l'existence du référent, c'est-à-dire du réel étant le point de départ de l'écriture littéraire et qui s'étoffe de codes dotés de signifiante. Ainsi, du code herméneutique où une énigme se pose et se dévoile au rythme de la progression du discours à ceux sémantique qui concernent le domaine des signifiés, symbolique encore appelé champ symbolique à la manière lacanienne, proaïrétique dont celui des actions et des comportements des actants et enfin culturels renvoyant à un savoir quelconque il y a tout un univers de représentations qu'il convient d'élucider.

Le langage littéraire des œuvres du corpus reste aussi fortement codifié puisque leur univers demeure un « empire des signes »<sup>6</sup>. Seule leur interprétation mesurée et soutenue permet de saisir la substance même du message des narrateurs dont l'influence culturelle n'est d'aucun doute. Cette dynamique qu'illustre l'étude du Zen asiatique entreprise par Barthes dans *l'Empire des signes* vient soutenir l'idée de spécificité des symboles du discours des auteurs ici. Ils se servent de la technique universelle narrative pour faire valoir une image culturelle

---

<sup>5</sup> Morgan, Harry. « Roland Barthes et la lyophilisation de la littérature ». In *The Adamantine*. URL : <http://www.sdv.fr/pages/adamantine/luophilise.htm>

<sup>6</sup> Barthes, Roland. *L'Empire des signes: Skira – Les sentiers de la création*. Paris : Flammarion, 1970.

authentique, avec ses réalités symboliques propres à elle qui « fournit simplement une réserve de traits dont la mise en batterie, le jeu inventé, [...] permettent de “flatter” l’idée d’un système inouï, entièrement dépris de [celui occidental] »<sup>7</sup>.

A ce niveau s’affiche l’intérêt stylistique de la thématique ainsi conçue qui révèle les divergences entre les auteurs étudiés. Alors qu’Olympe Bhêly-Quenum, d’un ton vindicatif dénonce le mal politique, Ahmadou Kourouma plonge dans une combinaison de l’art oratoire avec l’écriture afin que la dénonciation des manipulations politiciennes soit vécue dans toute sa limpide réalité. « Il est un griot qui cisaille les meurs »<sup>8</sup>, affirme Didier Depry en hommage à sa mémoire en 2002. Au même moment, Tierno Monénembo use d’un parallélisme scénique mettant en exergue deux modes de vie aléatoires auxquels les africains ont été contraints par les dictateurs nationaux. Il s’agit de la vie chaotique sous l’oppression du pouvoir et celle de réfugié européen désespéré. Il puise ses forces dans les méandres humoristiques du sarcasme, de la raillerie afin de caricaturer ce monde des décideurs africains, excusez de l’Ifrikiya mu par l’accumulation des intérêts égoïstes. Avec Kossi Efoui, il a été plutôt remarqué une abondance énonciative boursouflant le message ainsi emmitouflé d’une immense couche de voile empêchant toute facilité de liaison avec le monde réel.

Cependant, la juxtaposition des différentes techniques narratives liées aux « événements » débattus, loin de pouvoir dérouter notre souci de voir naître un aspect de la littérature qui s’investisse dans le domaine de la “réaliction” l’approfondit davantage et en fait un courant littéraire d’évidence aujourd’hui. Ainsi, la notion de “réaliction” telle que nous la souhaitons demande qu’une vision de type nouveau soit projetée sur la littérature africaine en

---

<sup>7</sup> Ibid. p.7.

<sup>8</sup> Depry, Didier. “L’écrivain Ahmadou Kourouma : Un griot qui cisaille les mœurs”. In *Fraternité Matin*. Mars, 2002.

général et d'expression française en particulier. Elle se veut une forme d'écriture qui s'érige contre la dissociation des données intradiégétiques de celles extradiégétiques; c'est-à-dire qu'il faudrait faire du récit d'un texte littéraire un espace de réalité naturelle telle qu'elle est vécue par les hommes. Le présent travail a essayé de prouver comment le récit fictif n'est qu'un produit de l'imagination de l'auteur pour couvrir sa parole de '*diseur de vérité*'. Jules Renard dans son Journal disait déjà au 19ème siècle que « le vrai ne se distingue du faux en littérature que comme les fleurs naturelles des artificielles : par une espèce d'inimitable odeur »<sup>9</sup>. La différence est mince, voire nulle.

Il s'avère aujourd'hui utile de donner aux vécus quotidiens des Africains leur rôle de prépondérance dans la narration fictionnel. Car la quasi-totalité des œuvres issues de la littérature africaine surtout d'expression française, traitent fréquemment de la géopolitique et des mécanismes économiques des Etats dans leur réalité intrinsèque. Les hommes d'Etats et leurs manœuvres y sont mis en exergue. Cela pose ainsi la problématique du "réfèrent" dans un « réalisme littéraire dont l'écriture est en effet ce qui transforme en un texte le prétexte qu'est le vécu. »(Christine Genin).

Par conséquent, nous visons à réaliser nos intentions de base à travers l'expression substantielle des visés analytiques contextuelles et narratologiques irréfutables du sujet. Ainsi parmi les objectifs visés, le travail s'est évertué d'œuvrer pour l'éveil des consciences sur le rôle joué par les œuvres littéraires dans l'avènement de la démocratie en Afrique surtout occidentale. Les écrits satiriques et dénonciateurs des écrivains ont contribué à la vulgarisation des idées de lutte et de révolte. Tout était alors parti de l'écriture romanesque, des nouvelles, des pièces de théâtres, de la poésie, des tracts et d'une nouvelle forme de littérature orale en Afrique, connue

---

<sup>9</sup> Renard, Jules. *Journal*. 1893-1898.

aujourd'hui sous le terme péjoratif de « radio trottoir ». Il est important de comprendre que la plupart des œuvres dont il est question ici sont inscrites sur la liste des ouvrages scolaires à étudier dans les collèges les lycées et les universités. L'information ayant passé au niveau du milieu scolaire s'est souvent propagée avec une rapidité inouïe soutenue par un engagement des protagonistes élèves qui frise la démesure. Voilà pourquoi les mouvements de grèves et de révoltes populaires se sont toujours amorcés dans les collèges, les lycées et les universités. Il en a été de même pour ceux qui ont conduit à l'avènement de la démocratie au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Togo dans la première moitié des années 90.

Egalement, l'usage des textes romanesques par des sites d'Internet de l'opposition des pays ci-dessus cités confirme davantage l'importance de l'impacte de l'écriture sur le peuple. Il y a ensuite, la préoccupation des auteurs sur le développement de l'homme du point de vue physique, mental, psychologique et spirituel dont il a été question. Le citoyen ne semble plus être un homme de dignité et la famille n'est plus un noyau social où règne l'amour, la concordance et la paix. Pourtant, elle constitue le fondement de « la cohorte des fourmis qui, dans les galeries souterraines des bas-fonds de la société, permet à l'économie d'avancer »<sup>10</sup> (Isegawa, *Chroniques abyssiniennes*, )

L'homme se voit partout brimé et ses droits usurpés par le pouvoir. De ce fait, les ouvrages produits constituent un cri d'alarme des auteurs. Le but visé au troisième point se révèle au niveau de l'apport de chaque couche sociale africaine au changement démocratique survenu dans la plupart des pays du Golfe de Guinée. Femmes commerçantes, paysans, ouvriers, élèves et étudiants, travailleurs et chômeurs, politiciens et bien sûr écrivains, tous ont eu leur part dans les mouvements qui ont secoué les Etats du Golfe pour faire naître la démocratie. Notons que pendant cette époque, l'œuvre des auteurs a été accomplie en deux temps. Il y a

---

<sup>10</sup> Isegawa, Moses. *Chroniques abyssiniennes*.

d'abord eu l'impact des produits littéraires sur la population qui, éveillée, a dû rompre avec le mutisme séculaire dans lequel elle s'était confinée pour ensuite passer aux actions offensives. En retour, les effets de ces actions ont servi de source d'inspiration à la littérature pour poursuivre sa lutte de clairvoyance et d'éducation. Elle a donc incité aux mouvements de lutte de libération du joug néo-colonial et dictatorial par l'entremise de ses propos exhibant la misère du peuple et la précarité sociale entretenues par l'opulente classe politique qui a toujours excellé dans la gabegie et la prodigalité.

Enfin, l'étude a tenté de situer les responsabilités quant à ce qui n'a pu se réaliser. En rapport avec les textes, la déduction a été faite sur les origines des échecs sociopolitiques et économiques au niveau des Etats, des promesses non tenues par lesdits "Pères de la Nation" et des désirs d'expression étouffés ayant précipité les actions pour une nouvelle forme d'option politique plus libérale et plus égalitaire : la démocratie. Ne perdons pas de vue les amalgames d'opinion et de comportement inadapté qui ont aussi entraîné les failles qui ont éperdument fragilisé l'expérimentation du nouveau système. Des apports de clarifications soutenus permettront d'élucider les contours de ces aspects de la situation ainsi abordée grâce à un plan méthodologique suivie en conséquence.

La démarche de recherche adoptée comporte trois axes essentiels. La première démarche a constitué en la collecte des données politiques, économiques, sociales et culturelles des pays concernés à la fin des années 80. Des figures de chiffres de comptabilité soutenues par les conditions de vie lamentable des populations, il ressort de façon générale qu'il y a eu d'énormes difficultés dans le processus de développement expérimenté au niveau de chacun des quatre nations depuis les indépendances jusqu'en 1990. Les différentes tentatives politiques pour une mise en place d'un plan économique de développement national ont tous abouti à des crises de

tout genre : déficit budgétaire, balance commerciale négative, encours de la dette internationale très exorbitant, pauvreté croissante pour ne citer que celles-là. L'étude des informations ainsi obtenues a servi de support matériel au développement littéraire fait à leur propos.

Ainsi au second point méthodologique, le travail a procédé à une analyse rapprochée des données réelles avec celles contenues dans les ouvrages littéraires afin de parvenir à la conclusion de la diégétisation de l'extradiégétique. En un mot, le travail s'est acharné à démontrer l'étroitesse du rapport qui existe entre les réalités sociales, économiques, culturelles et politiques du milieu francophone du Golfe de Guinée et le discours romanesque qui le caractérise. C'est à cet effet que le corpus des ouvrages à étudier s'est constitué des ouvrages ci-dessus cités. Leur fondement thématique qui corrobore la substance même du sujet a servi de critère pour les retenir.

Aussi, le choix porté sur les quatre pays pourrait paraître arbitraire. Mais en tenant compte de la spécificité du rôle joué par chacun d'eux dans le processus de démocratisation dans la zone ouest-africaine, la sélection a plutôt été minutieuse. Le Bénin a été le point de départ du vent du renouveau démocratique qui ayant une fois encore fait montre de son statut de « quartier latin d'Afrique » avec le Président Matthieu Kérékou a organisé avec succès la première Conférence des Forces Vives de la Nation ». La Côte d'Ivoire, confiant du niveau de développement économique atteint (elle n'était pas un PMA) dirigée de main de fer par le Président Félix Houphouët-Boigny, a préféré jouer au jeu de démocratisation par une ouverture forcée au multipartisme. En Guinée par contre, c'est la mort du dictateur Ahmed Sékou Touré en 1984 qui a permis au pays de s'initier au pluralisme même s'il n'était toujours qu'un leurre car la junte militaire ayant succédé au Président défunt jouait sur le temps et l'euphorie du peuple pour perdurer au pouvoir. Quant au Togo, point n'était d'inscrire la mise en place de la démocratie

dans l'agenda du Président Gnassingbé Eyadema. Il est parvenu à maintenir cette volonté jusqu'à sa mort le 5 Février 2005. Toutes les tentatives d'organisation de la Conférence Nationale ont été vaines et tous les mouvements de soulèvements ont fait l'objet de massacre et d'assassinat. Ce sont donc ces manières pour la plupart peu orthodoxes à la déontologie démocratique confrontées par la farouche volonté des peuples d'accéder à la liberté, à l'égalité et à la paix sociale qui sont mises en exergue ici. La structure de l'étude en explicite davantage.

Une telle approche scientifique ne peut se réaliser qu'au sein d'un plan de travail bien conçu. Voilà pourquoi celui adopté ici s'est structuré de façon chronologiquement organisée afin que toutes les données corroborant l'essentiel de la thématique soient convenablement étudiées. Il se constitue en quatre parties majeures. La première partie se consacre à l'évolution sociopolitique et économique des pays jusqu'en 1990. A ce niveau, il faut apercevoir toutes les modalités de gestion des ressources nationales par les dictateurs dont les retombées négatives ont accéléré les mouvements ayant conduit aux Conférences Nationales. Il faut aborder les deux subdivisions suivantes pour entrer en contact avec la littérisation des données de la première partie. Avec aisance, le lecteur pourra y déceler l'option littéraire adoptée (une option d'engagement) par les auteurs pour l'avènement de la démocratie dans les pays du Golfe de Guinée. Il y va de la diégétisation des dictateurs avec leur gestion économique calamiteuse et leur politique d'inégalité et d'injustice marquée par des mouvements de soubresauts anti-dictatoriaux. C'est à ce niveau que se retrouve la partition de la littérature dans sa mission d'éveil des consciences et d'incitation à la révolte. Le travail se sert de la même image de fonction assumée par la négritude pour appuyer celle dont il est question ici.

Il y a ensuite l'approche comparative stylistique qui a procédé à une confrontation des techniques d'écriture des auteurs. Cette partie est destinée à expliciter la notion barthienne qui



soutient que « l'écriture traduit avant tout le rapport que l'écrivain entretient avec la société [et comment] le langage littéraire est en effet transformé par sa destination sociale » (Barthes, *Degré zéro de l'écriture*, introduction). Le travail termine par une vision prospective de cette littérature qui a pris une connotation régionale pour aboutir à des résolutions essentielles.

De ce fait, il ressort alors que la mise en texte de toutes les circonstances ainsi relevées sur le plan sociopolitique, économique et culturel pendant un espace de temps bien déterminé nous conduit à une déduction que nous pensons être d'importance pour elle.

Il se dégage une forte existence de concomitance évolutive entre l'esthétique littéraire et l'actualité des faits sociopolitiques et économiques. La littérature et les vécus quotidiens des peuples se sentent liés par un cordon ombilical que personne ne pourrait peut être jamais rompre. Cependant, loin de se substituer aux sciences humaines, la filière de la littérature africaine principalement du Golfe de Guinée francophone par le biais des œuvres écrites renferme des révélations tellement fiables sur le quotidien africain qu'il convient de lui reconnaître son rôle de garant de l'histoire contemporaine du continent. Force est de croire que le message de la fiction est plus véridique que la "vérité" elle-même. De ce fait, il apparaît assez clairement que la focalisation des récits littéraires sur les réalités contemporaines africaines telle que soulignée ici laisse entrevoir une combinaison du réel avec le fictionnel, de la réalité avec la fiction que nous nous permettons de nommer par le nouveau vocable de "réaliction".

Ce succinct résultat auquel a abouti notre modeste travail de recherche se veut un document scientifique de référence dont le contenu nous l'espérons, servira à accorder aux œuvres littéraires d'Afrique francophone du Golfe de Guinée une crédibilité plus soutenue pour une meilleure compréhension des faits dénoncés et rendre à l'écrivain le mérite de « diseur de la [pure] vérité ». Ainsi à la manière de l'écriture simonienne qui

procède par l'« ancrage de ses textes dans la réalité référentielle »<sup>11</sup>, le roman du Golfe de Guinée a fait usage d'une stylistique enrichie d'innovation dont il importe de révéler les contours et les forces.

Fort de cette aptitude charismatique de la littérature ouest-africaine, il revient à l'étude d'apprécier la tâche abattue par le romancier qui loin de se substituer à la fonction du technocrate historien, tend à exercer un métier semblable « sous-tendu par une quête d'un “langage neuf” [...] recherché [qui] fait naître quelque chose qui serait l'écriture/parole »<sup>12</sup> pour exprimer « une époque dont la compréhension est inséparable du “temps vécu”, du récit qui l'accompagne [...] et qui en émane »<sup>13</sup>.

La démarche permettra d'aboutir donc à la déduction finale qui atteste la part de l'influence des textes sur les mentalités du public dans un sens d'expression de leur désir. Etant entendu que « les mots peuvent créer une vie autour d'eux, remuer l'émotion par la poésie qu'ils traînent dans leur musicalité, susciter la réflexion, inscrire la pensée, orienter l'action de l'homme »<sup>14</sup>, les auteurs ont pour ainsi dire contribué à la genèse et à l'amplification des tumultueux mouvements de révolte populaire par l'effet subversif des mots.

---

<sup>11</sup> Genin, Christine. *L'écheveau de la mémoire. La Route des Flandres de Claude Simon*. Paris : Champion (Unichamp 59), 1997. p. 48.

<sup>12</sup> Mezgueldi, Zohra. *Oralité et stratégies scripturales dans l'oeuvre de Mohammed Khaïr-Eddine*. Thèse de doctorat d'Etat, Université Lumière-Lyon 2, janvier 2001.

<sup>13</sup> Robert, Anne-Cécile. “De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine”. In *Le monde diplomatique*. [En ligne]. <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/02/Robert/14850>.

<sup>14</sup> Lamko, Koulsy. “Les mots nos outils” In *Notre Librairie : Revues des littératures du Sud. Nouveaux paysages littéraires, Afrique, Caraïbes, Océan Indien 1996-1998/1*. N° 135 de Septembre/Décembre 1998. p.54.

## **PREMIERE PARTIE**

### **EVOLUTION SOCIOPOLITIQUE ET ECONOMIQUE JUSQU'EN 1990**

## **CHAPITRE 1 : SYNOPSIS DE LA VIE INTERNE DES QUATRE PAYS DES INDEPENDANCES AUX ANNEES 80**

La première partie du présent travail s'attelle à élucider les réalités caractéristiques de la vie quotidienne dans les pays concernés. Il convient de présenter un tableau synoptique de leur situation politique, économique, sociale et culturelle des indépendances aux années 80. Tout en énumérant chacune de ces situations, cette analyse géopolitique très succincte du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Togo se veut non seulement critique mais surtout réaliste.

Il est donc nécessaire de procéder à une brève appréciation de leurs évolutions dans les domaines en question jusqu'aux années 80 afin de cerner les données dans leur globalité pour ensuite les scruter dans leurs grands détails de période de crise aigue. Nul ne peut sous-estimer ce qui est subvenu sur le plan socioéconomique dans les pays en étude ici en rapport avec les événements des années 90.

### **I- L'ère de la recherche d'une image économique indépendante et prospère.**

#### **A- Vue Générale.**

Elle concerne la période postcoloniale et affiche une importance capitale dans la compréhension de ce qui est advenu dans les quatre pays au cours des années qui se sont succédées après les indépendances. Chacun des pays francophones du Golfe de Guinée y avait fait une expérience organisationnelle spécifique tant sur le plan politique, qu'économique.

Le Bénin connut une longue période d'instabilité politique avec six coups d'Etat à son compte entre 1960 et 1972. Le Togo à côté n'en expérimenta qu'un seul en 1963. La Côte d'Ivoire et la Guinée, dirigés de main de fer avaient échappé à cette triste réalité politique africaine. Il est clairement compréhensible que leur décollage économique ne puisse pas se faire dans les mêmes circonstances.

Alors que les dirigeants du Bénin s'engouffraient dans des disputes et des prises de pouvoir à l'arracher, au Togo et en Côte d'Ivoire, des décisions adéquates se prenaient pour faire développer l'économie. Le président ivoirien Houphouët-Boigny pensait bien faire en misant toute sa politique économique sur la production agricole d'exportation. Le café et le cacao en constituèrent les principaux produits. Les ressources issues de l'exploitation de ces deux produits de rente relancèrent le pays sur une voie de développement industrielle. Eyadema procéda par la même méthode de développement agricole afin de mettre au point une industrie de rentabilité.

Des quatre pays, seule la Guinée disposait d'un sous-sol riche en ressources naturelles. Cela contribua certainement à la spécificité de la prise d'action politique du président Sékou Touré en 1958. Premier pays de la zone à accéder à l'indépendance, il se fit aussitôt repérer par son indulgence à l'égard de la France colonisatrice. Il institua le système révolutionnaire marxiste comme option politique du pays. Contrairement à cette prise de position radicale unique en Afrique francophone, chacun des Chefs d'Etat de l'époque maintint des liens de rapport cordiaux avec la métropole. Cela ne fut pas sans effets. Son alliance avec le bloc socialiste dirigé par l'Union Soviétique à l'époque ne paraissait pas être bien vue par les responsables français. C'est dire que l'histoire de la Guinée débuta avec des difficultés relationnelles aiguës qui finiront par avoir raison de sa récalcitrante attitude et de sa politique. Le mystère entretenu autour de sa mort en disait long. Peut-on dire qu'il avait tort en se désolidarisant avec l'ancien colonisateur?

En général, la plupart des pays francophones nouvellement indépendants s'étaient substitués à la France pour développer des services publics. Ainsi, le début des années 60 marque un départ de lutte frénétique des nouveaux dirigeants pour un essor des entreprises publiques. Des établissements étaient créés dans les secteurs vitaux pouvant assurer le bon fonctionnement des institutions de l'Etat. Selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail sur le

programme interdépartemental sur la privatisation, la restructuration et la démocratie, Bruno Chavane constata que « les services d'eau, d'électricité, de transport en commun, des caisses d'épargne, des banques, des voiries municipales et surtout des organismes d'encadrement rural et de commercialisation de produits agricoles sont créés »<sup>15</sup>. Ils étaient en majorité gérés par des coopérants blancs qui détenaient un fort taux de chiffres d'affaire.

Mais quelques années plus tard, les Etats avaient fini par intervenir directement dans leur gestion pour, disait on “ consolider l'idée des indépendances”. L'intervention se faisait dans les secteurs productifs et commerciaux et avait permis à l'Etat de progressivement se substituer aux entrepreneurs devenus “étrangers”. Le processus atteignit son apogée en 1980, avec 120 entreprises publiques créées au Bénin, 140 en Côte d'Ivoire, 110 en Guinée et 74 au Togo. Il revenait donc à l'Etat d'assurer la survie et la prospérité de ces entreprises. Au même moment, elles devaient pourvoir les dépenses nationales en liquidité suffisante sans toutefois manquer de garantir des fonds de réserve. « Dès lors se développe une culture économique de l'interventionnisme de l'Etat ». (3) L'entreprise publique est ainsi devenue “le moteur du développement” national sous l'égide d'un Etat qui se disait démocratique. En fait à part la Guinée qui a arboré les couleurs révolutionnaires dès son indépendance, le reste des pays s'efforçait de mettre en place un régime de type pluraliste et libéral.

## **B- Approche par pays**

### **1- Le Bénin**

#### **a- La politique interne**

Le Bénin avait toujours procédé à une élection populaire du Chef de l'Etat pour une durée de trois ans selon la première constitution du pays malgré les coups d'Etat qui en avaient

---

<sup>15</sup> Chavane, Bruno. “Bilan et perspectives des privatisations en Afrique francophone : une étape de la démocratisation ?” *In Organisation Internationale du Travail*. Site. <http://www.ilo.org/public/french/employment/ent/papers/ippred1.htm> (Page consultée le 29 octobre 2004)

fait «l'enfant malade de l'Afrique »<sup>16</sup>. Mais le problème d'une représentation ethnique ou zonale forcée par les populations de chaque département qui voulaient avoir “ leur fils” à la tête du pays et les coups d'Etat répétés ont fini par avoir raison de ce système primaire de démocratie. En guise de solution finale, un conseil présidentiel composé des chefs des trois partis traditionnels du pays est instauré le 7 mai 1970. Ainsi, les présidents Hubert Maga du nord, Timothée Ahomadégbé du centre et Sourou Migan Apithy du sud-est devaient s'accorder sur des modalités de succession à la tête de l'Etat. Le système de rotation commença mais fit l'expérience de toutes sortes de sarcasmes dont le plus populaire était l'usage de la malheureuse formule de “ monstre à trois têtes” pour désigner le gouvernement du Bénin de cette période. L'expression était un sarcasme à l'égard des trois Présidents qui en fait exerçaient simultanément le pouvoir de la magistrature suprême. Pourtant la constitution ne prévoyait qu'un président élu comme chef d'Etat.

C'est ce fait qui poussa les militaires dirigés par le commandant Matthieu Kérékou à mener une action de force qui renversa la situation sans effusion de sang pour mettre en place un système révolutionnaire marxiste-léniniste depuis 1972. Ils établissent un gouvernement militaire révolutionnaire (G.M.R.) qui s'engagea dans une réforme profonde des institutions et des services. L'Etat acquit le droit de propriété sur toutes les entreprises du pays dont la gestion était assurée par les membres du parti unique, le Parti de la Révolution Populaire du Bénin (P.R.P.B.). Avec “l'option socialiste scientifique guidée par le marxisme-léninisme”<sup>17</sup>, l'idée de la nationalisation des entreprises publiques s'était faite plus radicale, plus totale et bien sûr plus dramatique à partir de 1974.

---

<sup>16</sup> Okanla, Moussa. *La lutte anti-corruption dans les textes et la pratique*. IRIS – USA, 2001.

<sup>17</sup> C'était l'un des plus populaires slogans de l'époque révolutionnaire.

La quasi-totalité des sociétés productives avaient passé sous le contrôle de l'Etat qui centralisait et coordonnait toutes les activités politiques, économiques et professionnelles des “camarades béninois”<sup>18</sup>. Il se remarque alors que « l'organisation économique de la société béninoise était caractérisée par la direction de tous les secteurs de l'économie par l'Etat, par la réforme agraire, et le développement de l'industrie »<sup>19</sup>. Cette réforme avait permis non seulement de renforcer la production des entreprises déjà existantes mais d'en créer davantage afin de satisfaire les besoins matériels de la population par la réalisation de l'autosuffisance alimentaire promise par le gouvernement au peuple. Il s'agissait également d'assurer une exploitation rationnelle des ressources naturelles du pays en répondant à la demande de biens socioculturels. Toute cette politique économique était conçue et confectionnée dans la moule d'un plan quinquennal.

#### **b- L'économie**

Le Bénin était au départ connu sous le nom de Dahomey depuis l'indépendance jusqu'à 1975. Cette période était marquée par la recherche d'une image non seulement politique mais aussi économique. Malgré son instabilité, un effort à l'image des nouveaux Etats africains y était fait afin d'effectuer un décollage économique appréciable. Un autre document de l'Organisation Internationale du Travail réalisé sur *Le secteur informel : fonction macro-économiques et politiques gouvernementales. Le cas du Bénin* inspira le travail de données économiques récentes béninoises.

La création des établissements économiques essentiels qui s'imposait permit de voir naître des services comme le port autonome de Cotonou, les sociétés bancaires comme la Banque

---

<sup>18</sup> Ainsi s'appelaient les Béninois pour s'adresser la parole.

<sup>19</sup> Lavroff, Dmitri. *République Populaire du Bénin*. Paris, 1989. p.1013.



Béninoise de Développement, la Caisse d'Assistance et d'Amortissement (CAA). La voirie et le service d'électricité et d'eau tout comme les transports publics et les compagnies d'exportation et de commercialisation des produits agricoles dont le coton et l'huile de palme furent mutés sous le contrôle de l'Etat. Il en était de même de l'office des postes et des télécommunications. Environ la moitié des 120 entreprises publiques que comptait le Bénin en 1980, furent créées pendant cette période d'avant la révolution.

L'arrivée du régime révolutionnaire dut accentuer la floraison de ces établissements qui avaient aussi servi de goulot d'étranglement de l'économie nationale. Une croissance économique couronna la période, entretenant un sentiment de joie et de succès au sein du peuple. « Mais la prospérité des années 1970 n'était que fictive tant elle masquait la faiblesse d'une économie caractérisée par une balance commerciale chroniquement déficitaire et la quasi absence d'un tissu industriel » (*La lutte anti-corruption dans les textes et la pratique*, 4)

L'industrialisation d'un pays dépourvu de ressources financières acceptables comme le Bénin ne peut conduire qu'à un endettement démesuré et non maîtrisé. La politique d'industrialisation lui a permis de consolider son plan en installant quelques industries légères de cimenterie, de canne à sucre, d'oléagineux, de textile, de pétrole et agroalimentaires. Comme l'atteste le document de l'Organisation du Bureau International de Travail,

La politique d'industrialisation devait, à terme, déboucher sur la création de plusieurs milliers d'emplois. Or, en dépit des investissements considérables consentis par l'Etat, le volume des effectifs engagés dans les sociétés d'Etat et les entreprises parapubliques ne représentait que 6,2 pour cent de la population active non-agricole en 1971 et 6,3 pour cent en 1985 » (5)<sup>20</sup>.

Le souci de financement des entreprises ainsi créées obligea les responsables du pays à contracter des prêts. Les pays du bloc socialiste et quelque peu la France leur avaient accordé

---

<sup>20</sup> Maldonado, Carlos. *Le secteur informel : fonction macro-économiques et politiques gouvernementales. Le cas du Bénin*. Site de l'OIT. In <http://www.ilo.org/public/french/economics/ent/papers/ippred1.htm>

l'attention nécessaire. Cette « culture économique de l'interventionnisme de l'Etat qui apparaît comme le seul agent économique capable de créer ou de gérer dans l'intérêt national les maillons industriels et commerciaux du tissu économique » a aussi eu raison du système gestionnaire béninois (3).

Il est peut être arbitraire de penser que cette méthode puisse être “le moteur du développement”<sup>21</sup>. Cependant, elle a servi de directive politique aux gouvernements africains dont le Bénin. L'étatisation de l'économie nationale de 1974 dans un contexte d'accroissement spectaculaire permit au gouvernement de disposer d'importantes ressources financières. L'existence d'une planification signifie que le système politique en place était quand même caractérisé par une préoccupation prévisionnelle en matière d'économie. C'était effectivement une planification rigoureuse de la vie économique et financière du pays qui s'étalait sur une période de cinq ans ou plan quinquennal comme annoncé plus haut. Rien ne se faisait au hasard.

Le plan d'orientation avait retenu en substance cinq points essentiels dont le renforcement de la sécurité alimentaire, l'industrialisation, l'atténuation du caractère monoculturel des exportations, la transformation de la structure de l'économie et la fixation des projets prioritaires. Des associations coopératives de producteurs à caractères socialistes ont été donc mises sur pied pour répondre à ce besoin. Elles étaient supervisées et encadrées par des structures dont la principale était le centre d'action révolutionnaire pour le développement rural (C.A.R.D.E.R.). Le secteur primaire étant le plus important, la politique gouvernementale a été de le renforcer pour en faire une base de développement. Cela connut effectivement un essor considérable à en croire le rapport d'action économique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en 1992 car de 1977 à 1983 l'économie prospéra et

---

<sup>21</sup> Les économistes nationalistes conditionnaient le développement national par l'étatisation des structures économiques.

acquies une croissance régulière de 5 % par an. Aussi, de 1984 à 1986, l'agriculture a contribué à la formation de plus de 46,7% du P.N.B. (Produit National Brut) du Bénin. Cette croissance est à mettre à l'actif de la culture du coton qui a atteint un record de 110.000 tonnes de rendement en 1987.

Au cours de la seconde moitié des années 80, le pays réorienta sa politique agricole en renforçant davantage la production des cultures vivrières longtemps abandonnées au détriment des cultures d'exportation. Ce qui fut aussi un succès confirmé par les statistiques du ministère du développement rural et de l'agriculture actuel.

La culture de l'ananas avait également été promue pour faire du Bénin l'un des meilleurs exportateurs de ce produit en Afrique. C'est le résultat de cette politique de diversification des produits agricoles qui avait conduit à un tel essor. Mais tout n'était pas partout à la perfection. Malgré sa position de premier pays ayant amorcé la culture de palmiers à huile bien avant la Côte d'Ivoire, tous les efforts mis en œuvre pour faire de cette spécialité une réussite, se révélèrent vains. Son rendement progressa à la baisse chutant de 134.000 tonnes en 1970 à 33.200 en 1984.

Quant aux ressources minières, elles ne sont d'ailleurs pas assez importantes. Du travail de recherche effectué par Dmitri Gorges Lavroff en 1988, on compte une installation d'exploitation de puits de pétrole offshore dont la rentabilisation ne s'effectua jamais, le pays ne pouvant pas assurer l'investissement nécessaire pour une exploitation adéquate. La cimenterie d'Onigbolo, co-gérée par le Bénin et le Nigeria, ne parvenait toujours pas à assurer l'autosuffisance tant désirée en matériaux de construction. « Le secteur secondaire qui était très peu développé, n'occupait que 13 % de la population active pour ne participer qu'à 13 % au P.I.B. (Produit Intérieur Brut) national » (*La République Populaire du Bénin*, 1014).

On pouvait noter quelques entreprises dans les secteurs du corps gras, du textile, de l'agro-alimentaire, du bois et des matériaux de construction. La SONICOG (Société Nationale de l'Industrie des Corps Gras) était la seule industrie qui dépassait la production nécessaire à la consommation locale. Les efforts faits pour développer les industries textiles et sucrières sont restés non concluants.

Dans le secteur tertiaire, seul le commerce avait une ampleur significative grâce surtout à la présence du géant Nigeria à côté qui servait d'ouverture, de marché et de fournisseur principalement sur la base « des échanges non officiels » (1015). Cependant, malgré ces efforts tout de même louables, l'économie s'était par la suite avérée décadente et déficitaire.

C'était seulement à partir de 1988 que le gouvernement béninois amorça une lente réforme du secteur public et parapublic. Il fallait liquider certaines entreprises non rentables comme la banque Béninoise pour le développement et la banque commerciale du Bénin. Notons qu'entre temps, la situation de la dette publique du pays était devenue préoccupante. Elle aurait certainement poussé le président Kérékou à faire des concessions dans sa manière de gérer le pays. Elle s'estimait à 878,8 millions de dollars déjà en 1984 et n'a plus cessé d'augmenter. Notons aussi qu'à plusieurs reprises, les demandes d'allocation de prêt adressées par le gouvernement à la Banque Mondiale et au FMI avaient toujours été rejetées.

Pourtant, selon Dmitri Georges Lavroff, « la République Populaire du Bénin était parvenue à la stabilité politique après de longues années de troubles internes et de crises gouvernementales » (1015). Le pays était bien contrôlé jusqu'en 1988, l'année du paroxysme de la crise économique et sociale. Les troubles que l'on pensait contrôlés et maîtrisés par le gouvernement, avaient repris en intensité, conduisant le Président à finalement renoncer à

l'option marxiste-léniniste pour ouvrir le pays sur une voie nouvelle plus sûre et fiable à savoir la voix démocratique.

### **c- La situation sociale**

La première conséquence sociale d'une économie aussi décadente et ruinée qu'était celle du Bénin des années 1980, est donc la misère qui a pour corollaires les crimes de tout genre, la prostitution, le vol et la violence. Tout devint alors confus et tout le monde se chercha une issue plus ou moins adéquate. Comme conséquence, la vie sociale s'est désorganisée, laissant au dépourvu, des populations désemparées et appauvries par une misère insoutenable. Les conditions de vie rarement satisfaisantes des créateurs potentiels, la baisse du pouvoir d'achat de la société et l'accroissement simultané des besoins ont fait que la culture intellectuelle apparaît aujourd'hui infiniment moins rentables que la politique et les "affaires"<sup>22</sup>. « Ainsi, l'individu qui n'a que son savoir à offrir sur le marché du travail fait figure de parent pauvre à côté de l'homme d'affaire et de l'homme politique »<sup>23</sup>.

Les Béninois redoublèrent d'imagination et de créativité. D'où l'entrepreneuriat privé jadis banni et interdit resurgit cette fois, avec recrudescence. Malheureusement, la plupart de ces entreprises échappèrent au contrôle gouvernemental. Ainsi naquit et se développa le secteur informel qui finit par surplomber le système officiel.

En 1982, selon une étude menée par le BIT, l'économie informelle représentait un poids écrasant dans la structure productive béninoise: elle employait environ 95,7 pour cent de la population active occupée de dix ans et plus, localisée en milieu urbain et rural, soit 1.697.295 individus<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> Terme communément utilisé pour le business en Afrique de l'Ouest.

<sup>23</sup> Houannou, Douze ans de littérature béninoise [1983- 1995] In *Notre Librairie* № 124, Octobre- Décembre 1995, 28

<sup>24</sup> Maldonado, Carlos. *Le secteur informel : fonction macro-économiques et politiques gouvernementales. Le cas du Bénin*. Site de l'OIT. In <http://www.ilo.org/public/french/economics/ent/papers/ippred1.htm>

En terme de revenu national, la production du secteur informel, agricole et non agricole, était évaluée à 64,5 pour cent du PIB selon les enquêtes menées en 1985 par l'institut national pour la sécurité alimentaire et économique (INSAE). Ces données prouvent que la majorité de la population était loin de pouvoir jouir de l'offre d'emploi de la part du gouvernement. Seulement une large minorité pouvait travailler pour gagner des salaires qui ne permettaient pas d'assouvir les besoins quotidiens. La conséquence immédiate de l'échec en matière d'emploi se remarqua dans le taux de chômage galopant qui prédomina dans le secteur de l'emploi du pays.

Les intellectuels usèrent de stratagèmes et de leur génie créateur pour fonder des associations, des groupes et des cercles de réflexion d'où naquit une littérature. C'était le théâtre populaire qui joua un rôle remarquable dans la conscientisation du peuple béninois dans sa lutte pour le renversement du système marxiste et révolutionnaire.

#### **d- La situation culturelle**

La situation culturelle du Bénin fut sérieusement touchée par l'application des principes directeurs de la révolution marxiste qui, comme nous le savons, a déclaré la "mort de Dieu". "La religion est l'opium du peuple" avait dit Karl Marx. Appuyé par ces propos contre la spiritualité, le début des activités du système révolutionnaire a principalement été marqué par le bannissement des pratiques mettant en valeur la culture du pays et l'interdiction de toute activité ayant des rapports avec la tradition comme la chefferie et les pratiques culturelles. Le pays est resté des décennies durant sans une politique de développement culturel authentique. L'enseignement et la propagande de l'idéologie marxiste-léniniste leur avaient ravi leur position habituelle de force. Comment peut-on comprendre qu'un gouvernement veuille interdire des traditions telles que "la fête des ignames" où l'on inaugure la consommation de la nouvelle igname par des sacrifices populaires de

purification ; ‘‘les flagellations des Peuls’’ où le courage et la bravoure de l’homme sont testés et appréciés ; enfin ‘‘les luttes traditionnelles...’’ qui mesurent la force et l’agilité des concurrents ? Comment pouvoir se taire et laisser faire un régime qui décide d’instaurer de nouvelles valeurs éducatives sans toutefois parvenir à la réalisation de son projet? Tout ce malaise atteignit son paroxysme avec le manque total de fonds dans les caisses de l’Etat en 1988. *La Naissance d’Abikou* l’explique si bien qu’il est facile de comprendre à qui l’œuvre fait référence. Il y a eu des échauffourées au sein de la société et des hommes passèrent à l’action. Des mobilisations clandestines se produisent qui ont conduit à la mise en place de groupes clandestins d’action de provocation et de troubles. Cela a fini par embraser le peuple tout entier. C’est la fougue populaire de vouloir en finir avec ce régime militaire qui avait pourtant su ouvrir la voie à un espoir culturel par la mise sur pied des groupes civils culturels et artistiques aussi.

C’était le début d’une vague de créations artistiques et culturelles avec pour effet la vogue du théâtre populaire d’abord, puis professionnel ensuite. Cette période a vu naître des groupes tels que l’E.A.C.E.<sup>25</sup> ‘‘les Muses du Bénin’’ ou le groupe féminin ‘‘Towakonou<sup>26</sup>’’. On y faisait du théâtre et aussi de la poésie qui avaient tous contribué à la sensibilisation de la masse et à la prise de conscience pour des soulèvements et des révoltes.

Leurs efforts avaient ensuite été assistés et soutenus par les écrits des auteurs tel qu’Olympe Bhêly-Quenum et d’autres comme Jean Plya et Séverin Akando. Dans le cadre du présent travail, seules les œuvres d’Olympe Bhêly-Quenum sont retenues pour servir de matériels de support à l’étude.

---

<sup>25</sup> L’Ensemble Artistique et Culturel des Etudiants.

<sup>26</sup> Un mot en langue Fon du Bénin signifiant : que le pays vienne rire.

## **2- La Côte d'Ivoire**

Contrairement à la plupart des pays francophones du Golfe de Guinée, la Côte d'Ivoire a connu un régime monopartite de pouvoir sans partage autour du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire du Président Félix Houphouët-Boigny depuis son indépendance jusqu'en 1993, date de la mort de celui-ci. Le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement de 2000, intitulé *Les pays les moins avancés*, consacra une partie entière à la croissance économique et à l'évolution de la situation sociale dans les années 90. Ces données servirent de ressources ici.

### **a- La politique interne**

Contrairement aux autres pays concernés par le travail, le parcours de la Côte d'Ivoire fut exceptionnel sur cette période des indépendances aux années 80. En effet, le charisme du Président Houphouët-Boigny y joua un rôle prépondérant. Ministre dans les gouvernements français de l'époque, il fut un syndicaliste dynamique ayant défendu la cause des agriculteurs depuis l'aube de sa carrière politique. La création du Syndicat Agricole Africain (S.A.A.) sous son initiative en 1944 et sa fusion en 1945 avec des cellules communistes ivoiriens pour donner naissance au P.D.C.I.- R.D.A.<sup>27</sup> ont fait de lui un responsable incontournable en Côte d'Ivoire.

Dès sa prise de pouvoir en 1959, il eut comme souci majeur le développement et la prospérité économique. Il battit son plan d'action sur la richesse de l'agriculture dominée par des cultures de rente dont le café et le cacao. D'une main de fer et dans la fermeté il fit asseoir un système politique de parti unique où aucune dissidence ne fut jamais laissée impunie. Il régna sans partage de pouvoir jusqu'au 7 décembre 1993.

Il est aussi nécessaire de signaler que son régime n'échappa pas entièrement aux troubles qui avaient secoué la plupart des régimes autocratiques africains. Certes, les élections

---

<sup>27</sup> Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire allié au Rassemblement Démocratique Africain.



de 1970, 1975 et 1980 avaient confirmé avec près de 100 % des voix, l'autorité du président Houphouët-Boigny et l'orientation politique d'un régime qui ne cessa de s'appuyer sur un parti unique. Mais l'acquisition d'un tel pourcentage cache des manières nullement libérales qui ont pour noms l'intimidation, le bourrage des urnes avec des bulletins favorables au président et les menaces de mort contre quiconque osait voter contre la tendance générale. Cela démontre que malgré ce plébiscite, son règne n'était d'aucun repos. Seule les astuces et la clairvoyance l'ont sauvé des situations difficiles voire catastrophiques.

D'abord, il rechercha l'hégémonie totale tant sur le plan national qu'international par la mise en application d'une politique de regroupement autour de lui. Ses premières manœuvres politiciennes avaient pour objectif d'écarter les potentiels leaders charismatiques susceptibles de lui ravir sa position. Tel que nous le rappelle l'économiste Samir Amin, il y eut une crise entre lui et le Président sénégalais, Léopold Sédar Senghor et Abidjan, ne voulant plus être à la remorque de Dakar, entraînera dans son sillage la Haute Volta, le Dahomey, et le Niger pour créer le Conseil de l'Entente. De même, il s'en pressa d'écarter nombre de dauphins potentiels au sein du P.D.C.I.<sup>28</sup> parfois sous l'accusation de complots. La réprimande infligée aux complots de 1963 et 1964 était une preuve que la dictature ivoirienne ne pardonna aucune action de controverse.

Ce n'était qu'à partir du VIIe congrès du parti qu'il favorisa le rajeunissement du personnel politique, mais toujours dans le seul cadre du parti unique. Des mouvements de révoltes, de complots militaires et de tendances séparatistes secouèrent aussi le régime en 1969, en 1970, en 1977 et 1982. Ils avaient tous été réprimés dans le sang par le pouvoir central d'Houphouët.

---

<sup>28</sup> Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

C'est suite à ces différentes grogues au sein de la population qu'il se décida de pratiquer sa politique d'ouverture à une manière, excluant toujours la création d'autres partis politiques parallèles. Toute œuvre littéraire osant même apostropher les manières dictatoriales du Président était en son temps sanctionnée et son auteur banni ou emprisonné.

*Le diseur de vérité* est une pièce de théâtre écrite par Ahmadou Kourouma en 1968, mais publié seulement en 1988 et qui dénonçait les manières peu orthodoxes de l'autorité gouvernementale. Cela valut à l'auteur le tour du monde qu'il connut en tant qu'écrivain exilé, car le Président Houphouët-Boigny s'y identifia comme l'accusé direct du récit. Cette attitude permit d'affirmer qu'il était loin de mettre en pratique la vraie démocratie dans son pays. Il s'agissait de la politique d'un système dit démocratique mais qui n'accepta jamais un multipartisme en fait. Houphouët et ses partisans assumèrent les rênes du pouvoir sans toutefois admettre un point de vue contraire aux leurs. L'étouffement des idées et des opinions fut les manières fortes par lesquelles le despote procéda afin de se tenir intangible au pouvoir. Des exactions et des meurtres furent commis en vue de toujours faire taire la population.

Mais cette politique de « *silence, on développe* »<sup>29</sup>, même si elle servit 'au vieux' à rester inamovible au pouvoir jusqu'à sa mort, ne manqua pas de lui attirer des opposants, farouches et décidés à se frayer "la voie de la libération."

Là encore, la littérature fut d'une utilité considérable et efficace pouvant provoquer le désir du changement dans la société. Des auteurs ivoiriens tels que Aké Loba, Koné Amadou, Véronique Tadjo et bien sûr Ahmadou Kourouma, firent usage de leur plume pour rompre le silence et porter à la connaissance du monde les souffrances du peuple et son désir d'accéder à une situation plus humaine et plus juste. Dans *En Attendant le vote des Bêtes Sauvages*,

---

<sup>29</sup> Adiaffi, Jean- Marie. *Silence, on développe*. Paris : Nouvelles du Sud, 1997.

Kourouma ne manqua pas de dénoncer cela et de faire savoir ce à quoi la population aspirait en son temps.

Tout de même, il ne faudrait pas aussi perdre de vue le rôle capital joué par le théâtre populaire à l'image du groupe KOTIBA et d'autres encore pour conjuguer leurs efforts et faire de la lutte littéraire un succès.

### **b- L'économie**

Des indices probants confirment que la Côte d'Ivoire connut un rythme de croissance exceptionnel depuis l'indépendance. Il est normal que vingt ans plus tard, le pays mérite la dénomination quasi populaire de "miracle ivoirien". Cela fut possible grâce à la politique de développement mise en route par le président Houphouët-Boigny dès sa nomination déjà en tant que député à l'Assemblée française en 1957.

Il sut développer une politique agricole florissante ayant permis l'intensification et la promotion des domaines tels que l'agriculture vivrière, l'agriculture de plantation et l'exploitation forestière. Il a aussi fait promouvoir l'industrie, l'artisanat et la construction, les communications, le commerce, les services et l'administration. Bref, il engagea le pays dans une voie de développement généralisé. Les résultats de cette politique furent très concluants. « En quinze ans, le produit intérieur brut a quadruplé, soit 230 milliards de francs CFA en 1965 »<sup>30</sup>, sans plus jamais cesser de croître jusqu'aux années 80.

La production des produits vivriers traditionnels comme l'igname, la banane, le manioc et le mil doubla grâce surtout à l'amélioration de la distribution et au développement du commerce et des communications par l'entremise d'infrastructures adéquates. D'autres cultures vivrières comme le maïs et le riz furent aussi intensifiées dans leur production pour faire face à la croissance des besoins des ivoiriens. Ainsi, le développement de l'agriculture

---

<sup>30</sup> Amin, Samir. "Côte d'Ivoire". *Encyclopedia Universalis*, 1993. p.664.

industrielle permet de payer les frais d'importation du pays. Ce sont donc « ces cultures de rente ou industrielle qui sont la clé du miracle ivoirien » (664).

Les exportations du café et du cacao passèrent de 55.000 tonnes à 255.000 tonnes en moins de vingt ans. Ce qui fit de la Côte d'Ivoire le premier producteur du monde du cacao avec plus de 560.000 tonnes en 1987.

La diversification de ces deux types de culture a jeté les bases de l'industrialisation de la Côte d'Ivoire dans la mesure où des complexes agro-industriels ont été créés autour des nouvelles cultures. On note par exemple la création de la Société pour le Développement du Palmier (SODEPALM) pour la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme ; la SODESUCRE pour le développement de la culture de canne à sucre et son raffinage ; la Société Africaine des Plantations d'Hévéa (SAPH) et la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB) pour la production et la transformation du caoutchouc naturel ; la Compagnie Ivoirienne de Développement du Textile (CIDT) pour la production et le tissage du coton<sup>31</sup>.

Au fil des ans, le pays d'Houphouët-Boigny en devint un des grands producteurs du monde. Cela lui offrit des conditions favorables pour la promotion des petites et moyennes entreprises. Le chiffre d'affaire des petites et grandes industries se décupla en un temps record.

Ainsi, le pays promut la politique d'industrialisation avec des fonds nécessaires investis pour la promotion et le renforcement des établissements fondés ou nationalisés. « La culture économique de l'interventionnisme de l'Etat, supposée être le moteur de l'Etat » s'intensifia avec un objectif de créer et de gérer l'économie dans l'intérêt national (Chavane, *Bilan et perspectives des privatisations en Afrique francophone : une étape de la démocratisation ?*, 3).

---

<sup>31</sup> (Kouadio, Benié. *Analyse de la croissance économique de la Côte d'Ivoire*. URL :[http://www.gdnet.org/pdf/draft\\_country\\_studies/CotedIvoire-Kouadio.pdf](http://www.gdnet.org/pdf/draft_country_studies/CotedIvoire-Kouadio.pdf) (Page consultée le 2 novembre 2004).

Dans les régions Baoulé et Agni du centre et du sud-est où le café et le cacao sont cultivés une classe d'environ 20.000 planteurs aisés se développa, deux fois plus de planteurs moyens exploitèrent le quart des plantations avec l'aide d'ouvriers agricoles souvent immigrés.

Aussi, la mise en valeur de la forêt de l'Ouest sous le grand projet de la fin de années soixante-dix fit naître aussi une classe de petits colons locaux ou immigrés. La conséquence immédiate de cet essor économique ivoirien fut inévitablement l'essor démographique et l'exode rural. D'une part, les populations des savanes du nord, subsistant difficilement par les cultures d'arachide et de coton, furent plus attirées par l'essor de la forêt. Elles se livrèrent alors à un exode massif vers ces zones de prospérités socio-économiques pour faire fortune. Les villes du nord se vidèrent au détriment du centre et de l'Ouest qui virent surgir en leur sein de nouvelles villes telles que Yamoussoukro, Daloa, Bouaké et Man. Chacune de ces villes n'avait pas moins de 200.000 habitants en 1988.

D'autre part, le "boum économique"<sup>32</sup> ivoirien ouvrit le pays à l'immigration en provenance des pays voisins et de la sous-région ouest africaine. La plupart des immigrés parvinrent à se faire naturaliser ivoiriens ; ce qui est aujourd'hui un problème que la Côte d'Ivoire d'après Houphouët-Boigny cherche à juguler.

Cependant, le ralentissement des cours mondiaux de ces denrées précipita le pays dans une décroissance sans précédent de capitaux et de chiffre d'affaire. Le président dut faire bloquer les exportations de café et de cacao et dut retirer son pays du marché international. Les négociations qu'il engagea en personne à Londres en 1983, ne donnèrent pas de résultat acceptable. Car l'accord auquel il aboutit avec ses protagonistes s'envola l'année suivante, laissant la Côte d'Ivoire avec un excédant de production très considérable. Le pays se retrouva

---

<sup>32</sup> Ainsi se traduit un développement rapide et important de l'économie.

insolvable avec une dette de plus de dix milliards de dollars. Cette crise contraint des producteurs à se tourner vers d'autres cultures comme l'hévéa pour tripler la production du caoutchouc en 1988. Notons que l'industrie du bois se concentra dans l'Ouest et permit au port de San Pedro de se développer pour équilibrer ainsi la région et faire contrepoids aux installations portuaires d'Abidjan. Une usine à pâte à papier y fut construite avec une capacité de production de 30.000 tonnes par an.

Par ailleurs, l'espoir mis dans son pétrole off-shore ne fut réalisé malgré sa capacité tout de même considérable de production de baril par jour. Voilà comment la Côte d'Ivoire du rang de meilleur producteur de denrées agricoles connut d'irrégularités dans son développement économique.

La conséquence sociale montre une population jadis soulagée mais qui par la suite se vit confrontée à des difficultés de tout genre : financière, alimentaire, le coût de vie trop élevé et le manque de liberté d'expression. Malgré ces difficultés, il est à noter que les Ivoiriens étaient conscients de l'effort fait par leur Président en terme de développement. Même les œuvres littéraires de la plupart des écrivains surent reconnaître au système politique d'Houphouët sa réussite économique. Le pays était appelé "poumon économique de l'Afrique de l'Ouest", selon le langage populaire. Mais si malgré ce rayonnement économique du pays, il y eut des voix qui s'étaient levées, c'est dire qu'il y avait malaise quand même et qu'il fallait à tout prix chercher à éradiquer. C'était en fait l'image de *la fête au bout du canon*<sup>33</sup>.

Kourouma dans *En Attendant le vote des Bêtes Sauvages* analyse ce cas exemplaire quand il décrit les scènes de distributions des villas aux parents, proches et amis. «A tout habitant des villages environnants de sa case natale, il avait fait octroyer gratuitement une

---

<sup>33</sup> Titre d'un roman ivoirien qui dénonce l'embrigadement de la population Ivoirienne par la force des armes en lui faisant croire à l'existence d'un bonheur qui n'existe pas ailleurs.

villa par le gouvernement, » (Kourouma, *En attendant le vote des Bêtes sauvages*, 187).

C'était tant de gestes de gentillesse par la prévarication des biens publics auxquelles se livrait souvent " le vieux au totem caïman." »<sup>34</sup> Koyaga fut témoin oculaire de cette richesse lors de sa visite au 'vieux'. Mais malgré toute cette richesse qui paraissait indéniable, elle couvrait une situation de malaise dont nous parle Kourouma dans ses œuvres.

### **c- La situation sociale**

La situation sociale ivoirienne comme nous l'avons dit tantôt par rapport à l'économie, était l'une des plus sereines de la région. La misère, si misère il y avait, n'était pas aussi répandue comme on pouvait le remarquer ailleurs. Grâce à la politique de développement agricole des produits vivriers et d'exportation, la population ivoirienne développa un mode de vie de classe supérieure mais de façon inéquitable.

Une classe de petite bourgeoisie se forma très rapidement surtout dans les zones forestières de production de café et de cacao. Elle ne cessa plus de croître entraînant une urbanisation accélérée. La conséquence directe de ce fait social est l'exode rural qui a dépourvu les régions pauvres du nord du pays.

Cet essor a aussi ouvert le pays à une forte immigration en provenance des pays de la sous-région. Pour certains, il fallait profiter de l'opportunité commerciale qu'offrait la Côte d'Ivoire. Ainsi, des Burkinabé, des Ghanéens, des Maliens, des Sénégalais, des Libériens et même des Togolais, des Béninois et des Nigériens y ont élu domicile pour faire le négoce.

D'autres part, les plantations ivoiriennes avaient besoin de mains d'œuvres. L'insuffisance de ce que celle locale offrait permit aux expatriés de complicité sûrement avec certains propriétaires de terres, d'opérer à un commerce de trafic de mineurs. Il s'amorça dans les années 70. Avec la fin de la fureur de l'or ghanéen, beaucoup d'immigrants prirent

---

<sup>34</sup> Ce jeu de mots nous semble être utilisé pour désigner le Président Houphouët-Boigny.

d'assaut les champs de café et de cacao en Côte d'Ivoire. Ils y firent fortune et commencèrent à faire venir des parents restés au pays. Par la suite, ces fortunés devenus trafiquants de mineurs se rendent sur place pour obtenir des enfants contre de modiques sommes.

C'est comme ça que la population ivoirienne quadrupla facilement. Elle passa de 3.880.000 d'habitants en 1965 à 10.800.000 en 1987. Elle est d'environ 17 millions aujourd'hui. Ces facteurs sociaux contribuèrent énormément au coût de vie élevé qui s'y mène. La grande modernisation de l'espace et des infrastructures entreprise par le président durant tout son règne y apporta une part remarquable.

En effet, la Côte d'Ivoire était toujours considérée comme "un quartier de la France". Le traitement des travailleurs reste l'un des meilleurs de la sous-région. De ce fait, il se creusa une marge profonde entre le pouvoir d'achat de la classe aisée et celui de la classe pauvre. Arsène Kouadio remarqua dans son travail intitulé "dette de la Côte d'Ivoire et défi dans la lutte contre la pauvreté" que «la pauvreté reste fondamentalement rurale en Côte d'Ivoire avec près de 42 pour cent de la population rurale vivant en dessous du seuil de pauvreté contre 23 pour cent en milieu urbain »<sup>35</sup>

Trois raisons fondamentales furent la cause de l'appauvrissement précipité de la population. Il s'agissait notamment de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de première nécessité d'environ 50 pour cent entre 1976 et 1980, les prix d'importations ivoiriennes qui ont augmenté de 10 pour cent l'an, les deux chocs pétroliers de 1973-74 et de 1977-78, l'augmentation en moyenne de près de 18 pour cent par an des produits vivriers entre 1975 et 1980, la hausse du coût de logement, des transports, d'habillement etc. Tout ceci est couronné par un faible taux d'épargne de la population.

---

<sup>35</sup> Kouadio, *Dette de la Côte d'Ivoire et défi dans la lutte contre la pauvreté*. Abidjan : CIRES, 2001. p.8.



La situation était alors critique. Mais l'éclat économique des années précédentes permit de la dissimuler et de la gérer. Cependant, des voix parvinrent à braver ce mutisme habilement entretenu et encouragé par le pouvoir. Elles osèrent s'exclamer pour se faire entendre et à travers elles faire entendre le peuple affamé et malheureux.

N'étant pas alors à la limite de la misère totale à l'instar des autres pays dont il est question ici, le discours tenu par les auteurs ivoiriens reflète souvent assez d'euphémisme et de reconnaissance tacite des biens faits du pouvoir d'Houphouët-Boigny. C'est ce qui dut certainement distraire les écrits littéraires dans leur ton, leur style et leur satire de la politique du "vieux".

Ainsi, du point de vue bataille engagée pour l'instauration de la démocratie, on remarque avec aisance une divergence au niveau du langage tenu ainsi que de la perspective entrevue par les auteurs. Certes, des auteurs comme Kourouma ou Véronique Tadjo, loin de se laisser confiner dans les trousseaux du pouvoir nous ont permis de comprendre la réalité conflictuelle que vivent les populations de la Côte d'Ivoire. *Le Diseur de Vérité* l'atteste clairement avec Tiédjouma la fille du Chef Diarra qui, malgré toute la richesse qui l'entourait, elle se trouvait bien malheureuse par manque de la chaleur humaine paternelle. «Je t'ai tout donné, dans les choses et dans les paroles. Je t'ai proclamée la plus belle du pays [...] Au lieu de soutenir mon pouvoir, tu parles de retour, de déception. Tu joues et chantes la fête de la subversion» (Kourouma, *Le diseur de vérité*, 33).

Les raisons de l'attitude étaient assez probantes. Elles provenaient de la barbarie et des brutalités parentales suite à une obsession outrageante d'un prestigieux mais autoritaire pouvoir. Les plaintes de la jeune fille accablaient clairement le père Diarra qui ne possédait que « des brutalités pour [elle] et des prisons pour les autres » (33).

#### **d- La situation culturelle**

Elle se caractérisa par une flambée de mouvements et de groupes culturels qui eurent le courage et la volonté de s'exprimer. L'art théâtral fut bien développé et répandu. Le système politique obligea des écrivains à l'exil et ceux qui étaient restés à l'exception de ceux qui faisaient le jeu du parti, ne purent pas jouir de la liberté d'expression. Néanmoins, les troupes théâtrales créées se permettaient quand même des envolées langagières qui égratignaient le pouvoir du "Vieux"<sup>36</sup>. C'est ainsi que le groupe 'Kotéba', qui avait un auditoire bien fort riche et varié, put se permettre de jouer des pièces proférant des critiques dans un langage simulé. C'est le 'théâtre de Treichville' qui se montra plus virulent à l'égard du pouvoir ivoirien. A l'exception de ces deux troupes, le reste du monde théâtral fut prédominé par des troupes de recherche d'esthétique scénique. Tout en retournant à la source du passé africain, des troupes comme la 'Compagnie Didiga' de Zadi Zaourou, la 'Griotique' de Niangoran Porquet et même le 'Kotéba' se préoccupèrent plus de la revalorisation des mœurs et coutumes du terroir qu'à la situation politique. Leurs compositions portèrent souvent sur la problématique même du théâtre ivoirien. Ils visèrent ainsi une amélioration de l'art théâtral beaucoup plus culturel que socio-politique. Certainement n'ayant pas comme difficulté majeure la situation politique de leur pays, ces troupes ne trouvaient aucune utilité à s'impliquer dans un combat politique plus intense. Leurs représentations, loin de s'inscrire dans une logique textuelle qui se veut formaliste avec des personnages, une intrigue et un scénario bien échafaudé autour d'un thème social ou politique donné, se limitaient essentiellement à des scènes culturelles, des danses et des gestuelles de revalorisation du corps.

---

<sup>36</sup> Mot populaire qui désigne le président Houphouët-Boigny.

Seul le théâtre de Treichville comme annoncé plus haut, le plus populaire en Côte d'Ivoire parce que plus proche du peuple, se permit de s'insurger contre les méfaits des gouvernants. Dans un message souvent direct, cette troupe dénonça leur incapacité à assouvir aux besoins de la population et le silence coupable dont le peuple fait montre. *La maîtresse* d'Adjé Daniel ou *Les Enchaînés* de N'Zassa théâtre avaient dû impressionner le public d'Abidjan. Ce sont des textes d'une satire exemplaire caractérisée d'humour grotesque à faire révolter les supposés destinataires.

### **3- La Guinée**

Une Revue du cadre réglementaire pour la participation du secteur privé dans les infrastructures publiée en juin 2000 par la Banque Mondiale comporte des indices qui furent exploités judicieusement dans cette partie. L'approche des situations politique, sociale, économique et culturelle guinéennes sur la base de ces données fait du pays un autre cas spécifique de la zone concernée. En effet, dotée d'une histoire politique spécifique depuis l'indépendance, elle vécut des situations qu'aucun autre des pays que le travail concerne ne connut. Elle accéda à l'indépendance en 1958 suite aux violentes revendications du virulent syndicaliste Sékou Touré devenu le premier président.

Ce fut le premier pays francophone à recouvrer la liberté pour une auto-gestion politique des biens sociaux, économiques et culturels. Aussitôt, elle rompit les rapports de collaboration avec la métropole qui ne supporta pas ce comportement du dirigeant bouillonnant que fut Sékou Touré. Il instaura un régime révolutionnaire de type socialiste qui renforça les rapports politico-économiques guinéens avec la Chine, l'URSS et d'autres pays de l'Est. La dictature dont il fit montre recroquevilla le pays et son économie sur lui-même pour ensuite le laisser s'essouffler lentement sous le poids de la pauvreté et de la misère

totales. Pourtant, elle regorge de ressources minérales nulle part retrouvées dans les autres pays du Golfe de Guinée. Il régna dans la terreur et les assassinats éliminant toute personne qui osait s'opposer à ses mots d'ordre. Sa mort en 1984 permit au monde extérieur de découvrir un pays en pleine ruine sociale et économique. Ce fut aussi la fin de vingt-six années de règne sans partage de pouvoir dont les Guinéens et le monde se souviendront toujours. Une nouvelle ère s'amorça avec un nouveau gouvernement de type plus libéral et ouvert. L'euphorie gagna tous les cœurs et les familles des dissidents surtout. Au nombre de ceux-ci, il fallait compter les écrivains dont Tierno Monénembo, Williams Sassine et tous les autres auteurs exilés.

Pourtant, les années 80 ouvrirent une nouvelle porte en Guinée. Après la longue période de révolution marxiste appuyée par une dictature sans pareil par le pouvoir de Sékou Touré, les Guinéens expérimentèrent un renouveau dans la direction de l'Etat. Ce fut une situation qui pouvait déjà s'estimer de bonheur et de délivrance. S'il y eut qui se préoccupèrent de la vie politique du pays des années 1990 dans leurs romans, ce furent bien sûr Tierno Monénembo et quelque peu Williams Sassine. Pourtant, tous deux mènent une vie d'exilés, loin de leur pays natal. Le langage textuel qu'ils tinrent sur cette période ne fut rien d'autre que celui d'écrivain expatrié, loin de la terre natale. Les luttes de soulèvement pour l'instauration d'une démocratie ne figuraient pas en tant que tel dans leurs textes. Néanmoins, le style reste le même, celui de la dénonciation du système en place pour un changement qualitatif.

#### **a- La politique interne**

Elle se caractérise par une période révolutionnaire fortement animée depuis l'indépendance en 1958 jusqu'à la mort de son leader Ahmed Sékou Touré en 1984. En effet,

le régime guinéen fortement révolutionnaire et totalitaire, basée sur le socialisme était l'œuvre du Parti- Etat : le Parti Démocratique de Guinée. L'idéologie fonctionnait sur les principes du totalitarisme qui concernait toute la société guinéenne dans ses groupes et ses classes, chaque individu dans toutes ses activités comme l'avait recopié le Bénin. Avec de fréquents longs discours, des conférences à longueur de journée, le système se voulait de mobilisation. Le téméraire qui osait nourrir une vision contraire à la ligne politique tracée, était considéré comme un 'hors du peuple', de surcroît un antirévolutionnaire, voire un traître et un ennemi à abattre. Nombre d'intellectuels du pays furent victimes de cette manière arbitraire de considérer les affaires de l'Etat. Il y eut ce qu'on appela "la diète noire"<sup>37</sup> en Guinée. Cela consistait à laisser les supposés opposants au régime de Sékou Touré mourir de faim et de soif dans les macabres prisons dont le pays regorgeait. Cela avait pour but de lui laisser la main libre de diriger comme il le voulait. Ainsi, dans la fermeté, l'embrigadement et l'oppression, le pays fut dirigé, bien sûr avec seulement quelques légères progressions dans le temps.

La IIème constitution de 1982 apporta au grand étonnement de tous des modifications fort appréciables dans la manière de vouloir gérer les affaires du pays. Les droits et les libertés tant réclamés par les Guinéens y furent évoqués et accordés. Les libertés de parole et de conscience, le droit de grève, l'interdiction de la détention arbitraire en furent les points nouveaux d'amendement. Le "droit d'association" y fut dissout. C'est dire que le président Sékou Touré, peut-être acculé par les réclamations et les plaintes de sa population et du reste du monde, dut céder. Cette idée de "Peuple-Etat" à réaliser par le "Parti-Etat" guinéen n'a pas pu se concrétiser. En effet, deux ans après l'adoption de la nouvelle Constitution, Sékou Touré mourut, laissant derrière un pays agacé et meurtri par un quart de siècle de dictature révolutionnaire. Son successeur, le colonel Lansana Conté, renversa son

---

<sup>37</sup> Expression dont firent usage la communauté internationale et les opposants au régime de Sékou Touré.

gouvernement et prononça la caducité de cette constitution. « L'ancien régime est mort »<sup>38</sup> avait-il dit.

D'abord ce fut un "Comité Militaire de Redressement National" (CMRN) de dix-huit membres qui prit fonction en tant que gouvernement dirigé par le colonel Diarra Traoré. La "deuxième république" fut installée, dissolvant tous les organismes du Parti-Etat et de l'Assemblée Nationale. Des militaires furent nommés à tous les postes importants. Il n'y eut pas de manifestation car tout le peuple était enthousiaste et en liesse. Au même moment, tous les exilés d'environ 1.500.000 frémissaient d'espoir. Pour davantage enthousiasmer la population afin d'acquiescer l'opinion publique en leur faveur, les nouveaux maîtres de la Guinée avaient promis :

de respecter les droits de l'homme, de faire en sorte que nul ne soit plus jamais inquiété du fait de ses idées, d'assurer à tous individuellement et collectivement, la sécurité des personnes et des biens, de redresser l'économie délabrée. Désormais, il s'agit de créer les bases d'une démocratie véritable, évitant à l'avenir toute dictature personnelle (Discours).

Des mesures significatives furent prises allant de la libération des prisonniers politiques, relaxation des détenus de droit commun, emprisonnement d'ex-dirigeants, suppression de l'enseignement idéologique au renforcement de l'enseignement de la langue française. La Guinée était pour ainsi dire à une nouvelle phase de sa vie. Elle ne vivait pas les situations sociopolitiques que connaissaient les autres pays de la sous région. La politique interne de la Guinée en 1988 était celle d'un renouveau par rapport à tout ce qui a précédé. C'était donc une nouvelle ère qui ne devait plus susciter d'effacement tant la continuité s'engagea dans un réalisme de gestion convenant aux aspirations du peuple et selon les désirs des écrivains.

---

<sup>38</sup> Discours de prise de fonction par Lansana Conté à Conakry en avril 1984.

Cependant, on se rend compte que la teneur des textes littéraires comme *Un Rêve utile* est loin de nous prouver que la satisfaction escomptée a été réalisée. D'où la littérature Guinéenne de cette époque s'orienta et se concentra davantage sur les abus et les massacres orchestrés sous le règne de Sékou Touré et la fin de la révolution Guinéenne, mais aussi, elle aborda la situation d'après Sékou Touré comme une continuité sans aucun changement dans le système politique. Elle s'était beaucoup plus concentrée ailleurs que sur l'avènement de la démocratie comme cela se fera remarquer.

La IIème République dirigée par Lansana Conté ne fut pas à la hauteur de la tâche qui était sienne, semble-t-il. Prendre le pouvoir fut facile : “la mangue était mûre”<sup>39</sup> (Discours). L'exercer ne l'est pas, d'autant plus que les militaires ou n'en avaient aucune expérience ou n'avaient eu pour expérience que les pratiques du régime défunt.

Leur première difficulté fut enregistrée par rapport aux comportements et attitudes forgés par le régime défunt pendant vingt-six ans au sein de la société guinéenne qui demeuraient indélébiles. Aussi, la crise d'appartenance ethnique qui frise le racisme et qui avait souvent secoué l'unité nationale sous Sékou Touré, resurgit avec vigueur, maintenant les nouveaux responsables du pays dans une situation d'impasse et de manque de contrôle. Il est souvent reproché à l'actuel régime d'être l'apanage des Soussou (groupe ethnique du Président Conté) alors que celui révolutionnaire fut la chasse gardée des Malinké (Groupe ethnique du Président Sékou Touré). C'est dire que les Guinéens ne se supportent pas en tant que peuple issu de divers groupes ethniques mais oeuvrant tous pour un unique et même but, à savoir la construction nationale de la Guinée.

Par ailleurs, toutes les promesses faites au peuple par Lansana Conté dès sa prise de pouvoir s'avèrent être de la surenchère. La liberté d'expression tant clamée par le nouveau

---

<sup>39</sup> Expression de la facilité avec laquelle les militaires guinéens ont obtenu le pouvoir.

chef de l'Etat ne s'acceptait plus facilement. L'usage des tracts reprit ses droits. Certes, la tension n'était pas aussi vive qu'avant sa prise de pouvoir, mais elle régnait et continue de se faire toujours plus débordante.

L'autre mal du pays qui entrava sérieusement son redémarrage économique provenait des tracasseries administratives auxquelles furent confrontés les investisseurs étrangers lorsqu'ils décidaient de s'implanter en Guinée. C'était au prix de longues journées d'attente qu'il était possible de faire aboutir un dossier. De même, les biens produits par les ressources nationales et les bénéfices générés sont abusivement exploités par les autorités, sans jamais permettre une épargne pour la sécurité financière de l'Etat.

Néanmoins, il est à remarquer que les efforts fournis pour la décentralisation au niveau local se poursuivirent mais hélas rapidement estompés, car les élections virent revenir les anciens dignitaires du pays en masse. Ce fut de manière progressive et suite à des conciliabules que certains de ces barrons révolutionnaires purent reprendre place dans la gestion de la vie sociale, politique, économique et culturelle de leur pays. Les nouveaux dirigeants n'ayant pas daigné inquiéter des cadres de l'ancien régime de peur d'aboutir à une crise sociale incontrôlable, et aussi par manque de système judiciaire fiable en place, les Guinéens se livrèrent à des actes de vengeance et de lynchage dans les cas de vol même les plus négligeables.

Malgré la mise sur pied de la commission de rédaction d'un "livre blanc" sur les exactions de l'ancien régime depuis 1987, aucun résultat n'avait encore été publié en 1989 pour que justice soit rendue. Il existait un vide juridique qui faisait du "Comité Révolutionnaire de Redressement National" une instance politique naviguant à vue. Dans une telle situation, il est absurde de penser à une floraison économique du pays.



## **b- L'économie**

Elle se caractérisait par une nouvelle ère de redressement et de reconstruction. Après la longue période de cataclysme révolutionnaire, tout était à repenser et à reprendre. Les nouvelles autorités du pays engagèrent des pourparlers avec les institutions internationales financières pour obtenir plus d'assistance. Suite à un accord avec le FMI, la Banque Mondiale et le PNUD<sup>40</sup> un programme intérimaire national de 1985 à 1987 fut mis au point. Le pays reçut alors de l'aide de partout dans le monde. La France reprit les accords avec les nouveaux dirigeants et rendit la Guinée éligible à son "Fonds d'Aide et de Coopération". Le FMI et la Banque Mondiale accordèrent des crédits d'ajustement structurel d'un montant de plus de 320 millions de dollars sur cinq ans. Ce fut le plus important crédit jamais consenti à un pays africain. Les Etats-Unis, l'Allemagne et la France apportèrent leur assistance pour le redressement de l'économie du pays. De fait, il fut demandé au pays d'observer quelques sacrifices. C'était des mesures très drastiques qui furent proposées « pour fondamentalement changer l'économie sous le signe de la libre échange »<sup>41</sup>.

Entre autres mesures il y avait la dévaluation de la monnaie guinéenne et la recreation du système bancaire, la privatisation ou la liquidation des entreprises nationales, la libération des échanges et la liberté des prix, enfin le dégonflement d'une "fonction publique pléthorique et inefficace."<sup>42</sup> De 88.000 travailleurs, émergeant sur le budget national, il ne fallait retenir que 50.000. Le tout nouveau chef de l'Etat, ne sachant comment s'en prendre de façon efficace, dut procéder « avec lenteur et une extrême prudence, au risque de mécontenter certains» (65).

---

<sup>40</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement.

<sup>41</sup> Charles, Bernard. *Guinée*. Document de référence universel. p. 65.

<sup>42</sup> Ces mêmes mots sont toujours utilisés par le FMI et la Banque Mondiale comme argument pour faire passer leur programme de compression du personnel de la fonction publique des pays en développement.

Il attendit 1986 avant de commencer par “dégraisser” sa fonction publique. Ce n’était d’ailleurs qu’à partir de cette année que l’économie finit par redémarrer. La production agricole avait repris, avec une amélioration des revenus pour les paysans. Les marchés urbains commencèrent à connaître un meilleur approvisionnement. La restructuration industrielle ne se réalisa qu’en partie. La réfection des infrastructures qui était une tâche lourde à entreprendre eut du mal à se concrétiser. L’économie qui se trouvait à une étape de redémarrage était donc très fragile voire inexistante. La misère et la pauvreté persistaient toujours. Cette décadence de l’économie peut se lire à travers les lignes d’*Un rêve utile*. La présentation de la capitale du pays avec ses rues cahoteuses envahies par des herbes sauvages, des habitations aux toits délabrées et chancelantes est bien un récit attribuable à la vie contemporaine de la Guinée et de ses habitants.

Les maisons ovales et salpêtreuses de la Sig, les gourbis en forme de tertres de Madina, les chaumières de Bonfi, le fatras marécageux de Gbessia qui éparpille ses bouges jusqu’aux abords de l’aéroport... L’herbe est majestueuse, les manguiers ont une envergure de minotaures... Entre foulve et margouillis, Conakry tente désespérément d’être une ville. [...] Ce n’est pas Miribel, non ce n’est pas Crémieu, c’est un vieux faubourg mangé par la ruine, un îlot de misère et d’abandon. Un pastis de maisons basses bâties à la hâte juste pour abriter ce qui reste de colère et d’exaspération. (Monénembo, *Un rêve utile*, 156-57).

Selon les données de la “Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement” (C.N.U.C.E.D.), la Guinée a connu une décroissance de son produit intérieur brut par habitant pour la période de 1960 à 1985, soit un taux annuel moyen de 1,2 pour cent pour la première décennie, de 0,6 pour cent pour la deuxième, et de 1,6 pour les cinq dernières années. Ce déséquilibre économique l’a placé au rang de vingt-neuvième parmi les quarante et un “pays les moins avancés (P.M.A.)”<sup>43</sup> de la planète.

---

<sup>43</sup> Termes euphémiques désignant les pays les plus pauvres du monde.

Pourtant, le pays regorge d'un potentiel économique qui est loin d'être épuisé. Il est dit que les ressources agricoles de la Guinée sont suffisantes pour assurer son autosuffisance alimentaire. Entre autres potentialités agricoles nous pouvons citer, la variété de la complémentarité de ses régions, son climat et ses ressources en eau, la diversité de ses cultures, les possibilités d'élevage et de pêche. C'est un pays bien arrosé.

Dans le même ordre des potentialités économiques, la Guinée possède un sous-sol riche qui lui procure l'espoir d'obtenir les moyens de son développement économique. Ses ressources minières telles que la bauxite, le fer, le diamant, l'or et l'uranium sont encore abondantes et leur exploitation judicieuse permettrait de régler tout le déficit financier qui l'encombre. En 1987, elle détenait 26 pour cent des réserves prouvées de bauxite du monde avec une production de plus de 5,9 milliards de tonnes. Dans les régions du mont Nimba et du Simandou, elle possède du minerai de fer à haute teneur. Mais les moyens manquent toujours pour leur mise en exploitation rentable. Il est surtout révélé que la Guinée détient les plus importantes réserves hydroélectriques de l'Ouest africain avec plus de 6,600 Mégawatt.

Nonobstant ces richesses, le pays est demeuré l'un des plus pauvres de la planète. La période révolutionnaire a davantage conduit le pays dans un gouffre d'où il a du mal à sortir. Les raisons de la ruine de l'économie guinéenne s'expliquent surtout par la politique économique mise en application pendant le règne du dictateur révolutionnaire.

Le système politique mis en place par le Président Sékou Touré coupa la Guinée du reste du monde. Pendant vingt-six années donc le pays vécut recroquevillé sur lui-même. Les conséquences économiques qui découlèrent de ce choix politique furent aussi sinon plus dramatiques que celles observées au niveau des trois autres pays dont le présent travail traite.

La caractéristique fondamentale du plan économique de la révolution guinéenne fut l'étatisation à outrance des activités dans tous les domaines. La création de 180 entreprises industrielles a occasionné des gouffres financiers pour le budget national. La suppression du commerce privé dès la loi-cadre du 8 novembre 1964 fut adoptée par un décret ministériel qui ne reconnaissait la légalité des activités lucratives que par le biais d'une institution étatique. Dans les campagnes, le système des "normes"<sup>44</sup> en guise d'impôt per capita fut instauré. De même il y eut une attribution de "carnets de ravitaillement"<sup>45</sup> aux chefs de familles à Conakry pour l'achat de biens de consommation courante à prix subventionnés par le gouvernement. La fixation des prix d'achat des produits agricoles se faisait de manière autoritaire par l'État sans aucun rapport avec les prix de revient des paysans. La plupart des usines de l'État qui étaient ravitaillées sur la base de la production nationale ont fini par fermer les grilles puisque les paysans qui n'avaient aucun intérêt à vendre le fruit de leur labeur à vil prix ont décidé de ne produire que pour leurs besoins familiaux.

Tout ne fut pas pourtant nul. Il y eut des résultats même s'ils ne sont que sporadiques. De gros efforts furent fournis en matière d'éducation et de formation. Des établissements d'enseignement supérieur furent créés à Conakry, Boké, Faranah et Kankan, de même que de nombreuses facultés agronomiques dans la plupart des préfectures. Mais l'adéquation de la formation avec l'emploi ne comptait pour les décideurs. La prédominance du clientélisme fit prévaloir les rapports familiaux sur les diplômes de sorte que les affectations ne tenaient pas souvent compte des qualifications des agents recrutés. Il fallait satisfaire l'ami ou le parent au détriment du développement de l'Etat.

---

<sup>44</sup> Des fournitures en nature furent imposées aux producteurs.

<sup>45</sup> C'était des carnets qui autorisaient le chef de famille à acheter les denrées subventionnées.

Deux barrages de taille moyenne furent construits à Kinkon (Pita) et à Dabola. De nombreux accords furent signés avec les multinationales de l'aluminium, du diamant et de l'or. Mais aucune de ces entreprises ne servit comme outil de développement dans les régions d'implantation. Ce furent plutôt des états dans l'État de Guinée. Il s'agissait des établissements créés et entretenus par des alliés expatriés qui n'avaient pour seule préoccupation que leur fortune.

Il en fut ainsi jusqu'à la mort du Président Sékou Touré en 1984. Les responsables de la deuxième République prirent la relève. Mais manquant de savoir politique et gestionnaire, ils étalèrent une carence de techniques de mise en œuvre d'un plan de redressement économique national. Comme conséquence, l'autosuffisance alimentaire tant poursuivie par le régime révolutionnaire demeura hors d'atteinte. Trop de fonds provenant des nouveaux investissements furent mis dans les infrastructures, les industries et les mines qui ne donnèrent rien de concret jusque-là.

Malgré ces investissements, les infrastructures restèrent dans leur état rudimentaire et archaïque. On note un délabrement poussé des bâtiments publics, une détérioration des réseaux routiers et une population meurtrie de faim, en opposition à ces réalisations gigantesques que sont les "Palais du peuple et des Nations..."

### **c- La situation sociale**

Le pouvoir de Sékou Touré fut celui d'aliénation des droits de l'homme. Certes, il eut une politique d'intégration sociale fort appréciable de la population jadis circonscrite à l'intérieur des frontières coloniales. Mais ses manières arbitraires et répressives divisèrent plutôt le peuple dont une partie proche du pouvoir (les Malinké et Soussou) bénéficiait de

toutes les attentions pendant que celle composée essentiellement des Peuls subissait des opprobres.

Le parti unique et ses dirigeants se concentrèrent tellement sur la neutralisation d'un quelconque soulèvement qu'ils perdirent de vue les actions à mener pour la couverture des besoins essentiels de la société. « La lutte contre le complot permanent prit le dessus sur les programmes de développement »<sup>46</sup> Du côté, l'économie déclina de façon drastique. La décroissance du produit intérieur brut par habitant de la Guinée atteignit un si bas niveau entre 1960 et 1985 que son impact sur la société fut un désastre. Pourtant, seul le rendement de la bauxite suffisait pour rendre la population heureuse.

Nonobstant ses richesses, elle est au nombre des neuf pays du monde où l'insuffisance est la plus grande. Un faible taux de la population a accès à l'eau potable avec une espérance de vie qui n'excède pas 40 ans. Par ailleurs, la hausse des prix due à la spéculation permanente, n'ayant pas été compensée par la revalorisation des salaires entretint un mécontentement continu au sein de la population de Conakry surtout. Le recrutement ayant été arrêté, et l'emploi automatique assuré à la sortie de l'école n'étant plus garantie, un chômage grandissant vit jour, frappant pour la plupart des jeunes. De nouveau, il y eut un malaise social dont l'accumulation a poussé la population à des réactions violentes.

En 1986 déjà, la grève des transporteurs avait paralysé le pays pendant des jours. En janvier 1988, les étudiants, ne pouvant plus contenir leur colère, déclenchèrent une grève générale qui malheureusement comme sous Sékou Touré fut violemment réprimée par le pouvoir. Bref, la situation ne se révéla pas différente de la précédente sous le dictateur révolutionnaire. La corruption se généralisa surtout au sein de la police. L'absentéisme et les

---

<sup>46</sup> Kaba, *Réflexion sur les problèmes de développement de la République de Guinée*. Paris : La Découverte & Syros, 1998. p.13.

occupations parallèles devinrent les moyens efficaces aux fonctionnaires pour une subsistance paisible.

Après la mort de Sékou Touré, la situation sociale guinéenne pouvait être décrite comme euphorique et de soulagement pour la population surtout intellectuelle qui fut enfin libérée du joug et des torpillages du néo-colonialisme. C'était une joie incontestable que semblaient retrouver les Guinéens. Williams Sassine nous le fait savoir dans son œuvre *Le Zéhéros n'est pas n'importe qui*, avec Camara le héros qui, après la nouvelle de la mort du dictateur, annoncée par la radio "France Internationale", « est épris d'euphorie » (8) mais en même temps confus de ce qui allait s'en suivre. Il pensait que le moment était pourtant venu de « se désillusionner [et] de surseoir à une existence de zéro à l'infini. » (10) Mais la confusion totale qui régnait toujours dans le pays et comparable à ce que Tierno Monénembo décrit dans *Les écailles du ciel* est monstrueuse. C'est une catastrophe qui dut réduire le pays à un espace où « le ciel a des écailles et on peut y trouver des chimpanzés blancs et des racines de pierre. » (Préambule) C'est dire qu'il y avait un grand "cauchemar raisonné" qu'il fallait réorganiser et restructurer pour le bien de tous. L'époque était marquée par un malaise qui parut plus moral, certainement dû à la situation économique en décrépitude.

#### **d- La situation culturelle**

La Guinée connut un essor culturel considérable sous le régime révolutionnaire. Tout ne fut pas aussi négatif. Car, contrairement à ce que les "antirévolutionnaires" ont décrit dans des ouvrages et diffusé sur les ondes des stations de radio et de télévision étrangères, il y eut un effort positif du gouvernement qu'il faut reconnaître.

En effet, promouvoir la culture africaine fut l'un des piliers de la révolution de Sékou Touré. Dans son ouvrage *La Révolution Culturelle*, il mit en plan une politique culturelle

pour son pays qui consistait à «promouvoir une prise de conscience culturelle au peuple guinéen afin de faire connaître au monde ce que nous avons de plus riche et de plus beau qu'est notre patrimoine culturel»<sup>47</sup>.

Tout comme au Bénin, des troupes d'artistes se constituèrent et se formèrent pour « exécuter l'art de chez nous. »<sup>48</sup> Ainsi, les “Ballets Africains de la République de Guinée” et le “Ballet Djoliba” sont des formations qui contribuèrent à la valorisation de la culture guinéenne sous la Première République. Elles portèrent haut le flambeau culturel du pays sur le plan international. La mise en œuvre de ce plan politique et culturel du régime dictatorial fut tout au moins un succès, comparé à ce que le Bénin qui suivait la même doctrine put faire.

Malheureusement, le parti unique finit par accaparer les activités de ces groupes à des fins propagandistes révolutionnaires, changeant du coup la prime idée géniale de développement culturel que le gouvernement s'était fixé comme objectif. La libre créativité et la libre expression cédèrent devant la manipulation et l'imposition des autorités. Les activités culturelles souffrirent de ces manières très peu commodes des gouvernants. Dès lors, une léthargie effroyable prit le dessus à cette euphorie du peuple guinéen de vouloir vendre très cher sa culture au niveau international. De même, un manque d'efficacité de la culture du théâtre durant cette période révolutionnaire guinéenne se remarqua, malgré la parution de certaines pièces comme *La Face de l'Empire* d'Abdoulaye Fanyè Touré, de *Maudit soit Cham* de Tidyane Cissé ou *Le Chasse-mouche et le pagne*.

#### **4- Le Togo**

Le Togo, du point de vue politique, offrit assez de sources d'inspiration à la création littéraire. N'ayant connu qu'un coup d'État, le premier d'ailleurs en Afrique, le pays demeura

---

<sup>47</sup> Touré, Sékou Ahmed. *La Révolution Culturelle*. Conakry : Guinée-Presse, 1968. (Introduction).

<sup>48</sup> Termes fréquemment utilisés par feu président Sékou Touré dans son programme de promotion de la culture guinéenne.



sous le contrôle et le pouvoir du Général Eyadema qui fit et continue de faire usage de son bras de fer pour le diriger. Le cas Togolais est suffisamment riche en éléments de satire et de polémique. C'est également la raison du foisonnement d'œuvres littéraires, critiques qui condamnent ou supportent le pouvoir en place.

### **1. La politique interne**

Comme la plupart des pays francophones africains, le Togo accéda à l'indépendance en 1960 avec comme premier Président Sylvanus Olympio. Suite à un Coup d'État meurtrier en 1967, les militaires prirent le pouvoir. Depuis, le pays est dirigé par le général Gnassingbé Eyadema. Il y eut une stabilité politique que des attentats et des agressions faillirent ébranler. Mais il resta inamovible au pouvoir.

Le parcours de son histoire permet de sérier en deux périodes fortement contrastées. Il y eut la période de l'indépendance à 1967 caractérisée par le pouvoir des civils dont le président Olympio et son autoritarisme. Il ne parvint pas à contenir le conflit que son autorité engendra avec l'armée et les chefs traditionnels. Un coup d'Etat se fomenta par un groupe de soldats dirigés par le sergent Eyadema. Ils assassinèrent le président Olympio mais remirent le pouvoir à deux autres civils qui montrèrent toujours une incapacité dans la gestion des affaires de l'Etat.

Puis, en 1966, un coup de force qui démit le bicéphale pouvoir civil pour enfin donner le pouvoir aux militaires en 1967. Le colonel Eyadema s'installa ainsi à la tête de la nation togolaise sans plus y quitter malgré les multiples attentats auxquels il échappa toujours. Cependant, la multiplication des attentats et des agressions visant son élimination physique dut l'obliger à chercher des voies de concessions. En 1979, une nouvelle constitution fut adoptée, ouvrant une porte à une libéralisation politique ; ce qui permit au pays de faire face à

la dégradation de sa situation économique et d'honorer ses engagements par rapport à sa dette extérieure.

Détenteur de la plénitude du pouvoir, il dirige le pays sans partage et dans la terreur. A cause de sa fermeté et de son sens aigu de monopole des affaires, il sut créer et entretenir « le culte de la personnalité, l'utilisation de la technique de masse, et l'exaltation de l'authenticité africaine retrouvée à l'image de Mobutu Sésé Seko qu'il adorait bien »<sup>49</sup>.

C'est en 1969 qu'il créa le parti unique, le "Rassemblement du Peuple Togolais" qui selon Jean Du Bois De Gaudusson devint "l'Institution Fondamentale de l'Etat". C'est supposé être le parti de tous les Togolais. Ne pas l'accepter était une manière de faire acte de révolte et d'opposition passible de sanctions dures qui peuvent aller jusqu'à l'exécution physique.

La constitution de 1979 fut adoptée par voie de référendum, ouvrant une lueur d'espoir aux Togolais, puisqu'en 1985 et en 1987, il y eut des élections respectivement législatives et locales à pluralité de candidatures. Grâce à sa politique internationale de dialogue et de conciliation, il put se faire une audience respectable aussi bien avec les Etats africains qu'avec ceux occidentaux. A plusieurs reprises, le Togo joua un rôle de médiation entre les Etats africains en désaccord. Cet esprit de paix lui valut des récompenses. Ainsi, sa capitale, Lomé fut choisie comme lieu de signature des accords conclus entre la "Communauté Economique Européenne" et les "Etats Afrique Caraïbes Pacifique". Ce fut un bon départ économique pour le pays.

Les années 80 furent la période d'éclosion économique du pays, même si sa politique interne se caractérisait par un pouvoir sans liberté et sans ouverture du président qui sut contrôler la situation jusqu'en 88 avec tous les plans mis en jeu afin d'anéantir les zones de

---

<sup>49</sup> Du Bois, De Gaudusson Jean. *Le Togo*. Dans un Document de référence universel de 1993. p.706.

tensions, maîtrisant et monopolisant ainsi la volonté du peuple. Bien qu'étant modérée, la croissance économique de la fin des années 70 jusqu'à 1987 contribua au rayonnement des activités commerciales et sociales des togolais. La politique de la "révolution verte" initiée et exécutée par le séminaire national de 1977 conformément au désir du Président Eyadema en est l'instigateur. Son souci de parer au déséquilibre occasionné par l'importance accordée à la valeur des produits de rente aux dépens des cultures vivrières favorisa la mise en plan de cette inspiration. C'était une stratégie agricole qui visait à rétablir l'équilibre entre ces deux catégories de produits dont la seconde fait l'apanage de la population à majorité paysanne.

Aussi, initia-t-il dans les années 80 la politique de la zone franche, l'unique d'ailleurs en Afrique sub-saharienne afin de promouvoir les échanges commerciaux sur le territoire togolais. Il pensait déjà à une ouverture transactionnelle du pays au monde extérieur. Seule sa méthode répressive des libertés des citoyens demeura foncièrement négative. Cela ne manqua pas de lui être préjudiciable.

N'est-il pas le "Koyaga" dont nous parle le narrateur d'*En attendant le vote des bêtes sauvages* ? Il opéra à l'image de Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire par des intimidations, des exactions et des massacres pour maintenir son pouvoir. Pour celui qui connaît les événements qui ont secoué le Togo à la fin des années 80 et pendant la première moitié des années 90, il doit pouvoir juxtaposer le récit de ce roman de Kourouma à l'histoire d'Eyadema surtout en rapport avec la "Conférence nationale togolaise".

Les déscolarisés, les syndicalistes et les opposants politiques ont constitué la Ligue de coordination des forces démocratiques, une organisation qui s'érige en porte parole des révolutionnaires. Les représentants de cette nouvelle organisation sont conduits au palais. Les discussions s'engagent avec le Président. Les autorités religieuses servent de médiateurs. L'accord est obtenu sur la dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation d'une Conférence nationale (356).

Kossi Efoui polémiqua aussi sur la même histoire dans *La polka*, mais de façon plus imaginative, plus métaphorique et plus symbolique. La politique autocratique et inhumaine telle que décrite par ces deux auteurs n'écarterait en rien le régime togolais. Le récit de *La Polka* fustigea les manigances ahurissantes du gouvernement par l'entremise de l'organe de la presse de l'Etat. « D'article en article, à la fréquence d'un dossier hebdomadaire, *La Nouvelle Marche*<sup>50</sup> n'a cessé de parler depuis un an de poudrière, d'assaut décisif, d'embuscade, de bataille rangée, pour finir par ne retenir de tout ce remue-ménage que le mot événement » (45). Cependant, le système put réaliser une croissance économique moderne et florissante ce, jusqu'aux « derniers événements »<sup>51</sup> où la population n'en pouvait plus parce que asservie, débordée et exaspérée.

## 2. L'économie

Le rapport de Jean Du Bois de Gaudusson confirme que l'économie togolaise dépend en grande partie de l'agriculture comme la plupart des pays africains. « Près de 75% de la population active du pays vit de la production agricole qui représente 30% du produit intérieur brut » (707). Au départ des indépendances, le Togo avait aussi tâtonné dans la recherche des voies et moyens sûrs pour faire développer l'économie. Vu leurs potentiels économiques, le Président avait su concentrer les efforts du pays. L'agriculture et le développement rural bénéficièrent très tôt de l'attention du gouvernement. Des mesures furent prises au nombre desquelles :

l'allocation de subventions aux paysans, la réalisation d'investissements massifs, l'octroi d'exonérations fiscales, la mise en œuvre d'une politique de développement des cultures vivrières et l'organisation des campagnes de sensibilisation auprès des pays qui ont permis au Togo d'être depuis 1982 l'un

---

<sup>50</sup> L'unique radio du Togo se dénommait « La Voix de la Nouvelle Marche ».

<sup>51</sup> Il s'agit des affrontements entre les militaires et la population du Togo qui ont occasionné beaucoup de victimes dont parle Kossi Efoui dans *La Polka*.

des rares pays africains à atteindre l'autosuffisance alimentaire (Gaudusson, *Le Togo*, 707).

Depuis la campagne 1984-85, il est en mesure de générer d'excédents. Parmi les principales cultures vivrières, il faut noter le manioc, les ignames, le maïs, le mil et le sorgho. En 1985, le Togo produisit au total 2. 685.000 tonnes de cultures vivrières. Sa production animale est constituée de bovins, de caprins, des ovins et de porcins qui couvrent environ 80% des besoins intérieurs. Comme cultures de rente, il y a le cacao, le café et le coton. En plus, il exploite et exporte du phosphate. C'est la seule ressource minière dont il dispose. Sa production joue un rôle de premier plan dans l'économie, soit 50% des exportations togolaises. Avec un rendement annuel de près de trois millions de tonnes de minerai à haute teneur, le phosphate fait du Togo le septième producteur mondial. Le danger qui caractérise ce secteur est la baisse des cours internationaux entraînant la chute des ventes.

L'autre pilier économique est le commerce et le tourisme. Ils représentent environ 30% du PIB togolais. Justement, avec les difficultés financières que rencontra le pays dues aux sanctions internationales infligées au président Eyadema depuis 1993 par rapport à sa mauvaise volonté de mettre en place un système politique plus ouvert à tous, le Togo vit actuellement des moments très durs. Son secteur industriel n'étant pas assez important ne peut répondre convenablement aux besoins du redressement économique. Il concerne des entreprises de transformation agro-alimentaire qui se limitent souvent à la dernière transformation des produits importés à faible valeur ajoutée.

Entre temps vers les années 70, le Togo avait engagé une politique de promotion industrielle qui avait entraîné de lourds investissements mais qui par la suite n'ont pas donné les résultats escomptés. Ces investissements industriels ont plongé davantage le pays dans un gouffre de dettes sur le plan international. Cela l'avait conduit dans une crise financière

déstabilisante, aggravée par le choc pétrolier et la hausse de la valeur du dollar en 1978. De sorte qu'à partir de 1980, des mesures d'austérité et de sacrifices lui furent imposées par le FMI et la Banque Mondiale.

Il s'agissait des plans de stabilisation financière pour réduire le déficit financier et « résorber pour une part importante les déséquilibres économiques majeurs » (707). Cette politique de coercition économique permit de stabiliser la dette extérieure du Togo à 352 milliards de francs CFA<sup>52</sup> en 1984. En appui à cela, le pays s'engagea dans un programme de privatisations de ses entreprises publiques dont les sociétés pétrolières et sidérurgiques que Jean Du Bois De Gaudusson qualifie de « hâtives ». Néanmoins, un secteur privé togolais assez dynamique s'est constitué à partir de cette politique d'Eyadema.

Cependant, il fallait obtenir des fonds pour les investissements prévus à plus de 468,3 milliards de francs CFA pour la période de 1985-1989. Ces fonds étaient destinés au développement rural, à la recherche de la maîtrise de l'eau, au développement des infrastructures et de l'énergie. Au même moment, la dette du pays nécessitait une aide extérieure d'un niveau élevé qu'il fallait enfin demander. Le Togo n'avait jamais pris une telle action.

Mais grâce au crédit dont il bénéficiait auprès de ses pairs à cause de sa rigueur dans la gestion des biens du pays, le Président put réunir les fonds demandés dont la part française était la plus importante. Le Togo tenta alors de relancer son économie affaiblie par la crise internationale généralisée qui frappa le continent africain dans les années 80. Le pouvoir monopartite du timonier sut développer une économie de marché de type capitaliste dans son pays. S'inspirant de son doyen d'alors le Maréchal Mobutu Sésé Seko, il mit en place des

---

<sup>52</sup> (Communauté Financière Africaine) Une unité monétaire principale utilisée par plus de quinze pays d'Afrique occidentale.

structures économiques et commerciales qui firent du Togo un ‘‘petit pays riche et modernisé.’’<sup>53</sup> Pourtant, la persistance d’une crise sociale conduit le peuple togolais à des grèves répétées et des soulèvements populaires. C’est dire que là aussi, il y avait malaise, dû certainement au monopole du pouvoir, aux exactions des dirigeants sur la population et peut-être aussi à un fait ethnique tel qu’exprimé par Ahmadou Kourouma dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*. C’est dans *La polka* que la narration de l’histoire des événements au Togo pendant cette période de 1988 à 1998 nous fait découvrir une population désespérée, détruite et méconnaissable. L’effet immédiat d’un cannibalisme politique pareil se détecte sur le plan social et surtout culturel.

### **3. La situation sociale**

La dégénérescence de la situation sociale Togolaise a été démontrée par certains écrits comme due à de la manipulation de l’opinion publique et internationale par l’opposition. D’autres écrits y ont trouvé plutôt une norme dialectique qui veut qu’un peuple resté pendant longtemps sous le contrôle d’un seul et même chef finit par s’en lasser et à en désirer d’autres. Certainement, cette deuxième catégorie des écrits semble avoir vu juste.

Ainsi, on est en force de comprendre que le peuple togolais vécut aux rythmes d’un système politique d’oppression et de psychose en permanence. Tous furent pris dans l’engrenage dictatorial d’Eyadema auquel nul ne parvenait à échapper. Car se permettre de dénoncer les dérives et les abus gouvernementaux, c’est oser enfreindre un tabou dont le prix à payer est soit l’emprisonnement soit la mort. Beaucoup de Togolais furent victimes de ce courage de dénonciation pour réclamer la justice et l’égalité ou simplement la démission du

---

<sup>53</sup> Termes d’encouragement utilisés pour la première fois par les bailleurs de fonds internationaux pour flatter les efforts du président Eyadema.

Président. Même “Amnesty International” et le “Bureau Togolais des Droits de l’Homme” n’ont pas échappé à cette méchanceté coupable du président Eyadema.

Pour avoir publiquement dénoncé et accusé le gouvernement togolais dans l’affaire des cadavres retrouvés en haute mer entre le Togo et le Bénin en 1998, les responsables de ces instances de “Droits de l’homme” reçurent des menaces de mort répétées, les poussant finalement à renoncer à leur désir de poursuivre leur action. Déjà en 1993, des soulèvements populaires furent réprimés par l’armée qui commit les pires exécutions sommaires que la sous-région ouest africaine n’ait peut-être jamais connu depuis les indépendances. Cela força la population togolaise à un exil massif qui les conduisit dans les pays limitrophes comme le Bénin et le Ghana où la plupart purent se réfugier. A l’heure actuelle, les réfugiés togolais surtout militaires peuvent encore se compter par milliers.

C’est exactement ce que dépeint Kossi Efoui dans *La Polka*. Des familles entières furent massacrées. D’autres furent dissociées, dispersées et disloquées parce qu’un de leurs membres voulut faire usage de ses droits de libre expression et d’émettre son opinion sur la manière par laquelle le pays est gouverné. Ce sont les événements de Lomé savamment mise en fiction par l’auteur de *La Polka* qui fait usage de la liberté de langage pour enfin chercher à libérer le peuple par la force de l’écriture.

Que ce soit l’une ou l’autre catégorie des écrits, c’est de la littérature, et le Togo est conscient du niveau de développement atteint dans ce domaine. Nous n’en voulons pour preuve les diverses maisons d’édition et des circuits de distributions qui y sont installés, sans tout de même oublier les “Prix littéraires” décernés aux auteurs togolais.



#### 4. La situation culturelle

C'est aussi le meilleur pays en matière de tradition et de pratiques culturelles. Le Togo sut conserver ses richesses du passé pour en faire une force économique du présent. Ainsi, de l'art plastique aux pratiques traditionalistes sans perdre de vue la littérature, il y eut une politique de valorisation et de promotion de tout le secteur. D'où, de jeunes écrivains se firent connaître, propulsés par le système politique en place.

C'est ainsi que le Togo est parmi les meilleurs pays en terme d'activités artistiques et des rites du terroir. Les rapports des instances littéraires et culturelles telles que *Notre Librairie*, l'ACCT et même l'UNESCO, lui reconnurent la réussite de cette politique de conservation et de promotion des mœurs. Cela permit à des cercles théâtraux de se former et d'animer la vie culturelle du pays, offrant ainsi des occasions de création et d'écriture.

Des pièces de théâtre ont été écrites et éditées sur place. Kossi Efoui et autres Kuévi Amanvi Zano et Kangni surent profiter de cette occasion pour écrire des pièces de théâtre qui par la suite tinrent des propos contre le pouvoir lui-même. Le théâtre populaire, ne pouvait pas se permettre des pièces dont la teneur allait contre le pouvoir. Mais la parution de ces œuvres permit de comprendre le malaise que vit le peuple, et d'accéder à ses aspirations.

Zinsou Sènouvo est un ancien de la dramaturgie togolaise mais qui, malgré sa célébrité avec des œuvres comme *On joue la comédie* (1977), *Le club* (1980), *Ricard* (1986) et autres *La tortue qui chante*, *La femme du blanchisseur*, *Les aventures de Yévi au pays des monstres*, a interrompu sa vie d'écrivain. Est-ce pour avoir choisi aller à la politique ou a-t-il été récupéré par le pouvoir ? Ce sont des points qu'il faudra élucider, comptant pour la pression que les hommes du pouvoir exercent sur les écrivains pour les faire taire à jamais.

Ainsi, à partir de 1992 et sous la pression de la masse plus aguerrie, par les différents écrits du moment et par les tracts des opposants au gouvernement, le pays se vit obligé sur la voie de la démocratie. Le regard porté par la littérature sur ces mouvements de démocratisation fera l'objet de la deuxième partie. Mais il convient avant tout de mesurer dans leur juste valeur les conséquences de chacun des systèmes politiques mis en pratique dans les différents pays.

## CHAPITRE 2 : LES ANNÉES 80 ET LES RETOMBÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES DICTATURES

Le chapitre est consacré à la mise en relief des différentes conséquences issues d'environ trois décennies de gestion du patrimoine national par des structures politiques de dictature et d'exclusion. Il s'agit de parcourir les années 80 dans ce deuxième chapitre sur le plan socioéconomique afin d'y déceler la situation chaotique dans laquelle tous les quatre pays se sont retrouvés. L'étude entreprise permet de dégager deux facteurs majeurs caractéristiques de cette période. D'une part, la décennie dévoila l'échec de tous les systèmes politiques sur les plans économique et social. La sécurité alimentaire et le développement économique tant promises aux populations au lendemain des indépendances furent un leurre. La pauvreté s'installa avec plus d'acuité avec pour corollaires la misère et la criminalité. Les gouvernants à la recherche des voies et des moyens de sortie de la crise dans laquelle ils conduirent le peuple s'engagèrent dans des négociations avec les instances financières internationales et des bailleurs de fonds privés dans le but d'obtenir des financements qui pourraient apporter d'oxygène à l'économie nationale.

A l'issue des accords, chaque pays parvint à signer des contrats avec le FMI et la Banque Mondiale qui leur "injectèrent"<sup>54</sup> des sommes pharamineuses dans les caisses "afin de redresser l'économie nationale"<sup>55</sup>. Mais loin de pallier au désastre, les prêts vinrent davantage précipiter les économies au tréfonds d'une impasse non maîtrisable. Les dettes internationales se dédoublèrent et la misère s'éternisa dans les familles déjà appauvries par le système politique en place.

---

<sup>54</sup> Le mot est devenu célèbre dans les milieux économiques en Afrique ce, en rapport avec les apports du FMI et de la Banque Mondiale dans les économies.

<sup>55</sup> Expression démagogique fréquemment utilisée par les Chefs d'Etat et les ministres pour contenir la colère des populations.

Des soulèvements s'organisèrent de part et d'autre dans les grandes villes puis dans les campagnes pour soit réclamer la démission des autocrates, soit œuvrer à leur déposition. Ainsi commencèrent les luttes des peuples du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Togo dont l'objectif primordial fut le renversement de toute la situation politique nationale voire ouest africaine. Les mouvements aboutirent à la tenue des "Conférences nationales" comme au Bénin, au Togo et dans d'autres pays francophones de l'Afrique de l'ouest dont le Niger, le Mali et même le Congo Démocratique (ex-Zaïre). Ailleurs comme en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Burkina Faso, ils ouvrirent des portes aux séances de réconciliation nationale marquées du sceau des "Forums Nationaux"<sup>56</sup>. La plupart des Conférences aboutirent à la mise en structure de la démocratie dans les pays respectifs. Quelques malheureux cas d'échec ne sont pas à ignorer ici. Mais que ce soit l'une ou l'autre catégorie, il importe de leur reconnaître l'ultime étape qu'elles furent pour enfin ouvrir la voie de la démocratisation et du multipartisme dans ces Etats du Golfe de Guinée fortement autocratiques et dictatoriaux.

### **I- La décennie perdue**

Aucun des quatre pays dont il s'agit ici n'échappa au fléau de déséquilibre économique des années 80. La perte se manifesta essentiellement au niveau politique, économique et social voire prévisionnel. Certes, les régimes politiques et les gouvernements durent répondre de la survenance de la récession et de ses effets corollaires de misère, de maladie et de criminalité. Il convient tout de même de faire remarquer de manière objective qu'il existait aussi des causes exogènes aux pays qui furent plus rudes et qui essoufflèrent facilement les efforts des gouvernants ainsi que les maigres croissances économiques qui se réalisaient.

---

<sup>56</sup> Les Forums sont des Conférences nationales avec limitation de nombre de participants et de jour d'assise.

## **A- Les raisons de la perte**

Elles étaient d'abord d'ordre politique et furent en majorité les résultats des nationalisations des entreprises économiques. Comme annoncé plus haut, l'Etat accapara la gestion de toutes les entreprises productrices du pays pour parachever sa politique de développement économique. Sa double situation de gérant et de bailleur de fonds des entreprises dut étouffer la possibilité d'une prospérité quelconque. Il se dégagea en fait que leurs financements tous azimuts créèrent plus de problèmes qu'ils n'en réglèrent.

Les caisses de l'Etat furent vidées afin d'assurer leur fonctionnement et leur survie ; ce qui engendra des déficits insurmontables. Ainsi, la mise en exécution de chaque budget annuel de l'Etat occasionnait des vides financiers dont il fallait toujours chercher les ressources de colmatage quelque part. Ce qui ne pouvait jamais se faire ou qui ne s'accomplissait que partiellement. Plus est, des financements extérieurs furent sollicités et obtenus avec l'accord des organismes internationaux et des bailleurs de fonds étrangers et parfois locaux. C'est ainsi que l'endettement des quatre pays connut une croissance rapide et considérable. Chacun d'entre eux vit sa dette se dédoubler dès le début des années 80 déjà. Il est effroyable de savoir que l'ensemble de l'encours des dettes extérieures de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo était évalué à 19.818 millions de dollar à la fin de la décennie. La somme de l'encours des dettes extérieures des trois pays s'inspira de la publication des chiffres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine dans son rapport de bilan de fin d'année 94 soutenue par une publication du Bureau International du Travail intitulé "Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone" dans sa première édition de 1998. Celui de la Guinée était de 3.002 millions de dollar toujours des mêmes sources du BIT.

Robert Debbie avait déjà abordé dans son œuvre *The Politics and Policies of Sub-Saharan Africa* le même problème de la chute économique de l'Afrique de l'ouest. Il attribue les faits de l'échec à la manière arbitraire des hommes politiques étant la cause principale de la mauvaise gouvernance. Bien que la sous-région foisonne de richesses naturelles, de matières premières, de terre cultivable, et de potentiels gisements de pétrole, nombre de pays y vivent sous le seuil de la pauvreté. Il démontre qu'entre 1970 et 1980, les taux de croissance de leur produit intérieur brut étaient à des niveaux appréciables malgré quelques cas exceptionnels comme la légère baisse du Bénin et le déséquilibre guinéen.

Selon lui, sept raisons majeures expliquent cela : le monopole et l'instabilité politiques, les inégalités régionales et ethniques, les effets des aléas climatiques dans certains pays, l'absence d'entrepreneurs privés, la recrudescence du chômage, le manque d'infrastructures adéquates de mobilisation et de distribution des produits, l'inconstance dans la politique de développement agricole à long terme.

Toutes ces raisons caractérisèrent effectivement les régimes d'autocratie et leur doctrine politique. A cela, il faut ajouter la corruption, le népotisme et l'impunité qui sont d'autres facteurs de la catastrophe économique africaine francophone de 1980. Toute personne nommée responsable d'un service n'avait pour préoccupation que le renflouement de ses avoirs personnels au détriment bien sûr de la nation. Comme l'atteste Moussa Okanla :

Les nouveaux hommes politiques des années 1970 étaient pour la plupart issus de milieux très modestes. N'ayant pas eu à hériter d'accumulation de capital, qu'il soit productif (pharmacie, fonds de commerce ou cabinet médical des parents, par exemple) ou non (biens immobiliers), ces derniers devaient partir de zéro et souvent subvenir aux besoins d'une famille nombreuse (incluant parfois la famille collatérale. Les salaires étant dérisoires (100.000 FCFA par mois en moyenne pour un cadre supérieur en début de carrière), les besoins sont alors largement au-delà des ressources, d'où la tendance à verser dans les différentes formes de corruption pour "joindre les deux bouts", et si possible accumuler

pour se prévenir des mauvais jours (*Bénin : La lutte anti-corruption dans les textes et la pratique*, 3).

Cet esprit de “la débrouille” est un mal gangrené qui ruina le Bénin, la Côte d’Ivoire, la Guinée et le Togo. D’ailleurs, il n’existe pas un grand nombre de pays africains où cette idée ne règne en maître. C’est dire que le sens de la protection des biens nationaux par les citoyens disparut laissant libre cours à l’incivisme et au dévergondage. Chaque dirigeant s’empressa de “prendre sa part et de s’en aller”<sup>57</sup> privant ainsi l’Etat des moyens de mise en plan de sa politique économique et sociale.

Les pertes furent aussi et surtout d’ordre international et provenaient du système commercial mondial. En effet, la hausse de la valeur du dollar américain et « la détérioration des termes de l’échange qui ont subi une baisse de 49 pour cent entre 1977 et 1992 »<sup>58</sup> annihilèrent littéralement les potentialités financières des Etats. Un double coup de malheur frappa ainsi les frêles économies des pays dont les monolithiques produits d’exportation reposaient principalement sur les denrées agricoles. Le coton, le café, le cacao, la banane et l’huile de palme provenant des quatre pays perdirent de leur valeur de vente et ne pouvaient plus rapporter assez de dividendes à l’économie nationale. La Côte d’Ivoire, premier producteur mondial de deux de ces denrées dont le café et le cacao se vit pénalisée. Ce fut un coup dur pour tous les pays dont l’exportation reposait sur la production agricole.

L’exportation en subit les déconvenues directes qui s’expliquent par le ralentissement voire le mauvais rendement commercial suite à la réduction des prix des marchandises exportées. Les recettes d’exportation subirent alors une baisse énorme entraînant la chute de l’économie et obligeant les gouvernements à un endettement plus poussé. La situation de la Côte d’Ivoire fut préoccupante durant cette période. Une autre raison d’ordre international fut le choc

---

<sup>57</sup> Une expression développée suite aux pratiques d’impunité des responsables politiques.

<sup>58</sup> Kouadio, Arsène. *Dette de la Côte d’Ivoire et défi dans la lutte contre la pauvreté*. Abidjan : CIREs, 2001. p. 3.

pétrolier de l'époque. Il s'amorça en 1977 et se manifesta par une hausse vertigineuse des prix de l'or noir au cours des années suivantes. A part la Côte d'Ivoire qui exporte du pétrole, le Bénin, la Guinée et le Togo dépendent de l'importation de cette denrée combien nécessaire dans le fonctionnement normal de l'Etat et de la société. Il s'avéra alors qu'il leur fallait vendre leurs cultures exportées à de très bas prix pour importer les produits pétroliers à un coût sensiblement élevé.

**Tableau 1** : Dette des quatre pays en 1990.

Pays	Année de Programme d'Ajustement Structurel ( PAS)	Dette en 1990 en millions de US\$
Bénin	1989	1.292
Côte d'Ivoire	1981	17.251
Guinée	1990	3.002
Togo	1982	1.275

**Source** : Publications statistiques de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en 1994.

## **B- Les manifestations de l'échec économique des années 80**

Les différentes études faites sur cette période économique de l'Afrique et les documents qui y sont issus montrent que chaque pays l'avait vécue de manière spécifique malgré la portée générale des conséquences qui les avaient caractérisés.

### **1- Au Bénin**

Le document de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) comporte des données révélatrices de la situation économique béninoise de l'époque marquée par un état maugréé de la vie socioéconomique. Les années 80 se sont avérées moroses pour l'économie



béninoise, le taux d'accroissement annuel du PIB en prix constants ayant été très erratique. Reflet de cette situation, l'économie a accusé une faible croissance annuelle moyenne de 2,1 pour cent, soit inférieure à l'accroissement de la population qui est de 3,2 pour cent. Ainsi, entre 1985 et 1990, la croissance annuelle moyenne par habitant est négative, -0,8 pour cent par an. Les banques nationalisées, en proie à d'importantes difficultés financières, se sont avérées incapables d'honorer les demandes de retrait des déposants: 75 pour cent de leur portefeuille n'étaient pas recouvrables à la fin de 1987. Ce manque de liquidité et le gel des dépôts résultèrent en une paralysie progressive de l'économie et un recul de l'investissement. En effet, le taux d'investissement, qui était de 30 pour cent du PIB en 1982, baissa à 18 pour cent en 1983 pour chuter à environ 12 pour cent par la suite en 1990-1991<sup>59</sup>.

L'impact de la catastrophe économique et financière fut dévastateur sur la vie du peuple béninois. Les fonctionnaires travaillaient sans pouvoir bénéficier du traitement nécessaire. Et connaissant les réalités familiales africaines où du salaire d'un homme dépendent des vies humaines dépourvues de tout pouvoir d'achat individuel, il est aisé de comprendre que nombre de citoyens béninois vivotèrent durant la crise. Il y eut d'innombrables victimes liées au manque de ressources vitales élémentaires de subsistance.

La persistance de la récession occasionna d'énormes manques à l'Etat dont la plupart des agents abandonnaient souvent les services pour la recherche de la pitance. La période vit croître l'accumulation de la dette nationale à un rythme exponentiel afin de pouvoir remédier en urgence à la faillite et réduire la marge de la déficience budgétaire. Mais les fonds manquaient toujours et

Parallèlement, les finances publiques étaient devenues ingérables: le déficit budgétaire global s'est maintenu entre 1985 et 1988 à un niveau élevé, proche de 11 pour cent du PIB. Ce phénomène a conduit le

---

<sup>59</sup> Maldonado, Carlos. *Le secteur informel : fonction macro-économiques et politiques gouvernementales. Le cas du Bénin*. Site de l'OIT. In <http://www.ilo.org/public/french/economics/ent/papers/ippred1.htm>

gouvernement à accumuler des arriérés importants auprès des créanciers extérieurs et intérieurs qui se sont alors trouvés en face de problèmes de trésorerie (entrepreneurs) ou sans leurs traitements (fonctionnaires et enseignants), l'ensemble concourant à la contraction de la consommation domestique, au freinage de l'activité économique et au mécontentement social.

Le tassement observé des recettes fiscales à la même période traduisait le grippage général de l'économie: détérioration de la situation des entreprises publiques et privées, implosion du système bancaire, augmentation des importations frauduleuses, développement de l'évasion fiscale et informalisation croissante de l'économie. Le taux d'endettement du Bénin s'est fortement accentué; il est passé de 30 à 48 pour cent du PIB entre 1980 et 1988, les ratios du service atteignant 32 pour cent des exportations cette dernière année (6).

La période des années 80 fut assez sombre au Bénin. L'absence financière dans la gestion quotidienne des activités de la population dérouta plus d'un. C'était en guise de solution de sortie de crise que toutes les méthodes lugubres d'extorsion des restes de moyens encore disponibles à l'Etat furent inventées dont la corruption, l'absentéisme, la floraison du secteur informel, les vols, la prostitution et les assassinats. Le tableau récapitulatif des indices en fin de chapitre tentera de montrer la position de chacun des pays par rapport aux autres. Ainsi, à l'instar de la quasi-totalité des pays francophones du Golfe de Guinée, le Bénin fut exposé aux conséquences de la doctrine de développement économique adoptée par les responsables politiques au cours des décennies antérieures. L'ultime solution qui se dégagait était le recours à un financement du F.M.I et de la Banque Mondiale. Les responsables béninois tentèrent de l'obtenir en 1983 mais n'y parvinrent pas. Il leur fallut attendre six ans après en 1989 pour que les accords puissent aboutir. D'où, le premier "Programme d'Ajustement Structurel" (PAS) fut signé et la mise en plan prévoyant le "dégraissage de la fonction publique et la liquidation des entreprises d'Etat non productifs"<sup>60</sup>.

---

<sup>60</sup> Termes de l'ère du PAS.

L'objectif du premier programme était d'accroître le PIB de 3 % par an dans un cadre macro-économique réformé qui visait à résorber le déficit persistant des comptes extérieurs. Il fallait également réduire le rôle du secteur public, restructurer le système bancaire et les entreprises d'État et mettre en œuvre des politiques permettant l'émergence du secteur privé. Ces mesures, eurent des effets positifs sur la croissance, mais elles ne furent pas suffisantes. Un nouveau "Programme d'Ajustement Structurel" vit le jour en 1991. Ce deuxième programme devait stimuler l'économie afin de parvenir à un équilibre budgétaire, de dégager un surplus, de contenir l'inflation et d'améliorer la balance des paiements.

Effectivement, entre 1991 et 1993 selon le document du BIT rédigé par Carlos Maldonado, le PIB réel augmenta de 4 pour cent en moyenne par an et l'inflation de 3 pour cent. Enfin la consommation privée parvint à une amélioration sensible. Elle passa d'un taux de croissance annuelle moyenne de 0,5 pour cent au cours de la période 1980-1985 à un taux de 3,6 pour cent en 1993. Toutefois, ce brin de croissance cachait un problème crucial d'emploi auquel était confronté le pays. Selon une étude entreprise par le BIT en 1982, les tendances du marché du travail béninois montrent une urbanisation galopante qui atteint des proportions incontrôlables. Près de 40 % de la population vit actuellement dans les agglomérations du pays. La progression annuelle moyenne qui est de l'ordre de 7,7 pour cent sur la période 1960-1990, dépasse de beaucoup celle de la population qui est de 3,2 pour cent. Le taux d'accroissement annuel moyen des villes comme Cotonou, Porto-Novo et Parakou est supérieur à 8 pour cent l'an.

Ce sont des dynamiques démographiques qui engendrèrent une forte croissance de la demande des services sociaux et d'infrastructure de base et accentuèrent les pressions sur le marché de travail. Sa restriction due à la crise économique que traversa le Bénin aggrava la situation de sous-emploi massif par une intensification du chômage que les politiques macro-

économiques de stabilisation du PAS amplifièrent. La souffrance du peuple s'accroissait avec à première vue les diplômés sans emplois et les limogés de la fonction publique.

De ce fait, le mécontentement des désœuvrés gagna du terrain. Ils organisèrent des marches de protestation pour réclamer leur droit d'être employés et de vivre. Chaque jour qui s'élevait faisait monter la crise de rapport entre les gouvernants et le peuple. Les mouvements de protestations cédèrent aux grèves illimitées qui aboutirent à un état de léthargie généralisée ayant enfin conduit à la tenue de la "Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation" en Février 1989. La même situation de crise de rapport secouait aussi la Côte d'Ivoire. Là aussi, rien n'était guère appréciable.

## **2- En Côte d'Ivoire**

« Pendant les vingt années qui ont suivi l'indépendance acquise en 1960, la Côte d'Ivoire a connu des taux de croissance avoisinant les 7 pour cent » disait Arsène Kouadio dans *Dette de la Côte d'Ivoire et défi dans la lutte contre la pauvreté* (2). Il s'agissait d'une croissance qui reposait essentiellement sur deux produits agricoles à savoir le café et le cacao. Grâce à ces produits, le pays développa son agriculture qui connut aussi une croissance annuelle en volume de 5 pour cent. De l'autre côté, le secteur tertiaire était très faible avec une contribution quasi inexistante dans la balance commerciale. Ce caractère monolithique des produits de rente fut le talon d'Achille de l'économie.

En effet, comme tous les pays dont l'exportation ne reposait que sur une gamme limitée de produits, la Côte d'Ivoire fut aussi secouée par les avatars du système commercial international des années 80. Dès 1977 déjà elle eut des difficultés pour assurer le fonctionnement des entreprises publiques dont elle était le garant. Des licenciements furent opérés dans le secteur public et le secteur privé. Il y eut une baisse considérable des recettes d'exportation avec un effet

direct sur les ressources de l'Etat et son endettement. Le pays profita donc de la popularité dont jouissait le Président Houphouët-Boigny pour accumuler des prêts de financement. Figurant parmi les précurseurs du PAS en Afrique, la Côte d'Ivoire signa son premier plan d'ajustement en 1981.

Ce programme visait principalement deux objectifs: redresser la situation financière extérieure et jeter les bases d'une reprise de la croissance économique. Pour le premier, les mesures envisagées devaient permettre de réduire le service de la dette extérieure et le déficit du secteur public. On assista donc à une réduction très importante des dépenses publiques.

Au titre du budget général de fonctionnement la diminution a été sensible. D'un montant de 7,83 milliards de F.CFA, cela représente une réduction de près de 55 pour cent sur les trois années. Au titre du budget spécial d'investissement et d'équipement (BSIE), la réduction des dépenses d'investissement a été de 12 pour cent. On assista à un encadrement plus sévère du crédit dont le taux d'accroissement est passé de 54 pour cent en 1982 à 7 pour cent en 1983, avec pour corollaire un blocage des salaires et le réalignement à la baisse de ceux du secteur parapublic.

Le revenu des ménages a quant à lui fortement baissé. L'épargne des ménages est passée de 53 milliards de FCFA en 1982 à 14,5 milliards en 1983 soit une baisse de 72 pour cent. L'investissement a également chuté de 17 pour cent entre 1981-83, le crédit se ralentit.<sup>61</sup>

Ces indications démontrent le mauvais état de santé de l'économie ivoirienne dans le temps avec des chutes radicales dans les secteurs principaux. Mais pour l'Etat, « l'endettement fut censé favoriser la relance de l'économie » (Nanga, *Ajustement meurtrier de la francafrique au néolibéralisme*, 2). L'analyse de ces chiffres montre que la situation économique ivoirienne était bien alarmante. Le déficit budgétaire était si énorme que les apports du premier PAS furent insignifiants.

Néanmoins, la lente reprise de la croissance en 1984 après les trois années d'ajustement structurel sous la tutelle du FMI et de la Banque Mondiale sembla donner raison aux autorités

---

<sup>61</sup> Gaufyau, Bertrand. & Carlos Maldonado, *Secteur informel : Fonctions macro-économiques et politiques gouvernementales : le cas de la Côte d'Ivoire*. Site de l'Organisation Internationale du Travail. URL : <http://www-ilo-mirror.cornell.edu/public/french/employment/ent/papers/cvi.htm>. Page consultée le 2 novembre 2004. Désormais, nous utiliserons OIT en référence à ce document produit par l'Organisation Internationale du Travail.

ivoiriennes qui croyaient toujours en leur système. La conclusion que fit Samir Amin dans son étude du capitalisme en Côte d'Ivoire au lendemain des indépendances n'attira pas leur attention.

Pourtant l'économiste tira sur la sonnette d'alarme lorsqu'il disait que :

Le type de croissance que la Côte d'Ivoire a vécu depuis 1950 ne débouche pas automatiquement sur le démarrage économique, mais sur une dépendance extérieure accrue et le blocage de la croissance [...] une "croissance sans développement" c'est-à-dire une croissance engendrée et entretenue de l'extérieur sans que les structures socio-économiques mise en place permettent d'envisager un passage automatique à l'étape ultérieure, celle d'un dynamisme autocentré et autoentretenu (*Côte d'Ivoire*, 664).

En vérité, ces propos furent une prédiction dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. Mais l'entêtement et la sourde oreille des autorités autocrates ne changèrent rien de la politique économique mise en jeu. Dès lors, il n'y plus jamais eut de croissance soutenue malgré la signature de trois autres PAS en 84, en 86 et en 90. Le déficit fut tellement insurmontable que le Président lui-même dut annoncer l'insolvabilité du trésor public en 1987. Il organisa la grève de l'exportation du cacao dont le pays tenait les 45 pour cent du marché mondial. Les conséquences de la crise furent énormes. L'Etat ne pouvait plus honorer ses engagements de paiement de la dette publique extérieure. Les inégalités sociales créées par la prospérité éphémère s'accrochèrent. Les riches composés de la bourgeoisie rurale et urbaine, de l'élite politico-administrative et de leurs proches parents grandissaient davantage dans l'opulence. Par contre, les pauvres manquant de moyens pour s'assurer une vie équilibrée dans cette Côte d'Ivoire surenchérie s'engouffrèrent dans les méandres sans issue de la pauvreté. Les travailleurs furent contraints d'accepter la révision à la baisse de leurs salaires malgré les impayés qui s'accumulaient. Paradoxalement, la population ne cessait de croître comme dans les autres pays d'Afrique avec une forte immigration vers les milieux urbains.

Le document de l'OIT (voir p.78) montre qu'avec 13,8 millions d'habitants en 1994, la population de la Côte d'Ivoire a connu un taux d'accroissement annuel moyen de 3,8 pour cent sur la période 1980-90 et de 3,6 pour cent entre 1990 et 1994. On peut noter sur le plan spatial une forte différenciation entre milieu urbain et milieu rural. Ainsi, sur la période 1973-84, le taux d'accroissement moyen de la population urbaine était de 8,3 pour cent contre seulement 1,2 pour cent en milieu rural. Cela explique aisément les raisons de l'embrasement des villes en cas de crise comme en 1978.

Avec une grande concentration dans les villes, la société ivoirienne non plus ne fit exception à la règle du ventre affamé qui n'a point d'oreille. Le souci de la survie ou d'enrichissement rapide des moins nantis fit promouvoir le service de l'informel au détriment de la fonction publique occasionnant des pertes de devises à l'Etat ivoirien. De même, la dégradation sociale continuelle entraîna des mouvements de contestations. Les dockers lancèrent le premier mouvement qu'a connu le pays en 1968. Ils récidivèrent en 1978 ensemble avec les élèves, les étudiants et les usagers des transports en commun. Même la police se mit en grève. Le monopole social finit par échapper au gouvernement. La société se déstabilisa davantage sous le poids de la dette et des impayés du pays qui ne pouvait plus rien lui garantir. La dette ivoirienne en fin d'année 80 était de 17.257 millions de dollar dont les détails sont donnés ici par Léonce Yapo dans son étude sur *Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE*<sup>62</sup>: *Cas de la Côte d'Ivoire*. « Au cours de la période 1980 à 90 les ratios de la dette aux exportations et au PNB sont passés respectivement de 204,5% à 461,9 % et de 76,9% à 195,9 %, dépassant ainsi les seuils tolérables »<sup>63</sup>. Bien qu'elle n'appartenait pas à la catégorie des pays les moins avancés (P.M.A.) du monde, son endettement dépassait tous. Elle bénéficia en fait de la période de

---

<sup>62</sup> PPTE = Petits Pays Très Endettés.

<sup>63</sup> Yapo, Léonce. *Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE: Cas de la Côte d'Ivoire*. Document de la conférence sur l'allègement de la dette tenue à Helsinki en Finlande les 17 et 18 août 2001.

croissance des années 70 qui la propulsa parmi les pays en développement. La crise ternit cette image et en fit un pays en énormes difficultés économiques, financières et sociales.

Des mouvements de révoltes politiques et sociales, surgit un personnage qui se fit remarquer par son opposition au Président Houphouët-Boigny. C'était Laurent Gbagbo, chef de file de l'opposition ivoirienne qui avait sa base dans le milieu universitaire. Avec son mouvement le FPI (Front Populaire Ivoirien), il osa affronter ouvertement "le vieux" dans les années 70. Cet affront, comme le soutint Lumumba-Kasongo Tukumbi, le força à l'exil en France où il acquit la popularité et le soutien des exilés africains et de la gauche française. Il mena d'intenses actions contre l'immortalité présidentielle que réclamait le Président Houphouët-Boigny.

La présidence fut obligée d'accepter les principes du multipartisme en 1990 en assouplissant ainsi son irréductibilité et son entêtement à vouloir continuer de gérer les affaires nationales de façon solitaire. Il s'avère alors nécessaire de porter à l'attention publique que la déstabilisation du gouvernement autocrate d'Houphouët-Boigny fut l'œuvre d'universitaires ivoiriens.

La lutte de la littérature en est là aussi honorée. Elle dut agir avec efficacité dans un mouvement de sensibilisation, d'information et d'incitation des masses. Laurent Gbagbo non seulement fit usage de tracts pour dénoncer les abus du pouvoir politique, mais surtout écrivit des ouvrages controversant le régime. Il publie alors en 1983 aux éditions l'Harmattan un ouvrage intitulé *La Côte d'Ivoire pour une alternative démocratique*, suivi en 1987 d'un ouvrage collectif présentant le FPI et son programme de gouvernement : *Les propositions pour gouverner*. Ces écrits attisèrent la conscience d'aspiration du peuple à un changement en dépit du mutisme et de la peur coupables dont il faisait montre.



### 3- En Guinée

La situation de l'économie guinéenne dans les années 80 possède un double visage. Elle comporte d'une part les résultats de la politique économique de 26 années d'indépendance régies par un système politique révolutionnaire de type socialiste basé sur le marxisme-léninisme. Ce bilan du régime de Sékou Touré est catastrophique selon Mansour Kaba qui porte un regard critique sur cette période économiquement sinistre.

La Guinée était dotée d'un potentiel agricole et minier exceptionnellement riche. Cependant, elle était classée en 1984 parmi les pays les moins avancés (PMA). Avec un produit national brut (PNB) de 360 USD / an et par habitant, l'économie nationale souffrait considérablement des séquelles d'une gestion calamiteuse.

Entre autres difficultés sectorielles figurait la marginalisation du secteur rural qui, employait 85% des populations actives en 1958 et fournissait 65% du produit intérieur brut (PIB) et 60% des recettes d'exportation. La décadence de la gérance des activités économiques publiques et parapubliques pendant les 28 ans de règne du timonier ébranla les institutions et les agences productrices des fonds de l'Etat. En 1981 soit 28 ans après l'indépendance, le secteur primaire jadis florissant ne produisait plus que 30% du PIB et seulement 3,5% des recettes d'exportation. Les conséquences en étaient suffisamment désagréables.

Effondrement de la production vivrière dont la croissance ne pouvait suffire pour l'alimentation d'une population qui a doublé en moins de 40 ans. En 1984, la Guinée importait plus de 250.000 tonnes de riz par an. C'est grâce aux fournitures de riz des Etats Unis d'Amérique, le PL 480 que la révolution guinéenne arrondissait ses fins de mois difficiles ! Les fruits et légumes d'exportation qui faisaient la bonne réputation des planteurs guinéens, à savoir la banane, l'arachide, l'ananas et l'orange, de même que les cultures de rente comme le café, le cacao, le palmiste et le coton avaient pratiquement disparu des tableaux statistiques du commerce extérieur<sup>64</sup>.

---

<sup>64</sup> (Kaba, Mansour M. *Réflexion sur les problèmes de développement de la Guinée'' du Guinéen*. Site du Parti Dyama. URL : [http://www.guinea-dyama.com/dossier\\_developpement.html](http://www.guinea-dyama.com/dossier_developpement.html). Site consulté le 5 Janvier 2005.

Afin de susciter la relance économique, les autorités privilégièrent le secteur minier qui fut littéralement envahi par des compagnies multinationales de l'aluminium et dont les efforts ne parvinrent pas à redresser la situation de déficit. Néanmoins, le secteur « fournissait au cours de la période concernée environ 20% du PIB, 90% du volume des exportations et 50 à 60% des recettes fiscales du pays alors qu'il emploie moins de 10.000 salariés » (15). Dans l'incapacité d'accomplir le plan d'action du gouvernement, des projets en cours de réalisation furent abandonnés tels que la ligne de chemin de fer Conakry-Niger qui représentait 661 km de liaison quotidienne dont la nécessité et l'indispensabilité ne se doutaient point. La circulation des personnes et des biens en souffrit grandement tout comme les habitants de la banlieue de Conakry dont les quartiers étaient reliés au centre de la ville par le train de banlieue "Tanka" dont la ligne fut aussi supprimée.

Mais la dégradation continue des principales infrastructures de transport routier ayant atteint un niveau avancé confirma davantage l'incapacité du gouvernement à faire face aux problèmes de l'heure, celui de la circulation et des transports surplombant tous les autres. Il arriva un temps où la sécurité et la santé nationales ne figuraient plus parmi les préoccupations expresses du pouvoir. La règle du chacun pour soi devint la ligne de mire des citoyens. Il y avait un « déficit chronique dans l'approvisionnement des villes en eau potable et en courant électrique. [Au même moment], les populations des campagnes devaient se contenter des puits traditionnels avec tous les risques de maladies d'origine hydrique » (15).

La paralysie administrative devenue une gangrène dans la fonction publique du Bénin fit également irruption en Guinée. Les fonctionnaires allaient aux bureaux non pas pour le travail mais pour simplement faire acte de présence, quitte à disparaître à la moindre occasion qui s'offrait. La léthargie gagna du terrain et certains services clés durent en éprouver les effets.

Ainsi, le pouvoir opéra à une « réduction des services des postes et télécommunications à leur plus simple expression. [Il n'était possible d'obtenir ni] de formulaires de télégrammes, ni de mandats-cartes, ni de comptes chèques postaux. [Il en résulta qu'] en 1984, la direction des P&T n'avait plus inspecté les services à l'intérieur du pays depuis sept ans (15).

A tous ces signes d'un appauvrissement accéléré s'ajoutait le fléau des déficits bancaires. La carence financière de l'Etat le dépourvut de tous moyens d'entretien des bâtiments administratifs et des locaux du parti unique dont il était le garant. Leur état de décrépitude convoitait une malpropreté généralisée qui s'étendait même aux infrastructures hôtelières appartenant à l'État. Les infrastructures physiques des camps militaires telles que les logements, les salles de formation, les infrastructures sportives n'en n'était guère épargnées. Une incapacité du système bancaire à gérer les fonds déposés avec le minimum de soin à l'image de ce qui advint au Bénin désempara aussi la population.

Puisque « les projets lancés par les institutions internationales de financement du développement duraient une éternité, [il en découlait un alourdissement de] la dette extérieure du pays, dans la mesure où les bailleurs de fonds facturent une commission d'engagement sur les fonds non décaissés des projets en cours d'exécution » (16). Le pays fonça ainsi dans la tourmente d'un endettement sans précédent dont le règlement le priva aussi de l'attention nécessaire à accorder aux besoins vitaux de la population.

Malgré tous ces écartèlements d'ordre administratif, le gouvernement révolutionnaire avança toujours sur les idéaux du socialisme-léniniste. La probabilité de réviser toute sa politique et même de renoncer au système révolutionnaire comme il en fut au Bénin demeurerait toujours un doute tant qu'il vivrait. L'espoir d'une existence heureuse s'estompa de la réflexion des Guinéens. Le pays ne pouvait plus s'assurer un plan de développement fiable et supportable.

Une fois encore, l'option de nationalisation des entreprises économiques du pays s'est révélée être un échec. Il convient de noter que tous les déboires mentionnés ici furent l'œuvre des régimes de dictature et d'autocratie de diverses options politiques adoptées.

Cependant, en 1984 la relève politique assurée par la junte militaire devait faire preuve d'innovation et d'ouverture afin d'éviter la répétition de l'histoire. Mais ce fut sans compter avec la désinvolture et l'entêtement des militaires, sans surtout perdre de vue leur carence en techniques de gestion des affaires de l'Etat. Bref, la relance économique telle qu'espérée ne fut pas possible. Les mêmes tares furent reprises par les dirigeants qui sombrèrent davantage l'économie nationale.

De 1984 à 1994, l'état de l'économie se dégrada au pire malgré un léger accroissement entre 1985 et 86. La dégradation se manifesta d'abord par la perte de l'autorité de l'Etat. La société s'était émancipée du joug des néo-autocrates. Elle devint incontrôlable et insoumise à l'ordre public. L'impunité s'érigea en système face à la corruption généralisée et aux innombrables détournements des deniers publics. Ces mauvaises habitudes avaient pour cause principale le clientélisme auquel la classe politique était sujette, se servant de l'ethnocentrisme pour accéder à des postes de nomination.

Comme conséquence, des personnes furent nommées à des positions de responsabilité sans mérite. Il s'y posa de sérieux problèmes de gestion. Le pays enregistra d'énormes pertes et manqua davantage de fonds de roulement et de financement des multiples entreprises dont il dispose. Il importait de recourir aux institutions financières internationales afin d'échapper à la catastrophe. La Guinée sous Lansana Conté négocia alors avec les institutions de Bretton Woods et obtint la signature des accords d'un PAS (Programme d'Ajustement Structurel) pour la période de 1984 à 1993.

Ainsi furent signés les différents programmes de réformes économiques et financières (PREF) selon le rapport de Mansour Kaba sur la dette guinéenne. Leurs effets furent directs sur le syli, la monnaie guinéenne qui fut dévaluée de 1.300 pour cent en 1986 pour être finalement remplacée par le franc guinéen. L'encours de la dette publique crut automatiquement. L'exportation était quasiment nulle due à l'absence de produits compétitifs sur le plan international. Les mesures de réforme imposaient la suppression des banques de l'Etat à remplacer avec celles venant d'ailleurs. Cette politique ruina assez d'opérateurs économiques locaux qui furent pillés et ruinés. Nombreux sont des agents des anciennes banques qui furent licenciés sans plus jamais retrouver un nouvel emploi. La privatisation des entreprises publiques guinéennes comme ailleurs dans les autres pays du Golfe a plus créé de maux qu'elle n'en a résolus. Autrement dit, l'Etat n'en bénéficia pas convenablement. Elle créa plutôt l'intraitable difficulté sociale à laquelle tous les pays sont confrontés ici : le manque d'emploi et le chômage des jeunes cadres.

C'est également ce mal social aujourd'hui universel qu'affronta la Guinée dans les années 80. La croissance démographique n'épargne aucun des quatre pays du Golfe dont il est question.

Environ 30 pour cent de la population vivent dans les villes. Le taux de croissance annuelle de la population urbaine est estimé à environ 5.8 pour cent. La population rurale est occupée essentiellement dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce.

Par ailleurs, la situation de l'informel (un secteur économique où les affaires menées échappent au contrôle du gouvernement) de cette époque était sous une forme embryonnaire en Guinée. L'oppression de la révolution sur la population et l'isolement du pays du reste du monde furent tellement empoignants que ce secteur ne put se développer.

Tous ces aspects de la vie socioéconomique et politique guinéennes tel qu'effleurés dans ce chapitre n'échappèrent pas à l'attention vigilante des romanciers. La partie littéraire du travail qui se consacre à la Guinée mettra en exergue la collatéralité des faits réels racontés par les économistes et les historiens avec ceux des textes romanesques. Il en sera de même du Togo.

#### **4- Au Togo**

Le Togo ne devait pas échouer dans sa politique de développement. Il était si bien parti qu'aucun Togolais ou habitant des pays environnants ne pouvait imaginer qu'un déclin aussi perdurant pouvait y survenir. Toutes les mesures économiques planifiées et exécutées réussissaient avec une telle facilité que le pays fascinait la sous-région.

La réussite commença avec l'exportation du phosphate. Grâce à la montée du prix de vente sur le marché international en 1974, le Togo parvint à accélérer sa production et sa commercialisation. Ce commerce rapporta assez de devise à l'économie nationale.

De même, l'exportation des produits agricoles en fit un pays pouvant assurer une autosuffisance alimentaire. Il lui était même possible de générer des excédents. La production du coton, de l'arachide, du café et du cacao pour la commercialisation assura les activités d'exportation internationales tandis que celle du maïs, de l'igname, du riz et du sorgho servit doublement à la consommation et à l'échange sous-régional. La majorité du peuple était acquise à cette politique qu'elle ne cessait guère de chanter et de venter en l'honneur du Président. Les bénéfices réalisés permirent au gouvernement d'accorder la paye d'un treizième mois aux fonctionnaires pendant plusieurs années.

Malheureusement, la politique d'exclusion, d'oppression de liberté et de clientélisme eut raison d'une croissance économique aussi fragile. En effet, par peur de subir les représailles vindicatives meurtrières d'Eyadema, un nombre important de cadres et d'hommes politiques

togolais durent fuir pour s'exiler en Europe ou dans les pays de la sous-région. Commença ainsi "la fuite des cerveaux" dont il avait tant besoin pour soutenir son programme de développement économique et social.

L'économie en fut durement frappée; ce qui se manifesta par une baisse du taux de croissance, ensuite par une stagnation du progrès et enfin par une balance commerciale déficitaire. A cause de cette fragilisation, elle finit par se désintégrer laissant une population désemparée et dépourvue. Les raisons de la détérioration du coût de change et de la montée de la valeur du dollar des années 77, 78 furent toujours avancées par le pouvoir dans l'espoir de contenir une population qui ne pouvait admettre la survenance d'un tel cynisme vu l'abondance des ressources minérales dont dispose le pays. La récession perdura et le Togo ne parvint plus jamais à réaliser une croissance jusqu'aux événements de 1990.

En réalité, les investissements faits par l'Etat dans les 74 entreprises publiques que comptait le pays furent la source d'engendrement de la crise financière. Comme déjà annoncé plus haut, la folie de la nationalisation des entreprises productifs au lendemain des indépendances corroborée par la multiplication de nouvelles sociétés d'Etat engendrèrent d'énormes dépenses à l'Etat qui s'obligea de solliciter des emprunts pour combler le déficit. Ainsi, d'importantes sommes d'argent furent octroyées en prêt à l'Etat togolais pour financer son industrialisation qui malheureusement aussi ne fut pas assez productrice. De rentabilité, point. A en croire les déclarations d'un ministre togolais, «les entreprises publiques étaient devenues des cadavres financièrement parlant »<sup>65</sup>.

---

<sup>65</sup> La rédaction. "Un contexte délicat mais des signes encourageants" In *L'économie togolaise à la loupe* du 28 avril 2003. Site du gouvernement togolais. URL: <http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=2&sruID=37&themeID=8&newsID=5829>. Page consultée le 11 novembre 2004.

La crise entraîna une recrudescence de la dette extérieure. Elle était de 1.275 millions de dollars contre 1.292 millions pour le Bénin et 17.251 millions pour la Côte d'Ivoire d'après les chiffres publiés dans la revue du Fonds Monétaire International (FMI), *World Economic Outlook* le 24 avril 1995. Représentant 54 pour cent du Produit Intérieur Brut, cette dette à l'instar des trois autres pays, fut un fardeau encombrant qui entrava sérieusement le décollage économique. Il se révèle aujourd'hui que la charge des redevances est encore plus pesante que les frais d'entretien de la société sacrifiée et abandonnée. Les populations des zones rurales furent surtout les victimes faciles de la décadence. Selon le rapport *UNDP Microfinance Assessment Report for Togo* d'octobre 1997 du Programme des Nations Unies pour le Développement, la croissance de la population togolaise à dominance rurale est rythmée à un taux de 2,9 pour cent l'an. Avec 1.950.000 habitants recensés en 1970, elle est estimée à croître à 4.052.000 en 1996. Cela implique de fortes croissances et de densités démographiques qui se manifestent davantage par une grande concentration dans les milieux urbains.

Depuis le milieu des années 1970, l'accélération de la croissance démographique et le ralentissement de la croissance économique ont entraîné une chute constante du PIB par habitant. Le taux de croissance a été très souvent en dessous de celui de la population. La croissance s'est répartie de façon inégale dans le temps et on peut distinguer, des années 70 à ce jour quatre grandes périodes :

- 1970 à 1972 marquée par un accroissement du PIB par habitant ;
- 1972 à 1989 caractérisée par une baisse lente du PIB par tête ponctuée par un moment de quasi stagnation ;
- 1989 à 1994 la baisse est devenue brutale (22% à 23% en l'espace de 3 ans 1990/1993), du fait non seulement de la croissance de la population, mais aussi des conséquences néfastes des troubles sociopolitiques sur la production.
- 1994 à 1997 caractérisée par une augmentation timide mais stable du PIB par habitant suite à la remise en cours des unités de production nationales et à une reprise quelque peu hésitante de la coopération avec les principaux bailleurs de fonds<sup>66</sup> (7).

---

<sup>66</sup> Babacar, Sambe & Félix Agboblí, *UNDP Microfinance Assessment Report for Togo* d'octobre 1997. URL : [http://www.undp.org/sum/sum\\_reports/Country\\_Reports/togodb5.pdf](http://www.undp.org/sum/sum_reports/Country_Reports/togodb5.pdf). Page consultée le 11 novembre 2004.



La périodisation de l'évolution économique du Togo en trois grandes époques reflète les circonstances réelles des effets de la mise en pratique de la politique économique du gouvernement. Mais il convient de réajuster la première partie qui va de 1970 à 1975 et non de 1970 à 1972 comme le stipule la citation. Ce fut effectivement l'unique moment de progrès économique réalisé.

Il est aussi important de noter que le déclin ne fut pas dramatique et subit comme en Côte d'Ivoire ou en Guinée. Il fut timide et progressif tout comme les progrès effectués. Cependant, la population en subit les conséquences les plus douloureuses. Les paysans et les femmes rurales furent maintenus dans une pauvreté et un délabrement total. Entre 1970 et 1990 « plus des 3/4 de la population soit 78,22 pour cent, sont dans la pauvreté et près de la moitié soit 45,54 pour cent dans l'extrême pauvreté » (Babacar Sambe et Félix Agbobli, p. 10).

Le seuil de pauvreté est évalué à 58.000 F CFA l'an et celui d'extrême pauvreté à 36.000 FCFA. Ceci est pour montrer que près de la moitié de la population togolaise est extrêmement pauvre malgré cette image de tacite croissance que le pays a connu. C'est dans le sens de remédier à une telle infamie économique que les autorités durent se livrer aux différents "Programmes d'Ajustement et de Relance de l'Economie" (PARE). L'objectif de préemption d'une recherche de bases économiques solides conduit le gouvernement à appliquer depuis 1983 ce programme d'ajustement structurel et de privatisations des entreprises publiques qui s'afficha être des plus ambitieux d'Afrique. Il s'agissait d'un désengagement qui s'accompagnait de la mise sur pied d'une politique de promotion et d'encouragement d'un secteur privé capable d'apporter une contribution acceptable au développement national. Le dynamisme du secteur privé fut ainsi convoité afin de neutraliser et de maîtriser le secteur informel en pleine expansion.

En effet, comme déjà soulignée auparavant, la lutte des citoyens pour l'acquisition de la subsistance et de la survie poussa les Togolais à outrepasser les mesures coercitives du gouvernement par la mise en structure d'activités lucratives informelles concurrençant le pouvoir sur le même terrain commercial et économique. Le secteur financier fut le plus en vue avec des agences de caisses et de crédit qui se multiplièrent dans les quartiers et les familles. Les couches sociales les moins nanties sont leur cible. Ces caisses assurèrent les épargnes des paysans et des petits-gagnants tout en leur accordant des crédits pour des micro-projets avec des taux d'intérêts insignifiants. La privatisation fut une occasion pour que des structures informelles de cette envergure des caisses de crédits soient recensées afin que les services rendus soient légalement reconnus. De ce point de vue, elles servirent aussi de ressources financières à l'Etat par le prélèvement des taxes sur leurs activités.

Ainsi, le gouvernement togolais accepta les conditions d'exigence du FMI et de la Banque Mondiale et d'entrée de jeu procéda à la privatisation ou à la liquidation de certaines des 74 entreprises publiques dont dispose le pays. Malheureusement là encore, les attentes demeurèrent insatisfaites par les résultats obtenus. Les mesures d'austérité financière et budgétaire vécues par le régime d'Eyadema n'aboutirent pas à la relance telle qu'escomptée. Le PAS fut une fois encore un outil économique de désastre. Les populations naguère ne virent leurs conditions de vie s'améliorer. Pire, c'est le déclin total avec plus d'endettement à la nation et moins de capitaux d'investissement.

### **C- Les données générales africaines des années 80**

Somme toute, il est à remarquer que l'ensemble des pays francophones du Golfe de Guinée fut violemment secoué par les années 80 sur le plan économique et social. Les différents régimes politiques échouèrent dans tous leurs plans de décollage et de prospérité économiques. Ainsi, il y

eut des pays qui connurent un accroissement rapide et prospère comme la Côte d'Ivoire tandis que d'autres comme le Bénin et le Togo durent évoluer lentement pour enfin voir la maigre réussite réalisée se dégrader. Par contre, seul le cas guinéen est unique dans la sous-région. Le délabrement de son économie fut rapide et longue. C'est dire qu'après avoir épuisé les ressources financières générées par l'administration coloniale, Sékou Touré et son gouvernement ne purent engendrer un quelconque bénéfice fiscal.

Les échecs causèrent de lourdes conséquences sociales et culturelles. La dépravation sociale fut à son comble. Les vices sociaux de tous genres tels que la prostitution, la délinquance, le banditisme, la corruption et les détournements prirent d'assaut la société. L'honnêteté intellectuelle déserta le moral des travailleurs qui se servent souvent du faux et d'usage du faux pour des gains faciles. La généralisation de la corruption dans tous les pays est attribuable à la gestion politique des hommes dont les conséquences économiques sont la gabegie, l'escroquerie et la faillite. Il est alors intolérable de laisser perdurer une situation pareille. Des actions furent menées par écrits et en pensée afin de venir à bout de ces dirigeants sanguinaires dont la seule préoccupation est l'exercice du pouvoir. Il y eut assez de textes littéraires ayant dénoncé et condamné les manières politiques des gouvernants.

Les deux rapports dont *Les pays les moins avancés- rapport 2000* et *Les pays les moins avancés- rapport 1995* de la "Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement" portant sur les années 80 de l'Afrique sont marqués par des révélations de déception écrits sur un ton de pessimisme total. Ils ont qualifié cette période de désastreuse pour l'Afrique. Le PIB par habitant était inférieur à la fin de la décennie qu'à celui du début. La persistance du taux de mortalité infantile toujours élevé, la médiocrité de la quantité de calories consommés et la faiblesse du taux d'inscription des enfants dans les écoles primaires et

secondaires indiquent que le continent n'a fait aucun progrès dans ses efforts d'éradication des maux sociaux.

Bref, les conditions de vie en Afrique s'étaient empirées à la fin de la même décennie. La production agricole demeura stagnante avec de déclin par endroit. La production industrielle chuta. La déforestation et la désertification réduirent les emblavures. L'importation des produits vivriers augmenta à travers la quasi-totalité de l'Afrique qui vit ses termes d'échanges commerciaux décliner drastiquement. La conséquence de ces données est la baisse du PIB par Africain à 2 pour cent entre 1982 et 1992 contre 5 pour cent en Asie du sud et 8 % en Asie du Sud-Est selon les mêmes sources.

Il n'est pas un abus de langage de parler de l'Afrique ayant dégringolé de la carte. Elle n'honorait plus les conditions d'existence moyennes requises aux citoyens. Le sens du succès lui échappa graduellement causant l'annihilation de quelque apport d'assistance de redressement provenant d'autres continents. C'est donc en vue de remédier à cette catastrophe africaine que les différents PAS furent initiés entre 1981 et 1995. De 1981 à 1984, il importait d'atteindre un équilibre macro-économique en ramenant les dépenses nationales au niveau des revenus. A ce niveau, beaucoup d'effort fut fait suite aux contraintes imposées aux gouvernements par la Banque Mondiale et le FMI.

La seconde étape allant de 1984 à 1986 mit plus d'accent sur l'allocation effective des ressources par leur mutation à travers tous les secteurs économiques. De cette politique résultèrent les privatisations massives dont le but fut de désengager l'Etat de la gestion des entreprises publiques, gouffres de l'économie nationale pour y intéresser les opérateurs privés. Dans la plupart des quatre pays dont s'occupe le travail, cela fut un exploit car l'Etat n'y est plus le seul actionnaire des entreprises du pays.

Il y eut la troisième étape de 1987 à 1992 qui se consacra aux procédures de mobilisation de plus de ressources afin de parvenir à la réalisation de la croissance des taux de développement économique et des conditions de vie des pauvres.

Dans la quatrième phase de 1992 à 1994, l'accent fut mis sur l'éradication de la pauvreté et de la mise en structure d'une capacité réelle. Mais la description faite des faits sociaux dans les ouvrages économiques, historiques et littéraires montrent que cette phase devra encore redoubler d'effort pour vraiment parvenir au parachèvement des programmes.

Malheureusement, la cinquième phase de 1995 s'amorça sans que la pauvreté ne fût même égratignée au sein de la société africaine et surtout dans le Golfe de Guinée. Elle enclencha alors la continuité du programme de la quatrième phase.

La difficulté d'aboutissement des différents programmes laisse penser à une immunité africaine contre le développement. Pourtant, à en croire la Banque Mondiale, l'Afrique surtout de l'ouest est si riche en matières premières, en terres cultivables et en potentiels gisements de pétrole dont la mise en exploitation judicieuse permettrait de lui assurer une autosuffisance alimentaire et une prospérité sociale exemplaires.

Cependant, estime-t-elle toujours qu'il faudra quarante ans pour que certains pays africains retrouvent leur niveau de vie d'avant les indépendances. Il n'y a point de doute à se faire par rapport à la véracité de ces propos lorsqu'il arrive de vivre au milieu des couches déshéritées des sociétés béninoises, ivoiriennes, guinéennes et togolaises. La grande misère, le dénuement total et la précarité même de la vie en disent long. Face à un pouvoir sourd et opiniâtre, il urgeait de se battre par tous les moyens. C'est ce que firent certains hommes audacieux.

Les deux tableaux qui suivent montrent l'image économique délabrée et erratique du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Togo. Il y a une forte discontinuité de croissance comme le montrent les chiffres au niveau de chaque pays et d'un pays à l'autre. Là où s'enregistrait une progression de 5 % en moyenne par an pour le Bénin ou la Côte d'Ivoire avant 1980, la Guinée affichait des signes négatifs.

**Tableau 2 :** Croissance économique entre 1980 et 1990 en pourcentage.

Pays	Avant 1980	1980	1982	1984	1986	1988	1990	Moyenne décennale
Bénin	5,0	20,9	6,8	2,0	-1,7	1,2	1,1	5,1
Côte d'Ivoire	5,7	-0,9	1,6	-1,0	3,7	-1,8	-6,1	-0,8
Guinée	-0,5	0	1,8	-2,7	7,1	5,9	4,7	3,4
Togo	?	14,7	-3,4	5,9	3,4	5,0	1,9	4,6

**Source:** *The Politics and Policies in Sub-Saharan Africa* by Robert Debbie, p. 245.

**Tableau 3:** Tableau évolutif de leur situation économique jusqu'en 1990.

Pays	PIB % par habitant avant 1980	Année du PAS	Croissance démographique en 1990	PIB par Habitants en 1990 en US\$	Dettes en 1990 en million de US\$
Bénin	359	1989	3,2 %	300	1.292
Côte d'Ivoire	1.216	1981	3,8 %	708	17.251
Guinée		1987	3,04 %	360	3.002
Togo	472	1979	2,9 %	317	1.275

**Source :** Hugon, Philippe. *Cahiers de l'emploi et de la formation : ajustement structurel, emploi, et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone*, 1998, p. 20, et World Bank.

De ce tableau, il ressort que la chute des taux de croissance est remarquable entre 1980 et 1990.

Ceci étaye davantage la démonstration faite plus haut.

## **II- Les “Conférences Nationales” et leurs implications démocratiques en Afrique de l’Ouest**

L’Afrique demeure toujours un continent politiquement instable. La recherche d’une identité et d’une stabilité politique qui soit un vrai creuset de développement social, économique, culturel et humain en est la cause. Les mêmes préoccupations suscitèrent des réactions et des mouvements dans la plupart des pays du Golfe de Guinée qui optèrent pour un changement de régime et de gouvernement.

Cette manière pourrait peut-être s’expliquer de façon dialectique, sachant que les forces de ces changements sont souvent des éléments endogènes à l’équipe dirigeante. Ainsi, de la colonisation à l’ère du renouveau démocratique, des bouleversements s’opérèrent au Bénin, en Côte d’Ivoire, en Guinée et au Togo, avec des améliorations par-ci ou des échecs par-là. Chaque pays fit souvent une expérience unique qui lui conféra une histoire particulière, selon la méthode de gestion politique de ses habitants.

Ainsi, depuis la proclamation de l’indépendance, les pays sus-cités furent secoués par des coups d’Etat militaires atroces tel qu’énoncé dans le chapitre1. Le Bénin, le Togo, le Burkina Faso et le Mali, eurent à leur actif des successions de coups d’Etat dont les militaires furent toujours les auteurs. Ils prirent le destin du pays à charge pour des périodes d’années prolongées, sans toutefois parvenir à la satisfaction des besoins de la population. Par contre, en Côte d’Ivoire, au Sénégal et en Guinée où il n’y en a jamais eu, la situation politique a semblé plus harmonieuse et plus contrôlée à divers niveaux. Cependant, malgré cette disparité de processus au niveau des pays, il est difficile de parler de réussite politique pour certains et d’échec pour d’autres.

Le vent d’un réel processus de démocratisation qui secoua tous les pays de la côte ouest africaine dans les années 1990 est une preuve que même ceux supposés être en accalmie

politique n'étaient pas à l'abri du malaise social. Ils ne furent pas épargnés par “le vent du Renouveau démocratique”<sup>67</sup> qui souffla si puissamment que tous les dictateurs même les plus redoutés furent emportés. Ce vent du renouveau commença à souffler à partir du Bénin. C'est à la suite des “Conférences nationales” tenues au Bénin, au Mali et au Niger que la démocratisation s'amorça convenablement dans le Golfe de Guinée pour définitivement y prendre place avec succès. Contrairement à ces réussites, il y eut des conférences qui n'ont réussi comme au Togo ou au Zaïre.

Il y eut des pays où cette option politique de consensus nationale fut écartée. La Côte d'Ivoire et la Guinée se retrouvent dans cette catégorie. Le Président Houphouët-Boigny, maîtrisant la situation économique et politique du pays, ne fut nullement inquiet par ce vent de démocratisation. Par contre en Guinée, ce fut la mort du Président Sékou Touré qui marqua le changement de pouvoir tant désiré par les Guinéens.

D'autre part, il y eut des pays qui optèrent pour la tenue des Forums Nationaux. Ce fut de mini Conférences Nationales programmées pour une durée succincte avec un nombre limité de membres dont la mission fut l'analyse de la situation politico-économique du pays et la mise sur pied d'une structure transitoire de direction dotée du pouvoir d'organisation d'élection pluraliste.

## **A- Les Conférences réussies**

### **1- La “Conférence des Forces vives de la Nation” du Bénin**

Tout commença en effet en 1990 au Bénin avec la tenue de la “Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation”. Le pays était au bord du gouffre dû à une crise économique

---

<sup>67</sup> Expression magique et populaire du début des années 90 qui expliquait les mouvements de démocratisation.



qui perdurait. Il fallait illico trouver une solution adéquate, car la gestion de la situation économique du Bénin qui fut pendant plus d'une décennie assurée par le Président Matthieu Kérékou et son "Gouvernement militaire révolutionnaire" depuis 1972 finit par s'avérer décadente et désastreuse.

Un petit rappel historique nous montre qu'en 1972, les militaires prirent le pouvoir par le biais d'un coup d'Etat, engageant le pays dans une option politique marxiste-léniniste pour pensaient-ils faire naître «une société où il ferait bon vivre pour chacun et pour tous»<sup>68</sup>. En 1975, à l'approbation de la plus grande majorité de la population, le "Gouvernement Militaire Révolutionnaire", changea le nom du pays. La République du Dahomey devint alors la République Populaire du Bénin et le drapeau tricolore devint un drapeau vert frappé d'une étoile rouge dans le coin supérieur gauche.

Mais sous la pression des exilés béninois en Europe et aux Etats-Unis qui surent gagner la confiance des bailleurs de fonds internationaux et qui parvinrent à les convaincre pour boycotter les demandes d'aide du gouvernement, appuyés par les mouvements populaires dans les rues de Cotonou, le Président Kérékou abandonna le régime marxiste-léniniste en décembre 1989.

Toujours dans la recherche d'une solution au problème économique du pays, il décida de commun accord avec son gouvernement de faire tenir une "Conférence des forces vives de la nation" dirigée par l'archevêque catholique Isidore de Souza certainement à l'image de celle économique qu'il organisa en 1979. Ce fut une "Conférence de vérité" où toutes les exactions, les malversations et les brimades commises par le pouvoir firent l'objet des débats qui furent particulièrement acerbes. Elle eut lieu du 18 au 29 février 1990. Elle dura donc une semaine et fut animée par 488 participants représentant toutes les couches sociales du pays.

---

<sup>68</sup> C'était l'un des célèbres slogans des marxistes africains.

Cette Conférence nationale qui servira de modèle aux autres États constate:

- la grave crise économique, sociale, culturelle et politique qui paralyse le pays depuis des mois ;
- la perte totale de crédit et de légitimité du régime devant le peuple;
- que la décision de convoquer une Conférence nationale procède objectivement de l'incapacité des structures en place à trouver à la crise multidimensionnelle nationale des solutions véritables par ses ressources et moyens propres;
- que le système politique et constitutionnel ne prévoit aucun mécanisme, ni aucune procédure pour assurer l'alternance au pouvoir ;
- les aspirations manifestes du peuple à la paix et sa volonté de résoudre réellement la crise par des voies pacifiques - sans recours inutile à la violence<sup>69</sup> (23)

Les confrenciers décidèrent que le président de la république resterait en fonction jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions. Un premier ministre fut désigné toujours par la Conférence pour gouverner le pays pendant la période transitoire. Dans un esprit de réconciliation nationale, une amnistie fut votée couvrant tous les actes accomplis par le Président et les ministres pendant l'exercice de leurs fonctions.

Il faut noter entre autres décisions prises par la Conférence Nationale du Bénin, celles d'arrêter des mesures propres à dénouer la crise politique et économique actuelles par des voies pacifiques sans toutefois perdre de vue l'instauration de la démocratie et du respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales de promouvoir le progrès économique et social, de mettre en place un organisme national “le Haut Conseil de la République” (HCR)<sup>70</sup> approprié pour le suivi de l'exécution de ses travaux, de l'adoption d'une charte nationale qui servira de base pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution par une Commission qui travaillera en toute indépendance vis-à-vis des structures de l'État, d'un texte du projet de Constitution qui ainsi rédigé sera soumis au référendum sous le contrôle du Haut Conseil de la République.

---

<sup>69</sup> Abdou, Hassan. *Le statut des partis politiques dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest francophone*, thèse présentée et soutenue le 28 mai 1997.

<sup>70</sup> Le Haut Conseil de la République (HCR) faisait office des hautes instances de la démocratie.

À la fin de ses travaux, la Conférence nationale nomma M. Nicéphore Soglo Premier ministre de la période transitoire allant du 1er mars 1990 au 1er mars 1991.

En 1991, des élections présidentielles furent organisées et permirent d'avoir un président démocratiquement élu pour 5 ans selon la Constitution. Depuis lors, la démocratie béninoise progressa remarquablement. Elle réussit à mettre toutes les institutions politiques en fonction. C'est un modèle exemplaire que beaucoup de pays africains décidèrent de suivre. Certains le firent avec succès ; par contre, d'autres l'escamotèrent au mépris des aspirations libérales ardentes de la population éprise de liberté.

Deux faits prépondérants qui eurent d'effet sur le continent marquèrent le déroulement de la Conférence béninoise. Il s'est agi d'une part de la proclamation de son statut de souveraineté qui suscita d'innombrables tractions entre le délégué-président l'archevêque Isidore de Souza et la présidence de la république. Ce fut en fait le point d'achoppement entre le gouvernement et les conférenciers. Les négociations faillirent échouer suite à la pression qu'exerçaient des membres du gouvernement sur le mot d'ordre du Président Kérékou. Mais sa sagesse et son sens de discernement durent l'emporter sur les esprits malins et égoïstes de ces ministres. Il accepta l'idée qui favorisa la poursuite des travaux dont les résultats furent exécutoires. En fait, le caractère exécutoire des résultats issus des assises fut le deuxième obstacle des travaux. Il fallut la direction d'un homme neutre que fut l'archevêque de Cotonou pour parvenir à ce dénouement heureux dont le Bénin est fier des aboutissements aujourd'hui.

Le rôle de l'Eglise s'afficha donc avec toute sa plénitude dans le succès de la Conférence. Elle fut associée partout où la Conférence nationale se tint. Cette initiative béninoise fit tache d'huile et conféra aux prêtres l'image de rassembleur. Comme le soutient

John Wiseman dans *The New Struggle for Democracy in Africa*, le gouvernement et l'opposition ne s'inquiétaient pas du peu d'intérêt que le clergé affichera par rapport aux résultats des Conférences. Par conséquent, son impartialité dans la gestion des débats était sans équivoque. La majorité des Conférences qui suivirent celle du Bénin procédèrent de même. Les conférenciers exigeaient toujours la reconnaissance et l'acceptation des résultats des travaux dans tous leurs détails par l'Etat. Aussi, durent-ils élire un archevêque comme président du présidium de la Conférence. Il y en eut qui réussirent dans cette mission nationale.

## **2- La “Conférence Nationale” du Mali**

Tout comme le Bénin, le Mali était aussi dirigé par un Président militaire autoritaire. Suite à un coup d'Etat, Moussa Traoré prit le pouvoir à la tête du Mali en 1968. Il régna sans partage jusqu'en 1990 où il fut à son tour renversé par Amadou Toumani Touré. La situation économique dégradante du pays et la mauvaise gestion du conflit des Touaregs au nord précipitèrent sa chute. Heureusement, le lieutenant-colonel Toumani Touré à la satisfaction du monde ne se comporta pas comme les militaires des coups-d'Etat. Il mit sur pied un gouvernement transitoire dont il était le Président et auquel il associa des civils et des représentants de l'opposition démocratique. Il dirigea le comité de transition jusqu'à la Conférence Nationale.

Ainsi, ce comité de transition fit organiser la “Conférence Nationale du Mali” du 29 juillet au 12 août 1991 à laquelle toutes les différentes couches sociales du pays furent représentées. Remarquons que contrairement à celle du Bénin, cette “Conférence Nationale du Mali” ne s'était pas tenue sous la pression de la rue. Le problème de souveraineté ne se posa donc pas comme au Bénin et au Togo. « Tout comme le Niger et le Togo, ce pays a tenté

d'imiter la méthode béninoise de la Conférence nationale. Mais sa situation est spécifique, car son contexte national était très particulier au moment de la tenue de la Conférence nationale » (25). La Conférence aboutit à des conclusions de mise en place du processus démocratique au Mali dont la décision d'adoption d'une nouvelle constitution. Plus tard, elle fut rédigée et mise en référendum pour adoption tout comme au Bénin. En 1992, après des élections présidentielles démocratiquement organisées, monsieur Alpha Omar Konaré à la tête de l'ADEMA l'emporta sur les autres puis en 1997. Depuis, il se déroule une concordante atmosphère de pouvoir démocratique d'alternance au Mali.

La Conférence malienne intéresse le présent travail pour plusieurs raisons. Bien que n'étant pas sur le Golfe de Guinée, le Mali présente une figure emblématique en terme de démocratisation par la voix de la Conférence Nationale. Un militaire y déposa un autre et fit du pays un Etat de droit et de liberté. Ce fut un comportement exceptionnel en Afrique. Le succès du colonel Toumani Touré est attribuable à la vague des assises de réflexion nationale ayant conduit la majorité des pays à la démocratie.

C'est également un maillon de la chaîne des rencontres politico-économiques pour la mise en place d'un système de direction plus humain et plus juste. Par ailleurs, le contact entre les Etats côtiers et ceux du Sahel (zone désertique) ouest-africains est si soutenu qu'un mouvement dans un pays voisin se divulgue aisément dans l'environnement. Il y eut une suite chronologique des rencontres certainement due à la diffusion des travaux du Bénin par la voix des ondes. Des délégations maliennes se rendirent au Bénin en début d'année 91 afin de s'enquérir des procédés d'organisation d'une Conférence aussi spécifique.

De même, nul n'ignore que le Mali est francophone et le discours tenu par le Président français François Mitterrand lors du 16ème sommet France-Afrique tenu à la Baule en juillet

1990 en France n'épargna aucun des pays ayant la langue française en partage. En effet, « il conditionna son assistance financière au degré d'avancement de chaque pays dans le processus de la mise en place d'un système pluraliste et démocratique » (*Agence France Presse*, 1). La célèbre phrase était ainsi libellée : « Il est évident que l'aide traditionnelle sera plus tiède en face des régimes qui se comporteraient de manière autoritaire, sans accepter l'évolution vers la démocratie, et qu'elle serait enthousiaste pour ceux qui franchiraient ce pas avec courage et autant qu'il leur est possible »<sup>71</sup>

La manière prétendait non seulement forcer les chefs d'Etats réticents sur la voie pluraliste mais surtout les inciter dans la démocratie étant le seul gage qui puisse conduire au développement. Mitterrand avait décidé que «le vent de liberté qui a soufflé à l'Est devra inévitablement souffler un jour en direction du Sud [...] Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement » (*Discours*).

Des raisons furent avancées par des économistes, des historiens et des romanciers liant l'événement de la vague des Conférences à cette demande. Des textes économiques, historiques, politiques et littéraires firent une vaste diffusion des propos du président français. Il pouvait y avoir une part de vérité dans leurs explications vu l'ampleur des mouvements de démocratisation qui s'accéléchèrent au niveau des pays francophones. Les Conférences s'organisèrent les uns après les autres comme suivant une planification rigoureuse.

Cependant, il se dégage quelques questionnements purement inquisiteurs qui méritent une attention analyste mais dont le travail ne se préoccupe pas à fouiner.

---

<sup>71</sup> Mitterrand, François. *Discours*. Sommet France-Afrique à la Baule le 20 juin 1990.

- A quelle phase politico-économique seraient ces pays aujourd'hui si le Président Matthieu Kérékou refusait de reconnaître à la Conférence Nationale du Bénin sa souveraineté à l'instar du Togo?
- Plutôt, qu'advierait-il aujourd'hui s'il n'y avait pas eu la Conférence du Bénin ?
- Quels liens y a-t-il entre celles tenues par les pays anglophones d'Afrique du Sud, de la Somalie et de l'Ethiopie dans la même période de 1991 à 1993 et celles francophones pour y voir un effet du discours du Président Mitterrand ?

Voilà autant de questions dont les réponses sont à même d'infirmer la raison du discours de Mitterrand. Il y eut une initiative bien méritée partie d'un dictateur qui offrit à la démocratie une place de prépondérance à l'Afrique des années 90. Cela confirme que les dictateurs peuvent se classer à divers degrés. Le développement littéraire du travail se résout d'apporter une tentative de raisonnement qui prouve qu'il y eut des dictateurs autocrates, des dictateurs sanguinaires et des dictateurs débonnaires en Afrique.

### **3- La “Conférence Nationale du Niger”**

Elle siégea du mois de juillet au mois de novembre 1991. Elle fut imposée par des mouvements de violence populaires. Les émeutes estudiantines en février et un soulèvement des Touaregs en mai 1990 contribuèrent à la planification et la tenue de cette Conférence. Les deux révoltes rencontrèrent une réaction acerbe du gouvernement par une réprimande sanglante et meurtrière. L'armée comme toujours fut utilisée contre la population qu'elle massacra.

Contrairement à ce que pensait le pouvoir d'Ali Saibou de l'époque, l'intimidation dont il fit usage ne parvint point à ébranler la fougue et la détermination du peuple et de la jeunesse nigériennes dont la forte inspiration d'accession à un renouveau politique demeura inébranlable. La tenue de ladite "Conférence nationale" tenta de faire évoluer le Niger vers la démocratie.

Elle fut dirigée par un cadre universitaire du nom d'André Salifou qui assumait la fonction avec mérite et succès. Il n'est pas du clergé et sa présidence fait du Niger une exception à l'ensemble des mécanismes mis en jeu pour la réussite des travaux des Conférences. Néanmoins, ce choix peut se justifier par la qualité de neutralité qu'il incarnerait dans le milieu politique nigérien.

Cette qualité pourrait être d'ordre religieux tout de même. Son nom chrétien "André" adjoint à sa valeur d'universitaire dans un Niger fortement musulman auraient servi certainement la cause. Ainsi du 19 juillet au 20 novembre 1991, 1200 représentants des différentes couches sociales, de 26 partis politiques, et des membres du gouvernement statuèrent sur le devenir du pays. Les travaux avançaient normalement lorsqu'en octobre il y eut des affrontements tribaux suivis de massacres. Le soulèvement touareg reprit ainsi avec plus d'ampleur. Les délégués touaregs décidèrent de boycotter la Conférence en guise de protestation. Le pays fut ensanglanté de nouveau. Les assises suspendues pour un temps reprirent après la maîtrise de la tension.

Les résultats de la Conférence du Niger furent exécutoires et alignaient entre autres l'adoption d'une nouvelle constitution et la mise en application effective du système pluraliste adopté depuis 1989. En fait, la vie politique nigérienne fut déjà libéralisée bien avant la tenue



de la Conférence Nationale. La notion du parti unique y avait cessé d'exister même si la présidence du pays était encore assurée par quelqu'un qui en était issu.

En effet, avec « la rébellion armée dans le nord du pays, les attermoissements du Président Ali Saibou, la tournure ethnique et régionaliste des débats de la Conférence nationale et l'amateurisme de la classe politique avaient abouti à ce qu'une certaine presse étrangère avait qualifié de “Conférence de badauds” »<sup>72</sup> (25).

Il s'avère nécessaire de remarquer qu'elle fut totalement contrôlée par “l'Union des Scolaires Nigériens” (U.S.N) et “l'Union des Syndicats des Travailleurs Nigériens” (U.S.T.N). Toutes les décisions importantes “adoptées” par la Conférence avaient été arrêtées au préalable avant même son ouverture. Ce fut la tâche exécutée par les “forces démocratiques” dans le cadre de la “Commission Préparatoire à la Conférence nationale” (C.N.P.C.N) précisa Hassan Abdou dans sa thèse sur le statut des partis politiques.

Les premières élections démocratiques depuis l'indépendance du Niger furent organisées en février 1993. Elles portèrent Mahamane Ousmane, candidat du CDS-Rahama, à la Présidence de la république. La démocratisation engendrée par la Conférence nationale n'empêcha pas la poursuite de la rébellion touarègue malgré des accords de paix signés en octobre 1994 puis en avril 1995. Ce fut plutôt une circonstance de facilité qu'exploitèrent les rebelles pour davantage fragiliser le régime du Président Ousmane. Malgré le coup de force de militaires, le processus de démocratisation s'est poursuivi.

Il est important de noter que la Conférence nigérienne se déroula jusqu'à terme malgré les soubresauts qui jonchèrent son parcours. Elle aboutit à l'installation du système démocratique dans le pays. Les deux interventions militaires par des coups de force

---

<sup>72</sup> Abdou, Hassan. *Le statut des partis politiques dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest francophone*. Université de Paris I - Panthéon - Sorbonne. Thèse de doctorat présentée et soutenue le 28 mai 1997.

enregistrées à des moments délicats durent remettre en cause le fragile processus de démocratisation. Cependant, les institutions de l'Etat fonctionnèrent dans les normes démocratiques depuis toujours. Le coup d'Etat du colonel Barré Maïnassara et son assassinat quelques années après par un autre officier de l'armée nigérienne n'ébranlèrent en rien la jeune démocratie du pays.

## **B- Les Conférences Nationales de Farce**

Comme noté plus haut, la tenue de la Conférence nationale ne connut pas un aboutissement heureux partout. Des présidents ayant subi la pression de la population inspirée par ce qui se faisait ailleurs, se livrèrent à la politique du suivisme. Ils firent usage du présage de rassemblement national réunissant le peuple autour d'une assemblée qu'ils qualifièrent de Conférence nationale. Les méthodes fondamentales n'y étaient pas. Ils étaient bien conscients de l'annonce de la fin de leur règne. Ils comprirent aussi que c'était l'ultime issue donnant accès à la démocratie en Afrique dans les années 1990. Ils usèrent de toutes les astuces pour éviter la chute de leur pouvoir par la voie de la rencontre nationale.

Les deux cas rapportés ici furent identiques en termes d'organisation, de tiraillements entre les conférenciers et le gouvernement, et d'atermoiement. Ils usèrent de tout ce qui était en leur pouvoir pour annuler les résolutions prises par les conférenciers. C'était sous l'égide des Présidents dictateurs les plus autocrates de l'époque. Il s'agit bien sûr des cas togolais et congolais démocratique, entre temps zaïrois. Malgré leur appartenance géographique à des zones distantes l'une de l'autre, il s'avère important de les maintenir ensemble surtout à cause des liens séculaires qui lient Eyadema et Mobutu.

### **1- Le cas du Togo**

Il est intéressant de remarquer que les circonstances ayant conduit à la tenue des différentes conférences à l'exception de celle du Mali, étaient identiques. Ainsi comme partout ailleurs dans les pays du Golfe, le peuple togolais envisagea la mise en place de la réforme qui mettrait fin aux injustices et aux mauvais traitements que leur infligeait le gouvernement d'Eyadema. Comme l'a dit Kourouma dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* « les élèves, les étudiants, les travailleurs et les “bilakoros”<sup>73</sup> ont investi les rues de la capitale, appuyés par les opposants au pouvoir de Koyaga» (100). Il y eut des mouvements de protestation au Bénin, au Niger, au Congo Démocratique comme ici au Togo réclamant la démission des présidents et de leur système politique.

Mais à chaque émeute, le pouvoir des dictateurs se montra plus sanguinaire et plus atroce. Leurs hommes de main, armés d'armes les plus modernes, massacrèrent toujours la population révoltée. En 1991, le Président Eyadéma et ses hommes franchirent le cran du supportable en perpétrant les massacres connus aujourd'hui sous l'acronyme de “Massacre de Bé” où des dizaines de togolais y laissèrent leur vie. Cela fut l'ultime événement qui précipita la tenue de la Conférence nationale.

Les faits démontrèrent que le général président « n'avait jamais voulu d'une Conférence nationale qu'il assimilait à un “coup d'État civil” »<sup>74</sup> (26). Il finit par l'accepter sous la pression des événements. Il la convoqua par le décret n° 91-182 du 2 juillet 1991. Assisté de l'armée togolaise dont il a le contrôle il la vida de sa substance avec l'ordonnance n° 91-06 du 26 août 1991 qui rendait non valides les actes de la Conférence nationale.

En effet, suite à des scènes de violence durant le déroulement de la Conférence, le président Eyadéma suspendit la Conférence par décret n° 91-202 du 26 août 1991. Il ne consentit

---

<sup>73</sup> Mot populaire en Côte d'Ivoire pour désigner les badauds de rues.

<sup>74</sup> Abdou, Hassan. Voir p. 106

à autoriser la reprise des travaux. Elle reprit cependant après de longues tractions entre lui et les représentants des conférenciers dirigés par l'archevêque d'Atakpamé Philippe Kossi Kodzro, Président de la Conférence.

Elle s'ouvrit effectivement le 10 juillet 1991 pour finir le 28 août de la même année. Elle fut l'une des plus longues Conférences nationales tenues. Des soubresauts jalonnèrent son déroulement. Il prit des jours aux représentants pour qu'ils parviennent à un accord avec le président sur le statut de souveraineté de la conférence et le caractère exécutoire de toutes les résolutions à prendre. Des échauffourées eurent lieu entre les participants et les membres du gouvernement. Il en fut de même entre les conférenciers et les militaires. De sorte qu'à l'issue des travaux, toutes les résolutions prises dont la destitution du président furent immédiatement dénoncées par les militaires qui encerclèrent les lieux de la réunion où ils prirent les participants en otage jusqu'à l'obtention de la signature d'une lettre d'abrogation des décisions ainsi prises.

Elle finit sans aucun cérémonial de clôture dans un désordre singulier et irréparable. Ce fut une fois de plus un événement qui plongea davantage le Togo dans un état de tension inédite. La Conférence togolaise fut "un mort-né", c'est-à-dire dont on ne tira aucun avantage. Il n'y eut aucune recette de sa tenue. Elle ne servit à rien car elle n'aboutit pas à une issue qui favorisa le changement politique souhaité par la majorité des Togolais opposés à l'autocratie d'Eyadema.

Toujours laissé entre les mains du dictateur, la vie du pays ne s'améliora guère. Il y eut des tentatives de coup d'Etat en novembre et en décembre 1991 dont les conséquences des représailles perpétrées par le pouvoir se résumaient à des attentats et des massacres de tout genre. Les multiples constitutions soumises en référendum au peuple pour approbation et adoption ne purent interrompre les vagues de soulèvements et de grèves répétés.

Ainsi en janvier 1993, suite à des manifestations populaires organisées par l'opposition et réprimées dans le sang par l'armée, des milliers de togolais se réfugièrent au Bénin et au Ghana. Notons qu'il n'y a encore aucune élection tenue de façon démocratiquement limpide au Togo et qui ne soit entachée de fraude. L'inamovible président se maintint au pouvoir malgré la pression économique internationale qui pèse sur le pays. Quant à l'opposition, elle s'est montrée toujours plus fragile et incapable de venir à bout d'un régime aussi décrié et méprisé.

## **2- La Cavalcade de “Conférence Nationale Zaïroise”**

Le mot cavalcade vaut bien ce qu'il peut valoir ici. Car, à scruter de près ce qui survint pendant cette année entière entre les conférenciers zaïrois et le président Mobutu et tenant compte des résultats des travaux auxquels aboutit la Conférence, c'est à raison qu'il faut la qualifier de cavalcade conférence zaïroise puisque malgré le grand bruit occasionné par les conférenciers dû aux multiples soubresauts, elle n'a abouti à aucun résultat satisfaisant. En effet, elle s'imposa suite à la pression des masses et de l'opposition sous le commandement d'Etienne Tshisekedi et d'autres personnalités charismatiques de l'époque. En avril 1991, Mobutu annonça qu'une Conférence nationale se tiendrait en fin de mois créant ainsi une situation d'euphorie et de réjouissance au sein de la population, fatiguée par plusieurs décennies de pouvoir sans partage. Mais, les effets de perturbation causés par la liesse populaire le poussa à vite changer d'idée.

Il arrêta la conférence zaïroise en pleine procédure. Il fallut attendre quatre mois plus tard pour qu'elle s'ouvre effectivement le 7 août 1991. Elle dura plus d'un an pour se voir clôturer le 6 décembre 1992. Cependant, malgré son record de Conférence nationale la plus longue jamais tenue en Afrique, elle n'aboutit à aucun résultat convainquant. Les multiples

tergiversations dues à la position intransigeante du président qui refusa d'accorder une autonomie aux confédératifs, fit multiplier les mouvements de révoltes à Kinshasa et dans les autres grandes villes du pays. Les confédératifs par un coup de force, proclamèrent leur légitimité. Cette décision rendit le président et sa garde rapprochée plus furieux. Ils osèrent même nommer un gouvernement provisoire avec à sa tête Etienne Tshisekedi, creusant davantage le fossé qui s'élargissait déjà entre les deux institutions.

Le malaise et l'instabilité généralisés se répandirent sur tout le territoire national zaïrois. Il se créa alors une atmosphère d'insécurité grandissante due aux plans d'arrestation ou d'élimination des principaux responsables de l'opposition. Néanmoins, les travaux se poursuivirent malgré l'incertitude nationale pour un aboutissement prometteur. Comme l'a dit John Wiseman dans *The New Struggle for Democracy in Africa*, à la clôture de la conférence en décembre, beaucoup de décisions avaient été prises mais en fait très peu sinon rien n'avait été décidé.

Le Président Mobutu continua à gérer le pays en toute tranquillité sous l'égide de son parti unique "Le Mouvement Populaire de la Révolution". Il en fut ainsi jusqu'à son renversement par Laurent Kabila dont la facilité du coup de force était favorisée par la défaillance sanitaire de l'adversaire. Il n'y jamais eut de démocratie au Zaïre jusqu'à la fuite du Président Mobutu. Il usa souvent des tactiques politiciennes de volte-face pour toujours tromper la classe politique du pays en faisant croire à une certaine démocratisation de son pouvoir. Tantôt il acceptait de s'ouvrir au processus démocratique en acceptant l'opposition dans le gouvernement, tantôt il embourbait tout le monde de ses manigances de truquage pour évincer les "intrus"<sup>75</sup> de son gouvernement.

---

<sup>75</sup> L'opposition était ainsi qualifiée ; ce qui faisait de Mobutu un oligarque.

A plusieurs reprises, l'opposition fut admise dans le gouvernement puis exclue à loisir par le président. C'était une comédie de démocratisation qui eut finalement raison de son maître. Les références textuelles produites à son encontre dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* dépeignent bien son caractère d'autocrate brutal et sanguinaire. L'œuvre qui parut avant ces mascarades politiques de Mobutu exposa déjà son inhumanité et ses turpitudes politiques.

### **III- Quelques cas de pays n'ayant pas organisé de Conférence nationale**

#### **A- Le cas de la Côte d'Ivoire**

La Côte d'Ivoire échappa à la vogue des Conférences nationales pour l'avènement de la démocratie. Plutôt, il n'y en avait pas eu dans les années 90 pour l'unique raison que le pays ne connaissait pas les mêmes difficultés économiques qui sévissaient dans les pays où la conférence s'était imposée. La prospérité économique ou plutôt l'apparente prospérité économique et le taux de popularité acquis étaient les forces du "vieux".

En effet, malgré le malaise social dû au manque de la liberté d'expression et du multipartisme qui avait altéré l'atmosphère politique en Côte d'Ivoire, le gouvernement disposait toujours du monopole et du contrôle de l'ensemble du pays. Les salaires étaient payés à la fin de chaque mois et les insolites mouvements de soulèvements et de grèves organisés surtout par l'opposition et quelques fois par les dockers n'ébranlèrent guère le pouvoir. Malgré cette sérénité apparente jonchée des sporadiques soulèvements, le "vieux" tout sage autorisa de façon pacifique et maîtrisée l'instauration du pluralisme dans son pays le 30 avril 1990.

Face à l'agitation politique, le président Houphouët-Boigny, prenant à contre-pied la vieille classe dirigeante, décide de faire passer le régime au multipartisme et d'organiser des élections libres et concurrentielles. Le calme s'établit presque aussitôt et une vingtaine de partis politiques furent

officiellement et progressivement reconnus. L'appareil du Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire étant encore fort efficace dans la mobilisation des votes et le président disposant toujours d'un crédit certain auprès des populations, il remporte l'élection présidentielle du 28 octobre 1990<sup>76</sup> (24).

Il mourra trois ans plus tard, laissant le pays dans une situation de bombe à retardement qui ne manqua pas d'exploser quelques années seulement après sa mort. Konan Bédié, son successeur se vit évincé du pouvoir. Ses propres militaires le déposèrent en 1995 sous la direction du général Robert Guéi, seulement deux ans après la mort d'Houphouët-Boigny. Comme cause à ce coup d'Etat précipité, se trouvait être la situation socioéconomique devenue insupportable qui envenimait déjà la vie politique ivoirienne mais que le charisme d'homme politique d'Houphouët-Boigny avait pu maîtriser. Son successeur Bédié n'avait pas su gérer ce malaise. Quoi qu'on dise, les raisons du coup de force militaire étaient beaucoup plus politiques que socioéconomiques. Le problème de succession qui fut occulté par le Président Houphouët-Boigny enragea davantage les cœurs des militaires qui voulurent aussi assumer les rênes du pouvoir. Ce fut aussi malheureusement, le départ d'une situation d'instabilité pour ce pays qui séduisait plus d'un, pour son calme politique, sa prospérité économique et son hégémonisme régional et international. La pérennisation de la crise sociopolitique et économique ivoirienne est une conséquence directe de ce qui a été volontairement entretenu par le président lui-même.

### **B- Le cas de la Guinée**

Tout comme la Côte d'Ivoire, la Guinée n'organisa pas de Conférence nationale. Mais contrairement à la Côte d'Ivoire, elle connaissait déjà un moment beaucoup plus d'accalmie et de recherche de voix plus démocratique quand le vent de démocratisation commença à souffler sur la côte ouest du continent. Remarquons que suite à la mort du dictateur Sékou

---

<sup>76</sup> Abdou, Hassan. Voir p.106.



Touré, une période de cafouillage politique s'était emparée du pays, mettant en conflit des personnages politiques désireux d'occuper la place vacante de la présidence du pays. Il est dit que « c'est devant la désunion des politiciens que l'armée est sortie des casernes sous la direction du colonel Lansana Conté » pour accaparer le pouvoir. Les militaires poursuivirent les dignitaires du gouvernement défunt qu'ils avaient arrêtés et transférés dans un camp d'emprisonnement.

Ce geste avait donné une lueur d'espoir au peuple qui avait fini par compter sur eux pour sauver le pays de la pérennisation du système révolutionnaire accablant. Un "Comité Militaire de Redressement National" fut alors créé qui proclama la Deuxième République. Tout ceci se passait en 1985 et démontrait la ferme volonté de Lansana Conté d'instaurer un Etat de droit en Guinée.

Cela commença avec la libre entreprise qui fut automatiquement effective. Il engagea le pays dans le respect des droits de l'homme. Ainsi, en 1989 le président fit mettre sur pied une "Commission Nationale pour la rédaction d'une Loi Fondamentale" en vue de doter la Guinée d'une constitution et instaurer le multipartisme. En 1992, les partis politiques naquirent, dont trois principaux se regroupèrent au sein de l'opposition parlementaire CODEM. En 1993, il y eut élection pluraliste et Lansana Conté fut "élu démocratiquement"<sup>77</sup>.

Mais le bras de fer qui avait régi les relations de l'opposition guinéenne avec le gouvernement imprégna les mentalités de mauvais souvenirs. Les nouvelles tensions firent douter de la sincérité du président qui promit de faire de son pays un Etat de droit. L'affaire Alpha Condé fut une réalité caractéristique du manque de volonté du chef de l'Etat à engager

---

<sup>77</sup> C'est une expression pompeuse dont les politiciens faisaient usage pour camoufler leur sinistre besogne afin de parvenir à la magistrature suprême.

le pays dans la voie de la démocratie. L'opposant au régime se vit renier ses droits de démocrate les plus élémentaires. Il fut écroué sans accusation valable et sans jugement jusqu'à une date encore récente. Il doit sa libération à la pression internationale exercée sur Lansana Conté. S'il avait agi comme certains cadres du pays tels que décrits dans *Un Rêve Utile*, il se serait aussi exilé, laissant derrière lui un pays en proie à la dictature et à l'autocratie militaires.

Comme nous pouvons le remarquer, l'avènement de la démocratie en Afrique ne fut pas vraiment pacifique. Que ce soit au Bénin, au Mali, au Congo, ou au Niger où le jeu démocratique semblait avoir marché sans trop de difficultés, la prouesse ne se réalisa pas aussi facilement. Il y eut des assassinats et des maltraitances dans les luttes qui avaient conduit à la tenue des Conférences nationales. Les soulèvements de masses organisés ça et là conduisaient souvent à des massacres des civils parfois innocents.

Il se révéla que les conditions d'existence étaient fort pénibles dans les pays où les conférences ne furent qu'un jeu de farce du chef de la nation. Des familles furent déchirées, disloquées et meurtries pour fait de grèves ou d'émeutes réprimandées par les "anti-conférences nationales" qu'étaient les dirigeants dictateurs et leurs armées. Les œuvres d'Olympe Bhêly-Quenum, de Kourouma, de Tierno Monénembo et de Kossi Efoui nous en parlent avec beaucoup plus de netteté. *La naissance d'Abikou*, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, *Un rêve utile* et *La polka* ont contribué à la révélation des actes sordides posés par chacun des autocrates? Ces ouvrages ont effectivement joué un rôle prépondérant dans la consolidation du système démocratique dans les quatre pays dont il est question ici. Leurs effets dans l'éveil de la conscience du peuple permettent de se pencher aujourd'hui sur la

contribution de la littérature dans l'instauration de la démocratie dans ces pays qui jadis étaient la propriété des dictateurs.

Sachant que le langage des tracts diffère de celui des romans et des pièces de théâtre, il importe d'explicitier lequel de ces genres littéraires a le plus œuvré dans cette lutte. Il s'avère nécessaire de démontrer au niveau de chaque pays ce que chacun des genres littéraires apporta dans la lutte de démocratisation des pays francophones du Golfe de Guinée. Mais avant, voici en résumé un tableau des différentes Conférences Nationales dont il a été question ici. Il s'agit uniquement de cinq des neuf pays francophones ayant effectivement organisé ces journées de réflexion nationale.

**Tableau 4 : Les Conférences Nationales de cinq pays francophones.**

Pays	Année	Durée	Nombre de Partis/groups Participants	Nombre de Participants
Bénin	1990	Du 19 au 28 février	84 associations et 52 tendances politiques	488
Mali	1991	Du 29 juillet au 12 août	42 partis et 100 associations	1.300
Niger	1991	29 juillet au 20 novembre	24 partis et 69 associations	1.200
Togo	1991	Du 8 juillet au 28 août	25 partis et beaucoup d'associations	1.000
Congo Démocratique (Ex Zaïre)	1991-1992	Du 7 août 1991 au 6 décembre 1992	225 partis et plusieurs centaines d'associations	Plus de 3.000

**Source:** *Multiparty and Democracy Political Change: Constraints to Democratization in Africa* par John Mukum Mbaku and Julius O. Ihonvbere, p. 39.

## **DEUXIEME PARTIE**

### **UNE OPTION LITTERAIRE POUR L'AVÈNEMENT DE LA DEMOCRATIE DANS LES PAYS DU GOLFE DE GUINÉE.**

### **CHAPITRE 3 : LA PÉRENNITÉ DE L'HÉRITAGE DE LA NÉGRITUDE**

#### **I- Le rôle du griot africain en symbiose avec la littérature de révolte**

L'ordre chronologique des courants littéraires africains octroie à la littérature orale la position irrévocable de précurseur et d'ancêtre. A travers elle s'affiche l'image emblématique du griot son artiste, son maître et son détenteur qui fit souvent preuve d'un courage et d'une abnégation remarquables en perpétrant des affronts contre l'autorité à qui il devait cependant de la soumission et du respect. Il faisait usage de la parole destinée à louer pour aussi lutter contre les invraisemblances du souverain.

La fonction combative dont il est question ici concerne le vrai griot, celui qui jouait le rôle d'éclaireur, de messenger et de guide aux rois et aux chefs d'antan. Il a pour berceau la région du Manding avec son célèbre royaume de Songhaï et tout autre monarchie de filiation "Mandé" c'est-à-dire dont la langue usuelle appartient à ce groupe linguistique. C'est ainsi qu'on le retrouvait également dans le royaume du Borgou aujourd'hui à cheval sur le nord-est du Bénin et le nord-ouest du Niger. La vie d'exubérance de ces confréries jadis bien puissantes était marquée par l'incontournable apport du griot dans la gestion des activités quotidiennes du territoire.

Cette tâche n'avait rien de semblable avec ce à quoi l'univers assiste aujourd'hui de la part de certaines personnes qui profitant du même titre de louangeur dévalorisent le métier en s'adonnant à une existence de vautour auprès de riches personnalités de la société. Ce type de griot dont la destinée se lie à un avoir matériel se sert plutôt de sa position pour escroquer et vivre aux dépens de ceux qui s'évertuent à solliciter son art de verbes. De nos jours, il prédomine le milieu griotique du fait de la facilité acquise pour devenir aussi sinon plus riche que le maître servi. Point n'est question de ce genre de musicien dans le présent travail.

Les réalités diégétiques des œuvres contemporaines telles que *La naissance d'Abikou*, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, *La Polka* ou *Un rêve utile*, définies ici sur des critères temporels et spatiaux de la littérature dont traite le travail revêtent des aspects réalistes qui figuraient déjà dans les préoccupations du griot politique. Il est d'une utilité incontestable d'appréhender alors les origines de cette littérature orale francophone de l'Afrique de l'ouest pour ensuite élucider une qualité d'importance qui la caractérise et dont elle s'inspire. Vu son apport considérable à l'écriture romanesque en Afrique, il nous paraît aberrant voire inadmissible d'étudier les apports littéraires aux différents mouvements de luttes politiques sans tenir compte de ce que fut la rébellion dans l'oralité du griot au sein des instances sociales africaines de l'Ouest.

En effet, avant la transposition de l'écriture en Afrique occidentale par la colonisation, l'histoire du temps, de l'espace et des hommes se consignait dans la mémoire. Cette dernière se transmettait ensuite en archives par un enseignement oral de "génération en génération" sans toutefois défigurer les messages ainsi traités. Il revenait à la caste des griots d'assumer cette responsabilité d'éducation et d'instruction. A part le royaume de Tombouctou qui initia et développa la culture de l'écriture vers le XII<sup>ème</sup> siècle afin d'apporter un renfort matériel à la tradition orale, les royaumes, les chefferies et les principautés étaient tous régis par les vertus de la parole. Elle était omnipotente. Elle était populaire. Elle était aussi sacrée et mythique. Notre intérêt porte sur cette dernière qualité.

L'usage de la parole littéraire est majoritairement l'œuvre de la caste des griots dont la famille était intimement liée à celle du roi ou du chef sans jamais s'y confondre. Ils sont Kouyaté, Kanté ou Djéli au Mali et en Guinée, Balla, Bata ou Kèrè au Nord du Bénin et du Nigeria, Tékés au Congo Brazzaville à en croire le griot Ngampika Mpéré dans « *Je suis le*

*chemin qui mène de la tradition à la modernité* »<sup>78</sup> dans l'interview qu'il accorda aux "Dépêches de Brazzaville" en 2002. Chaque royaume ou chefferie avait ses castes de griots dont l'anagramme différait souvent d'un lieu à l'autre. Mais leurs fonctions demeuraient fortement identiques. Elles le sont encore. C'est le cas par excellence des Guèssèrès ou Jèssèrès, une puissante caste de griots originaire du Songhaï mais qui se retrouva par la force des ambitions annexionnistes dans le royaume du Borgou (l'espace géographique qui couvre aujourd'hui le Nord du Bénin et le Sud du Nord-ouest du Nigeria).

Le griot restait non seulement au service du roi ou du chef mais il assurait la liaison entre ce dernier et le peuple en terme de messagerie. Il était en fait "l'attaché de presse"<sup>79</sup> du roi dans les territoires sahéliens. En chantant, il racontait des généalogies ou évoquait des gestes des dignitaires de la société liées aux faits immémoriaux. N'est-il pas à posteriori le référent authentique du journaliste moderne? Mais contrairement à ce dernier, le griot loue, glorifie ou brise les honneurs mêmes de son maître. Ces fonctions font de lui « un homme musical qui se voit comme un élu par les pouvoirs surnaturels pour délivrer la vérité » (2)<sup>80</sup>. Sa maîtrise de l'art oratoire le propulse au sein de la société et fait de lui non pas simplement un sage mais le maître détenteur de l'art oratoire. Il est vraisemblablement l'unique homme doté du privilège de cette littérature.

En Afrique, « les griots ont l'habitude de dire que la parole est comme l'arachide. Il faut la décortiquer »<sup>81</sup>. Parvenir à casser la coque qui l'enveloppe afin de la déloger et d'en dévoiler les mystères de secrets qui l'enveloppent, telle est son œuvre. Cela explique l'usage d'abondants

---

<sup>78</sup> Mpéré, Ngampika. *Le griot*. In [http://www.brazzaville-adiac.com/imagescongo/html50/t07\\_a.html](http://www.brazzaville-adiac.com/imagescongo/html50/t07_a.html). Site consulté le 7 janvier 2005.

<sup>79</sup> Expression moderne désignant le journaliste chargé de la presse d'un ministère.

<sup>80</sup> Haga, Ulrikke, B. *Le griot de Sounjata*. Veileded: Ingse Skattum, 1993.

<sup>81</sup> Kassogué, Hamadoum. *Le rôle du griot*, Interview, Abidjan, le 21 février 1999.

proverbes, de contes et d'épopées dans ses discours. Autant qu'il s'en sert pour manipuler les mots et leurs sens, autant il les utilise pour aiguillonner le savoir, le savoir-faire et le vouloir de la population. Jadis, son charisme intellectuel de "manipulateur de la parole" lui valait attention, respect et suivi jusqu'au plus haut niveau de la hiérarchie sociale. Il pouvait provoquer des conflits armés justifiés. Il pouvait aussi les déjouer tout en faisant usage de son talent d'homme de lettres. Il pouvait inciter son maître à la guerre, ce qui était rare. Par contre, il pouvait l'en dissuader ou l'en déconseiller toujours dans la profération des chants laudatifs l'exaltant à des manières honorifiques et de prestige.

Ses paroles étaient si fortes qu'elles réussissaient à transpercer le système émotionnel des auditeurs. Par ses louanges, il lui était possible d'extorquer les biens à un membre de la société. Il s'en servait aussi afin d'exprimer ses opinions au roi ou au chef. Par le récit des faits glorieux des ancêtres et de l'histoire de la communauté, il pouvait se dresser contre un acte antisocial ou ignominieux que commettrait le souverain. Il avait une méthode de révolte élogieuse contre les abus de pouvoir du maître. Tout en louant son héros comme l'a fait Kourouma dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, il lui "crachait ses pensées aux yeux"<sup>82</sup> sans jamais le choquer. Plutôt, il lui émettait des matières à réflexion le poussant à se rabattre sur les conseils de la nuit. C'est pourquoi certains grands moments de prise de décision nationale au Bénin, au Togo ou au Niger sont aujourd'hui considérés comme "la nuit décisive du roi".

C'est dire qu'après les reproches biaisés mais bien orientés du griot à l'encontre de son "seigneur", ce dernier se rabat sur l'ultime personne ressource dont les injonctions le contraignaient souvent à suivre la voie de la lucidité. Car « derrière un homme puissant se cache une femme forte » dit-on. La reine, plus attentive et plus alerte assiste sinon oblige généralement son époux dans certaines prises de décisions engageantes. Malgré son charisme politique et

---

<sup>82</sup> Manière euphémique pour signaler que l'on a dit la vérité à un supérieur.



social dans le village de Soba, le roi Djigui dans *Monnè, outrages et défis* manquait de moyens pour se défendre devant la reine Moussokoro. Elle est l'unique personne dont les paroles faisaient office de lois dans le royaume. Positivement ou négativement, sa dictature hypnotisait celle de son époux. Il lui était plus aisé de le convaincre sur un sujet donné.

Ainsi, une épopée nous enseigne qu'au 16<sup>ème</sup> siècle, certainement entre « 1505 et 1506 » (90)<sup>83</sup> l'Empereur Askia Mohamed du Songhaï se résolut de livrer une guerre contre le Borgou, un ancien royaume occupant aujourd'hui l'aire géographique entre le Nord du Bénin et le Sud du Nord-ouest du Nigeria. Les prédications de la reine mère « Kassaï » (91) d'origine borgoulaise, appuyées de celles du griot présageant une défaite ignoble ne l'ébranlèrent point. La reine qui était originaire du Borgou l'en dissuada en vain. Le griot qui persista sur la justesse de sa clairvoyance et qui usa de toutes les formules afin de parvenir à une révision de la position du maître finit par s'en lasser. Il décida du boycott de ladite guerre.

Sans surprise, il fut assassiné et remplacé par un autre à la veille du départ au combat. La lutte fut rude et désastreuse pour Tombouctou. Les guerriers du Borgou armés d'arcs et de carquois remplis de flèches anéantirent les envahisseurs. Le nouveau chef griot et sa cohorte furent faits prisonniers et libérés plus tard pour servir leur nouveau maître. Ils représentent la caste des Guèssèrès dont regorge le "royaume wassangari de Nikki"<sup>84</sup> aujourd'hui.

Comme le reconnaît Hamadoum Kassogué, un griot moderne malien dans une interview qu'il accorda à Sylvie Chalaye en 1999 à Abidjan :

Les griots d'antan avaient une place très importante auprès du pouvoir. Ils n'étaient pas ces troubadours d'aujourd'hui qui vont et viennent. Le griot, c'est le conseiller, le maître de la parole, l'historien ; c'est le détenteur de l'histoire, de la mémoire du peuple, il connaît tout. C'est un visionnaire aussi, car sa connaissance lui permet de prévoir les choses (*Le rôle du griot*, Interview).

---

<sup>83</sup> Hale, Thomas. *Scribe, Griots and novelist: Narrative interpreters of the Songhay Empire*. Gainesville : University of Florida Press, 1990

<sup>84</sup> C'est l'un des royaumes du Nord Bénin où la tradition griotique est fortement implantée.

Ces qualités dont celles de “conseiller visionnaire” lui conféraient une immunité considérable auprès du souverain. Tout ce qui se proférait de ses propos était accueilli et traité avec le plus grand soin. Ce privilège faisait de lui le personnage le mieux écouté de la cours royale. Lui seul pouvait blaguer en tout lieu avec le roi ou le chef, le critiquer, l’humilier, l’inciter à de promptes actions de prises de décisions engageant la vie du royaume ou de la chefferie mais aussi l’amadouer, le câliner et le faire plonger dans un paisible et profond sommeil bienfaisant, ce par l’entremise de la puissance de ses paroles et de ses gesticulations.

A ce niveau se retrouve la complicité de partage de pouvoir du souverain avec le griot. Là aussi s’inscrit l’impact de sa littérature sur le pouvoir et le peuple. Il était fréquent d’entendre le griot vanter des propos identiques à ceux que Djéli, l’ancêtre des griots du Mali au service de l’empereur Soundjata lui tint un jour: «maître, sache que nous sommes deux à commander l’empire » (*Le rôle du griot*, Interview).

Il importe de noter qu’il ne le lui avait pas vociféré à brûle-pourpoint. L’usage des tournures langagières, de jeux de mots, de proverbes et de paraboles dut précéder l’émission d’une phrase aussi grave. Le seul mot “maître” dans l’assertion suffit pour tranquilliser le roi qui prendrait la parole pour l’une des blagues dont le griot est l’apanage. Mais la substance de l’assertion indique une impossibilité de décision unilatérale du roi. Elle implique aussi que des décisions inappropriées ou dangereuses pour la sécurité et le bien-être social du royaume pouvaient être sujettes à des discussions voire des rejets. Bref, la concertation, la consultation, les palabres et le consensus étaient de mise grâce à la position de contreponds que constituait le griot.

Le griot Djéliba dans *Le diseur de vérité* incarne la plénitude de cette qualité de contreponds au roi. A la dérive du roi Diarra, il ne manquait pas de le ramener à la raison. Il lui faisait entendre ses opinions tout en proliférant des harangues louangeuses. Il fut de par sa technique

combative à l'image de tous les griots, un rebelle pacifiste, promu par la volonté de dire ses pensées de controverses tout en respectant le roi. De même, il figurait parmi le groupe des personnes aspirant à la liberté et au bonheur du royaume de Ségué qui s'était résolu d'aller à la conquête du bien social à Hairaidougou. Il défia son maître et refusa de le rejoindre malgré les multiples injonctions de celui-ci, exécutant ainsi son droit d'autonomie et de libre choix.

Voilà ce que valait le griot. Il était l'image de la liberté d'expression dont il se servait toujours pour faire valoir son art. Comme annoncé plus haut, il était le couloir et le passage qui liait le peuple au roi ou au chef. Il était chargé de transmettre leurs doléances et de recueillir les solutions à leurs problèmes. Il était plus actif dans le rôle d'agent de renseignement que les membres du conseil royal. Il était omniscient et omnipotent. Il était également plaisantin et affable; autant de qualités que l'on retrouve aussi chez les fondateurs du mouvement de la négritude. Bref, il était l'animateur de la galerie et pouvait user de ce privilège pour attaquer les positions mal intentionnées. Il pouvait ainsi mener une lutte de rébellion tranquille contre les idées du roi ou du chef qui ne lui paraissaient pas refléter une logique sociale de paix et de développement.

## **II- Le dépassement de la Négritude.**

«Ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche, ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir » (42)<sup>85</sup>. Ces paroles messianiques de Césaire tenues il y a plus d'un demi-siècle, affirment la caractéristique fondamentale de l'écriture en Afrique de façon générale. Dès sa genèse où elle n'était que l'apanage d'un noyau d'écrivains décidés et engagés dans une lutte de défense d'une cause sociale, elle s'était assignée une mission : celle de parer aux maux sociaux qui jadis "avaient réduit la race noire au ridicule".

---

<sup>85</sup> Césaire, Aimé. *Cahier d'un retour au pays natal*. Paris : Présence africaine, 1947.

Ainsi, les textes publiés par les fondateurs du mouvement de la Négritude dans les années 30 avaient apporté un changement à la teneur du langage des précurseurs de la littérature négro-africaine comme, Ahmadou Mapaté Diagne avec *Les trois volontés de Malic* (1927), Lamine Senghor dans *La violation d'un pays* (1927), Félix Kouchoro auteur d'*Amour de féticheuse* (1941), et Désiré-Joseph Basembe pour *Les aventures de Mobaron* (1947). Pionniers qu'ils furent, et appartenant à une époque où la critique du système d'exploitation faisait encourir des "sanctions exemplaires" à son auteur, ils s'étaient résigné dans la production de textes soit pour flatter la colonisation ou pour exposer simplement des pratiques culturelles africaines. Les différents titres des œuvres de cette époque primaire de l'expression écrite en langue française affichent aisément le genre de message véhiculé au premier contact.

Avec *Amour de féticheuse*, il s'est agi d'élucider avec exactitude les pratiques du culte vodoun au Bénin et au Togo avec des scènes de démonstration du clan des adeptes auquel le personnage principal du récit ne pouvait échapper. La vie de la communauté est essentiellement dominée par les rites qui constituent l'ossature même de la vie familiale. C'était une volonté singulière des auteurs de présenter la société d'où ils sont issus. N'est-ce pas une manière forte de s'affirmer et de faire comprendre aux incrédules que le milieu africain existe avec ses structures, ses valeurs et sa psychologie qu'il faut reconnaître et accepter ?

Il convient également d'accorder un intérêt remarquable aux œuvres *les trois volontés de Malic* ou *Mirages à Paris* d'Ousmane Socé pour l'efficacité d'expression de l'image africaine malgré leur caractère laudatif des prouesses de la colonisation. Ils exprimèrent en fait une réalité sociale d'antan. La réussite économique du jeune Malic à travers la perspicacité personnelle malgré l'indulgence du système colonial est éloquente. Elle est l'expression de la mentalité et de la considération de certains Sénégalais de l'époque pour qui le statut de colonisé

seyait bien. Les premiers auteurs avaient donc peint la vie sociale conformément à l'aspiration générale dans le temps. Ils traitèrent du quotidien en énonçant des faits réels propres aux sociétés coloniales africaines.

Il serait inconcevable d'ignorer la contribution de leurs ouvrages à la structuration de la littérature combative de l'Afrique noire. Force est alors de reconnaître à la première génération d'auteurs son rôle prépondérant dans le balisage de la voie à cette littérature qui mène aujourd'hui un combat inébranlable contre vents et marées. La deuxième génération la réorienta sans toutefois manquer d'emboîter le pas aux prédécesseurs.

En effet comme l'atteste Senghor :

Il n'est pas question de ressusciter le passé, de vivre dans le Musée négro-africain ; il est question d'animer ce monde, *hic et nunc*, par les valeurs de notre passé [...]

Il n'est pas question de nier le monde industriel. C'est l'évidence, les pays sous-développés doivent, pour élever le niveau de vie de leurs populations – c'est la condition *sine qua non* de tout progrès humain – ou seulement le maintenir, se créer une infrastructure économique et des industries ne serait-ce que de transformation. Mais ils auront souci, dans cette transformation du milieu, d'adapter leur méthode aux réalités du sol, du climat, de la race (283-84)<sup>86</sup>.

Ces mots de clarification des directives que se donnèrent les fondateurs du mouvement de la Négritude sont plausibles car ils définissent la philosophie même de la lutte à mener. Il faut y reconnaître pourtant une suite tacite de la tâche entreprise par les précurseurs. L'œuvre littéraire africaine avait une vision philosophique de "l'existentialisme" comme le dénomma Jean-Paul Sartre dans *Orphée noir*. Il s'agissait de proclamer la race noire, la chanter, la glorifier, la promouvoir. Tout en luttant donc pour la valorisation de sa culture, il lui fallait en même temps penser à son adaptation au monde moderne par une industrialisation appropriée et conformiste à sa nature. Senghor prônait ainsi une action d'ouverture et d'acceptation envers la

---

<sup>86</sup> Senghor, Léopold Sédar. *Liberté I, Négritude et humanisme*. Paris : Seuil, 1964.

culture occidentale qu'il reconnut plus progressiste et plus matérialiste. Il était impérieux d'œuvrer pour l'accomplissement de ce vœu à doubles faces.

Certes, il convenait de recouvrer l'identité culturelle du peuple noir mais il importait aussi de se refuser la politique isolationniste comme le pensaient certains intellectuels car :

La Négritude n'est ni racisme ni contorsions vulgaires. C'est, tout simplement, *l'ensemble des valeurs de civilisation du monde noir*. Non pas valeurs du passé, mais culture authentique. C'est cet *Esprit* de la civilisation négro-africaine, qui, enracinée dans la terre et les cœurs des noirs, est tendu vers le monde – êtres et choses – pour le *com-prendre*, l'unifier et le manifester (400).

A ce niveau, la position des trois fondateurs que furent Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et Gontrand Damas est uniforme. Césaire n'afficha aucune objection par rapport à cet aspect de leur lutte. Plutôt, il en fit sienne et la soutint fermement. Dans une interview accordée en 1961, il disait :

La Négritude est entrée dans l'histoire. Je le renie lorsqu'on lui donne une acception raciste, je dis bien raciste et non raciale, car, raciale, la négritude l'est pleinement : il s'agissait pour nous, en ce temps-là, de réhabiliter l'Afrique... Senghor, Damas... et moi-même, nous lisions avec une gourmandise intellectuelle tout ce qui rendait justice à la civilisation africaine (Césaire, Interview, 33).<sup>87</sup>

Le mouvement comme le démontre le passage avait une envergure internationale et tenait compte de tout le peuple noir. Mais les développements issus des écrits de Césaire, Damas et quelque peu de Senghor démontrèrent un engagement plus poussé. Alors que ce dernier faisait usage d'un ton beaucoup plus diplomatique et conciliateur avec le colonisateur, les deux premiers s'étaient plutôt montrés plus virulents et plus agresseurs. Il y eut alors un dépassement des perspectives fixées. La lutte modifia progressivement ses revendications pour s'implanter plus fortement dans la philosophie de réclamation et de révolte.

---

<sup>87</sup> Césaire, Aimé. Interview publiée dans *La vie africaine*, no 19 novembre 1961. p.33.

La mutation tactique et technique des objectifs de leur engagement s’observa au niveau de Césaire et de Damas. Elle concerne la substance de leurs œuvres, du ton et du style langagiers dont ils firent usage dans leurs écrits. Ce fut un changement de directive, d’option et de perspective littéraires qu’ils avaient opéré. La rudesse du ton de dénonciation de l’ignominie et de la barbarie sociales du système d’esclavage empirée par la colonisation dans les lignes de *Cahier d’un retour au pays natal* témoigne la fureur de l’auteur dans la lutte qu’il s’est assignée. Cette première œuvre dévoila le profil de ce qu’aura été son engagement poétique. Il s’était assigné la mission de “guide du peuple noir” dans ce passage où il dit :

Je retrouverais le secret des grandes communications et des grandes combustions. Je dirais orage. Je dirais fleuve. Je dirais tornade. Je dirais feuille. Je dirais arbre. Je serais mouillé de toutes les pluies, humecté de toutes les rosées. Je roulerais comme du sang frénétique sur le courant lent de l’œil des mots en chevaux fous en enfant frais en caillots en couvre-feu en vestige de temple en pierres précieuses assez loin pour décourager les mineurs. Qui ne me comprendrait pas ne comprendrait pas davantage le rugissement du tigre (8)<sup>88</sup>.

La volonté révolutionnaire ainsi énumérée est poignante. Ses écrits reflétèrent effectivement son caractère d’écorché, de rebelle et d’intrépide. Il fut le “poète tigre” qui contrairement à ce que défendait le nigérian Wole Soyinka, put bondir sur sa proie pour la dévorer bien qu’ayant proclamé sa tigritude au paravent. Il se fit porte-parole des opprimés dont il voudrait chanter partout les peines, les douleurs et les malheurs. Il souhaiterait investir tous les lieux de souffrances des gens maltraités et exploités à l’instar d’une mine où la matière précieuse recherchée est sollicitée à la grève.

C’est dans *Cahier d’un retour au pays natal* qu’il procéda aussi par la dénonciation de tout ce qui accablait le peuple noir de l’extérieur comme de l’intérieur. Il condamna l’esclavagiste blanc et ses sordides attitudes machiavéliques à l’égard du Noir. De même, il

---

<sup>88</sup> Césaire, Aimé. *Cahier d’un retour au pays natal*. Paris: Seuil, 1947. p.8

n'apprécia guère la résignation et le manque d'initiative qu'étaient certaines personnes désespérées croupissant dans la faim et la misère. Le temps n'était plus ni aux lamentations ni à l'assujettissement. Il s'avérait urgent de passer à l'action ; celle d'une lutte anti-esclavagiste, anti-colonialiste et d'exposition des conditions de vie inhumaines des Noirs à la connaissance du monde. Cette vision gagna plus de renfort avec les propos d'Eldred Jones lors de la "Conférence des écrivains africains et scandinaves" tenu en février 1967 à Stockholm où il disait : « les romanciers africains sont invités à prendre désormais une vision totale et sans embarras de l'Afrique- de l'Afrique du présent et du passé » (5).<sup>89</sup>

Ce passage du discours fut d'un apport considérable dans l'orientation future du texte littéraire africain. Il est incontestable que l'allure réaliste donnée à l'écriture romanesque surtout francophone se forgea à partir des idées ainsi obtenues.

Damas est aussi l'artisan du dépassement des idéaux de la Négritude. Son poème *Pigments* illustre bien la vivacité d'expression de l'image sociale décrite de la race noire. Dans *Et Cætera*, un poème du volume, il ordonna la désobéissance aux ordres de la colonie française en ces termes :

Aux Anciens Combattants Sénégalais  
aux Futurs Combattants Sénégalais  
à tout ce que le Sénégal peut accoucher  
de combattants sénégalais futurs anciens  
de mercenaires futurs anciens [...]  
moi  
je leur dis merde  
et d'autres choses encore [...]  
moi je leur demande  
de taire le besoin qu'ils ressentent  
de piller  
de voler  
de violer  
de souiller à nouveau les bords antiques

---

<sup>89</sup> Jones, Eldred. "The colonisation of African literature". Cf *African-Scandinavian Writers' Conference*. Stockholm. 6-9 February 1967. fasc. P.5



du Rhin  
moi je leur demande  
de commencer par envahir le Sénégal (79-80)<sup>90</sup>

Le poème revêt un caractère de révolte, de soulèvement et de prise de conscience de soi et de son être tout autant que le *Cahier d'un retour au pays natal*. L'appel fut adressé aux "Tirailleurs Sénégalais" qui étaient en fait une représentation de l'Afrique francophone tout entière. Il se passa alors un délaissement de l'éthique originelle de la lutte du mouvement pro-racial noir pour une concentration plus ardue sur d'autres fronts de combat. Et Césaire « dis hurrah ! La vieille négritude progressivement se cadavérise, l'horizon se défait, recule et s'élargit » (Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*, 30).

La diction fut quasiment la même aussi bien dans les autres poèmes comme *Ferrements, Cadastre, Et les chiens se taisaient* que dans son pamphlet *Discours sur le colonialisme*. Les critiques furent acerbes et sans contorsions. Elles étaient dressées contre tout système politique d'asservissement et d'ensevelissement de l'image humaine. La "Négritude" se donna alors des ailes universelles. Elle se voulut enfin un moyen de lutte universelle de défense des peuples opprimés du monde. Elle visa plus haut et plus loin certainement au-delà de ses capacités opérationnelles. Sa récupération par les groupes communistes européens fut l'ultime moment de fatalité. Comme l'affirme Anani Joppa dans *L'engagement des écrivains africains noirs de langue française*, « On ferait plus de justice à la négritude en la considérant comme un mouvement culturel et littéraire qui prend, par la force des choses, des ramifications politiques. Par conséquent, dès qu'on assigne une tâche politique plus lourde que la tâche culturelle à la négritude, elle se révèle vite incapable de la supporter » (207)<sup>91</sup>.

---

<sup>90</sup> Damas, Léon Gontran. *Pigments*. Paris: Guy Lévis Mano, 1937.

<sup>91</sup> Joppa, Anani Francis. *L'engagement des écrivains africains noirs de langue française*. Sherbrooke : Naaman, 1982.

Sa dissipation fut souvent liée à son caractère post-colonialiste ou néo-colonialiste à cause de l'investissement politique de ses responsables. Tous les critiques littéraires qui prirent cette position pourraient vraisemblablement avoir raison, puisque le mouvement connut sa fin avec l'avènement des luttes d'indépendance des pays africains. Mais ce qu'ils semblèrent ignorer réside plutôt dans un fait purement temporel et spatial.

D'abord, l'espace de réflexion littéraire communautaire déblayé par le mouvement survécut même s'il ne l'est plus de façon intercontinentale. Les Africains ou les Antillais ont aujourd'hui cette conscience d'unification des efforts littéraires qui dépasse l'ère de la Négritude. Avec la création des Associations comme ALA (African Literature Association) en 1974 à Chicago ou le Nouveau congrès des écrivains d'Afrique et de ses diasporas créé pour servir de centre de rencontre et d'échange entre les artisans de la littérature et de l'art africains, on est loin d'enterrer la Négritude.

Egalement, il convient de noter qu'à une époque africaine donnée correspond un mouvement littéraire qui l'accompagne. L'esclavage ayant eu son compte réglé grâce aux efforts internationaux des anti-esclavagistes et la colonisation dépouillée de toute sa substance, libérant ainsi le peuple noir des injustices et des traitements inhumains, qu'advviendrait-il d'un mouvement dont l'essentiel fut consacré à leur combat ? La fin des deux calamités humaines que connut le monde fut susceptible de marquer la caducité de la Négritude, sinon de ses prérogatives primaires. Il importait donc de réorienter ses visées vers d'autres préoccupations de l'heure. *Une saison au Congo* et *La tragédie du roi Christophe* furent écrits dans ce sens. Alors que le premier ouvrage dénonçait l'assassinat de Patrice Lumumba au Congo (ex-Zaïre), le second s'en prenait à la manière singulièrement terrorisante dont Christophe régnait. Les personnages mis en cause sont tous des Noirs investis de pouvoir politique qui se servirent des

méthodes oppressantes et parfois humiliantes pour assujettir le peuple dont ils étaient issus à des conditions de vie draconiennes.

L'assertion suivante du critique Daniel Boukman est plus expressive de ce qu'il convenait d'entreprendre. «Dites-moi, que devient la négritude quand un Nègre opprime un Nègre? Où est la négritude quand Tshombe, directement ou non, fait assassiner Lumumba ? Quand Duvalier à Haïti s'en sert pour plonger le peuple dans l'ignorance et l'obscurantisme? » (28)<sup>92</sup>. La prise du pouvoir par des nationaux africains avait enrichi le milieu littéraire de nouvelles données thématiques qui ne purent s'échapper à la verve des écrivains à l'image des griots africains, dépositaires de l'art du verbe et de la parole. La fin de la Négritude n'était pas littéralement consommée dans tous les sens. Certes, le nom cessa d'être usité mais il convient d'accepter la persévérance de l'esprit de cette éthique révolutionnairement identitaire et culturelle aux aspirations purement libertaires et évolutives. C'est sans fausse modestie qu'il faut se permettre d'affirmer que cette réalité jadis défendue par les novateurs de la lutte littéraire nègre, paraît encore inébranlable au vu des différentes thématiques développées par les nouveaux courants ébauchés. Plutôt, disons que la diversité actuelle des thématiques de l'écriture francophone n'est qu'une résurgence des préoccupations antérieures sous de nouvelles formes d'apparition et de manifestation. Les sujets abordés surgirent et se perpétrèrent dans une logique sociale temporelle et spatiale précise avec cependant des effets corollaires sur le cours du temps. Sans doute, il en fut ainsi depuis la littérature orale africaine dont le dépositaire qu'est le griot osait parfois adopter des positions antithétiques à celles du souverain afin de dénoncer un fait ou une décision hors normes.

---

<sup>92</sup> Boukman, Daniel. Interview dans *L'Afrique littéraire et artistique*. no. 7. octobre 1969. p.28

## CHAPITRE 4 : LES ARCHETYPES DICTATORIAUX ET LEURS IDEOLOGIES DANS LES QUATRE ROMANS

### I- La notion de dictature

Avant d'aborder l'analyse des archétypes de dictature exposée par chacune des quatre œuvres, il importe d'épiloguer un tant soit peu sur l'étymologie des mots "dictature" et "dictateur". *Le Robert* de 1998 indique que le mot fit son apparition pour la première fois au VI<sup>ème</sup> siècle avant Jésus Christ dans la Rome Antique et désignait « un gouvernement d'exception, une magistrature militaire conférée pour six mois à un dictateur » (340). Ainsi donc « le dictateur romain est un magistrat extraordinaire dans la République romaine antique, institué en 501 av. J.-C. Originellement, il était connu sous le titre de "*magister populi* (maître du peuple)". C'était généralement en cas de forts troubles qu'il était nommé par l'un des consuls en exercice. Seuls les anciens consuls bénéficiaient de ce statut. La nomination durait au maximum six mois.

Il y eut sept dictateurs qui régnèrent ainsi sur l'antiquité romaine dont l'avant dernier fut Sylla qui « pervertit ce système en se faisant octroyer la dictature à vie mais il abdiqua quelques années plus tard »<sup>93</sup>. La dictature romaine telle que présentée fut abrogée par Marc Antoine, successeur de Jules César. Toujours au VI<sup>ème</sup> siècle en Grèce antique, un individu qui disposait d'un pouvoir absolu et en abusait était traité de dictateur-tyran tout comme un dictateur qui prenait le pouvoir par le biais d'un coup d'Etat. Alors que la dictature était honorée et encouragée pour sauver l'empire du désastre politique, son abus en était autant condamné. La tyrannie était donc fermement réprouvée, bannie au sein de la classe dirigeante

---

<sup>93</sup> Wiki. "Dictateur romain" In *Rome antique* Site de Wikipedia Encyclopédie gratuite et Libre. [En ligne] <http://fr.wikipedia.org/wiki/> (Page consultée le 16 janvier 2005).

par le peuple. Tout dictateur qui versait dans la tyrannie se voyait assassiné ou déposé par les “tyrannoctones”<sup>94</sup>.

De nos jours et toujours selon *Le Robert*, est traité de dictateur tout « Chef d’Etat qui s’étant emparé du pouvoir, gouverne arbitrairement et sans contrôle démocratique » (340), faisant ainsi figure d’autocrate. « Le terme de tyran désigne alors des dictateurs régnant par la terreur, puisqu’évidemment certains tyrans grecs se comportaient ainsi.»<sup>95</sup> De manière extensive, le terme peut s’utiliser pour désigner toute personne disposant d’un pouvoir qui en abuse.

De ce fait, il se remarque que l’exercice du pouvoir politique en Afrique tel qu’exhibé par chacun des quatre romans dénote d’une dictature tyrannique donnée qui semble unique de par les manifestations des événements, les personnages, le temps et l’espace romanesque concerné. Cependant, tous s’acharnent sur des réalités qui s’avèrent identiques et communes. Que ce soit dans *La naissance d’Abikou*, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, *Un rêve utile* ou *La Polka*, les textes dévoilent un état de gestion politique cruellement autoritaire dans une dégénérescence totale des rapports sécuritaires qui liaient les responsables étatiques au peuple. Comme déjà énuméré, une telle atmosphère politique ne tardait pas à dégénérer au drame.

Les “dictateuroctones”, les “dictatoctones” ou les “dictaturoctones”<sup>96</sup> (termes que nous nous permettons de mettre au service de toutes les forces nouvelles ayant contribué à la chute ou à la mort des dictateurs) passèrent à l’action en se conformant et en répondant exactement aux idéaux des tyrannoctones (tueurs de tyrans) de la Rome antique pour soit déposer le tyran ou le liquider du pouvoir. Le malaise social qu’ils entretenirent passa la limite du supportable. Le peuple mû par des hommes éveillés et aguerris ne parvenait plus à se

---

<sup>94</sup> Assassins des tyrans.

<sup>95</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Tyran> du 18 Décembre 2004.

<sup>96</sup> Respectivement assassins des dictateurs, du dictat et de la dictature.

contenir. Car comme l'affirma François Mitterrand dans *Le coup d'Etat permanent*, « un dictateur n'a pas de concurrent à sa taille tant que le peuple ne relève pas le défi. »<sup>97</sup> (15)

Lumumba-Kasongo Tukumbi reconnut le malaise lorsqu'il parle de deux phénomènes sociaux qui se reproduisent simultanément au niveau de plusieurs pays à savoir la lutte pour la démocratie pour une participation aux affaires politiques et le recours à un droit de mener une vie décente. Ce fut de ce fait une lutte contre le néo-colonialisme. Tous les contours de cette lutte occupèrent l'essence et la substance de la littérature africaine francophone qui depuis lors ne cessa de combattre les injustices et les crimes du pouvoir politique.

## **II- Le président Tonoudouto et sa politique de décrépitude de la nation**

Mahoro Tonoudouto, président de la République d'Alfajiri est le principal personnage de la nouvelle "Mashoka El Fu Moja"<sup>98</sup> dans *La naissance d'Abikou* d'Olympe Bhêly-Quenum. Il accéda à la magistrature suprême par un coup de force sanglant.

En effet, il était un paysan analphabète qui vivait au village quand en 1938 il fut « embringué malgré lui dans la troupe coloniale » (Bhêly-Quenum, *La naissance d'Abikou*, 64). Il profite de son séjour en Europe pour s'instruire et se cultiver un peu. Aidé par des étudiants noirs, il apprend à lire et à écrire. Il n'est pas bien intelligent mais est un « véritable bœuf à la charrue » (64). Il profite du peu d'instruction reçue pour se familiariser avec quelques œuvres du marxisme-léninisme. De propos similaires se tenaient à l'encontre de certains intellectuels civils et militaires du "Gouvernement Militaire Révolutionnaire" béninois de l'époque marxiste-léniniste. Le manque de pragmatisme concordant à adjoindre aux théories socialistes jugées mal assimilées expliquait la raillerie.

---

<sup>97</sup> Mitterrand, François. *Le coup d'Etat permanent*. Paris : Julliard, 1984. p. 15

<sup>98</sup> Mots Kiswahili signifiant : L'insurrection des mille haches.

Rentré à Shoka, capitale d'Alfajiri, il est nommé aide de camp par Mzee Mwascherati alors chef de l'Etat. Il fait montre d'une ingratitude aux ambitions aveuglantes et méchamment exprimée en assassinant celui qui le promut à un tel poste de responsabilité politique. Il profite d'une confusion dont personne ne peut expliquer les circonstances. « Dans la confusion, Tonoudouto assassine Mwascherita d'un coup de poignard en plein cœur ; après ce brutusisme, il se lance dans la foule, pleurant à chaudes larmes, à la recherche de ‘‘celui qui avait lâchement mis fin à la vie du Père de la Nation, un homme très aimé, adoré même de tous ses concitoyens’’ » (65).

Symbole des coups d'Etat, l'assassinat commis par Tonoudouto expose la lâcheté et la trahison qui ont toujours caractérisé le milieu politique de façon générale. Il n'existe nullement de confiance parmi les hommes au pouvoir. Le général Tonoudouto représente cette classe de dirigeants africains dont l'unique souci est de prendre le pouvoir, peu important les manières ou les moyens utilisés. Le meurtre du Président Mwascherita apporta un soulagement au sein de la population qui le traita de « bâfreur et de sybarite » (65). Il fut même salué par ceux qu'il appelait autrefois ses pairs et qui reconnurent immédiatement son successeur à qui ils envoyèrent des messages de félicitations. N'est-il pas surprenant de savoir que « les chefs d'Etat du monde entier reconnurent, sans ambages, en moins de trois jours, le nouveau chef de l'Etat d'Alfajiri ? » (65)

Mais lorsque l'on est un homme accoutumé aux réalités intrinsèques de ce milieu, point n'est besoin de se surprendre de tout ce qu'il y a de coups bas et de félonie. Comme l'a su bien qualifier Kourouma dans *Les soleils des indépendances*, « la politique n'a ni yeux, ni oreilles, ni

cœur ; en politique le vrai et le mensonge portent le même pagne, le juste et l'injuste marchent de pair, le bien et le mal s'achètent au même prix » (163-64).<sup>99</sup>

L'incarnation du mal qu'étale le Président Tonoudouto est si dramatique que son règne en est aussi sinistrement immergé. Il commit d'innombrables crimes allant des tortures et d'assassinats des étudiants grévistes à l'incarcération des parents soupçonnés des grévistes. Le dualisme psychologique du mal dissimulé dans un visage qui paraissait incarner le bien fit de lui un homme dangereusement pervers. Deux années d'exercice de pouvoir ont suffi pour que ressurgissent « les mêmes mots par lesquels on accusait Mwasherita et les membres de sa clique gouvernementale » (*La naissance d'Abikou*, 65). C'est avec lui que le tribalisme généralisé prit des proportions plus graves. Il interdit les mouvements de grèves qu'il qualifie d'actes « d'anarco-gauchistes et de voyous qui aspergent le pays de feuillets incendiaires » (66). L'exploitation de la population par les représentants locaux qui extorquent les récoltes, les volailles et les biens est poussée au paroxysme. Les abus de son entourage sur le peuple ne fait pas sa préoccupation.

Loin de condamner les viols commis par des agents de la gendarmerie sur d'innocentes étudiantes, il s'en réjouit plutôt, ordonnant de surcroît leur incarcération pendant deux mois. La milice à son service razzie les campagnes et dérobe aux populations leurs maigres ressources devant son mutisme tout de même coupable.

Afin d'assurer une sécurité totale à son pouvoir, il se dote de forces de police, de gendarmerie et de milice acquises à sa cause, qui ont commis les pires exactions du temps et qui bénéficient d'ailleurs de ses compliments. Son ignorance de la jurisprudence politicienne le précipite davantage dans des actes répressifs qui ont fini par se retourner contre lui. Il n'excuse aucun acte bénin fut-il, qu'il qualifie d'insubordination et d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Une

---

<sup>99</sup> Kourouma, Ahmadou. *Les soleils des indépendances*. Paris: Seuil, 1995.



« force démocratique et populaire » (89) constituée d'anciens rescapés des tortures perpétrées par les gendarmes et les miliciens, supportés par les parents des victimes du pouvoir du Général Tonoudouto enclenche par la suite une lutte de révolte qui aboutit au renversement de son ignoble et apatride pouvoir.

Il est assassiné à son tour, ses ministres de l'intérieur et de la communication décapités, et des soldats de la garde abattus. Ces événements ont fait de la République d'Alfajiri un théâtre de scènes de violences qui répondaient à d'autres violences. Il s'y installe un cycle infernal d'assassinats et de meurtres qui couronna chaque passage d'un système politique à l'autre. « Le petit cercle n'avait pas fini de se défaire qu'une hachette sifflant à l'oreille de quelques-uns, emporta la tête du généralissime Tonoudouto qui alla ricocher contre le mur d'enceinte du Palais, avec un bruit sinistre » (97).

Mais la mort du général Tonoudouto n'empêche pas la survie d'un autre général dictateur dans *En attendant le vote es bêtes sauvages* en la personne du Général Koyaga. Certes, ils se ressemblent de par leurs agissements partageant une mentalité identique sur la gestion des affaires politiques dont l'ossature s'établit essentiellement au cœur même de la tyrannie répressive. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de différences les opposent.

### **III- Koyaga: une ascendance tonitruante et ensanglantée**

#### **A- Koyaga le maître-chasseur et le guerrier**

Koyaga, prototype de la dictature africaine, est le héros d'*En attendant le vote des bêtes sauvages*. Cette œuvre publiée en 1998, offre une narration complète de toute son histoire, celle de sa vie depuis la naissance jusqu'à la prise de pouvoir par un coup d'Etat meurtrier dans des conditions aussi similaires que celui perpétré par Tonoudouto à Alfajiri. Ils sont tous deux des généraux dont l'accumulation des grades jusqu'à l'étape finale reste un mystère. Ils avaient

combattu auprès de la France coloniale lors de la seconde guerre mondiale. C'est à leur retour au pays après les différents combats où chacun d'eux « s'y engagea avec une arme de mercenaire, tua de sous-développés comme lui, gagna un petit galon et d'autres médailles de bravoure » qu'ils entreprennent leurs aventures politiques. (*La naissance d'Abikou*, 95).

Koyaga dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* ne diffère en rien du Chef d'Etat tyrannique que fut Eyadema. Il est aussi tributaire d'un particularisme qui fait de lui un personnage spécial. Le narrateur l'a voulu charismatique et sanguinaire. Il est alchimique, hors du commun et insaisissable. Son histoire donne à rêver debout. Pourtant, elle est d'un réalisme si "africainement mythique"<sup>100</sup> que seuls les hommes initiés peuvent en déceler les facettes.

En effet, dès sa gestation déjà, Koyaga se montra un enfant particulier. Il en fut décidé ainsi par les forces du mystère. Il est l'unique « fils de l'homme et de la femme nus » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 69) dont l'engendrement se fit dans des conditions particulières aussi. La tradition de son peuple d'origine exigeait que tout homme qui voulait acquérir une épouse devait la rencontrer en brousse. Les deux futurs amoureux avaient le devoir d'engager une lutte de laquelle une victoire s'imposait à l'homme ; puisqu'il s'agissait de parvenir à lui arracher une copulation en signe de bravoure.

L'endroit qui avait servi de lieu de cette rencontre entre ses parents géniteurs Tchao le père et Nadjouma la mère et qui avait abouti à la fécondation de son fœtus fut un espace de lutte acharné où pendant des décennies, l'herbe n'y poussa plus. Donc, conçu en brousse, sa grossesse fit douze mois au lieu des neuf naturellement. C'est dire qu'il était déjà un enfant trop "mûr"<sup>101</sup> dans les seins de sa mère avant de naître. Il n'était plus un fœtus ordinaire mais plutôt un enfant qui refusa simplement de venir au monde à la date normale. Pour des

---

<sup>100</sup> Un néologisme pour signifier une réalité spécifiquement africaine.

<sup>101</sup> Ce mot a un deuxième sens qui concerne l'aspect spirituel et moral du personnage de Koyaga et qui veut dire fort, puissant.

gens avertis qui savent interpréter les mystères, il présageait l'incarnation d'un esprit hors du commun. Ce phénomène d'Afrique pourrait paraître bizarre mais il convient de lui reconnaître une véracité ostentatoire. L'acquisition de la maturité in utero est incontestablement un signe précurseur de fureur et de grandeur sur terre. Koyaga en a démontré la capacité.

Pendant sa naissance, les bruits de gémissement de sa mère Nadjouma avaient fait annoncer à tous les animaux des environs « du pays des montagnes » (71) qu'un enfant terrible allait naître. Alors, tous prirent peur et se communiquèrent la nouvelle de la naissance de cet enfant qui leur fut effectivement fatal par la suite. Comme le lui a dit le "cordoua" qui est un griot de grande compagnie « vous avez été, Koyaga, gigantesque comme bébé. Votre mère jura qu'après vous elle n'engendrerait plus. » (43) A la rencontre de Nadjouma avec Bokano qui deviendra le maître spirituel coranique de Koyaga, celui-ci lui annonça grâce aux forces visionnaires de sa magie que son fils sera un homme inégalable, de pouvoir, de monopole, et drainera derrière lui une foule d'hommes et de femmes qui le respecteront et se soumettront à ses ordres. A cette nouvelle, «elle était heureuse de savoir que son fils allait être plus grand que son père. » (63)

Mais la vision prospective dans la vie de l'homme des montagnes n'en fut pas à sa fin. Un point important fut ensuite énuméré dont la mère devait tenir compte et l'en informer. Le marabout Bokano stipula toujours dans une étude géomancienne de la vie ultérieure de Koyaga qu'il était un homme de succès à condition qu'il mesurât les limites de sa réussite. Il lui était impérieux de savoir qu'il ne devait ni aller au-delà ni rester en deçà de sa victoire. « Il n'y a de longue journée qui ne se termine par une nuit. »(65) L'assertion était l'obligation d'un arrêt au moment juste de son parcours dans l'exercice du pouvoir sans en excéder les

limites ni en retrancher. De ce fait, la tâche s'afficha difficile voire irréalisable. La nature humaine ne sachant pas respecter les limites dans les actes, fait de l'homme un être prêt à outrepasser les mesures de restriction qui lui sont prescrites surtout quand celles-ci doivent mettre en cause la jouissance et le plaisir de l'existence. Koyaga ne fit pas exception à cette démesure. Il crut pouvoir ajuster le sort en sa faveur afin de mieux l'exploiter.

Malheureusement, les différentes figures géomantiques lui présagèrent un avenir plutôt décevant. C'est dire que le grand succès qu'il aura connu n'apportera aucun bouleversement au sort retracé à la mère Nadjouma. Koyaga devait finir malheureux. Le destin en a voulu ainsi et il n'y a outre mesure de procédure. Il est dit que « Koyaga ira loin, terminera au-delà. Il terminera trop grand, donc petit ; trop heureux, donc malheureux. Il sera notre élève et notre maître, notre richesse et notre pauvreté, notre bonheur et notre malheur » (64), car « personne ici-bas n'échappe à son destin ; le destin est une volonté d'Allah que personne ne peut contrecarrer » (87). A suivre les événements de près, les narrateurs d'*En attendant le vote des bêtes sauvages* ne sauraient si bien dire. Leur héros s'est trouvé comme embarqué par une force dont il a perdu tout contrôle.

En effet, consciemment ou inconsciemment, Koyaga débuta ses exploits talentueux à un âge très précoce. Il n'y fallut pas attendre longtemps pour le voir réaliser des prouesses grandioses et honorifiques, étalant ainsi ce dont il était capable. Ainsi à l'âge de sept ans, il devient champion de lutte dans son milieu natal. Il fait aussi preuve de sa bravoure lors de la chasse des animaux sauvages. Son courage et ses forces occultes sont des atouts fondamentaux qui lui permettent de combattre et d'abattre les « animaux sorciers dans les forêts et les montagnes du pays des Paléos. » Il tue « une panthère solitaire... qui ne vivait que de chair humaine » (69). C'est dans les mêmes conditions terrifiantes qu'il parvient à

abattre « le buffle noir solitaire, le plus âgé des buffles de l'univers» (70). A coup de magie, il a également mis fin aux jours de l'éléphant solitaire qui seul parvenait à créer "le flux et le reflux"<sup>102</sup> des animaux. Non plus le caïman sacré ne pouvait échapper aux coups fatals de l'arme de Koyaga. Malgré leur nature particulière d'animaux surnaturels parce que possédés par des forces spirituelles dangereuses, ces bêtes ont manqué d'affronter avec succès l'arme du fils de Tchao et de Nadjouma.

En fait, dans l'histoire des chasseurs africains, il est à noter que la chasse d'une bête solitaire ou à pelage noir crépus est toujours d'un danger terrifiant pour le chasseur. Ce genre d'animal est supposé incarner des esprits maléfiques de la brousse. Et qui ose l'affronter perd toujours sa peau dans le combat. Il peut s'évanouir, se transformer en un objet ou en un être humain. Il constitue en fait un défi aux chasseurs parmi lesquels seuls les plus capables s'offrent le luxe de les affronter. Koyaga fut l'un de ces chasseurs qui avaient toujours envisagé une telle aventure. Il y en avait qui étaient souvent déçus par leurs forces, leurs puissances, leur savoir faire et leur courage. Ils perdirent souvent la bataille au détriment de l'animal qui les éliminait, les faisant ainsi passer de vie à trépas.

Mais le puissant Koyaga passa à travers plusieurs événements de même envergure sans la moindre inquiétude. Cette qualité d'intrépide chasseur lui vaut tous les honneurs. Il méritait ces veillées qui sont tenues par le grand griot, le *sora*, accompagné de son répondeur *cordoua* afin de le louer et de magnifier ses vaillants faits d'armes.

Son village et ceux des environs profitèrent de son courage puisqu'il est parvenu à libérer des endroits de la forêt qui étaient sous l'autorité des différents animaux dangereux éliminés. Il s'imposa dans la forêt et aussi au village. Il mérite d'être surtout loué à cause du

---

<sup>102</sup> Le flux et le reflux des animaux est leur mouvement de déplacement en troupe qui soulève poussière et bruit tout le long de leur passage. Cet éléphant est capable de provoquer seul ce mouvement.

jeune âge qui le caractérisait lors de l'accomplissement de tels exploits. A l'âge préscolaire aussi il s'était engagé dans des actions de courage de tout genre en organisant des compétitions de lutte par-ci, des chasses d'animaux sauvages dangereux par-là. Il ne commença l'école coloniale qu'après ces années d'affrontement avec la faune, où il n'avait pas pu dépasser le niveau du certificat élémentaire. Notons qu'il s'était fait remarquer par ses attitudes d'insolence et de sauvagerie au sein de ses camarades écoliers. Il est demeuré sous la domination de la brutalité due à un débordement d'énergie qu'il n'arrive plus à contrôler.

A plusieurs reprises, il organisa des séances de bagarres contre les élèves de sa classe ou d'autres classes de l'école. Il se fit identifier bien plus par son absentéisme à l'école que par d'autres comportements désolants. Il fuguait plus qu'il n'était présent aux cours. Il opta pour la recherche de la bravoure à conquérir dans les luttes traditionnelles. L'instruction scolaire ne lui signifiait pas beaucoup. Il préférerait les séances de luttes où il avait déjà acquis une notoriété assurée qu'il tenait à maintenir et à entretenir. La participation à ses séances faisait de lui un homme davantage plus féroce et plus courageux. Quand son instituteur le châtiât à cause des fugues, il faisait montre d'une grande solidité et d'un courage d'homme fort qui surprenaient même celui-ci. On le voit insensible aux douleurs des coups de chicotte que lui infligeait l'instituteur. Il restait comme dépourvu de cœur et de sentiments humains. Le châtiment ne l'a guère dissuadé. A chaque saison d'harmattan, il reprenait les mêmes malveillances et fuguait toujours sans toutefois craindre les conséquences qui s'en suivraient.

Heureusement, il fut veinard de se retrouver par la suite dans un milieu qui convenait bien à son tempérament. Il fut enrôlé dans l'armée coloniale française où il fit une brillante carrière de guerrier chevronné. Il démontra un charisme militaire fascinant et impressionna

énormément les supérieurs hiérarchiques par le courage et le sens de meneur d'homme surtout au sein des Paléos militaires comme lui.

Un jour, alors que ses frères d'armes Paléos étaient en révolte contre l'injustice militaire dont ils étaient victimes, Koyaga était parvenu à les maîtriser et à les ramener dans l'esprit de groupe. Il avait pu mettre un terme à la rébellion que ces derniers menaient contre leur propre régiment en les convainquant à la reddition. Il était un bon militaire Paléo. Mais à la fin du service militaire qui marquait en fait la fin des guerres coloniales françaises, il a dû retourner en République du Golfe où suite à un événement malheureux de primes de guerre, il se retrouva au pouvoir.

### **B- Koyaga la brute.**

Comment peut-on passer d'une extrémité rustique de la vie à celle de l'éminence sans toutefois se constituer en un corps de préjugés susceptible d'influer négativement le cours normal de la vie ambiante ? Comment peut-on parvenir à une gestion positive et réussie des affaires contemporaines de la cité alors que le cursus d'acquisition des techniques de la voie qui permet d'y parvenir fut sabordé ? Comment peut-on enfin devenir un bon Président de la République après avoir passé toute son adolescence à chasser dans les lisières de la forêt, ignorant de ce fait les nouvelles règles et mesures du nouveau monde dans lequel l'exercice de ce pouvoir s'impose ?

Pourtant, devenir Président après avoir été un bon chasseur ayant commis des actes qui étaient bien les questions ci-dessus a été l'apanage de Koyaga. “La donsomana”<sup>103</sup> organisée à son intention ici s'ouvre sur la reconnaissance de cette valeur sordide qui est d'une célébrité notoire au héros.

---

<sup>103</sup> Mot griotique désignant l'ensemble des veillées qui content l'histoire et la vie de Koyaga : le roman. C'est en fait un terme qui se réfère aux cérémonies traditionnelles de chants et de danses des chasseurs que l'on retrouve un peu partout en Afrique de l'Ouest sous une appellation précise du terroir. Celle-ci est du pays Malinké.

Votre nom : Koyaga ! Votre totem : faucon ! Vous êtes soldat et président. Vous resterez président et le plus grand général de la République du Golfe tant qu'Allah ne reprendra pas [...] le souffle qui vous anime. Vous êtes chasseur ! Vous resterez avec Ramsès II et Soundiata l'un des trois plus grands chasseurs de l'humanité. Retenez le nom de Koyaga, le chasseur et président-dictateur de la République du Golfe (9).

Ainsi commence le récit du griot qui procède toujours par allusion pour louer les personnages héroïques. Au-delà de la louange de ses faits macabres, le personnage est assimilé à de hautes figures historiques telles que Ramsès II et Soundiata qui marquèrent aussi l'histoire de l'Afrique et du monde. Mais contrairement à ce qui se dit de glorieux à leur sujet, le narrateur a tenu à révéler plutôt le cynisme et la cruauté dont leur règne était imprégné. Ils demeurent « les plus grands chasseurs de l'humanité » (9).

Il est évident de comprendre par “grands chasseurs de l'humanité” l'idée de la chasse à l'homme qu'organisait les plus puissants rois de l'époque afin d'anéantir et de neutraliser les villages, les communautés et les chefferies avoisinants qu'il fallait annexer. De ce fait, il est aisé de lier leur bravoure à la facilité des victoires que leurs soldats accumulèrent sur les camps ennemis. Soundiata de par sa puissance mythique était venu à bout de son frère ennemi Soumangourou après d'âpres affrontements et d'interminables massacres humains et militaires. L'épopée raconte qu'il fut un très puissant empereur du Manding dont la naissance effraya l'invincible Soumangourou lui-même. « Les devins déclarent [...] à Soumangourou que “Ton vainqueur naîtra au Manding” » (*Le griot de Soundiata*, 3).

Assimiler Koyaga à Soundjata n'est donc qu'un pas de plus vers la consécration de la grandeur inestimable à laquelle il aspire toujours fortement. Ne se prend-il pas d'ailleurs pour le tout-puissant roi des temps modernes ayant obtenu une investiture divine qui lui fut accordée par la volonté des anciens rois d'Afrique ? Il se plait à se faire appeler “père de la nation” à l'image des rois que le peuple aimait appeler “notre maître” ou “notre protecteur”.



Il en est de même avec l'image de Ramsès II à laquelle renvoient les qualificatifs laudatifs de Koyaga que chante le "sora". Devenu Pharaon à vingt cinq ans, il insuffla un nouveau souffle au royaume grâce à son courage hors pairs et son sens du combat militaire. « A la tête d'une armée de 20.000 hommes, chars et infanterie inclus, constituée de quatre divisions, Ramsès II conduira plus de vingt campagnes militaires » dont « la bataille de Qadesh sur les rives de l'Oronte en Syrie vers 1285 avant Jésus-Christ constitue son fait d'arme le plus marquant »<sup>104</sup>. Elle fut rude et faillit lui coûter la vie n'eut été l'assistance du dieu Amon et l'esprit de son père qu'il dut solliciter en renfort. Réconforté par une force invisible énergétique comme le fut aussi Koyaga dans ses combats, « il aurait opposé, seul, une résistance héroïque aux milliers de soldats qu'il devait affronter. Il parviendra à tenir la position le temps suffisant pour que la division Ptah vienne à son secours et mette l'ennemi en déroute »<sup>105</sup> Ce n'est pas vraiment exagéré de lui assimiler Koyaga vu les exploits de celui-ci dans les différents coups de force qu'il perpétra. Ramsès II ne fut pas seulement un Pharaon mais un intrépide combattant en plus tout comme Koyaga qui fut un farouche combattant-président.

Alors il convient de comprendre de ce fait qu'il fut effectivement l'un des « plus grands chasseurs de l'humanité » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 9). Sa dictature avait embrigadé le peuple de l'Egypte ancienne qui comportait une proportion importante de Juifs aux différents travaux forcés qu'il initia pour l'agrandissement du royaume et la construction des monuments les plus géants alors jamais réalisés. Des travaux publics ont été organisés pour faire même travailler les paysans en hiver. C'est à ce titre qu'apparaît le second sens de l'expression "chasseurs de l'humanité" dont ces tyrans rois avaient fait preuve et que réitèrent encore aujourd'hui les autocrates présidents des pays d'Afrique dont celui de la République du Golfe.

---

<sup>104</sup> Musées électroniques. *Ouserma Rê (Ramsès II)*. [En ligne] [www.insecula.com/contact/A001731.html](http://www.insecula.com/contact/A001731.html). (Site consulté le 16 janvier 2005).

<sup>105</sup> Ibid.

L'humanité est demeurée leur réseau de chasse et le citoyen qui est passé pour une cible n'est plus qu'un être vulgaire dont l'existence et l'importance ne valent pas une balle de kalachnikov. Cette optique caractéristique de l'homme devenu un loup pour son prochain fut le leitmotiv du pouvoir de Koyaga à l'instar des anciens rois auxquels il a pris le goût et le plaisir de s'apparenter. Il y a fait corps dès le premier acte de coup d'Etat qu'il avait fomenté et qui a fait de lui le président ayant amorcé cette série de destitution suivie de l'assassinat des prédécesseurs.

Le "sora" raconte avec une finesse assez pathétique la prise de pouvoir du Guide Suprême. Tout a débuté par une histoire banale de prime de guerre qui avait mis aux prises le groupe des vingt anciens combattants Paléos dont Koyaga avec le gouvernement du président Fricassa Santos. Les circonstances sont ainsi ébauchées par le narrateur pour qu'il en soit ainsi, dira-t-on. Mais il est aussi nécessaire de retenir que « personne ici-bas n'échappe à son destin ; le destin est une volonté d'Allah que personne ne peut contrecarrer » (87).

Sinon, il ne se trouve nulle part une raison qui autorise le président à confisquer les primes de démobilisation et les pensions des anciens combattants dans les caisses de l'Etat. La raison du coup de force de Koyaga et "ses lycaons"<sup>106</sup> pour renverser la situation politique du pays n'est-elle pas aléatoire et même illusoire?

En effet, le refus du paiement de leur traitement par le ministre des finances révolte Koyaga qui s'engage dans une bagarre de sévices corporels contre son directeur de cabinet. Celui-ci fait intervenir les gendarmes qui s'emparent de lui et l'emprisonnent. Le drame débute ainsi. Profitant de la complicité du régisseur de la prison de Ramaka où il est déféré, il bénéficie d'une liberté de mouvements qui lui permet de contacter ses acolytes de guerre. Ils engagent les hostilités du coup d'Etat deux semaines après l'arrestation.

---

<sup>106</sup> Les anciens combattants Paléos sont comparés à des lycaons, c'est-à-dire des êtres très féroces et même carnivores.

La magie de chacun est mise à l'épreuve mais celle de Koyaga s'est affichée plus virulente et plus efficace. Bien que le président Fricassa soit « déguisé en jardinier » (99), il est parvenu à le déloger à l'aide de ses forces mystiques et lui a placé une flèche empoisonnée dans le corps. Il l'assassine occasionnant ainsi un vide juridique qu'il faut pourvoir. Aux dires du président Eyadema qui affiche les caractéristiques référentielles plausibles de Koyaga dans une émission vidéo réalisée par TV5 et conformément au récit du "sora" dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* « une semaine après l'assassinat de Fricassa Santos, quatre chefs se partagèrent le pouvoir. Chacun eut une part ; chacun convoitait la totalité et croyait à sa chance de l'acquérir ; à chacun les devins et les marabouts avaient fait croire qu'il était prédestiné à devenir président à vie de la République » (101).

Mais la suite des événements est illustrative de l'assertion du narrateur qui soutient que « le pouvoir est une femme qui ne se partage pas » et que « dans un bief il ne peut exister qu'un hippopotame mâle » (110). Il y avait trois chefs de trop. L'élimination des trois encombrants s'est avérée obligatoire. C'est alors que l'astucieux sergent de guerre, vice-président Koyaga se rattache au chef de l'Etat Jean-Louis Crunet contre Lima nommé président de l'Assemblée et le nouveau général Lédjo.

Des subterfuges, il s'en sort une confrontation ouverte entre les deux camps qui finissent par s'anéantir dans un conflit ouvert armé. Koyaga à la tête d'une mutinerie assassine les opposants et les émascule dans la stricte intention de neutraliser et d'exténuer leur esprit. Il les élimine tous par des gestes d'humiliation et d'ignominie.

Il se rend ensuite à la radio « soûl de colère et de sang murmurant sans cesse : ils réclamaient tous la pendaison des assassins. Ma pendaison. C'étaient eux ou moi » (119). Il accomplit ainsi la mission intégrale de meurtrier et de sanguinaire qui le caractérise en parvenant

au pouvoir avec “des mains souillées de sang”. Le discours de proclamation qu’il rédige pour l’événement est si truffé de maladresses qu’il lui a fallu solliciter l’assistance du célèbre journaliste Maclédio qui devient dorénavant son homme de main.

Voilà comment le destin fait son homme. D’un simple fait de paiement des droits tout de même méritants, le soldat Koyaga devenu sergent parvient au pouvoir après un massacre terrifiant. Qui partant des meurtres peut alors oser relever la tête et arborer des airs d’opposition contre un tel monstre dont la soif du sang ne se satisfait qu’au prix de multiples têtes humaines ?

Il s’impose ainsi dans une atmosphère de terreur criminelle entretenue où la voix du peuple manqua littéralement de se faire entendre. C’est cela la puissance de l’arme militaire étayée ici par quelques aspects de l’impact de son usage sur la société. C’est également l’expression et la dénonciation des motifs d’accaparement du pouvoir par l’armée tel que raconté ici par le narrateur griot. Le récit éclaire à sa juste valeur les motivations combien futiles qui amènent les militaires à fomenter des coups d’Etat sanglants en Afrique. Les raisons évoquées comme celles de Koyaga ou de Tonoudouto illustrent des faits tellement innommables. L’effet de choc que de pareils actes produisent au niveau d’une conscience avertie s’avère toujours révoltant.

L’ultime solution pour toute personne qui sait apprécier la vie humaine à sa juste valeur serait d’entretenir une action de controverse et de bannissement des agents d’arme de la gestion politique des affaires de la nation. Le narrateur s’est certainement investi dans cette prérogative stratégique d’influence sur la conscience du lecteur afin de susciter ce sentiment de choc et de révolte.

Car en fait, que peut donner l’armée à la nation à part le maintien de l’intégrité territoriale et la garantie de la sûreté et de la sécurité de la population ? Malheureusement, ce

phénomène infernal d'ingérence du pouvoir para-militaire dans le système politique national se perpétue toujours par l'entremise de coups de force. Que peuvent-ils donc apporter de productif, ces hommes dont la mission première est le combat? Que peut faire un certain Koyaga, ancien combattant de guerre d'Indochine et d'Algérie, pour un peuple dont la préoccupation majeure est d'accéder enfin à de meilleures conditions d'existence ? Que peut lui dicter la conscience lorsque l'armée sous son commandement se livre au massacre de la population dont il se dit vouloir conduire vers un présumé paisible bonheur? Evidemment pour un personnage aussi sinistre du genre de Koyaga, il n'y a d'ennemi que d'opposition même si celle-ci venait du peuple. Il est navrant de remarquer que tous les dictateurs se sont donnés à cette pensée machiavélique comme une philosophie de conduite tactique.

#### **IV- La légion des dictateurs**

Elle s'est révélée grâce au voyage initiatique qu'entreprend Koyaga auprès de ses pairs au lendemain de son auto-proclamation comme président de la République du Golfe.

En effet, afin de faire reconnaître sa nouvelle autorité et de se faire accepter dans la communauté des chefs d'Etat, il part en périple de visite d'Etat au cours duquel le narrateur se résout d'exposer la vie et les manigances de la kyrielle de dictateurs dont le continent regorge. Ce n'est qu'en fait une procédure d'affermissement de sa personnalité et de ses ambitions de dictateur charismatique. Il se rend ainsi à l'école de toutes les figures autocratiques de la tyrannie africaine en vue d'acquérir les bonnes techniques d'usage de potentat. Il lui fallait «rencontrer et écouter les maîtres de l'absolutisme et du parti unique, les plus prestigieux des chefs d'Etat des quatre points cardinaux de l'Afrique liberticide » (183).

La tournée continentale le conduit prioritairement d'abord chez « Tiékoroni, le maître de la République des Ebènes » (185). Le récit laudatif du sora assimile sa puissance à celle du

caïman, le plus ancien des animaux terrestres. Il symbolise « le dictateur au totem caïman » (207). La randonnée devait commencer par lui car il ne pouvait en être autrement. Au sein de la confédération des dictateurs elle-même, il existe des règles auxquelles les nouveaux chefs d'Etat ne peuvent se dérober s'ils tiennent à y être acceptés. Au premier plan se trouve le respect de la hiérarchie dictatoriale avec tous les honneurs à rendre à l'ancien. « Le caïman étant appelé et reconnu comme la plus ancienne des bêtes terrestres, toutes les visites d'un apprenti chef d'Etat à ses pairs africains débutent par le pays du dictateur au totem caïman » (184). Koyaga ne pouvait pas déroger aux principes de peur de subir des représailles de celui-ci.

Tiékoroni, « “homme au chapeau mou”, “totem caïman” aussi appelé le “Bélier de Fasso” ou “le sage de l’Afrique”, était un petit vieillard rusé» (185). Il présidait aux destinées de la République des Ebènes de mains d'autoritarisme et de suprématie. Il était incontrôlable et pouvait disposer des biens du pays à loisir. Il régnait en « seul maître de son pays, le seul hippopotame mâle dans le bief » (185). Cela signifie que des hippopotames mâles durent s'exécuter ou étaient purement liquidés pour lui assurer une hégémonie incontestable.

Il se révèle qu'il fut un homme pervers à double face. D'une part, il se faisait passer pour l'unique créature terrestre d'incarnation de gentillesse. Il en avait fait des preuves à travers de nombreux gestes de donations faites aux pauvres. Il se plaisait aussi à adopter et à prendre en charge les enfants et les veuves des chefs d'Etat africains assassinés ou renversés. Il battit des églises et des mosquées pour accélérer le taux de crédulité dans le pays.

Immanquablement, il fut une brute cruelle recouverte d'une carapace de caricature humaine aveuglée par la méchanceté, la mesquinerie et la rancune. Cela va sans dire quand on

se rappelle ses motivations égoïstes et partisans uniques dont il se voulait détenir le monopole. Sa méchanceté s'exprimait par des scènes d'humiliation et d'ignominie qu'il faisait subir aux opposants politiques qu'il traitait d'ennemis à abattre. Tout comme le président Diarra dans *Le diseur de vérité*, il s'abaissait «à condamner un bébé, à condamner des faibles, des innocents » (Kourouma, *Le diseur de vérité*, 34-34).

Il a tellement fait montre de méchanceté qu'un jour il a arraché la canne blanche d'un aveugle qui est « le beau-frère du neveu de l'individu qu'il avait fait condamner » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 205). Son usage de la tyrannie se passait de commentaire. Lorsqu'il lui venait de punir, il le faisait sans distinction de liens entre les présumées victimes et l'alentour. Il lui arrivait d'impliquer des gens qui ne s'étaient même jamais rencontrés dans un complot inventé à sa guise avec pour objectif un présumé principal qu'il tenait à évincer de la lutte politique.

Au-delà de la méchanceté, Tiékoroni était un cruel. Le mauvais traitement administré aux détenus d'opinion politique dans les prisons de la République d'Ebènes dévisagea la grande cruauté qui régissait son règne. « Il torturait d'une façon affreuse des amis et des parents qu'il continuait d'aimer et savait parfaitement innocents » (205).

C'est lui que Koyaga choisit de visiter avant tous les autres. Il lui prodigua des conseils de doyen de la dictature africaine. Il lui importait à lui Koyaga, « totem faucon »<sup>107</sup>, d'exécuter scrupuleusement ces paroles de “sagesse autocratique” s'il tenait à perdurer au pouvoir et à devenir le président à vie de la République du Golfe.

Des conseils prodigués se dégage une vision claire du manque de confiance entre les dirigeants et le peuple. Tout est fondé sur du mensonge, à commencer par la gestion des biens

---

<sup>107</sup> Kourouma procède par le style métonymique comme jadis le faisaient les rois d'Afrique, chacun ayant un animal comme symbole de trône pour signifier son pouvoir et sa puissance.

du pays dont le gouvernement est le garant. La bonne philosophie de la gouvernance à parti unique est de tout affiner dans la dissimulation de la vérité au peuple. Ainsi, les gouvernants se fraient la voie de la méthode obscure dénudée de toute possibilité de contrôle ou de vérification.

Entre autres recommandations suggérées à Koyaga figurent cinq «méchantes bêtes qui menacent un chef d'Etat et président d'un parti unique» (193):

- La fâcheuse inclination en début de carrière à séparer la caisse de l'Etat de sa caisse personnelle ;
- Le fait d'instituer une distinction entre la vérité et le mensonge puisque « la vérité n'est très souvent qu'une autre manière de dire le mensonge » (197) ;
- Un chef d'Etat prend les hommes comme ils existent dans la réalité car « tout homme est un dissimulateur » (200);
- Le mauvais choix est à éviter dans toutes les circonstances. Il faut savoir choisir son camp dans la politique internationale.
- Ne jamais choisir librement et de bon cœur son successeur parce qu'il s'affichera en un concurrent « et les peuples arrêtent d'être attachés à un guide dont la disparition cesse d'être une catastrophe pour le pays » (206).

En un mot, le personnage dictateur doit être « menteur et fabulateur comme une femme adultère et véridique comme un chasseur de fauves ; cruel comme un chat rassasié tenant une souris blessée dans des griffes et tendre comme une poule avec des pintadeaux qu'elle a couvés» (204).

Au vu des dires de Tiékoroni, il divulguait des caractéristiques patentes d'un homme dangereux pour la société. Il fut « un sac de contradiction. Un homme à la fois généreux comme le fondement d'une chèvre et rancunier, mesquin, méchant comme un pou, un pian » (204). Avec ces idées, il contribua à la confection de la légion des dictateurs africains de l'Ouest surtout dont les règnes ont assez négativement marqué le développement du continent. Il se note que d'un autocrate à l'autre, les similitudes sont considérables et les différences,



lorsqu'elles existent s'affichent peu. Koyaga a décidé de parcourir les plus influents dont les expériences lui serviraient d'atouts considérables et de garanties pour sa formation personnelle.

Chez l'Empereur «Bossouma, l'homme au totem hyène »<sup>108</sup> (208), les orientations sont demeurées les mêmes ou presque. Comme sixième ruse à ajouter à celles obtenues de Tiékoroni, l'empereur lui proféra de « ne jamais informer de [ses] heure et date de retour dans [son] pays parce que les attentats imparables sont ceux qui se perpétuent à l'atterrissage de l'avion » (210). Lui aussi recommanda le mensonge à la place de la vérité. Il doit pouvoir dissimuler ses heures de voyage afin de pouvoir déjouer les éventuels coups d'Etat qui pourraient se fomenter.

Mais au-delà de cette attitude de malhonnêteté de prudence ou de secret d'Etat, «l'Empereur du Pays aux Deux Fleuves appelé aussi le gros vin rouge» (208) fut à l'instar de tout militaire dictateur parvenu à la magistrature suprême par un coup de force. Etant chef d'Etat-major, il profita du complot tissé avec un officier de l'armée contre le président de la République pour supplanter ce dernier dans la prise de pouvoir. Il fut un véritable perfide qui, après la réussite du coup d'Etat, devança le capitaine Zaban « à la radio, lit la déclaration, se prononce chef d'Etat, arrête le président de la République, assassine tous ses complices et même, quelques mois plus tard, l'initiateur et exécuter du coup d'Etat » (213).

L'Empereur Bossouma fut un criminel assoiffé de pouvoir et de prestige. Du grade de colonel avec lequel il est parvenu au pouvoir, il se proclame Empereur quelques mois seulement après l'événement. Il a voulu porter la distinction qu'aucun autre Africain n'a jamais reçue. Il aimait les honneurs et pavanait toujours avec une poitrine bardée et décorée de médailles.

---

<sup>108</sup> Nous pensons qu'il s'agit du symbole de l'empereur Bokassa 1er.

Aux dires du narrateur, « il restait sans conteste le militaire ayant le grade le plus élevé sur le continent des multiples dictateurs militaires » (213). Le récit dévoile les manières ignobles par lesquelles cette génération de despotes néo-coloniaux a subtilisé le pouvoir politique pour ensuite régner dans un manque de confiance totale entre elle et la population. La pléthore des effectifs dans les maisons d’incarcération du Pays des Deux Fleuves et les conditions inhumaines de détention ont aussi conféré à l’Empereur le statut de dirigeant cruel et rudimentaire. Pire, il a régulièrement procédé à la réduction des effectifs en organisant l’enlèvement des détenus qui étaient soit assassinés et enterrés dans les bois ou jetés à la mer.

A Koyaga, il apprit un deuxième conseil qui consiste à « faire de la lutte contre le vol, le maraudage, une priorité » (223). Il punissait sans pitié autant les crimes que les vols. Il a été un dictateur de la pire espèce dont le concurrent potentiel pourrait être l’homme « au totem léopard »<sup>109</sup>.

Le refrain est resté le même avec lui aussi. Mieux, c’était l’occasion pour Koyaga d’expérimenter le degré de monopolisation de son hôte sur le peuple et les richesses de la République du Grand Fleuve. Il disposait de la vie des hommes et des femmes. Son sens de clairvoyance et de prévention des attentats bien différent de celui de l’Empereur a été l’événement qui l’a plus hypnotisé. Il était d’une si grande méfiance qu’ « il ne quittait jamais son pays sans tout le trésor du pays et toutes les personnalités de sa République » (226). L’efficacité de la ruse lui a épargné trois complots car « la perspective de se trouver, en cas de réussite, devant des caisses totalement vides, par trois fois les avait découragés » (226).

Mais la forfaiture de la tactique que le dictateur ne voudra jamais reconnaître est “autant que l’on a des biens matériels sur soi, autant l’on aime en faire usage”. S’il pouvait comprendre que sa philosophie avait l’apanage de vider les caisses sans toutefois parvenir à la

---

<sup>109</sup> Ceci est sans doute le signe du président Mobutu Sese Seko.

restitution intégrale des montants emportés, il s'aviserait. De même, s'il lui était institué un corps de contrôle efficace pouvant exiger la normalisation des comptes par la restitution intégrale des sommes emportées en voyage, l'acte ne se perpétuerait pas à ce rythme pour ensuite devenir une pratique à conseiller.

Mais hélas ! Il ne pouvait en être autrement dans le pays où seule sa parole faisait office de loi incontestable. En effet, l'accession de l'homme au "totem léopard" au pouvoir est accomplie à travers d'actes aussi crapuleux que les conseils dont il a pourvu Koyaga. Le texte renseigne qu'il a profité de la confiance que Pace Humba lui avait faite en l'adjoignant comme son homme de presse pour l'épier et le signaler « aux services secrets colonisateurs et de la CIA » (235) afin de se maintenir dans leurs bonnes grâces.

Ayant alors acquis une notoriété internationale par la perfidie, il a été propulsé au poste de « chef d'état-major suprême du pays le plus vaste d'Afrique centrale, le pays au sous-sol le plus riche du monde » (236). Puis vint un jour où le jeu de complot fut finalisé et perpétué avec succès le portant de ce fait à la tête du pays. Il tua, vola et s'afficha comme un potentat affabulateur. Le prestige, les honneurs et l'exhibitionnisme étaient ses points d'inspiration aussi.

A Koyaga, il recommanda "l'authenticité" car avec elle, « une fête permanente existe partout où se trouve un vrai chef » (241). C'est une vision qui se voulait profondément enracinée dans les traditions authentiques du pays. L'objectif était d'accorder plus d'intérêt au développement des activités culturelles. Tout en restant ouvert au progrès qui se réalisait dans les temps modernes, la préoccupation tenait à accorder plus de priorité aux acquis du glorieux passé historique et culturel de l'Afrique. Force est de lui rester redevable pour cette politique

de sauvegarde de la tradition qui paraît malheureusement de plus en plus submergés par les inventions occidentales.

L'effet de cette politique donna naissance à ce que Kossi Efoui appelle « la vraie vie-c'était la rumba » (Efoui, *La Polka*, 32). La mise en forme de tant d'idées nationalistes mais propagandistes a rendu l'homme au « totem léopard » un orgueilleux sans contrôle. Il s'est attribué d'innombrables titres honorifiques que le peuple lui susurrail à longueur de journée. Il était « le Président soleil, le Génie du Grand Fleuve, le Stratège, le Sauveur, le Père de la nation, l'Unificateur, le Pacificateur » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 243), autant de titres pour camoufler les sales besognes qui avaient entaché son pouvoir. C'est par la même méthode que s'est peaufinée la culture de clientélisme.

La visite initiatique de Koyaga a débouché à la rencontre d'une personnalité spécifique de la dictature africaine qui avait joué un rôle prépondérant pendant la guerre froide. Potentat au totem chacal du désert, il a régné dans un pays musulman du nord de l'Afrique. « L'autocrate avait la charge [...] de mater toutes les rébellions qui se présentaient en Afrique au moyen des parachutistes » (256). Il était un vrai barbare, cruel et menteur. A trois reprises, il a échappé à un renversement grâce à ses imaginations mensongères. Ce fut trois occasions d'étaler sa cruauté répressive et d'extermination des insurgés et tous les membres de leur famille. « Il fit fusiller tous les conjurés, fit mettre aux fers leurs femmes, enfants, frères et sœurs et les enferma sans jugement au secret dans un fort pour le reste de leur vie » (263).

Il a avisé Koyaga sur la tenue au secret des heures de ses déplacements tout en affichant une fermeté inflexible face au peuple. Ses manières n'ont guère divergé de celles des

prédécesseurs abordés plus haut et qui ont fait du « peuple, un âne qui se cabre »<sup>110</sup>. A eux s'adressait déjà ce passage de la Bible qui stipule que « quand les justes se multiplieront, le monde sera dans la joie, et quand les méchants prendront le gouvernement, le peuple gémera »<sup>111</sup>.

Un autre peuple qui avait également gémi mais dont le dictateur ne figurait pas sur la liste des hôtes de Koyaga était Nkoutigui Fondio encore appelé l'homme en blanc. Il avait pour totem le lièvre et était le dictateur de la République des Monts. Le narrateur d'*Un rêve utile* l'appelle Boubou-Blanc. Ce sont deux personnages partageant deux univers diégétique différents. Cependant, ils présentent assez de traits communs. La description diégétique de leur aire d'action fait d'eux un même et unique être référé qui fut un dirigeant dont la cruauté supplanta celles du sultan du pays des Djebels, «totem chacal» et de l'homme au «totem léopard».

Il dirigeait un régime de type socialiste d'une terreur d'embrigadement du peuple forcé dans la conviction politique imposée. La méthode qui n'était pas appréciée de tous avait rencontré une opposition. Comme tout bon dictateur, il a rudement sévi en vue d'éradiquer ce «fléau» qui minait la société. Il usait également de ruse, de complots mensongers et d'accusations fallacieuses pour assouvir sa manie. «Il ne se passait pas de semestre sans complot dans le régime socialiste de la République des Monts. Certains étaient montés par le dictateur pour se débarrasser d'éventuels et potentiels opposants souvent dénoncés par des devins et des marabouts» (166).

Chaque dénonciation engendrait une chasse à l'homme. Les accusés étaient traités de suppôts, de valets de l'impérialisme international. Il érigea le plus célèbre camp

---

<sup>110</sup> Hugo, Victor. *Les châtiments*. Poésie. Paris : Gallimard, 1998.

<sup>111</sup> Extrait de «Le livre des proverbes». *La Bible*. Edit. Bayard, 1999.

d'incarcération du continent. Ses allures machiavéliques avaient fait de lui le sujet d'une réelle paranoïa. Il « ne se contentait pas de tuer les comploteurs, il se couchait avec les veuves des condamnés à mort la nuit même de l'exécution ou de la pendaison » (167).

*La Polka* de Kossi Efoui décrit un autre dictateur du nom de la chose du dieu Guettant. Loin derrière les événements qui secouaient la ville de St Dallas et d'une rareté exceptionnelle, il ne se faisait remarquer qu'à travers quelques périodiques apparitions télévisées. La description faite de lui dévisageait plutôt un monstre qu'un humain. « Tête de chauve-souris, la peau du coup couverte d'écailles, un visage sans bouche, deux yeux de reptile aux aguets » portaiturait les hommes de son armée qui était bien la reproduction de son personnage en « une multitude de clones » (Efoui, *La Polka*, 55, 62).

Il paraissait bizarre avec des membres du corps semblables à ceux d'animaux. Son cou, plutôt que de peau humaine, se couvrait d'écailles, lui conférant une appartenance à la catégorie des reptiles. De même, son visage apparemment démuné d'ouverture buccale se jonchait de deux yeux de fauve. Il n'était non pas seulement une vraie bête sauvage mais de la pire espèce dangereuse. De ce constat, il se définissait comme un gros reptile muet mais actif dans les commandements. Il intervenait rarement sur la télévision nationale ; et puisque le physique influe généralement sur le gestuel, il convient alors de comprendre la suite logique dans les ordres qu'il profère dont les conséquences ont été dévastatrices pour la ville, voire le pays tout entier.

De la mémoire des grands-parents, il se révèle que son apparition télévisuelle a toujours été lourde de conséquences. « Mères et Grand-mères jurent qu'Elle se manifeste toujours comme signe d'effroi et de confusion » (55). Elle suscitait des épouvantements qui s'emparaient du peuple et surtout des jeunes et des enfants dont l'engouement de vivre se

dissipait ou s'estompait dans les méandres des combats, des guerres ou des affrontements insensés.

La chose de dieu Guettant est un être ignoble, avide de sang humain pour se redonner de force, d'énergie et de pouvoir. «Elle boit tout le sang du dedans des bêtes surprises dans les collets... Elle ferraille à bout de souffle, crachant la mort par les nasaux [...] tandis que se rapproche son képi de fer » (56). Elle est un homme d'armes, donc un militaire. Ses attitudes ne diffèrent point de celles du général Tonoudouto, de Koyaga, de l'Empereur Bossouma et de l'homme au "totem léopard". Il fut aussi sinon plus sanguinaire, plus despote et plus tyrannique qu'eux. Il a engendré les vagues d'événements qui ont secoué le pays et sa capitale St Dallas. Sa description concorde avec celle de Koyaga faite par Bingo le "sora" et que Madeleine Borgomano questionnera afin de savoir si ce sont « *des hommes ou des bêtes* »<sup>112</sup>.

L'assimilation des dictateurs aux animaux que le travail abordera plus amplement dans la quatrième partie, implique inéluctablement leur identification à ceux-ci. Ils agissent comme des brutes ignorant les normes élémentaires de la vie sociétale à respecter. Ils se bornent aux actes de réprimande et de coercition sur la population qu'ils se refusent d'assimiler que « ma liberté ne vaut que si j'assume celle des autres » et de s'interroger comme l'avait fait Mitterrand. Est-ce que « la liberté de nos adversaires n'est-elle pas aussi la nôtre ? »<sup>113</sup> (*L'abeille et l'architecte*, 9)

Enrichi alors par les recettes de la pérégrination aux côtés des aînés autocrates et despotes, Koyaga rentre chez lui avec la certitude de mettre tous leurs conseils à exécution. Il se retrouve comblé, enrichi par le savoir-faire acquis auprès des doyens. Il devient aussi sinon

---

<sup>112</sup> Borgomano, Madeleine. *Des hommes ou des bêtes ? Lecture de En attendant le vote des bêtes sauvages d'Ahmadou Kourouma*. Paris : L'Harmattan, 2000.

<sup>113</sup> Mitterrand, François, *L'abeille et l'architecte*. Paris : Flammarion, 1992.

plus sanguinaire et plus truand qu'eux. Pourtant, ils devaient tous avoir à l'esprit que rien sur terre ne peut jamais être définitif. Tout bouge. Tout évolue. Tout se transforme. Il leur importait aussi de bouger afin d'évoluer aux pas de la transformation que subirait le système de gestion des affaires publiques. Il n'ont pas cru à la force dialectique évolutionniste des données de la nature. Il ont davantage durci les manigances barbares et criminelles sur le peuple qui a fini par s'éveiller s'armant de la conviction qu' « un dictateur n'a pas de concurrent à sa taille tant que le peuple ne relève pas le défi »<sup>114</sup> (*le coup d'Etat permanent*, 15)

Sonna alors l'heure des révoltes sans retenue malgré les répressions toujours plus tyranniques et plus humiliantes des dictateurs qui ont fait montre d'une carence notoire de la gestion des richesses physiques, matérielles et humaines du pays. Il était une évidence que les manières trop autocratiques des dirigeants ne devaient aboutir qu'à des faillites politicosociales et économiques. Fort donc des réalités nationales advenues suite aux déclin politiques et économiques le chapitre suivant tient à procéder à une analyse du discours romanesque soutenue par celle du vécu social.

---

<sup>114</sup> Mitterrand, François. *Le coup d'Etat permanent*. Paris : 10/18, 1993.



**TROISIEME PARTIE**  
**PEINTURE D'UNE GESTION CALAMITEUSE**

« Il arrivera un temps où l'Afrique elle-même écrira sa propre histoire » disait Patrice Lumumba dans sa dernière lettre envoyée depuis la prison à sa femme Pauline, fin novembre 1960.

## **CHAPITRE 5 : DES MESURES COERCITIVES POUR UNE GESTION MONOPOLISEE**

Le récit littéraire s'était mis au service du peuple africain depuis l'ère de l'oralité comme énoncé dans les chapitres précédents, ce jusqu'à nos jours. C'est une mission qu'elle s'était assignée dans un but strictement social. Il s'agit de faire vivre et retenir à l'humanité les étapes d'évolution du processus social du monde noir. Cette perspective concerne pareillement les récits des ouvrages en étude ici et qui ont eu comme préoccupations majeures le décorticage des méthodes et des résultats de la gestion politique, économique et sociale des pouvoirs autocratiques.

Le général Tonoudouto de la République d'Alfajiri, Koyaga "l'homme au totem faucon de la République du Golfe", Tiékoroni "l'homme aux multiples pseudonymes, président de la République des Ebènes", tout comme "l'Empereur Bossouma totem hyène", "l'homme au totem léopard" et "le souverain roi des Djebels au totem chacal", sans oublier Nkoutigui Fondio "l'homme en blanc" ou encore appelé "Boubou Blanc", président de la République des Monts et enfin "la chose du dieu Guettant" représentent les figures charismatiques dictatoriales dont les œuvres seront analysées dans ce chapitre.

Ils ont transformé le pouvoir politique en une propriété privée familiale ou clanique dont l'exercice a révélé d'eux un cannibalisme d'hommes sans cœur, ni foi. Leur seule loi était celle de la violence et de l'injustice. Ils ont érigé un système de gestion imbu d'ostracisme, de clientélisme et d'égoïsme marqué par une image de personnalité d'autorité incontournable mais qui malheureusement était assez machiavélique dans les gestes. Ils incarnent une réalité compatible avec ce que Blaise Pascal dénonçait comme « la force sans la justice qui est purement tyrannique ». Ils représentent cette force omnipotente qui outrepassait même ses propres mesures de sécurité et de sûreté en violant les textes régissant la vie politique du pays. Les différents

plans d'actions politiques qu'ils ont fait exécuter ont concédé à leur pouvoir ce que Hannah Arendt appelle « la volonté s'exerçant sur d'autres volontés [...] capable de faire céder leur résistance »<sup>115</sup> Du coup, ils ont réduit la justice de la population en une force totalement impuissante.

## **I- L'autoritarisme séculaire des dictateurs**

Il s'est manifesté par une volonté accrue des dirigeants d'affermir leur pouvoir et à travers cela, leur image. L'idée est née avec la quête d'une personnalité forte et charismatique. Ainsi, comme l'exposait Jean Ouédraogo, « l'authentique autocrate était un nègre à aïeux » (62)<sup>116</sup>, c'est-à-dire qu'il se réclamait d'un ancêtre au passé glorieux dont il a hérité le prestige. Il faut alors se comporter comme ce dernier afin de valablement le représenter, honorant ainsi sa mémoire d'homme de gloire et de pouvoir. La même image est donnée de Zek dans *Une saison à Rihata*. Il était lui aussi issu d'une illustre famille « dont le père Malan avait fondé le premier syndicat des planteurs, un notable sous la colonisation » (Ouédraogo, 63). L'assidu travail de louangeur des griots fait même remonter ses racines ancestrales jusqu'à un certain « Bouraïma, le héros mythique ngurka dont chacun connaissait l'épopée » (12)<sup>117</sup>.

A considérer le développement fait sur l'évolution économique de la Côte d'Ivoire depuis l'indépendance jusqu'aux années 80, il ressort que le célèbre artisan syndicaliste ainsi référé n'était personne d'autre que le vieux Tiékoroni, sage de l'Afrique, président de la République des Ebènes, propriétaire de vastes plantations de cacao et de café d'«au-delà de mille hectares de surface cultivées» (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 196). Il fut l'instigateur et le promoteur de «l'association des planteurs » qui a énormément profité de ses faveurs, car « dès

---

<sup>115</sup> Arendt, Hannah. «La violence, la loi, le pouvoir». In Philo-bac. Philagora. *Site de réflexion philosophique philagora*. <http://philagora.net/philo-bac/index.html> (Site consulté le 08 avril 2005).

<sup>116</sup> Ouédraogo, Jean. *Maryse Condé et Ahmadou Kourouma : Griots de l'indicible*. New York : Peter Lang, 2004.

<sup>117</sup> Condé, Maryse. *Une saison à Rihata*. Paris : Laffont, 1981.

qu'il accéda à la magistrature suprême, l'homme au totem caïman décréta des avantages multiples pour les membres de son syndicat de gros planteurs » (195). Fier et vaniteux de ses origines, il se fait appeler *nana* à l'image des anciens rois de la contrée. Le titre de "vieux sage de l'Afrique" n'est pas laconique et son usage ne frise pas du sarcasme. Plutôt, il lui confère des aires de prépondérance, de puissance et de pouvoir sagement suprêmes. Koyaga en visite chez lui ne comprend pas comment il est parvenu « à se faire passer pour le sage de l'Afrique ? Comment était-il parvenu à préserver une telle respectabilité ? » (190).

Dans une communication, Yacouba Konaté énumère aussi les mêmes attitudes des dictateurs qui cherchent toutes les astuces possibles pour faire consommer leur autorité au peuple. Ils se vêtissent du pseudonyme des glorieux rois ayant régné sur les territoires qui jadis appartenaient à leurs royaumes. « Et voilà Kwamé N'krumah, Sékou Touré, Houphouët-Boigny drapés respectivement des appellations somptueuses d'Osageyfo, de grand Syli, de Nana. Passant devant le miroir prestigieux de la légende, ils se cherchaient dans ses profondeurs » (Konaté, 171)<sup>118</sup>. Ils réclamaient de ce fait une légitimité incontestable du pouvoir qu'ils exerçaient. Cela dénote plus de l'idolâtrie qu'une simple admiration ou assimilation des vieilles chefferies africaines auxquelles ils aspiraient tous.

L'identification aux aïeux de prestiges monarchiques est si forte que les personnages se confondent avec ceux-ci. Ils n'imitent pas simplement leur allure vestimentaire ou pseudonymique. Ils veulent faire comme eux ou plutôt être eux-mêmes. Il faut écouter "Samory Touré", titre d'une chanson de l'orchestre national guinéen "Bembeya Jazz" afin de comprendre les paroles élogieuses et métonymiques de bravoure et d'homme sans pareil avec lesquelles le chanteur a accablé le président Sékou Touré en guise d'assimilation à l'Almamy. Il

---

<sup>118</sup> Konaté, Yacouba. "Fondations de l'Etat-nation ivoirien." In *Communications*, 1987. p.45.

aimait également les panégyriques. Lui aussi n'a pas manqué de faire remonter sa descendance au lignage du héros des guerres anti-coloniales.

Parmi eux, ceux qui manquaient une telle opportunité en forgeaient une. C'est le cas de l'Empereur Bossouma qui s'est attribué les grades les plus élevés du continent. Il a aussi voulu se faire distinguer et prouver sa suprématie inégalable au sein de l'humanité. D'une manière très narquoise mais pointue, le narrateur expose les procédures maniaques et débiles d'acquisition de promotions militaires dont il est champion. Bossouma, l'homme au totem hyène, ne connaissait qu'une préoccupation ici-bas : demeurer le soldat le plus gradé de l'Afrique multiple de la guerre froide.

Il accéda un lundi au pouvoir avec le grade de colonel. Le mardi matin, il s'attribua le titre et les étoiles de général. Quand on lui fit remarquer que sur le continent quatre autres dictateurs avaient déjà ce titre, il se proclama maréchal le jeudi soir. Quand deux autres généraux le rejoignirent dans le maréchalat, il demanda à la France, à son armée et à son peuple de le couronner empereur (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 213)

Il demeure ainsi le militaire africain le plus gradé. A ce titre, il bénéficie du prestige d'un rang honorifique non égalé pour aussi s'imposer au peuple et à la nation des "Deux Fleuves". Le chef d'Etat en mal du pouvoir réel légalement reconnu et accepté qu'il est a vite fait de concevoir une astuce aux contours de recherche frénétique d'autorité. Il va sans dire que la personnalité tactique qu'il a bâtie ne pouvait pas être appréciée par tous. Confrontés à des mouvements de désobéissance, il déploie des moyens de dissuasion plus solides. Les diverses brimades, répressions et incarcérations qu'il a perpétrées afin de maintenir le peuple dans le respect de son autorité en sont une preuve.

"L'homme au totem léopard", président de la République du Grand Fleuve a fait usage du même stratagème. Il a mis son imagination à exécution pour asseoir ce qu'il appelle

“l’authenticité africaine”. Selon lui, « c’était le gouvernement qui convenait aux Africains » (241). Il est une émanation africaine avec des fondements culturels et idéologiques africains. Incontestablement, il plonge ses racines dans les précipices ancestrales de l’Afrique historiques et se veut promoteur des valeurs culturelles, musicales, vestimentaires et nominales authentiques au continent. Il allègue à son hôte que « c’étaient les mânes des ancêtres qui l’avaient nommé, lui, l’homme au totem léopard, le chef de l’authenticité, le père de la nation » (240)

A cet effet, la nation lui était concédée par les aïeux et il pouvait en disposer à loisir. C’est alors dans l’espoir de réaliser leur volonté qu’il lui est revenu d’établir l’authenticité comme programme d’action gouvernementale à exécuter. Il s’estime de ce fait plus puissant et plus investi que l’empereur pour qui il ne cache pas son dédain.

Ainsi, aucun des dictateurs n’a admis l’idée de conformisme ou de ressemblance à l’autre. Ils se refusent de verser dans une copie conforme des méthodes ou de l’idéologie de l’autre. “L’homme au totem léopard” a accordé plus de considération à sa vision de la gouvernance alors que Bossouma ou Tiékoroni se dit avoir les meilleures pensées et les projets les plus prometteurs. Des contacts fortuits avec ce monde de chefs d’Etats, il se dégage une impression d’illusion maussade mêlée d’incompréhension et d’inquiétude à la fois. On semble avoir des êtres arnaqueurs en face, livrant la population à un marché de duperie dont la loi fondamentale est bâtie au cœur de la méfiance, la calomnie et le mépris. C’est évidemment un univers unique, à part et habité par de vils individus dont la défense des intérêts égoïstes expose ici les sordides velléités auxquelles le milieu est enclin.

Nkoutigui Fondio connu aussi sous le pseudonyme de “l’homme en blanc” ou “Boubou Blanc”, président de la “République des Monts” arbore mieux que quiconque cette

manie égocentrique de la prépondérance de l'autorité et de ses mots d'ordre. Par l'entremise du parcours de Maclédio à la recherche de son homme de destin, le récit permet de le découvrir. Il est espiègle comme le lièvre qui lui sert d'ailleurs de totem.

Par mesure d'identité hégémonique et de respectabilité, il est le rare dictateur africain qui « hurla devant l'univers et en face du général de Gaulle un non catégorique. Non à la communauté ! Non à la France ! Non au néocolonialisme ! » (164). Il avait prononcé une phrase identitaire et assez révolutionnaire qui a obnubilé l'attention et la presse internationale pendant des décennies. Il « préférait pour la République des Monts la pauvreté dans la liberté à l'opulence dans la soumission » (164). La poignante assertion avait tellement dérangé les autorités coloniales qu'il n'en a jamais bénéficié d'une excuse. D'ailleurs, il n'en voulait point. Il s'était donc fait reconnaître comme le nationaliste à la dissidence violente et le révolutionnaire aux allures agressives.

Comme annoncé plus haut, l'empereur Samory Touré a été son idole dont il réclamait la descendance. Dans l'un de ses interminables discours, il a invité tous les intellectuels africains « à le rejoindre dans la capitale de la République des Monts pour bâtir le premier Etat africain vraiment indépendant de l'Afrique de l'Ouest et venger l'empereur Samory » (164). Autant que « l'homme au totem léopard », Nkoutigui, flagorné par le titre de « Responsable suprême » (167) s'était également réclamé d'une « authenticité africaine » (167). Il en était de même pour le régime qu'il gouvernait. Il s'était attribué donc deux qualités incontestables de représentativité des valeurs intrinsèques du continent africain. Il était alors le vrai chef, l'unique héritier des ancêtres répondant aux normes authentiques, classiques africains.

Fort de cette prétention, il méprisait tous les autres dictateurs qu'il traitait de lâches ayant choisi de toujours demeurer à la solde de l'impérialisme international. Ses premières brouilles se sont observées avec Tiékoroni, le "vieux au chapeau mou". Plusieurs points antagonistes à l'issue desquels s'est déclenché un conflit manifeste les opposaient. Mais au-delà de toutes les dissidences se retrouvait la rivalité politique entre les deux dirigeants.

« L'homme en blanc fut socialiste et eut l'encensement, l'admiration et le soutien de l'Est ; Tiékoroni, capitaliste, disposa de ceux de l'Ouest » (173). Légiférant sur des territoires juxtaposés, ils étaient les figures représentatives de la guerre froide en Afrique. Chacun de son côté s'est efforcé de drainer une cohorte d'autres chefs d'Etat dans son camp.

C'est dans cet ordre d'idée que la réprobation de Senghor par Nkoutigui ne se cachait pas. Il l'a manifesté lorsque Maclélio lui avait récité le célèbre ver Senghorien de "Savane noire comme moi, feu de la mort qui prépare la re-naissance". Il l'avait ressenti comme un affront, donc un motif valable pour l'impliquer dans un complot imaginaire qui l'a envoyé dans la fameuse « prison du camp Kabako » (175). Il ne supportait pas qu'une quelconque importance soit accordée à un texte d'écrivain africain autre que le sien. Il était véritablement autoritaire mais il compromettait cette force autoritariste au fur et à mesure qu'il a persévéré dans ses allures de despote.

Les visées égoïstes et égocentriques caractérisées par la recherche aveugle de la suprématie totale ont eu raison de son pouvoir. La gestion de la vie politique et des hommes de la République des Monts s'est avérée chaotique. Le socialisme tant prôné a failli à ses promesses et les habitants du pays ont dû fuir pour rechercher le bonheur et la paix en République des Ebènes. « Tous les affamés de la République des Monts, tous les affamés de l'Afrique de l'Ouest se dirigent vers la République des Ebènes de Tiékoroni, terre de paix et



d'accueil des réfugiés » (174). Le déclin de l'un et l'inconditionnel succès de l'autre sont sujets à des questionnements. Que s'est-il passé dans la réalité ? Ces dictateurs à l'image des autres déjà énumérés ont tous les deux utilisé les mêmes stratégies politiques et politiciennes de surenchère, de tromperie, de massacre et de détournement soutenus par une arrogance farouche. De tels comportements engendrent toujours d'innombrables conséquences incontrôlables dont le clientélisme et l'anarchie en sont les aboutissants.

## **II- Les affres du clientélisme dictatorial**

Dans une société sous le monopole de la dictature telle que celle des pays du Golfe de Guinée, l'usage du discours d'intimidation par le biais des forces de sécurité, du culte de la personnalité et du langage carcéral a fortement prédominé le langage des responsables politiques. La frénétique convoitise du prestige que confère le statut de parvenu social au fondement politique a fait naître les forces de violence contre toute possibilité d'expression de liberté considérée comme « dangers » à l'Etat.

Il est de nulle doute que la conséquence immédiate d'une telle ambition de grandeur et de recours à la respectabilité menée par l'autocratie se trouve être le clientélisme. Le recours à la pratique répond aux ambitions populistes du Président pour la renforcement de sa position. Il organise son entourage en un domaine qui consciemment ou non génère le fait. Dans *Clientèles politiques en France*, Pierre Tafani relie son existence à l'organisation de la structure communautaire de l'homme et trouve « qu'elles sont consubstantielles au fonctionnement du politique dans les sociétés complexes » (322)<sup>119</sup>.

Malgré cette considération tout de même objective, la clientèle politique telle que mise en œuvre par les chefs d'Etat des quatre pays du Golfe de Guinée s'est développée de manière insaisissable. Définie comme « une concentration de pactes dyadiques entre les mains d'un

---

<sup>119</sup> Tafani, Pierre. *Clientèles politiques en France*. Paris : Rocher, 2003.

décideur unique (le patron) à la recherche d'un surcroît de puissance par la fidélisation d'associés tributaires (les clients), à travers la satisfaction mutuelle de leurs objectifs variables » (325), elle a été fortement entretenue par leur politique dictatoriale. La forme ainsi soutenue est « un clientélisme classique ou notabiliaire, caractérisé par la relation d'allégeance directe et personnalisée entre le patron et le client » (327). De la compréhension de ces terminologies, il importe de retenir que le mot désigne le comportement des dirigeants politiques ou de parti qui cherchent à attirer plus de monde de leur côté. « La clientèle politique devant être comprise comme étant à la fois, "une solidarité, une hiérarchie et un instrument du pouvoir" » (Avant-propos), il convient d'y apercevoir son caractère mafieux et égoïste au niveau des dictatures ouest africaines. Dans le cadre spécifique, diverses méthodes et techniques ont permis d'aboutir à la structuration et aux manifestations d'une telle issue propagandiste.

#### **A- La dynamique pseudonymique des présidents “Pères fondateurs”**

A partir de l'observation des comportements clientélistes voulus et entretenus par les tyrans, trois niveaux essentiels sont à signaler. D'abord, il s'agit du phénomène pseudonymique qui a pris sa source du tréfonds de la volonté des dictateurs de s'attribuer des titres honorifiques pompeux. Ils ont bâti leur pouvoir sur la dynamique emblématique qui s'est donnée une allure mythique. Ce mythe d'affiliation ou d'appartenance à la lignée ancestrale des rois africains jadis valeureux en est la manifestation première. Ils ont procédé ainsi avec la ferme conviction que la ruse serait serviable. A voir toutes les foules qui se ruent à leur passage, il est impossible de pouvoir réfuter le succès y réalisé. L'exemple de Koyaga en est une preuve. « A la grille du jardin, vous attendent les grands chasseurs, les grands chasseurs qui, comme vous, ont le droit de danser le dayndyon, l'hymne de la vaillance. Ils vous accueillent et s'alignent après vous » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 320). La

stratégie a servi de moyen de mobilisation de la masse acquise à une cause dont les réalités échappent souvent.

N'oublions pas l'usage des effigies emblématiques et représentatives du soutien que l'on porte à l'élus du peuple. L'autre particularité est ici non pas dans le port des polos frappés de l'image du chef comme cela se remarque partout à travers le monde mais dans la confection de tissus arborant sa photo et destinés à l'habillement de tous les clients. Il arrive alors de constater que « dans sa République, le Guide suprême [est] partout et en tout temps omniprésent. Tous les fonctionnaires du parti, tous les dépositaires d'un petit bout d'autorité dans la République [portent] son effigie en médaillon » (306).

Un troisième élément non moins négligeable qui a accentué la propagation du culte de la personnalité des chefs des partis uniques demeure leur assimilation métonymique à une image d'animal. La tradition remonte en effet mais n'est pas exclusivement réservée aux anciens rois dont surtout ceux d'Abomey du Bénin dès le XVI<sup>ème</sup> siècle. Elle voulait que tout prince devenu roi ait l'obligation d'associer son pouvoir à un animal qui lui servirait d'emblème. Ainsi, presque tous les rois qui avaient régné sur le trône d'Abomey avaient eu pour symbole animalier soit le lion, le buffle, le poisson, le requin, le sanglier, le caméléon, l'oiseau ou tout autre animal ou objet de la vie courante dont l'interprétation philosophique de la force ou de la forme confèrerait un message de sagesse ou de puissance à l'image de la louve des Romains, du coq gaulois ou de l'aigle américain.

Evidemment, chacun des animaux ainsi choisis représentait un certain charisme psychique ou somatique revêtant une qualité intrinsèque que le roi convoitait. La valeur recherchée pouvait être le courage et la force comme dans le buffle et le lion, l'agilité ou l'intelligence du poisson qui échappe à la nasse ou encore la ténacité et le maintien d'équilibre

dont fait preuve le caméléon accroché à une branche d'arbre. C'était déjà la mise en valeur du message symbolique dont « les symboles se subdivisent donc en “noms” (conventionnels) et “signes” (naturels) » (15).<sup>120</sup> A partir des noms convenus se dégagent ou se lient des signes dont la portée est essentiellement instructive, éducative. Entre en jeu la notion de « métaphore [qui] est une espèce de mot [...] où le signifié est autre chose que le signifié habituel » (26).

La reconduite de la même philosophie emblématique de règne par les dictateurs est mise à nue par les textes littéraires de façon sarcastique pour dénoncer l'arbitraire dont ils avaient fait montre. Au lieu de les louer en les référant aux qualités positives des emblèmes, les récits les assimilent plutôt à des caricatures négatives ou des grossissements.

Bingo parlait de “rusé comme le lièvre” en interpellant Nkoutigui Fondio de la République des Monts, « puanteur de pet » (Kourouma, 208) pour introduire Bossouma dont la langue et les lèvres « puaient le miasme de l'anus d'une hyène » (208), ou « sauvages et méchants comme une meute de lycaons » (95) lorsqu'il s'agissait d'aborder les faits et gestes de Koyaga et les militaires paléos. Il faut y voir la force du ton de dénonciation des conduites perverses des dirigeants. Le sens de la « symbolique narrative »<sup>121</sup> (27) conférée aux dictateurs est d'une connotation contraire à celui d'honneur et de courage qui est d'usage.

Quant au symbolisme de “l'homme au totem léopard”, il n'y a pas eu suffisamment d'allusions déterminantes relatives aux données explicatives métonymiques. Mais sachant qu'il systématise un référent vestimentaire en l'occurrence le chapeau fait “de peau ou de teinture de léopard” dont il ne se séparait jamais, et vu la cruauté avec laquelle ce chef d'Etat a régné, ce message narratif se fait aisément compréhensible. Il va sans dire donc que la figure référée de cet animal porte sur son cachet cannibale, vorace et impitoyable envers ses

---

<sup>120</sup> Todorov, Tzvetan. *Théories du symbole*. Paris : Seuil, 1977.

<sup>121</sup> Todorov, Tzvetan. *Symbolisme et interprétation*. Paris : Seuil, 1978.

congénères. C'est un gros carnivore qui bien que repu tue des gibiers pour en constituer des réserves. L'allégorie est bien accomplie, car le dictateur l'ayant pour référent fut aussi sinon plus cruel.

Il lui arrivait souvent d'être « féroce comme un fauve, féroce comme son totem » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 250). Il a brutalisé Annette sa première épouse à mort alors qu'elle portait en son sein une progéniture. Tout porte à croire qu'il prenait du plaisir à faire du mal. Il s'émerveillait des scènes régulières de tortures, de peines, de douleurs et de souffrances qu'il faisait subir aux concitoyens. « Violent est le dictateur, de naturel violent il est né » (249). La configuration de chacun des dictateurs avec un animal archétype est un rapprochement juste et réaliste. Loin de « s'annuler ainsi, dans sa réalité, en se mettant à l'ordre du signifiant » (*L'ordre du discours*, 73) le discours réprobateur des animosités tyranniques s'est plutôt enrichi d'éléments de support. De ce point de vue, il convient de noter que chaque symbole est conçu en proportion avec l'intensité ou la gravité de la tyrannie de l'homme politique. Ceci ne s'applique pas à Tiékoroni dont l'allégorie est le caïman en reconnaissance du bien qu'il a fait à cette espèce animale sauvée dans un lac artificiel et nourrie mieux que les citoyens. A son niveau se remarquent plutôt l'injustice sociale et la mesquinerie couronnées de mensonge et de tromperie.

Enfin, la dernière substance de ce volet clientéliste des autocrates se retrouve ancré dans l'attribution des expressions qualificatives fabuleuses d'influence. La formule la plus populaire est la dénomination de « père de la nation, un homme très aimé, adoré même de tous ses concitoyens » (*La naissance d'Abikou*, 65) que tous s'étaient attribués. Dans la même lignée des désignations, se retrouvent des formulations thuriféraires telles que « le guide suprême, le président-soleil, le génie..., le Stratège, le Sauveur, ..., l'Unificateur, le

Pacificateur » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 243) ou encore « le grand bâtisseur infatigable, le timonier » (10)<sup>122</sup>.

Bref, les puissants chefs d'Etats se font louer dans ces termes par la population qui parait envoûtée par le prestige tyrannique à la limite de la divination. La visualisation de la bande vidéo tournée par la chaîne de télévision internationale TV5 sur "les 30 ans de règne du président Eyadema" est édifiante dans ce sens. Le film exhibe des foules en liesse comme possédée par une force magique inébranlable qui, autant que durait les séances de soutien "à l'enfant prodige", se montrait plus revigorée par des chants laudatifs encore plus endiablés. Chaque moment de rencontre avec lui servait d'occasion propice d'exhibition et de témoignage de la loyauté; loyauté entre une foule quasi inconsciente des enjeux politiques réels faits de démagogie et de duperie et le président rassuré du succès acquis auprès du peuple.

Comi Toulabor appelle cela "le culte Eyadema au Togo" (277-297).<sup>123</sup> Socpa Antoine dans une étude similaire beaucoup plus concentrée sur le clientélisme en Afrique témoigne de la déification qui se faisait du président togolais. Il affirme qu'« au Togo, le président Eyadema est comparé au Christ » (*Clientélisme et ethnicité dans le jeu politique: réflexions sur quelques mouvements thuriféraires au Cameroun*, 3). Il était sensé incarner l'esprit de rédemption du peuple et tous ses actes paraissaient alors comme une inspiration divine. Cet état de comportement a dû conduire à l'épineux problème de la gestion des ressources humaines de la nation. La garantie du monopole de la volonté du peuple a si bien rassuré les autocrates qu'ils ont retrouvé la tranquillité spirituelle ayant conduit à la gestion solitaire des biens nationaux qu'ils

---

<sup>122</sup> Socpa, Antoine. *Clientélisme et ethnicité dans le jeu politique: réflexions sur quelques mouvements thuriféraires au Cameroun*. UNESCO / ENA, 2001.

<sup>123</sup> Toulabor, Comi "Le culte Eyadema au Togo". Dans Jean François Bayart (Ed.) *Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*. Paris: Karthala, 1993.

ont allègrement exploités. Leurs clients issus majoritairement des lignées claniques ou tribales en sont les attributaires immédiats.

### **B- Le népotisme tribalique**

Il s'est manifesté par la volonté délibérée des hommes forts du pouvoir post-colonial d'accorder des largesses à une ethnie donnée qui s'est avérée être celle d'où ils sont souvent issus, un groupe spécial de citoyens étant pour la plupart des lèche-bottes ou une catégorie précise d'agents de l'Etat en l'occurrence l'armée qui sont tous dorlotés et bien agréés aux bons hospices présidentiels.

Tiékoroni le président de la République des Ebènes fait preuve d'une excellence rare en terme de favoritisme clanique. Autant qu'il a profité des ressources de l'Etat, il en a fait jouir aussi aux membres de sa famille et aux alliés.

Le dictateur avait, avec l'argent de l'Etat, fait de chacun de ses parents, de ses proches et serviteurs des fortunés comme des princes d'un pays pétrolier du golfe d'Arabie. Il avait hissé, toujours avec les moyens de l'Etat, tous les membres de sa tribu au bonheur et au confort matériel que vivent les citoyens des pays développés les plus riches du monde. A tout habitants des villages environnants de sa case natale, il avait fait octroyer gratuitement une villa par le gouvernement (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 187).

Il a fait enrichir une partie de la population aux détriments d'autres qui sont en droit d'obtenir les mêmes faveurs. Certes, il lui revient d'entretenir les membres de son groupe ethnique, car appartenant à la même nation, ils ont concouru aux activités de production des biens nationaux. Cependant, ils ne sont pas supposés être les seuls nécessiteux du pays des Ebènes. La nécessité d'équité veut que les faveurs présidentielles touchent toute la population. Il aurait pu tout de même offrir ces gestes préférentiels à son ethnie d'origine avec une propriété strictement personnelle qu'il ne ferait l'objet d'aucun reproche de condamnation.

Cependant, il a choisi la méthode forte du chef qui a toujours raison. « On ne regarde pas chez nous dans- la bouche de celui qu'on a chargé de décortiquer les arachides de la communauté ou dans la bouche de celui qui fume les agoutis chassés par tout le village » (195) se dit-il. La suite revêt des conséquences désastreuses allant de l'impunité à la malversation des biens de la nation.

“L'homme au totem léopard” a usé du même procédé de favoritisme clanique dans la construction et la réhabilitation de sa ville natale de Labodite. De faramineuses sommes puisées dans les caisses de l'Etat ont servi à bâtir cette cité issue d'une immense forêt. Elle était aussi projetée devenir « la capitale de la République du Grand Fleuve » (251). L'exploitation des fonds publics à des fins ainsi privées, personnelles a engendré plus de torts que de biens à la cohésion nationale.

Les défavorisés ou les laissés pour compte, ne pouvant plus supporter les injustices du pouvoir autocratique se sont soit résolus à dénoncer le jeu ou dans la mesure du possible à faire pareillement en guise de revanche. D'où s'est amorcé une prolifération de la méthode corruptive qui finit par envahir le pays tout entier. Ce passage tiré de *La naissance d'Abikou* explique le système tel qu'il a dégénéré en embrasant tous les secteurs productifs du pays pour aujourd'hui paraître incontrôlable. « Il y a quelques années, le tribalisme était plus vivace dans certaines régions du Sud que dans celles du Nord : à l'heure actuelle, le phénomène s'est positivement généralisé: il est devenu une toile arachnéenne couvrant le pays tout entier » (*La naissance d'Abikou*, 79).

Plusieurs circonstances politiques et économiques ont fertilisé la zone du Sud afin de favoriser l'engendrement du népotisme ainsi élaboré. Toutes les institutions administratives et financières d'Alfajiri y furent concentrées. Il revenait alors aux habitants du Nord désireux de



régulariser une situation administrative ou commerciale de se rendre au Sud. Les accueils n'y étant pas des meilleurs accélèrent l'intensification de la pratique qui prend des proportions incontrôlables. Les résultats d'une enquête réalisée dans le domaine affirme qu' « au Nord, 87% des personnes interrogées sur les motifs de leurs attitudes tribalistes ont répondu qu'il était "nécessaire" d'en arriver là, vu les brimades qu'on nous fait subir dans le Sud simplement parce que nous ne sommes pas de la même région ou de la même ethnie » (79-80).

Il n'est point question de se tracasser la mémoire pour savoir qui sont les tenants d'une telle pratique dangereusement nuisible à l'unité nationale et au développement économique. Il ressort que « la faute en incombe aux grands tribalistes de certaines tribus du Sud, qui, dès qu'ils sont au pouvoir, embouteillent littéralement l'Administration, les arcanes de la politique et de la diplomatie des gens de leur bord ou de leur village » (80).

En vue d'affermir leur emprise sur le peuple, les dictateurs accordent aussi une attention particulière à l'armée. En effet c'est le fer de lance des partis uniques et de leurs chefs proclamés "président à vie du parti, de l'Etat, du gouvernement et du peuple". "La chose du dieu Guettant" dans *La Polka* se sert de l'armée pour se faire valoir et s'imposer au peuple. Acquise à sa cause parce que militaire lui aussi, l'armée prend la foule dont elle a la mission d'assurer la sécurité pour cible : « La foule s'est retournée pour apercevoir la rangée d'hommes armés et cagoulés qui l'a encerclée » (Efoui, *La Polka*, 62).

Koyaga ne manque pas à la règle. Il s'est entouré des militaires qui ont pour la plupart été recrutés dans son groupe ethnique « des hommes nus » (35). Il les comble pour faire d'eux des bêtes domptées à son service. Pourtant, l'armée du pays du Golfe compte suffisamment de militaires d'autres groupes ethniques dans les rangs. Là encore s'est manifestée l'injustice

perfide sociale qu'ont cultivée les hommes du totalitarisme politique. Nkoutigui, Bossouma, "l'homme au totem léopard" et Tiékoroni dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* à l'instar de "Boubou Blanc" dans *Un rêve utile* et du Général Tonoudouto dans *La naissance d'Abikou* auraient été des dictateurs aux pieds d'argile s'il ne procédaient pas à la consolidation de leur autorité par les répressives besognes des forces militaires. Il est de ce fait évident que les traitements exceptionnels et les faveurs dont bénéficie ce corps sont aussi intéressés. Alors, les autocrates réussissent ainsi le plan de raffermissement de leurs pouvoirs autoritaires avec la bénédiction des hommes armés.

Ils comprennent que « le pouvoir est l'importance de la fondation dans laquelle s'enracine l'autorité. [Etant entendu que cette fondation] est née du rassemblement d'hommes égaux, d'une liberté partagée, si le pouvoir oublie cette origine, il se dissout et devient le masque de la violence » (*La violence, la loi, le pouvoir*, 10). Le constat est que l'origine telle que décrite est oubliée ici ; d'où la génération de ce que Arendt appelle "le contraire de l'action [étant] la violence [qui est un acte] illégitime » (12). La dynamique d'une telle autocratie se retrouve incorporée dans ce que Samir Amin «qualifie de tradition de pouvoir des "mamelouks"»<sup>124</sup> »(20)<sup>125</sup> en comparaison avec les dictatures dans les pays arabes. Ils se font maîtres du peuple qu'ils terrorisent et exploitent à loisir grâce à la force des armes ou de l'argent. Ils deviennent finalement impitoyables et font passer leur règne du pouvoir politique à celui de criminels, d'assassins voire d'autocrates.

Les techniques dont le général Tonoudouto a fait usage ne sont pas différentes de celles remarquées dans ce milieu arabe. Il s'est investi dans la même optique de soumission

---

<sup>124</sup> Il s'agit d'un système complexe associant le pouvoir personnalisé d'hommes de guerre (plus ou moins hiérarchisé et centralisé ou au contraire éparpillé), d'hommes du commerce et d'hommes de religion.

<sup>125</sup> Amin, Samir. "Le monde arabe : état des lieux – état des luttes". *Site de Lavistademanifesto*. <http://www.larivistadelmanifesto.it/originale/22A20011110.html> (Page consultée le 10 avril 2005).

du peuple aux affres et aux exactions de son gouvernement. Minutieusement, il prépare et exécute un coup qu'il réussit à infliger aux officiers de l'armée jugés faibles et moroses pour la tâche d'une telle nature. Il détecte Ku-Chinja<sup>126</sup> comme soldat cruel et inflexible. Il lui fait gravir des échelons et « le promet exécuter des répressions, oppressions et autres coups durs qu'il ordonne » (*La naissance d'Abikou*, 95). Ils ignorent du coup que loin de les servir, une telle politique les transforme en de monstrueux bourreaux de la population. Ils se refusent tout esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle avec le peuple à la manière mitterrandienne qui veut « que tout être humain puisse admettre l'expression de la liberté de l'adversaire étant entendu que la sienne en dépend ». (*L'abeille et l'architecte*, 35).

Mais rien n'y est fait. Les potentats poursuivent gaiement leur macabres besognes de disgrâces et d'avilissement des peuples sous le témoignage coupable voire de complicité de la communauté internationale. La citation que nous considérons comme une alerte lancée par François Mitterrand dans *L'abeille et l'architecte* fut sans effet. Le passage paraît comme une mise en garde du monde contre la latitude de « laisser la tyrannie régner sur un mètre carré pour conséquemment la voir gagner bientôt la surface de la terre » (35). En clair, il est question de veiller sur l'homme du pouvoir et canaliser ses actions par des mesures légales appropriées afin de limiter ses débordements. Lui ôter cette signification fait d'elle une pensée qui ferait une économie de vérité afin de camoufler les intérêts diaboliques diplomatiques et népotistes qui régissent toujours les relations internationales entre les pays dits développés et ceux qui ne le pourraient jamais. L'instruction que confère la partition des « Américains de la CIA » qui a fait de « l'homme au totem léopard » « un « honorable correspondant » quand l'organisation vit qu'il était une taupe des colonisateurs auprès de Humba » (235) est révélatrice.

---

<sup>126</sup> Un mot Fon qui signifie « la chose de la mort s'approche ».

Le népotisme n'est nullement à la limite des simples pays des Ebènes, du Golfe, des Monts, du Grand Fleuve et des Deux Fleuves. Il infiltre ses racines dans les profondeurs politiques totalement supérieures où les maîtres des décisions internationales dictent leurs lois, leurs voies et leurs vœux. La réussite du coup de force de Koyaga est cautionnée par l'Occident bien avant sa perpétration. C'est à sa stupéfaction que Tiékoroni le lui notifie. « Votre coup d'Etat, vous l'aviez réussi parce que l'Occident – c'est-à-dire un peu lui – ne l'avait pas jugé contraires aux intérêts du camp occidental. Lui "l'homme au totem caïman", était considéré comme un général de la lutte de l'Occident contre l'impérialisme rouge » (191).

L'esprit et la mise en effectivité du favoritisme appartiennent aux confréries mêmes de la cupidité des grandes puissances à vouloir imposer aux peuples des pays pourtant souverains l'homme qui servirait de pourvoyeur à leurs demandes d'exploitations des ressources qu'ils convoitent. A cet effet, il serait une totale illusion voire une grande utopie de penser à la conquête définitive de ce mal qui s'avère impunément international malgré les soubresauts des peuples épris de paix et de liberté.

### **C- Des prisons de la dictature**

Le point culminant des affres tyranniques des dictateurs s'observe au niveau des crimes commis sur les citoyens dans les multiples prisons et camps de corrections construits au niveau de chaque Etat. Ces établissements pénitentiaires jadis destinés à l'accueil des prisonniers condamnés à une peine privative de liberté ou en instance de jugement selon le Robert, servent plutôt comme moyens de dissuasion, d'affaiblissement et d'élimination des opposants aux despotes. Ils avaient alors un objectif de redressement des citoyens en dérive.

Malheureusement, les dictatures les ont vidés de ce statut correctionnel pour faire d'elles des centres de souffrances, de tortures, de crimes, de mort. La confirmation de ce mal sociopolitique et judiciaire s'exemplifie davantage dans ce passage écrit par Pius Ngandu Nkashama dans *Ecritures et discours littéraires* qui soutient que « ce qu'on dit sur les cachots du Zaïre [R D Congo], c'est la vérité... [Pire], ce qui est atroce, c'est de penser que le texte littéraire est à peine romancé » (293-94)<sup>127</sup>. L'écriture romanesque a assez épilogué sur la cruauté du système carcéral dans les pays à régime dictatorial. De toutes les analyses, il ressort qu'au cœur de la « punition [d'incarcération, prédomine] le plaisir de tenir quelqu'un en son pouvoir [et de lui] montrer qui est le plus fort. A tort ou à raison, le punisseur, fût-il un tueur en série, a la ferme assurance d'être du bon côté, du côté de la loi, de l'ordre, du bon droit »<sup>128</sup>

Les maisons de détention aux allures de camps de concentration nazis, de goulags soviétiques, ou de laogaï chinois sont ainsi devenues des lieux de vengeance des gouvernants investis de tout « le pouvoir de faire vivre et de laisser mourir » selon ses humeurs (214)<sup>129</sup>. Cette orientation ou réorientation de la perspective des prisons entre donc dans le cadre de la satisfaction des intérêts égoïstes des responsables politiques. Elles ne sont plus destinées « à protéger la société des éléments dangereux, menaces de la sécurité, à décourager les irréductibles offenseurs de la loi, et à rééduquer le détenu de manière à préparer sa réinsertion sociale »<sup>130</sup>. Bien au contraire, elles sont dévolues à faire définitivement taire les opposants politiques. C'est principalement le but visé par les dictatures des pays du Golfe de Guinée tel qu'abordé à travers les récits romancés.

<sup>127</sup> Ngandu, Nkashama. *Ecritures et discours littéraires*. Paris : L'Harmattan, 1989.

<sup>128</sup> Ramonet, Ignacio. « Le cinquième pouvoir », In *Monde-diplomatique*. <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/Ramonet/10395> (Site consulté le 11 avril 2005).

<sup>129</sup> Foucault, Michel. *Il faut défendre la société*. Cours au collège de France. Paris : Hautes Etudes, Gallimard, Seuil, 1976.

<sup>130</sup> Trois objectifs des prisons contemporaines normales selon les pensées de Michel Foucault.

Le président Tonoudouto de la République d'Alfajiri s'en est servi pour faire mâter les étudiants qui manifestaient contre l'assassinat d'un camarade. Il a ordonné aux "forces de l'ordre" d'arroser les manifestants arrêtés « de seaux d'eau : ça leur calmera les nerfs ; foutez-les ensuite en prison et qu'on classe cette connerie » (*La naissance d'Abikou*, 74).

A l'image de "l'arbre de l'oubli"<sup>131</sup> autour duquel les esclaves devaient déambuler sept fois avant de quitter la terre natale pour de bon durant la traite négrière, les prisons des dictateurs parviennent aussi à dissimuler des vies humaines dans l'oubli. Les prisonniers politiques y sont déferés afin d'étouffer totalement leur existence et leur force de révolte. Personne ne pouvant leur apporter une quelconque assistance rédemptrice, ils y restent jusqu'à y perdre vie.

La facilité avec laquelle des vies humaines ont été scellées à tant de tristes sorts à l'instar de ce qu'a fait Tonoudouto à la classe estudiantine d'Alfadjiri est requérante. La multiplication de tels actes a dû prendre le peuple en mal qui a fini par se chercher une issue de libération.

Koyaga en visite d'apprentissage auprès des pairs dictateurs a été impressionné par les différentes tailles et structures dont disposent les prisons bâties par ses hôtes. Il convient de retenir surtout les propos de l'homme au totem hyène qui lui dit qu'« en Afrique, il faut couvrir le pays de prisons » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 205). Ce langage réaliste révèle la mesure d'attraction de tous les tyrans qui s'en sont inspirés afin de consolider davantage les fondements du pouvoir despotique qui leur concédait une suprématie "inébranlable" voire "éternelle". Telles sont en fait les ambitions. Tous les moyens même les plus machiavéliques y ont été convoités.

Le centre d'incarcération de Saoubas érigée par Tiékoroni dans son jardin personnel est « la prison de ses amis et de ses proches » (202). La disposition des cellules et la proximité des

---

<sup>131</sup> C'est un arbre mythique toujours présent sur la plage de Ouidah (Bénin) autour duquel les esclavagistes faisaient tourner sept fois les esclaves afin d'oublier leur origine.

liens politiques et familiales entre le dictateur et les détenus permettent de dévisager le jeu politique mis en plan. L'orchestration d'une mascarade des injustices y laisse croire à une application rigoureuse de l'impartialité et de l'équité. Par cette méthode, il pense démontrer l'absence d'un quelconque favoritisme qui lui est souvent reproché. Un parent ou un ami qui se fait prendre par "la loi" n'échappe pas aux sanctions méritées.

Cependant, un autre aspect que cette même tactique insinue est l'expression d'un népotisme dissimulé. Loin des effectifs pléthoriques des prisons, les parents et amis arrêtés se retrouvent à Saoubas dans son jardin personnel afin d'avoir une meilleure vue de ce qui leur est administrée comme punition. Force est de savoir si ces personnalités rapprochées au président encourent vraiment des sanctions appliquées.

La prison de Ngaragla, œuvre de Bossouma, "l'homme au totem hyène" ne fait pas exception à la stratégie structurelle de réprimande des "foyers de tension" souvent affûtés par des "apatrides" et des "réactionnaires". On y rencontre toute catégorie de détenus allant du simple citoyen braconnier aux hommes politiques charismatiques reconnus.

Avec son atmosphère faisandée à la puanteur d'« un mélange de la mort, de l'infection de l'urine, des excréments » (216), elle symbolise et de manière toujours vivace l'état de la santé interne et ambiante des maisons de détention des dictateurs. Les prisonniers y sont abandonnés aux larves reproduites des marres d'urine et des récipients d'excréments qu'ils dégagent de leurs corps.

Les conditions psychologiques actuelles du colonel Zaban emprisonné par le président Bossouma dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* tout comme celles de l'étudiant Makisha Makaburini atteint du mal d'ébriété suite aux tortures que lui ont administrées les agents de la gendarmerie d'Alfajiri dans *La naissance d'Abikou* témoignent l'atrocité des sévices. La

méthode punitive consiste à pouvoir confondre et à étourdir des opposants ainsi incarcérés afin de leur arracher des aveux d’approbation des faits qui leur sont reprochés. Deux personnages victimes de la barbarie politique, ils représentent aussi deux réalités patentes de bêtes noires des tyrans.

En effet le colonel Zaban est le premier hippopotame mâle du bief qui avait organisé avec succès le coup d’Etat que Bossouma est parvenu à dérober. Du coup, il devient l’ennemi potentiel du pouvoir par sa capacité d’organisation des coups réussis. Il fallait le maintenir dans ce « cul-de-basse-fosse » (*Les écailles du ciel*, 149)<sup>132</sup> pour neutraliser ses énergies et ses talents. De même, Makisha Makaburini est un étudiant au sens complet du mot. Il apparaît aigri contre les injustices et l’impunité des dirigeants. Une manifestation s’organise contre ces méfaits à laquelle il prend part et témoigne les attaques barbares des forces de la gendarmerie. Certains de ses compagnons sont tués au grand bonheur du président Tonoudouto. D’autre dont lui, sont pris dans les mailles des forces répressives et se retrouvent dans le cachot d’Alfajiri où il est atteint de la démence de se nourrir de ses fèces.

Une issue identique est aussi recherchée par Tiékoroni qui a assigné sa propre sœur à la cuisine des détenus de la prison de Saoubas où elle parvient clandestinement à glisser « des philtres qu’elle fait consommer aux détenus pour laver leur cerveau de toute volonté de prendre le pouvoir, pour laver leur cœur de toute haine » *En attendant le vote des bêtes sauvages*, 203).

Mais indubitablement, ces mesures n’ont entamé en rien les consciences des incarcérés et du peuple. Le colonel Zaban a toujours prié Bossouma de lui donner la mort. Makisha en est venu à éclabousser le président Tonoudouto de ses excréments le forçant à l’abattre d’un coup de revolver. Egalement, malgré la politique de désengorgement des sureffectifs de la prison de Ngaragla par la technique de tuerie et de suppression perpétrées suite à de massifs enlèvements,

---

<sup>132</sup> Monénembo, Tierno. *Les écailles du ciel*. Paris : Seuil, 1986.



la petite prison n'a jamais cessé de s'emplir. Deux raisons acceptables peuvent expliquer le phénomène. D'une part, l'empereur a usé de son sens de meurtrier et de criminel impénitent pour insister sur l'envoi en geôle de tous ceux qu'il estimait mériter la mort. Assisté du colonel Tchèque Otto Sacher, régisseur de la prison, ils organisèrent les séances d'enlèvement des incarcérés afin d'obtenir d'espace susceptible de contenir de nouveaux embarqués. D'autre part, la lecture objective du scénario laisse entrevoir un certain entêtement de la population qui ne se laisse guère effarer par les menaces et les assassinats dont elle fait l'objet de l'autocratie. A un nombre requis de prisonniers enlevés correspondent autant sinon plus de nouveaux venus qui occupent automatiquement les places à peine libérées.

L'arrestation des maraudeurs et des braconniers surpris dans la propriété personnelle de l'empereur dont l'ordre de châtiment à mort prononcé à leur endroit est l'indice ayant décelé la situation catastrophique économique et sociale de la République des Deux Fleuves. Le peuple affamé cherche une pitance en se rendant en catimini sur le vaste domaine entretenu avec les fonds de l'Etat sans en faire jouir à la population. Il préfère ainsi assujettir le pays à ses ordres et à sa volonté en entretenant et en renforçant une infâme politique d'affameur. Tous ces agissements corroborent la singularité gouvernementale des « Etats autoritaires et dictatoriaux, où le pouvoir politique demeure le responsable central de toutes les violations des droits humains et de toutes les censures contre les libertés »<sup>133</sup>

Une autre figure d'incarcération se remarque dans le système du souverain roi de Djebels au totem chacal. Plus sinistre d'ailleurs, elle est sans nom et sans lieu et est destinée non pas seulement à la privation de la liberté des opposants déclarés mais surtout à leur disparition totale pour le reste de leurs jours. En effet, le roi par l'usage d'astuces et de clairvoyance

---

<sup>133</sup> Genel, Katia. "la question du bio-pouvoir chez Foucault et Agamben". In Univ-lille3.fr. *Site de l'Université de Lille3*, [En ligne].<http://www.univ-lille3.fr/set/sem/Genel.html> (Page consultée le 8 avril 2005).

parvient à échapper à trois coups d'Etat. Mais chaque occasion lui sert de moyen propice pour de terribles répressions. « Il fit fusiller tous les conjurés, fit mettre aux fers leurs femmes, enfants, frères et sœurs et les enferma sans jugement au secret dans un fort pour le reste de leur vie » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 263). C'est dire que son sens du maintien des adversaires dans l'oubli est plus redoutable que tous. Morts ou pas, ceux-ci ne rencontrent plus jamais leurs familles. Il a pratiqué ce que l'on peut se permettre d'appeler "l'oubli dans la mort". Tout s'oublie autour d'eux vu l'incapacité du reste de la société de pouvoir appréhender leur réel sort et d'entreprendre des actions libératrices. A un moment donné, cette incapacité a débordé en psychose sociale générale. La peur s'est emparée des cœurs des habitants du royaume qui sont contraints à un silence terrifiant.

A la technique du Souverain des Djebels peut valoir la structure et les méthodes de punitions de Nkoutigui Fondio président de la République des Monts. De tous les centres d'arrestation qu'a connus l'Afrique seul celui du camp Kabako a retenu l'attention internationale. Situé « à l'est de la capitale de la République des Monts » (168), il est un fantôme à double visages. D'un côté, il y a « la salle de torture que les tortionnaires appelaient la cabine technique » qui bénéficie d'une attention spéciale du chef de l'Etat. Elle est dotée « d'une installation et d'un équipement ultramoderne » (168). Ceci a pour but d'être à même des différentes nouvelles techniques de tortures en usage par les dictateurs agréés.

De l'autre côté, le régime affiche à l'instar de toutes les autres tyrannies ses carences et son incapacité dans le maintien de la salubrité des maisons d'incarcération. L'état des lieux étale un délabrement poussé des cellules et de l'ensemble des bâtiments. Pourtant, c'est dans ce camp que Maclédio ami du dictateur et quatre-vingt-douze codétenus y ont passé des mois de pénitence horrible. Nkoutigui a la manie des arrestations. Quiconque manque de le louer est

systématiquement passible de culpabilité. Maclélio l'en a appris à ses dépens car le fait acquis à sa charge provient d'une citation des textes poétiques de Senghor. Comme lui, les innombrables prisonniers incarcérés sous le dictat de Nkoutigui ne se reconnaissent jamais dans les faits qui leur sont reprochés.

Au centre des motivations de tels actes prévalent en substance deux raisons qui se résument à « la prétention du pouvoir politique, primo, de posséder assez d'informations centralisées pour transformer rationnellement la société, et secundo, d'incarner un indéfinissable “intérêt général” ou “public” afin d'obliger les individus, irrésistiblement mus par des intérêts égoïstes, de poursuivre non pas leurs propres objectifs mais ceux des “clairvoyants” hommes de l'Etat »<sup>134</sup>. Il faut obliger le peuple à se taire et à soutenir la révolution socialiste que le potentat tient à mettre en place. La volonté du peuple n'a pas une raison d'être. Elle ne doit pas surtout s'exprimer hors de celle du Guide Suprême supposée universelle.

Tout entêtement dans ce sens est sanctionné d'une condamnation à la peine capitale. « Mais rarement la peine était appliquée. Nkoutigui préférait laisser les détenus politiques crever dans leurs excréments et urines, de faim, de soif, au fond de la cellule » (171), pratiques identiques à celles de Bossouma. Le plaisir de voir confiner les opposants dans un état de disgrâce et de déshonneur leur assouvit la tension de l'esprit et la haine. Le camp de Kabako est assimilable à celui de Fotoba du dictateur Ndourou-Wembêdo dont Koulloun le narrateur de *Les écaïlles du ciel* a décrit les conditions ignominieuses de détention. L'atmosphère y est autant caniculaire, rendant la vie infernale et insoutenable.

Chacun de ces camps de la mort a durablement soutenu les paranoïaques dirigeants et leur système de torture. Ils ont su éveiller et entretenir le spectre de la peur et de la méfiance à

---

<sup>134</sup> Grunert, Marc. “Chronique de résistance : la mascarade constitutionnelle” *Québécoislibre*. Site de publications des Québécois. <http://www.quebecoislibre.org/020706-3.html> (Page consultée le 12 avril 2005).

l'égard des hommes politiques habités d'idéaux de changement et de liberté. Ayant donc réussi à terroriser et à neutraliser le peuple, ils ont pu librement disposer des ressources nationales qu'ils ont gérées au loisir de s'attribuer les parts les plus importantes. Cependant, ils n'étaient pas du devoir d'oublier qu' "un bien mal acquis ne profite jamais" même si certains comme Tiékoroni en ont joui jusqu'au bout.

## **CHAPITRE 6 : LA GESTION “OSTRACISTE”<sup>135</sup> DU PATRIMOINE ÉCONOMIQUE NATIONAL**

« L'arbitraire dans les actes des politiciens africains a souvent conduit à la mauvaise gouvernance »<sup>136</sup>. L'illustration de la pensée se trouve ancrée dans les modes de gestion des biens socio-économiques que les autocrates ont adoptés. Des subterfuges ont servi d'ossature à des plans gouvernementaux afin que les désirs du chef suprême puissent se satisfaire. Les stratégies ci-dessus élucidées ont aidé le pouvoir central dictatorial à entreprendre le contrôle des activités économiques sans aucune quelconque inquiétude. Les structures d'embrigadement installées et renforcées par les présences inconditionnelles et les interventions régulières de l'armée et de la police ont atterré les citoyens qu'ils ont dû se soumettre à une passivité dont les gouvernants ont tiré le maximum de profit. Le spectre de la peur et le mutisme ainsi entretenu et renforcé a si lourdement pesé sur les rapports que la notion d'éveil des consciences sur les maux sociaux et la restriction des droits humains a cessé d'occuper les le quotidien du peuple. Durant le temps qu'a duré l'omerta publique dans ces pays dirigés de main de fer (les actions du gouvernement avaient l'allure d'une mafia contre lesquelles nul ne pouvait se prononcer), le pouvoir de contrôle ou le droit de regard sur la gestion des biens publics a échu à des individus qui se sont servis d'un aussi fondamental privilège arraché à la majorité nationale pour conduire une gestion solitaire et égocentrique de toutes les institutions qui ont rapport avec l'économie de l'Etat.

### **I- De la gestion apprivoisée des instances économiques publiques**

Ce qui est advenu au niveau de la gestion des structures économiques des pays à régime dictatorial a été plus qu'un choc, une ignominie. Un réseau d'exploiteurs qui s'est formé au

---

<sup>135</sup> C'est une gestion solitaire assumée par le président.

<sup>136</sup> Debbie, Robert. *The Politics and Policies of Sub-saharan Africa*. New York : University Press of America, 2001, p. 64.

sommet de l'Etat a usé des prérogatives à eux octroyés par des lois qu'ils ont conçues à dessein pour s'enrichir. Comme déjà approché plus haut, les chefs d'Etat se sont faits remarquer après les indépendances par un dévouement obséquieux à la lutte pour disaient-ils la souveraineté et l'indépendance totale. Ils ont su gagner la confiance des concitoyens grâce à une verve discursive épatante dont ils faisaient étalage. Chacun d'eux est un « Staline, “l'homme d'acier” [qui a utilisé] sa renommée comme un paratonnerre pour les tempêtes [lors] de la collectivisation des terres bolcheviks» (Marcou, Lilly. *Staline, vie privée*, 137).<sup>137</sup>

Ils ont insinué un zèle nationaliste qui faisait croire de bonne foi en leur sincérité et en ce qu'ils présentaient comme profil d'Osagyefo<sup>138</sup>. Tout propos susceptible de convaincre la population était recherché.

Ils s'en sont allés au marché du village, ils ont battu le rappel des légendes, des aïeux et des vieux ossements. Ils ont cité Mirabeau et Lénine, ils ont invoqué Samory, Alpha Yaya et Béhanzin. Ils ont dit indépendance ! Et le marché est devenu un marché de dupes, un champ miné : sous chaque motte de terre, un coup fourré, sous chaque vœu pieux, une astuce ; sous chaque désir, un projet ; sous chaque intention, un plan ; et sous chaque slogan, un chiffre (*Un rêve utile*, 227).

Ainsi ont pris forme les manigances politiques de ceux-là que “l'Ifrikiya” a accueilli comme des messies et mandatés au sommet des représentations nationales. Il est vrai que la paternité des différents projets financiers et économiques qu'ils ont eu l'honneur d'initier et de gérer ne leur sera jamais contestée. Il est aussi vrai qu'à l'amorce des règnes, la sincérité et la volonté de réussir qu'ils ont incarnées demeureront un fait indéniable. Mais comme le confirme cette pensée d'Emile Chartier dit Alain, « le pouvoir est un monstre qui laissé à lui-même rend fou et [évidemment] corrompt » car il est d'une certitude plausible que « tout chef

---

<sup>137</sup> Marcou, Lilly. *Staline, vie privée*, Calmann-Lévy, 1996.

<sup>138</sup> Le roi sauveur au Ghana.

serait un détestable tyran si on le laisse faire »<sup>139</sup>. Manquant alors de contrepoids ou d'adversaire politique, chacun des chefs d'Etat a opéré dans un contexte monolithique de déploiement d'option et de plans économiques de développement. En conséquence, ils se sont livrés à des pratiques de corruption perdant de vue toute la magnificence qui avait couronné leurs premiers discours et leurs engagements.

Ils ont vécu comme Maclédio l'un des principaux personnages d'*En attendant le vote des bêtes sauvages* qui malgré la quantité d'or énormément suffisante qu'il a amassée pour être heureux, s'est livré à la dilapidation de la richesse s'enrobage davantage dans la misère. La longue pérégrination qu'il a entreprise en quête de son homme de destin semble soutenir la malencontreuse configuration de "l'afro-pessimisme"<sup>140</sup>. Son tour du monde couronné d'insuccès est l'expression du mal continental qui ne dit pas son nom mais qui avait déjà préoccupé les écrits comme *L'afropessimisme par le bas* de Jean-François Bayart en réplique à *L'Etat en Afrique* d'Achille Mbembé ou encore de *Négrologie* de Stephen Smith. Ces œuvres parmi tant d'autres transmettent les cris de douleurs des cœurs d'auteurs africains ou non, soucieux du devenir du continent noir mais qui restent horrifiés par les jeux macabres qui se mènent au niveau des nations. A l'opposé du malentendu sort de Maclédio se révèle celui des autocrates dirigeants qui se sont enrichis aux dépens du peuple affamé et rendu misérable.

Nkoutigui Fondio d'*En attendant le vote des bêtes sauvages* nommé "l'homme en blanc" dans *Un rêve utile* a entraîné la République des Monts dans la voie du socialisme pour n'attirer que du malheur et de la misère au peuple. Plus est, le conflit engagé entre lui et le voisin Tiékoroni, couplé d'une hermétique politique internationale l'a contraint à assumer une

---

<sup>139</sup> Kaplan, Francis. *Le pouvoir et les citoyens*. Conférence donnée à Mortagne, le 7 octobre 1989.

<sup>140</sup> De plus en plus d'intellectuels africains pensent que l'Afrique ne pourra jamais s'en sortir, puisque beaucoup de paramètres dont les grandes puissances et les corrompus chefs d'Etats africains concourent à son déclin total.

gestion plus recluse des ressources du pays. Il a envisagé une administration authentiquement locale en remplacement de la gérance étrangère surtout blanche. Les conséquences de cet acte politique ont été rudes aux habitants du pays. Il a laissé « le pays exsangue » (174) avec autant sinon plus de pauvreté qu'il n'y a eu de richesse. Le système autarcique a obligé la population à émigrer vers le pays de l'homme au totem caïman en quête de vie meilleure.

N'y a-t-il pas là ce qu'il convient d'appréhender comme une reproduction littéraire des faits passés et vécus ? Michel Bertrand y répond dans *Langue romanesque et parole scripturale : essai sur Claude Simon* pour soutenir que « dans la littérature engagée [...] le réel s'avère être non seulement point de référence mais aussi centre du fonctionnement textuel » (10)<sup>141</sup>. Il y apporte la confirmation du choix fait par certains auteurs d'opérer sur la réalité quotidienne de l'existence. Claude Simon dira « Je n'explique pas, je constate, et je me borne à raconter ce que j'ai vu »<sup>142</sup>. L'énonciation de la même vérité discursive se note aussi avec Edward Saïd qui traite de « L'orientalisme [étant un concept qui] repose sur l'extériorité, c'est-à-dire sur ce que l'orientaliste, poète ou érudit, fait parler l'Orient, le décrit, éclaire ses mystères pour l'Occident » (Saïd, Edward. *L'orientalisme*, 148)<sup>143</sup>. Déjà la première partie du travail a fait ressortir les hiatus observés au niveau des techniques et des méthodes appliquées par les premiers dirigeants des régimes colportés dans la gestion des activités économiques et sociales dans les pays d'Afrique occidentale nouvellement indépendants. A scruter le précédent passage de près, il se révèle que le narrateur d'*Un rêve utile* dépeint des réalités propres à la Guinée, pays d'origine de l'auteur dont l'œuvre paraît s'occuper davantage. La misère rendue quotidienne par le régime socialiste du président Sékou Touré y est racontée.

---

<sup>141</sup> Bertrand, Michel. *Langue romanesque et parole scripturale : essai sur Claude Simon*. Paris : Presse Universitaire de France, 1987.

<sup>142</sup> Simon, Claude. Entretien : « Rendre la perception confuse, multiple et simultanée du monde » *Le Monde*, N° 6932 du 26 avril 1967, VI.

<sup>143</sup> Saïd, Edward. *L'orientalisme*. Paris : Seuil, 1980.



Cependant, l'échec de Nkoutigui et la réussite de Tiékoroni dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* ne font aucune distinction considérable sur le plan caractéristique des deux dirigeants. Bingo le "sora" démontre comment « les deux peuples des pays furent livrés à des dirigeants corrompus des partis uniques liberticides et mensongers » (173). Chacun s'est érigé en « un arbre de mensonges ou encore un marchand en gros de mensonges » (191). La rhétorique du terme mensonge cache une dynamique que Madeleine Borgomano attribue à « une grande ambivalence » du mot qui « n'est pas seulement utilitaire, au service d'une cause, [mais qui est] aussi méprisant pour le peuple » (66)<sup>144</sup>.

En effet, alors que l'un, Nkoutigui, s'évertue à surestimer et à surévaluer les potentialités économiques et gestionnaires dont la République des Monts dispose, l'autre, Tiékoroni, cajole le peuple avec une image paternaliste de bienfaisance qui n'est en fait que le contraire de son être. Rappelons que les deux pays regorgent d'importantes réserves de richesses naturelles et minérales. Au moment où "l'homme en blanc" s'est permis de bouter tous les expatriés hors du territoire de la République des Monts, "l'homme au totem caïman" en a fait venir plutôt abondamment dans son pays. Il lui est même arrivé de « traîner jusqu'à Fassio l'économiste de France le plus blanchi par sa science : dis-moi, au rythme où nous nous développons [...] dans combien de décennies Fassio mon village natal, ressemblera-t-il à un village suisse, aura-t-il le confort et la propreté d'une agglomération européenne ? » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 186). Mais suite à la réponse négative que lui a transmise l'expert, il s'est décidé de forcer le destin.

Il monte alors des structures financières à statut public par le truchement desquelles il obtient un accès facile aux caisses nationales sans jamais rencontrer une mesure de désaveu

---

<sup>144</sup> Borgomano, Madeleine. *Des hommes ou des bêtes ? Lecture de En attendant le vote des bêtes sauvages d'Ahmadou Kourouma*. Paris : L'Harmattan, 2000.

ou de contestation de la part des responsables y affectés. Il applique la vieille tradition d'enrichissement malhonnête résumée par une adage qui

conseille à qui parvient à faire la fortune d'un étranger avec un doigt, de retourner immédiatement en direction de sa propre personne ses dix doigts pour se couvrir d'or, de courir pointer ses parents et enfants avec cinq doigts, ceux de son village et de sa tribu avec trois doigts, avant d'aller à travers le monde réaliser le bonheur des autres hommes de l'univers (186-87).

Le dictateur se sert des fonds de l'Etat comme d'une propriété privée. Il en utilise pour développer de vastes superficies de plantations que Koyaga découvre pendant son séjour chez lui. Il s'agit d'un immense domaine emblavé d'ananas, de café, et de cacao, approprié et entretenu grâce aux finances publiques. Au-delà de la plantation, il fait réaliser « des œuvres splendides et immenses financées par le budget de l'Etat. Des palais aux frontons dorés, de splendides hôtels en marbre et même une basilique » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 175). Les chantiers sont conçus et exécutés au bon vouloir du timonier afin de faire de son village natal un espace luxuriant capable d'attirer de visiteurs étrangers.

Il s'impose dans l'accomplissement des projets ainsi mus par une humeur ambitieuse grandiloquente. Il doit la réussite du jeu à la force de ses fourberies conceptuelles des structures financières du gouvernement au fond desquelles il dissimule les opérations privées qu'il exécute. Grâce à l'astuce, il parvient à transformer « les caisses de stabilisation des produits agricoles » (181) en de sources de revenus d'où il puise les frais de fonctionnement du parti unique, « c'est-à-dire pour lui-même » (Borgomano, *Des hommes ou des bêtes*, 64).

A l'issue des conseils d'homme d'Etat qu'il prodigue à Koyaga, l'astuce figure en bonne position de primauté. Le stratagème recommande l'entretien du flou dans la gestion des finances de l'Etat. En clair, il enseigne une politique de simulation qui fasse croire à l'opinion publique l'existence de la caisse pour le compte de l'Etat, donc appartenant au peuple mais

avec la certitude que son exploitation à des fins personnelles et familiales par le président demeure une recommandation. Il serait gravement imprudent d'ignorer « la première méchante bête qui menace au sommet de l'Etat et en tête d'un parti unique » et qui « s'appelle la fâcheuse inclination en début de carrière à séparer la caisse de l'Etat de sa caisse personnelle » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 181). Ainsi procède-t-il.

Chaque pouvoir dictatorial affiche la mine d'une bonne compréhension du fait. Une véritable dictature ne peut raisonnablement s'installer que sur des fondements richement fournis. Le chef d'Etat africain doit s'affirmer riche et puissant même si ses origines dévoilent un garçon issu d'une famille pauvre d'agriculteurs qui a eu la veine de passer par l'école coloniale où « il se révéla doué » (189) et doté d'un courage incommensurable. Il lui faut avoir de l'argent afin de créer et de promouvoir une différence de classe entre le peuple et lui.

S'enrichir par tout moyen qui s'offre est la règle du jeu présidentiel. Le potentat empereur Bossouma n'en a pas fait exception. Alors que Tiékoroni s'enrichissait sur les produits agricoles, il accumulait ses avoirs par le trafic de diamants. « Le masque de l'anarchie est le visage d'une Afrique déboussolée par [les actes cupides des gouvernants] indiquant que les Africains sont également acteurs de leur histoire comme trafiquants, corrupteurs, faux prophètes, warlords (chefs de guerre) ou autres fossoyeurs de l'Afrique »<sup>145</sup> Il en a tellement amassé qu'il se décide de construire le parc impérial d'Awakaba dont il faut faire « un lieu de rencontre informel de tous les chefs d'Etat du monde » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 224). La fortune mal acquise lui tourne la tête et lui confère des airs de grandeur inimaginable qui le pousse à entreprendre des projets démesurés et certainement non rentables.

---

<sup>145</sup> Wal, Fadjri. « Livre *Négrologie*- comment l'Afrique meurt : un regard outrancier et pessimiste sur un continent'' *afrik.forum* Site d'information d'Afrique. (Page visitée le 14 avril 2005).

De même, il monopolise le transport aérien du pays avec une Caravelle dont la location aux agences privées et à l'armée lui rapporte des devises abondantes.

Cependant, il convient de remarquer que malgré ses supercheries et la luxuriante fortune empilée aux dépens du pays, le projet de construction du parc apparaît ici comme l'une des folies des dictateurs qui a fait succomber les pays dans le gouffre économique. Son énorme coût de réalisation est une réalité dont l'effet pernicieux n'apporte aucune faveur au développement de revenu national. Son incompatibilité avec sa rentabilité est une autre donnée que les autocrates ont manqué d'analyser et qui a pour issues la dilapidation des fonds conduisant à la crise économique et financière. Voilà autant de facteurs ayant suscité le grand déclin des années 80.

« L'imagination autoritaire a pris des formes multiples, notamment celle d'une institution militaire paranoïaque et d'une culture de la tricherie »<sup>146</sup> soutient Achille Mbembé. Un comportement similaire s'est aussi observé avec le dictateur au totem léopard qui dispose entièrement des caisses du pays en s'en servant comme moyen technique contre un quelconque coup d'Etat. Ses déplacements dont les coûts incombent de facto aux caisses publiques qu'il s'évertue toujours à vider, ne s'effectuent jamais sans « toutes les personnalités de sa République » (226). C'est dire qu'il a adopté la stratégie de toujours embarquer avec les membres des cabinets ministériels les plus énergiques du gouvernement due à la hantise du spectre de complot ou de déposition qui le décarcasse perpétuellement.

Une telle philosophie de règne sert bien son initiateur. La gestion solitaire des richesses de la République du Grand Fleuve par "l'homme au totem léopard" a engendré un noyau de richissimes dont la plupart siège aux commandements de la boussole directive nationale. En

---

<sup>146</sup> Mbembé, Achille. Document de conférence *mshs.univ-poitiers* Site de l'Université de Poitiers. <http://www.mshs.univ-poitiers.fr> (Page visité le 14 avril 2005).

bon chef africain, il surplombe tout le pays et même toute l'Afrique en richesse pour enfin se voir nommé le président africain le plus nanti, chef suprême « du pays le plus vaste d'Afrique centrale, le pays au sous-sol le plus riche du monde » (236). De l'analyse de ce prépondérant enrichissement se confirme le problème « de la distribution équitable des ressources nationales, de la participation du peuple aux affaires sociales et de la protection des droits élémentaires de l'homme »<sup>147</sup>.

Plus il a accumulé ses avoirs, plus le peuple a sombré dans la misère. Il n'y a pas prêté d'attention et s'est complu dans la malheureuse formule isolationniste pour conduire les affaires nationales. L'esprit de concertation ne peut aucunement se faire valoir dans une telle circonstance de suzeraineté. Seules l'idéologie, la volonté et les intentions du chef ont d'effet. Le reste ne représente qu'une couche sociale dénudée de toute potentialité imaginative procréatrice, reléguée à la simple fonction de faire-valoir.

Le président s'en réjouit d'ailleurs pour prouver le succès total de sa politique d'anéantissement littéral de l'entourage qu'il s'est constitué. Il a déclaré que la collaboration du chef avec ses conseillers ne doit être qu'un acte de formalité puisqu'il ne lui revient pas de s'astreindre à leurs idées. « Le chef africain consulte des conseillers qu'il a nommés et n'est pas tenu de suivre leurs avis. [...] ; un vrai chef authentique africain dispose de tout l'argent du trésor et de la banque centrale et personne ne compte, ne contrôle ce qu'il dépense » (240).

« L'idée de personne morale [...] tend en Afrique à occulter les institutions derrière la personne du chef et à faire apparaître celui-ci comme le légitime maître des biens publics »<sup>148</sup>.

Cette révélation dépouille les réalités intrinsèques de toutes les doctrines de politique

---

<sup>147</sup> Lumumba-Kasongo, Tukumbi. *The Rise of Multipartyism and Democracy in the Context of global change: the case of Africa*. Wesport: Praeger, 1998. p. 11.

<sup>148</sup> Michalon, Thierry. «Reconstructions nationales : L'Afrique au défi de l'Etat pluricommunautaire'' *Monde-diplomatique*. <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/12/MICHALON/10884> (Page consultée le 16 avril 2005).

d'ostracisme, d'exploitation et de paupérisation institutionnalisée par les autocrates béninois, ivoiriens, guinéens et togolais afin d'assujettir les populations pour une meilleure exploitation des ressources nationales. La construction de la ville de Labodite est une œuvre gigantesque dont le financement s'est exécuté sans réserve malgré le taux nul de rentabilité que le projet promettait. Il y a eu là encore un investissement à perte dont les lourdes charges ont vidé la caisse nationale. L'objectif du périple de Koyaga porte sur l'acquisition de toutes ces méthodes de malversations.

En effet, l'exécution des plans politiques et économiques de son régime a commencé avec l'adoption du système du parti unique à l'instar des prédécesseurs. Comme l'affirme le narrateur, il est entré « dans le bois sacré du parti unique » (292). Il a aussi bâti un gigantesque ouvrage à Tchaotchi son village natal. Il vit la hantise de la folie des constructions délirantes et somptueuses. Ainsi, le “sora” lui confie que « dès que vous devenez maître sans partage de la République du Golfe, votre première préoccupation est de réaliser dans votre village natal des montagnes, à Tchaotchi, un ensemble vaste, un ensemble aussi vaste que ce que vous avez visité en République des Ebènes. Mais [...] vous ne parvenez à réaliser qu'un camp retranché » (295). Un camp au pied de la montagne du pays des Paléos au sein duquel se plante un monument érigé en honneur du timonier porte la marque des folles dépenses y effectuées. Les effigies de Koyaga souvent en bronze, jonchées au sommet des monumentaux piédestaux, se rencontrent à chaque carrefour de Tchaotchi. Les ouvrages se sont réalisés ainsi tel qu'il l'a voulu.

Non loin du camp se trouve sa forteresse de résidence, « un immeuble à trois étages ; le style et la tristesse d'une HLM » (296). La splendeur de la réalisation due à l'esthétique du travail artistique qui la flambe suscite assez de curiosité par rapport aux sources de financement

des travaux. Il n'est un doute pour personne que les revenus personnels du dictateur ne lui permettraient jamais d'entreprendre une pareille folie. Son accomplissement dénote bien d'un usage frauduleux des deniers publics.

Egalement, la description sarcastique du domaine privé de Nadjouma la mère, construit en « un agglomérat de villas, d'entrepôts, de guérites, de chenils, de poulaillers, de chèvres et de latrines » qui « apparemment se chevauchent et remplissent les restes des carrés » (296) illustre l'utilisation abusée et mal réfléchie des ressources financières de l'Etat.

Des constats objectifs des dissipations, il se dégage que chacun des guides suprêmes s'est accordé tous les privilèges d'exploitation des biens publics. Ils ont tous manqué l'esprit d'éthique et de raison que recommande la morale de la gestion d'une chose commune. Ils ont confondu les limites entre la propriété privée et celle publique.

Le seul parmi eux qui a reconnu et respecté cette démarcation sacrée est "Boubou-Blanc" en début de carrière. Il a réalisé le chantier du Palais Présidentiel et du stade de Conakry certes dans un esprit de folie des grandeurs, mais les deux grandioses installations sont demeurées une propriété publique après tout. « Ils ont prêté serment et investi Boubou-Blanc. Puis ils ont construit un stade » (*Un rêve utile*, 227). Sur la même directive, il « fit ériger un palais grand comme la mosquée de Djenné avec des tourelles ocre, des colonnes doriques, des mosaïques romaines, des arabesques andalouses » (241). Le style des "ils ont [...]" montre que les conceptions des projets ont été une besogne de groupe, de plusieurs personnes et non d'un seul individu. Le président ne s'arroge pas exclusivement les pleins pouvoirs dans la prise de décision même si le dernier mot lui revient de manière incontestable. Il s'entoure de collaborateurs qui par souci d'allégeance l'idéalisent et le propulsent à la position autoritaire. Les actes criminels les plus redoutables sont exécutés par cet entourage rassuré de la couverture

du tirant sur qui retombent les conséquences des meurtres. Gustave Le Bon trouve une pertinence dans la “responsabilité inclusive et contraignante” suzeraine et soutient qu’ « un dictateur est une fiction. Son pouvoir se dissémine en réalité entre de nombreux sous- dictateurs anonymes et irresponsables dont la tyrannie et la corruption deviennent bientôt insupportables » (Le Bon, Gustave. *Hier et demain. Pensées brèves*, 154)<sup>149</sup>.

Le timonier a œuvré ainsi dans le même sens témoignant les ambitions grandiloquentes et démesurées des premières personnalités étatiques. L’astreinte au goût de la suprématie et de la surabondance a dû donc les induire dans des dépenses outrageantes et exorbitantes qui comme mentionné plus haut ont vidé les caisses de l’Etat précipitant chacun des pays dans un marasme et un dénuement économiques. Bref, la gestion des biens publics sous les règnes des dictateurs tels qu’abordés ici a été un désastre. Les économistes tels que Lumumba-Kasongo dans *The Rise of Multipartyism and Democracy in the Context of global change: the case of Africa*, Samir Amin dans *Le monde Arabe : état des lieux- état des luttes*, ou encore Achille Mbembé par le titre *Le politique par le bas* parlent de la catastrophe économique des années 80. Voyons ce qu’en disent les écrits littéraires.

## **II- La diégèse des échecs socio-économiques des pouvoirs autocratiques**

« La littérature africaine écrite est le produit d’une histoire, l’histoire d’un cri et d’un sursaut »<sup>150</sup>. Elle s’édifie au fur et à mesure qu’elle s’engage dans un mouvement d’expression des préoccupations et des visions du peuple africain. Dès les premières heures de son existence, elle s’est assignée la tâche majeure de la dénonciation de certaines manières et pratiques ignobles auxquelles sont enclins certains hommes. Dès lors que ce combat est gagné, elle n’a plus

---

<sup>149</sup> Le Bon, Gustave. *Hier et demain. Pensées brèves*. Paris : Ernest Flammarion, 1918.

<sup>150</sup> Bokiba, André-Patient. *Ecriture et identité dans la littérature africaine*. Paris : L’Harmattan, 1998. p.9.



abandonné la lutte de sursaut et de cri contre tout mal social rongant les sociétés africaines tout en servant d'armature à l'éveil de la conscience.

Il n'existe aucune divergence objective entre cette optique générale et celle des pays de l'Afrique de l'ouest. Le combat demeure identique malgré la diversité des sujets de lutte produits à des époques passées sans une référence temporelle vraiment remarquable. Entre temps, il s'agissait d'un cri, d'une voix unique se soulevant du continent noir dirigé contre l'Europe. La cible était exogène. Mais par la suite, l'enjeu prit des contours plus endogènes. L'Afrique post-coloniale et ses dirigeants despotes occupent la sellette des épisodes littéraires. La volonté de dénonciation devient encore plus vivace sachant que les cibles d'aujourd'hui figuraient parmi les conquérants d'hier.

C'est à cet effet qu'est dressé ce "répertoire mitigé" des farouches dictatures africaines de l'ouest surtout, esquissé dans le précédent intitulé afin de fortement clamer les origines des maux dont souffrent les populations meurtries. La politique exhibitionniste mise en place par les personnages chefs d'Etats Tiékoroni de la République des Ebènes, Koyaga de la République du Golfe, Bossouma du Pays des Deux Fleuves, Tonoudouto de la République d'Alfadjiri, Nkoutigui de la République des Monts et autre "totem léopard" de la République du Grand Fleuve insinue et encourage le culte de la personnalité comme abordé plus haut à la page 165. Ces personnages de carisme redoutable dans les œuvres *En attendant le vote des bêtes sauvages* et *La naissance d'Abikou* ont profité de leur statut social pour davantage s'imposer au peuple. De ce fait, ils se sont convaincus de l'exubérance des effets du rôle qu'ils se sont attribués tant en besoins matériels qu'en fortunes. Dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, le dictateur Tiékoroni déclare déjà qu'un président africain «doit paraître l'homme le plus fortuné de son pays » (194).

Nonobstant ces manigances opérationnelles, seul Tiékoroni “le vieux sage de l’Afrique” est parvenu à assurer une prospérité explosive aux concitoyens. Dès lors, il exhibe une témérité optimiste qui a galvanisé l’équipe gouvernementale en faisant entreprendre et développer des structures économiques concentrées sur la production agricole. « Son pays devint le seul dans la sous-région à donner à manger à son peuple, à construire des routes, à accueillir ceux que la sécheresse chassait de la savane, du Sahel. Ce fut une vraie réussite ! Un miracle ! » (191). Ainsi certifient aussi les économistes dans les différents documents abordés plus haut sur la Côte d’Ivoire. Il y a une uniformité dans le langage tenu par les économistes et celui des romanciers qui confond davantage le message. Une fois encore, la parole littéraire s’est conçue sur les données de la vie courantes.

Voilà deux références, l’une réaliste portant sur le “boum économique” ivoirien des années 70 et l’autre littéraire aux visées critiques qui apporte cependant à la première une confirmation soutenue et appuyée. Il est alors indéniable de reconnaître à ces textes littéraires une véracité certaine que le sous-titre suivant se chargera d’explicitier.

C’est dire donc que le discours étudié comporte un caractère si réaliste qu’il ne faut aucunement douter de la teneur révélatrice des faits réels vécus dans chacun des quatre pays que sont le Bénin, la Côte d’Ivoire, la Guinée et le Togo. Cependant, il manque à la narration de Bingo le “sora”, narrateur principal dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, l’énonciation des fâcheuses déconvenues du plan et des actions économiques engagés par “l’homme au totem caïman”.

Il est d’une effectivité probante de faire ressortir que grâce au plan de succès que Tiékoroni a réalisé, « l’Occident décida d’en faire une vitrine et aida l’homme au totem caïman à acquérir la prestance, la respectabilité. L’Occident lui prêta d’importants moyens financiers pour

se développer... » (191). En fait, l'allégorie pointe l'Elysée du doigt avec sa politique Françafricaine qui selon François-Xavier Verschave dans son œuvre *La Françafrique* « est une organisation parallèle, l'organisation largement occulte du vol des indépendances africaines [...] qui a manifesté avec éclat sa solidarité avec les pires dictateurs de l'Afrique francophone »<sup>151</sup>. Il est souvent dit que les dirigeants de la métropole assurent aux dictateurs africains leur soutien indéfectible sachant que ces derniers leur octroieraient en retour une largesse insoupçonnée dans l'exploitation des ressources de la colonie.

Ainsi grâce à la garantie de la confiance française, les institutions des finances internationales ont accablé le vieux de prêts afin d'assurer le développement de la nation. L'extradiégétique soutient qu'il en a tellement reçu que le remboursement s'est confronté à de graves difficultés. Il n'est plus arrivé à honorer ses engagements. Ce côté du développement est souvent éludé, permettant de camoufler ainsi les lourds déboires essuyés par l'autocratie de la République des Ebènes dont les descriptions intradiégétiques comme déjà annoncées rappellent la République de Côte d'Ivoire du Président Félix Houphouët-Boigny.

Au même moment, le détournement des richesses de la République des Deux Fleuves par l'Empereur Bossouma qui les a déferées dans son propre compte a plus appauvri le territoire. Cet volet de l'œuvre politico-économique de Bossouma rappellent aussi les effets dévastateurs du pouvoir de l'Empereur Bokassa 1<sup>er</sup> de la République Centrafricaine entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. Sur le plan diégétique ici, les conséquences de cette politique ont été enregistrées parmi les victimes des prisonniers du camp de Ngaragla. Il y a lieu de parler d'extermination ethnique. Le manque d'alimentation en est la cause. Le pays « était dans l'impasse » puisqu' « aucun prisonnier n'eut plus à manger » (222). Le règlement de la crise a

---

<sup>151</sup> Verschave, François-Xavier. « La propagande françafricaine de l'Elysée ». Entretien avec François-Xavier Verschave, président de l'association Survie. In Journal l'humanité. Site de la presse *Humanité*. <http://www.humanité.presse.fr> (Page consultée le 13 avril 2005).

été plus alarmant. L'Empereur insouciant du malheur du peuple que provoquerait la faillite d'Etat, « fit arracher les tubercules de manioc de ses exploitations, les vendit à l'Etat et les offrit aux prisonniers qui arrêtaient de mourir » (222).

Bossouma est d'une insatiabilité tellement incurable qu'il « avait été obligé de tout entreprendre et de s'attribuer tous les monopoles » (223), affamant plus les populations. Le maraudage devient un moyen quotidien de défense contre la mort qui guette à tout coin de rue. Ainsi forcé sur la voie de la débrouille, le peuple se transforme en maraudeur, voleur ou braconnier avec pour point de chute les plantations du président.

Il ne peut d'ailleurs en être autrement lorsqu'on sait qu'il est l'unique propriétaire de toute instance génératrice de revenue. L'acte des braconniers est d'une légitimité irréfutable que le président Bossouma doit pouvoir comprendre et excuser s'il éprouve le sentiment de bonheur, de partage et d'équité nationale.

“L'homme au totem léopard” est également une figure emblématique dont la réputation en termes d'enrichissement illicite demeure toujours inégalée. Il a été le plus redoutable escroc que l'Afrique ait connu. Sa voracité a dépassé celle de tous les dictateurs avides de fortune. Etant le président « du pays le plus riche du monde » (236) avec « des mines d'or et de diamants » (252), dans tous les sens, il opte pour la même politique des grandeurs observée au niveau de tous les dictateurs. De ce fait, la monopolisation des richesses naturelles et financières de la République du Grand Fleuve qu'il s'octroie lui permet d'exploiter sans vergogne.

Son régime aura été le plus macabre en termes d'escroquerie et d'extorsion des ressources nationales. Il met en place un système qui exploite les minerais dont dispose le pays à des fins entièrement personnelles. C'est de par cette tricherie de haut niveau qu'il acquiert la notoriété de

chef d'Etat « énormément enrichi dans le trafic de diamant » (223). Il serait d'ailleurs reconnu le plus fortuné de tous.

Au même moment, la misère sévit au sein de la population. Les conditions de vie se désagrègent et beaucoup de familles ne peuvent plus s'accorder le moindre plat journalier. « Les difficultés économiques, il y en avait, elles existaient » (238). Malgré l'institutionnalisation d'une politique de valorisation des richesses culturelles des chants et des danses pour relever le déficit budgétaire, rien n'y fit. « Les citoyens avaient échoué dans la gestion et l'industrialisation » (238).

Une analyse rétrospective des vingt ans de pouvoir de « l'homme au totem léopard » laisse entrevoir un bilan « négatif, totalement négatif. Le pays n'a ni routes, ni hôpitaux, ni téléphones, ni avions, ni..., ni... Les médecins ne soignent plus faute de médicaments et parce qu'ils ont de nombreux arriérés de salaires » (252). Une lueur d'espoir ne pointant de nulle part provoque une détresse généralisée qui s'empare de tout le pays. Alors, une anarchie qui échappe à tout contrôle investit le principal secteur économique qu'est l'exploitation des minerais.

Les citoyens les plus exposés aux conséquences de la ruine économique tentent des aventures sur les sites d'exploitation de l'or et du diamant. Chacun usant du moyen dont il dispose, creuse où il pense réaliser le rêve de la conquête des pépites et des lingots d'or et de diamant le plus facilement possible. Des fonctionnaires abandonnent leurs postes de travail pour aussi s'adonner à la malencontreuse besogne de pillage des biens de l'Etat que le président manque de mettre en valeur pour le bien être national.

Enseignants, infirmiers, médecins, et surtout policiers décampent de leurs emplois « pour aller se faire casseurs de pierre », car pour obtenir de l'or ou du diamant, il est indispensable de creuser le sol et de casser tout ce qui s'y retrouve comme rocher. Là-bas est plus prometteur

malgré les risques que ce métier de contrebande comporte. Plus les jours ont passé et plus les bureaux se sont vidés des employés affamés qui accourent vers les terres de promesse et de soulagement. Dorénavant, débute «la libéralisation totale de l'exploitation minière dans le pays au sous-sol le plus riche du monde » (253), disait Bingo d'un air sarcastique. La description d'une telle situation conviendrait mieux à la mise à "l'informel" de la production minière. Il faut y comprendre l'instoration d'une anarchie dans l'exploitation des carrières qui ont passé sous le contrôle de la population échappant à toute législation. A cet effet, les avantages de la commercialisation des produits issus de telles activités économiques ne gagent guère les caisses publiques. Implicitement, cela dénote de l'échec et de la démission du gouvernement dont les membres, les collaborateurs et leurs parents occupent la ligne de front des jouisseurs tranquilles des joyaux de l'Etat.

Le domaine des mines ayant échappé au contrôle de l'Etat insinue inévitablement une escapade du secteur économique de l'emprise gouvernementale. La gestion de l'économie n'est plus qu'un leurre du fait de la carence technique dont l'équipe gouvernementale a fait montre. Le regain des activités du secteur informel ainsi annoncé exalte l'esprit de la perte de confiance entre le peuple et les dirigeants. Le monopole de la volonté nationale tant maîtrisé vole en éclat pour des raisons alimentaires. L'assertion de Gustave Le Bon était bien ce qui est survenu. « Conquérir le territoire d'un peuple ne suffit pas. Pour le dominer il faut encore vaincre son âme » (*Hier et demain. Pensées brèves*, 52). A ce point, la possibilité d'une conquête qui puisse faire regagner la confiance perdue s'avère aléatoire. L'exemple d'une telle méfiance s'observe de façon critique au niveau des militaires et des policiers. N'ayant touché « leurs salaires depuis des lustres », ils sollicitent des « congés » et s'échangent « en civil pour rejoindre les villes minières » (255). Il

observe une désobéissance tacite à la hiérarchie et aux mots d'ordre militaire. Parler de désertion ne serait pas de trop.

Les licenciements massifs opérés par le pouvoir ne parviennent pas à juguler la crise. Le pays se retrouve dans un état de déperdition et de décrépitude totales. A l'issue des tracasseries, une nouvelle voie inspirant de nouveaux dirigeants plus imbus d'esprit d'équité et de clairvoyance s'impose. Le déclin du pouvoir de "l'homme au totem léopard" a annoncé son départ des affaires d'Etat.

Il lui revenait de se soustraire de cette fonction de commandeur suprême aussi mal assumée que le président Nkoutigui Fondio de la République des Monts. Le pouvoir ayant la succulence du miel, quiconque y goûte n'y renonce plus. Ce n'est pas "l'homme au totem lièvre" qui apporterait un démenti à la pensée. La politique de carnage, de torture et d'abrutissement qu'il a implémentée dans la République des Monts a laissé trop de déconvenues irréparables. Il s'est accroché au fauteuil de la présidence comme a fait le président Sékou Touré. Le plan politique qu'il a exécuté était destiné à soumettre le peuple des Monts à une volonté étatique stricte unique. Il a voulu anéantir toute initiative privée.

L'essentiel de la résurgence du défaitisme du règne de Nkoutigui provient des massacres perpétrés dans le camp Kabako. A l'image de l'assassinat des quatre-vingt-douze codétenus de Maclédio, le régime s'est affiché redoutablement criminel. Les condamnations à mort répétées des incarcérés qui passent par le camp ont atterré le peuple réduit au mutisme. Ceux qui ne peuvent plus supporter les agissements maniaques du dictateur sont allés chercher refuge dans les pays voisins.

Maclédio qui avait répondu à son appel pour la reconstruction du continent s'est rendu compte de l'erreur commise en le considérant comme son homme de destin. Il échappe de

justesse à la pendaison et fuit pour enfin regagner la République du Golfe où il s'allie à Koyaga. D'autres habitants de la République des Monts en font de même. Nombreux sont-ils à se donner à l'exil auquel le régime de "l'homme en blanc" force. Il est nécessaire d'appréhender dans le départ de Maclélio autant d'actes similaires entrepris par des intellectuels du pays des Monts partis volontairement ou pourchassés par les vigiles du pouvoir.

Le phénomène bien stigmatisé dans le roman de Monénembo *Un rêve utile*. L'œuvre se focalise principalement sur le sujet de l'exil juvénile involontaire. Ainsi l'enfant d'un ancien ministre des finances de "Gui...", (pays africain dont il est question ici et qui serait un diminutif de Guinée), se retrouve en exil dans une ville de la France où il intègre un groupe d'émigrés du continent noir. Son départ du pays lui offre les chances de découvrir le monde extérieur bien différent. Aidé par un assistant, ils parcourent le pays sur toute sa longueur jusqu'au Sénégal où la vie paraît totalement différente de celle de "Gui...". Il se surprend de constater qu'« il n'y a pas de milice, chacun va où il veut en toute liberté » (*Un rêve utile*, 165).

Ce voyage permet de déceler des vérités se rapportant aux conditions des exilés. D'une part, le récit dévoile le mystérieux secret qui couvre souvent la disparition des clandestins lorsqu'ils se font repêcher. Les propos de menace et en même temps de précaution tenus par l'un des agents de la police qui l'assistent sont édifiants. « Si tu fais une connerie, on dira que tu as voyagé en clandestin, fourré dans les sacs et on s'occupera nous-mêmes de te ramener à Conakry. » (160).

D'autre part, l'aide ainsi obtenue des policiers supposés servir de rempart et de soutien indéfectible au pouvoir annonce la dégradation du système rejeté par ses propres forces. De même, malgré la dissimulation des raisons qui le contraignent à l'exil, sa provenance de Conakry n'est d'aucun doute. Alors, sachant donc que la capitale de la Guinée est Conakry, "Gui..." ne



peut être que le diminutif de la Guinée de Sékou Touré. Les récits apportent leurs versions des circonstances d'abandon du pays par ses habitants épris par les menaces du pouvoir autocratique et fratricide de Nkoutigui Fondio dit "l'homme en blanc" ou encore dénommé « Boubou-Blanc » (*Un rêve utile*, 227).

Pareillement, il faut y noter le déferlement des couches déshéritées de la société vers les pays où il fait mieux vivre en l'occurrence la République des Ebènes. L'échec de l'application du système socialiste corroboré de la mauvaise planification des projets économiques de l'Etat précipite la vie économique du pays dans un déclin global. Il manque d'aliment et de moyens pouvant assurer au peuple de bonnes conditions d'existence. Alors, « tous les affamés de la République des Monts [...] se dirigent vers la République des Ebènes de Tiékoroni » (174). « La politique du ventre » (104)<sup>152</sup> mise en place a délogé ceux qui devraient en bénéficier, d'où la certitude que « l'Afrique ne mange pas de façon uniforme » (*L'Etat en Afrique*, 325). Tout responsable politique ne se préoccupe toujours que de ce qu'il lui faut pour bien se nourrir et mieux vivre. Ils s'emplissent les poches et les comptes au détriment de la population pour qui ils sont supposés œuvrer.

La tyrannie répulsive de l'homme en blanc fait vider le pays des cadres et des bras valides dont l'apport dans la tâche de développement serait susceptible d'engager le pays vers un destin prometteur. Les forces ainsi contraintes à l'exil se retrouvent sur d'autres territoires pour faire le bonheur des pays d'accueil. La politique exclusive de "Boubou- Blanc" l'interpose comme un personnage négatif des autocrates ayant institué des régimes révolutionnaires à caractère socialiste dans le Golfe de Guinée. La barbarie oppressive qu'il déploie n'a point d'égal parmi les "camarades" guidés par la voie du marxisme-léninisme.

---

<sup>152</sup> Bayard, Jean-François. "L'afropessimisme par le bas : réponse à Achille Mbembé, Jean Copans et quelques autres" *Politique-africaine*. [En ligne] <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/040103.pdf> (Page consultée le 5 janvier 2005).

Le général Tonoudouto est l'un de ces dirigeants socialistes qui s'est inspiré de la doctrine égalitariste inclusive de "tout pour le peuple et rien sans ou contre le peuple". Malheureusement, il s'empêtre aussi dans l'application du dogme qui se révèle difficilement adaptable aux conditions d'existence et de fonctionnement de la population d'Alfajiri. La défaite de son gouvernement provient de l'accroissement d'une bureaucratie sensiblement ahurissante qui favorise la propagation de multiples maux sociaux tels que le tribalisme et le népotisme avec pour corollaire la corruption, les détournements et la misère sociale en outrance.

Son absence littérale auprès des populations encourage ses représentants locaux appuyés des forces miliciennes à perpétrer des tours de rançons sur celle-ci. Les plaintes des villageois enregistrées dans ce sens se sont faites de manière directe, poignante et s'inscrivent dans l'ordre d'un cri de désenchantement généralisé. « Ouais, toujours missié lé plésident a dit qu'i faut fai ça ; missié lé ministre a dit qu'on fait comme ça et qu'i faut payer z'impôts. Et le z'impôts, toujours le z'impôts pou des gens fantômes » "Oui, toujours monsieur le président a dit qu'il faut faire ça ; monsieur le ministre a dit qu'on fasse comme ça et qu'il faut payer les impôts. Et les impôts, toujours les impôts pour des gens fantômes" (*La naissance d'Abikou*, 82). L'usage du jargon montre bien qu'il s'agit d'un peuple analphabète qui a pourtant tenu à se faire entendre suite aux abus dont il est victime. Il convient de comprendre dans cet acte de révolte l'expression du débordement de la désespération de la masse rurale.

Ceux qui résistent aux rançons sont poursuivis, battus et humiliés. Le cas d'Anikokou dans *La naissance d'Abikou* est exemplaire. Exaspéré par les récidives dépouillements dont il a fait l'objet, il se résout de ne plus obtempérer aux demandes des "représentants de l'autorité nationale". Alors, « des gamins de la Milice révolutionnaire » brûlent « la case du vieux Anikokou, après avoir battu le pauvre homme » (83). Fouetter un vieillard « avec un nerf de

bœuf » (83) est une abomination et une profanation des valeurs culturelles africaines. Le discrédit est la conséquence immédiate d'une telle sévices corporelle. Toute la famille de la victime le vit de façon insupportable. Il est considéré comme un affront. Le cas dont il est question ici est devenu plus préoccupant à cause du mutisme des gouvernants. Les incidents se multiplient sans la moindre réaction du gouvernement pourtant averti du développement des événements survenus au domicile du vieillard qui succombe « aux douleurs et aux chagrins » (84) de l'affront. Il est dit que la mort est préférable à la honte. Comme certaines morts sont aussi reconnues être génératrice de vie, d'une nouvelle vie, salvatrice, libératrice et prometteuse. La mort du vieux Anikokou aura été l'éperon d'aiguillonnement de la lutte pour un renouveau à Alfajiri. Elle focalise les attentions et mobilise les énergies en une force nouvelle qui combat le général Tonoudouto et son gouvernement de larcins.

Certes, les exactions commises n'émanent pas des ordres directement liés à son autorité. Les « sous-dictateurs anonymes et irresponsables dont la tyrannie et la corruption [sont devenues] bientôt insupportables » les ont perpétrées par son couvert (*Hier et demain. Pensées brèves*, 154). Les imputer donc à son entière responsabilité serait injuste. Mais cependant, il convient de reconnaître son indifférence coupable à l'égard des maux sociaux auxquels le peuple est confronté et dont il est tout de même avisé. L'assassinat des étudiants protestataires, l'arrestation et les viols des camarades filles et la multiplication des cas de folie des incarcérés lui sont aussi portés à la connaissance sans prise de mesures dissuasives. Mieux, il se réjouit des scènes ainsi montées et entretenues de toutes pièces par ses collaborateurs qu'il ne manque pas d'éliminer en cas d'humiliation.

Il a sa part de cruauté et de criminalité assez poussée même si elle demeure incomparable à celle des dictateurs de calibre supérieur tel que Tiékoroni, Bossouma, Nkoutigui Fondio ou

“l’homme au totem léopard”. La scène des fèces du détenu Makisha a dévoilé le visage de criminel qu’il s’est toujours efforcé d’emmitoufler. En effet, suite à l’humiliation que lui a fait subir l’étudiant aliéné par les conditions de détention, il l’abat d’un coup de pistolet avant de faire pâtir le même sort au geôlier qui l’avait invité. Il commet ainsi un double crime pour une sortie qui était annoncée amusante et radieuse. En effet, les conditions de détention macabres ont aliéné l’étudiant qui sur ordre du régisseur de la prison peut déféquer et se servir des déchets ainsi déposés pour se nourrir. Mais en la présence du président Tonoudouto il agit contrairement. Au lieu de reproduire ce geste maniaque comme promis, il se retourne plutôt contre lui et l’en éclabousse. La suite est donc le meurtre qu’a commis l’autorité de la nation.

Malgré cela, sa cruauté demeure en deçà des atrocités perpétrées par Koyaga sur le peuple de la République du Golfe. Celui-ci institue une politique gouvernementale fortement militarisée qui annihile les volontés individuelles progressistes. Le pouvoir absolu qu’il a conquis avec l’aide des lycéons Paléos le claustré loin de tout esprit d’ouverture et de partage. Convaincu alors du stratagème de force soigneusement mijoté sur lequel repose son gouvernement, il exploite les biens de la nation sans controverse.

Plus est, Koyaga à l’image de tous les dictateurs élucidés consolide davantage son emprise sur le pouvoir grâce à la protection mystérieuse que lui assurent le marabout Bokano et sa sorcière de mère Nadjouma. Par rapport à ce phénomène qui incommode le milieu politique africain, la condamnation de l’économiste et écrivain Achille Mbembé est sans détour. Il se sert du Cameroun comme prototype qui selon lui :

Est tombé pieds et points liés entre les mains d’une classe de lettrés, de militaires et de fonctionnaires qui ne vit et ne jure que par le phallus. C’est une classe dont la plupart des membres appartiennent à d’innombrables sectes ésotériques et sociétés secrètes. Elle pratique, sur une très large échelle, la géomancie, la magie et le culte des démons. Poussant jusqu’au bout ce éthos du paganisme, elle se livre

à diverses formes de “sacrifices humains” et autres pratiques d’empoisonnement.<sup>153</sup>

L’emploi du mot « phallus » dans la citation est bien pertinent dans le sens qu’il qualifie la situation à sa juste valeur. Les autorités nationales sont constituées d’hommes pour la plus grande majorité dominante et usent de cette qualité masculine pour exploiter la classe jugée plus faible à savoir les femmes. Elles sont des cibles de jouissance en même temps que de source d’énergie et de vigueur. L’Empereur Bossouma en a fait un moyen d’exercice, voire une opportunité de prouver sa virulence capable de faire de lui l’idéal homme à diriger le Pays des Deux Fleuves. La femme est ainsi reléguée au simple rang d’objet et de jouet maintenue à la disposition des chefs d’Etat et de tout homme politique bien positionnée. Quant à Koyaga, il jouit seul des puissances occultes acquises auprès de ses protecteurs. Il avilit tout citoyen qui tente de le confronter. Suite à quatre attentats auxquels il a échappé, il a démontré avec vigueur son intransigeance et sa haine à l’encontre des comploteurs. Il outrepassa la loi et règle les comptes en personne. Il les fait assassiner dès qu’un moindre soupçon élaborant leur complicité se trame. Le cas d’un gendre et d’un beau-frère dont les corps sont repêchés dans une lagune après être accusés d’instigateur du quatrième coup d’Etat manqué de son règne élucide bien les faits.

De même, la construction du plus grand et giboyeux parcs de l’Afrique de l’ouest réalisée a fait de nombreuses victimes paysannes. Des terres ont été arrachées et des villages déplacés « sans que le moindre souffle d’une pitié » lui ait « touché le cœur pour ne serait-ce qu’une petite compensation » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 317). Par les manières cruellement similaires, la gestion du parc se conduit avec d’innombrables braconniers fusillés exactement à la manière de l’empereur Bossouma contre le vol dans celui de Ngaragla.

---

<sup>153</sup> Mbembé, Achille. “Il faut que Monsieur Biya s’en aille...” *Le messenger*. Entrevue réalisée par Norbert Ouendji à Bordeaux en 2004.

Mais de toutes les déconvenues de la tyrannie de “l’homme au totem faucon”, il convient de retenir la dilapidation des fonds de l’Etat pour la célébration du trentième anniversaire de pouvoir. De faramineuses sommes sont dépensées afin de donner un timbre particulier aux manifestations essentiellement constituées de remise de médailles de la part des fameux dictateurs de l’univers tels que « Kim Il Sung (Corée du Nord), Nicolae Ceausescu (Roumanie), François Duvalier (Papa Doc de Haïti), le général Augusto Pinochet (Chili), Chah (Iran), Muammar Kadhafi (Libye), Mengistu Hailé Mariam (Ethiopie) » (332).

Voilà autant de noms de criminels qui prioritairement figurent sur la liste dressée par l’ancien Ambassadeur Américain Mark Palmer dans son ouvrage *Briser le véritable axe du mal* où il entrevoit une stratégie permettant « de débarrasser le monde des derniers dictateurs. [Il s’agit d’] une collection de 45 leaders qu’il appelle [les 45 personae non grata] du monde »<sup>154</sup>. Quoiqu’il pense que « le monde n’est plus pour les dictateurs l’endroit qu’il était il y a presque 60 ans »<sup>155</sup>, force est de reconnaître qu’il existe toujours des influences d’ordre international agissant dans le sens de leur maintien au pouvoir. Dans une publication de “Survie France” intitulée *Nos “amis” les dictateurs débarquent*, l’organisme qui s’est fixé comme « objectif initial [...] de faire adopter une loi pour la survie et le développement »<sup>156</sup> déplore que « c’est entouré d’une belle brochette de dictateurs africains que [le Président Français] s’apprête à célébrer le sixième anniversaire du débarquement de Provence et la “liberté et [l’] honneur” retrouvés par la France »<sup>157</sup>. Que valent la “liberté et l’honneur retrouvés” s’il faut continuer à soutenir des chefs d’Etat qui en sont totalement contre ? Mais la réalité est que les suzerains

---

<sup>154</sup> Browde, Levi. “CIEFG communiqué de presse : Jiang Zemin et le véritable axe du mal” Site *Clearharmony.net* [En ligne]. <http://fr.clearharmony.net/articles/200312/11198.html> (Page consultée le 19 avril 2005).

<sup>155</sup> Ibid.

<sup>156</sup> Survie France: “L’objectif initial de la campagne Survie” *Survie-France.org* [En ligne], [http://www.survie-france.org/article.php3?id\\_article=116](http://www.survie-france.org/article.php3?id_article=116) Publié le 21 novembre 2002 (Page consultée le 9 octobre 2005)

<sup>157</sup> Survie France : “nos amis les dictateurs débarquent !” *Survie-France.org* [En ligne], [http://www.survie-france.org/article.php3?id\\_article+4444](http://www.survie-france.org/article.php3?id_article+4444) (Page consultée le 19 avril 2005).

bénéficient d'un support inconditionné à l'image de toute la kyrielle qui a pris part au trentième anniversaire de la prise de pouvoir de Koyaga. La consécration confirme son rang supérieur de dictateur. La cérémonie prouve ainsi qu'il peut dorénavant se compter parmi les plus cruels chefs d'Etat car tous ces noms ont marqué l'histoire du monde d'une empreinte ensanglantée. Koyaga n'est donc qu'un vulgaire prototype dont le récit se veut une réalité connue, appliquée et vécue par tant de peuples victimes des barbaries autocratiques des présidents bourreaux.

Le défilé et la réception au mess des officiers pour célébrer l'anniversaire de trente ans de règne témoignent des capacités de dépenses du gourou. Il s'y est investi matériellement et humainement sans une attention préventive pour les comptes et les décomptes à venir. Le résultat d'une telle folie ne surprend guère. Il se résume à une « exacerbation de la “politique du ventre” dans ses pratiques les plus prédatrices ; en quelque sorte celle du retour de l'Afrique “cœur des ténèbres » (106)<sup>158</sup>. En effet, le paiement des salaires de fin de mois a été une épreuve pour les agents de la trésorerie qui ne peuvent plus étouffer la catastrophe budgétaire. L'Etat manque de fonds pour satisfaire les fonctionnaires. Ils sont plus malheureux qu'abasourdis « quand les directeurs financiers leur annoncèrent : “Pas d'argent pour régler les salaires » (343). Les propos de justification que tient le Président-directeur Général de la “Caisse de Stabilisation des Produits Agricoles” incriminent ouvertement la situation sur le marché international où « les cours du coton, du café et du cacao ont chuté » (343). Les dernières dépenses d'anniversaire ont asséné le coup fatal à l'économie.

Le récit du “sora” vient une fois encore approuver les analyses des économistes cités plus haut qui lient les faillites des gouvernants autocrates béninois, ivoiriens, guinéens et surtout togolais dans le cas précis aux faits de mauvaises planifications et du déficit budgétaire causé par

---

<sup>158</sup> Bayard, Jean-François. “L'afropessimisme par le bas : réponse à Achille Mbembé, Jean Copans et quelques autres” *Politique-africaine*. [En ligne] <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/040103.pdf> (Page consultée le 5 janvier 2005).

les effets néfastes de la crise des prix des produits agricoles sur le marché international. La version littéraire des faits loin de caricaturer les idées, les relate dans la plus grande fidélité. Commence alors une série de difficultés que confronte le pouvoir de Koyaga et qui doivent aboutir à l'instauration d'un système politique plus égalitaire et plus humain.

### **III- Des mouvements sociaux pour un renouveau démocratique**

#### **A- Du mutisme social bien entretenu**

La grande terreur entretenue par les crimes commis sur des opposants ou des personnalités voulant divulguer des opinions controversées au pouvoir a eu d'effroyables impacts sur les mentalités des masses. S'il y a une chose que chacune des dictatures a su bien organiser et maintenir, c'est indubitablement la manipulation de l'opinion publique. Outre l'envergure du déploiement de la politique du clientélisme par l'usage des diverses techniques telle que déjà abordée, il y a aussi une psychose grandissante par l'entremise de laquelle les gouvernements despotes monopolisent la volonté du peuple. Il n'y a pire séquestration que celle vécue par les peuples d'Alfajiri, et des Républiques du Golfe, des Ebènes, des Monts, des Deux Fleuves et du Grand Fleuve.

La notion d'opposition y est étouffée dès les premières heures des pouvoirs tyranniques. Le peuple est contraint à l'obéissance et au mutisme. En tête de liste de l'omerta se positionne l'armée. Chaque coup d'Etat réussi confine davantage le reste des militaires dans une mutité insoupçonnable due au respect de la hiérarchie disent-ils. Malheureusement, l'apport d'un tel comportement dans le maintien des dictateurs en fonction est incommensurable. Ainsi « à la grande surprise du peuple, qui criait bruyamment à la dictature et à la forfaiture, tous les officiers supérieurs du camp Kinimandjè se turent et se soumirent à leur ancien camarade de popote résolu à riposter par les armes » (*La naissance d'Abikou*, 65).



L'attitude marque l'un des moments de tension de la prise de pouvoir par les armes du Général Tonoudouto. La stupéfaction de la population atteint le paroxysme avec la reconnaissance spontanée du pouvoir du fomenteur du coup par les chefs d'Etat du monde qui multiplient les lettres de félicitations. Celui du général est ainsi reconnu «sans ambages en moins de trois jours » (65).

Le peuple mutilé, dominé et atterré par peur de représailles vit alors dans une éternelle indifférence face aux exactions des gouvernants. Sachant qu' « un pouvoir qui se voit laissé à lui-même rend fou »<sup>159</sup>, certains narrateurs s'évertuent de dénoncer une telle attitude de connivence coupable avec les régimes de l'arbitraire. Le “sora” Bingo attribue cela au sens de respect que nourrissent les peuples africains envers les chefs considérés comme les représentants de “Dieu sur la terre”. Leur rôle se borne donc à écouter et à exécuter les ordres donnés par les omnipotents présidents. Ils sont:

Rare – aussi rare qu'un poil sur le séant d'un chimpanzé – qu'un citoyen d'une République africaine indépendante se lève pour dire les blasphèmes que constitue l'inverse de ce que soutient son chef d'Etat. Les peuples écoutent ce qu'on leur dit, ce qu'on leur commande. Ils n'ont pas le temps de tourner, de soupeser, de comparer les actes d'un président (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 197).

Cela démontre la prédominance d'un consentement général aux activités entreprises par les gouvernants. Quiconque ose donc soulever des remarques de réprobation est traité comme l'ennemi du peuple à abattre. “Boubou- Blanc” use de cette politique d'isolement tout le temps que dure sa gouvernance et en a fait une stratégie propagandiste afin de convaincre la population de Gui... aux principes et fondements de la révolution.

Plus aucune volonté n'est libre. Les voix sont contraintes au mutisme afin d'empêcher tout goulot d'étranglement pouvant empiéter sur la bonne poursuite du processus gouvernemental en cours. Les miliciens assistés de l'armée, garants d'un tel art oppressif jouent

---

<sup>159</sup> Kaplan, Francis. *Le pouvoir et les citoyens*. Conférence donnée à Mortagne, le 7 octobre 1989.

leur partition abrutissante en perpétrant des actes ignobles sur les masses. La méthode, « outre son intérêt ludique, avait l'avantage de briser les liens claniques et familiaux pour affaiblir les esprits velléitaires » (*Un rêve utile*, 242).

Mais lorsque les dictateurs au charisme de Tiékoroni remarquent que la force seule ne suffit plus pour contenir les ardeurs et les déferlements des instances de l'opposition, ils font intervenir le matériel. L'argent sert de tremplin dans ce sens. Le vieux au chapeau mou en octroie assez souvent pour faire taire « les grandes gueules » affichant une attitude de bienfaisance tout en dissimulant ses intentions égoïstes de monopole. « Partout, il avait à portée de main un sac de billets de banque et aucun visiteur ne sortait de chez lui sans une enveloppe. C'est par la ruse des enveloppes qu'il est parvenu à rendre lourdes les langues et les plumes de tous les journalistes qui devaient parler de lui et de son pays » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 205).

Dans la ville de St-Dallas secouée par « des événements » (*La Polka*, 47, 62, 63) qui est une vague d'attaques meurtrières de l'armée contre la population, le silence est aussi de mise. Les habitants de la ville évitent tout propos qui pourrait les mettre en contradiction avec les militaires. Les conversations tournent toujours autour du pot, contournant les macabres événements de massacre d'innombrables citoyens dans la lagune de Bê.

Il ne s'est trouvé personne dans St-Dallas pour crier au tonnerre au tonnerre.  
Personne pour dire mauvais temps parmi ceux qui font divination aux cauris jetés,  
à la lecture augurale des battements d'ailes de la poule égorgée. [...] Personne n'a  
crié à la boue, à la nuit, à la fuite de toute chair... jusqu'à ce qu'arrivent ici des  
hommes et des femmes près de tomber, des enfants courbatus, effrayés... (46)

L'horrible besoin de l'armée continue en sourdine par des poursuites jusqu'aux demeures où toute arrestation est suivie d'assassinats. Aux plus chanceux qui sont épargnés par miracle, une stricte vigilance s'impose. Il faut « se faire tout mince, glisser un œil, voir enfin,

raser les murs mitoyens, escalader les palissades, glisser les deux yeux » (60) avant d’oser passer d’un endroit à l’autre. Tout le monde y perd «momentanément le réflexe de la parole » (61).

Les plus courageux qui osent encore affronter le danger manquent toujours la force des retrouvailles annoncées. Les rencontres au Bar M, au bord du marché ou sur les trottoirs ne sont plus sécurisantes mais plutôt « quelque part entre deux palissades » (65).

Ainsi, de braves et courageux personnages à l’instar du narrateur ont fini par braver cet état de psychose bien entretenue pour amorcer une aventure de quête qui s’est avérée périlleuse. Malgré les résultats non concluants de l’aventure, elle a marqué le début d’une nouvelle ère, celle de la volonté d’interrompre et de défier le système répressif gouvernemental. A en croire le virulent politologue Américain Marcuse Herbert dans *Le problème de la violence dans l’opposition*, «l’on témoigne que le devoir de résister est le moteur du développement historique de la liberté, le droit et le devoir de la désobéissance civile étant exercé comme force potentielle légitime et libératrice » (Herbert, *Le problème de la violence dans l’opposition*. Conférence)<sup>160</sup>. A vouloir répondre à la violence par la répression, le pouvoir apparaît en prélude aux luttes de libération. Il en est l’instigateur. A Alfajiri, il a fallu assister à l’assassinat du vieux Anikokou pour qu’enfin une nouvelle force naisse avec la même volonté de venir à bout du système révolutionnaire trop bureaucratique et corrompu du président Tonoudouto. « C’est contre cela que nous devons engager un conflit ouvert dont il faut maintenant resserrer l’engrenage » (*La naissance d’Abikou*, 89).

---

<sup>160</sup> Herbert, Marcuse. *Le problème de la violence dans l’opposition*. Conférence, juillet 1967 [En ligne] <http://www.philagora.net/grenier/marcuse.htm> Publié le 15 mars 2005 [Consultée le 16 juin 2005].

## **B- L'ère des mouvements sociaux pour l'avènement de la démocratie**

Lorsqu'un régime ignore que sa «fondation est née du rassemblement d'hommes égaux, d'une liberté partagée, [...] il se dissout et devient le masque de la violence »<sup>161</sup>. Les dirigeants ci-dessus cités ont confondu les réalités fondamentales qui sous-tendent leur venue aux commandes des affaires nationales. En dépit des systèmes de violence et de répression qu'ils ont instaurés, la bravoure du peuple a fini par prendre le dessus. L'époque de ce réveil est reconnue comme "l'ère du renouveau démocratique". Elle se caractérise par des soulèvements sociaux organisés sous la houlette des patriotes aguerris et déterminés par la lassitude qu'éprouve la nation à l'égard des dictateurs. L'éveil a été rude pour la majorité de la population. Seuls les généraux présidents Tonoudouto de la République d'Alfajiri dans *La naissance d'Abikou* et Koyaga de la République du Golfe dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* affrontent des mouvements plus hardis et souvent fatals pour chacun des deux camps.

Contre le premier, une lutte armée organisée sur des bases magiques, traditionnelles s'enclenche et conduit à son renversement. Elle aboutit à un massacre dont le président Tonoudouto et certains de ses ministres sont les victimes. L'action est l'œuvre d'une couche sociale rejetée et brimée par son pouvoir. S'y retrouvent des étudiants, des paysans et quelques fonctionnaires de l'Etat épris de paix de liberté et d'égalité sociales.

L'amorce de la lutte se résume aux murmures et aux critiques qui engendrent un mouvement d'adhésion massive. Des contacts privés ont généré des séances de rencontres clandestines nocturnes à l'issue desquelles se forment des groupes de révolte et de rébellion. La magnanimité des paysans exploités et maltraités est un atout considérable dans la réussite du mouvement.

---

<sup>161</sup> Arendt, Hannah. "La violence, la loi, le pouvoir". *Philagora.net* [En ligne], <http://www.philagora.net/philobac/index.htm> (Page consultée le 08 avril 2005).

L'assaut final permet de dévoiler l'œuvre du vieux taillandier Anikokou qui réussit à modeler avec efficacité le plus important outil de combat de la communauté afin de mieux atteindre les cibles. La finition de l'arme est si raffinée et impeccable que l'outil prend l'allure d'une arme de combat farouchement convoitée par tous. Assistés alors des opposants au gouvernement, les mouvements déclenchent à l'initiative des étudiants que le chef du gouvernement, le général président Tonoudouto « injuria en les traitant 'd'impuissants' » de « culs-de-jatte » et de « faux révolutionnaires » (*La naissance d'Abikou*, 90). Il les qualifie même de « quarteron d'étudiants et de trublions, auteurs de propos intolérables, subversifs qu'il faudrait châtier sans pitié » (65) pensant intimider les auteurs des révoltes.

Tout commence avec la divulgation nocturne des tracts rédigés par les étudiants. Le message y est clair et sans détour confectionné dans un esprit d'appel à la mobilisation afin d'œuvrer à la chute du régime corrompu qui les dirige. Il convient de reconnaître à cette forme d'écriture clandestine des tracts la tâche combien immense qu'elle a abattu au cours de la période critique et tourmentée des luttes pour l'avènement de la démocratie dans les pays respectifs du Golfe de Guinée.

Dan *La naissance d'Abikou*, le président d'Alfajiri en est fustigé et exaspéré en outrage. Convaincu du danger que cette forme de littérature représente, il ordonne « la poursuite et l'arrêt immédiat des voyous qui aspergent le pays de feuillets incendiaires » (*La naissance d'Abikou*, 66). Evidemment, le discours des tracts ne peut maintenir indifférent un homme aussi assoiffé de prestige et de puissance. L'incitation est donc poignante. « Les assassins au pouvoir veulent réduire la jeunesse au silence! Parents de tous les coins d'Alfajiri, réagissez vite ! » (66).

La contre réaction est également rude. Suite à un mot d'ordre de répression du président, "les forces de l'ordre"<sup>162</sup> dont la plupart sont des gendarmes, assomment les grévistes à coups de gourdin et de matraque, les arrêtent en masse et les violent. Les rescapés sont laissés dans un état désemparé. Les prisons bondent de corps mutilés ou sans vie. Les étudiantes sont les plus nombreuses à être violées, humiliées. Des scènes de désastre et d'indignation sont témoignées sur les lieux de mouvement. Les parents des jeunes assassinés sont récupérés par les rebelles qui usent d'une forte imagination tactique en menant une campagne clandestine de mobilisation et de conscientisation. Ils acquièrent de ce fait la majorité de la population à leur cause. Notons aussi que le massacre des étudiants constitue la cause essentielle qui a intensifié les mouvements. Il marque l'étape décisive et fatale qui a attisé davantage les feux de la tension. La révolte s'accroît surtout avec l'assassinat du « camarade Nguvu » (73).

Ils se constituent en une « force démocratique et populaire »<sup>163</sup>(89). Des ouvriers et quelques membres de l'administration unifient leurs forces aux leurs. Ils sont tous résolus à faire « endêver les chimères qui s'arriment au pouvoir. » (89) Ils profitent de la fête nationale organisée par le Chef de l'Etat pour s'attaquer aux membres du gouvernement. Ils décapitent plusieurs responsables ministériels ensemble avec le président. La force démocratique et populaire devient ainsi une « force potentiellement légitime et libératrice » mais qui malheureusement s'inscrit dans la continuité d'une vie sociale où « les hommes s'y changent en loups » (Kristeva, *Au risque de la pensée*, 20)<sup>164</sup>.

---

<sup>162</sup> Ironiquement utilisé pour chicaner les agents en uniforme qui n'ont pour rôle que de recevoir des ordres sans toute fois pouvoir maintenir de l'ordre.

<sup>163</sup> Expression dont les insurgés font souvent usage afin de gagner la confiance du peuple.

<sup>164</sup> Kristeva, Julia. *Au risque de la pensée*. Paris : L'Aube, 2001.

A l'issue de la réussite du mouvement, Viassin assumant le rôle de porte parole des insurgés, s'adresse à la population qui jubile de soulagement. Il s'exprime en des termes qui prônent l'instauration d'un système politique démocratique malgré le ton putschiste que le discours arbore.

Shoka est en état de siège. Il est instamment demandé à tout étranger [...] de ne pas se mêler de ce qui se passe [...] C'est une affaire intérieure, une affaire de nègre [...] Les Mille Haches sont décidées à purifier le pays d'un pouvoir illégal qui y régnait par l'arbitraire, la dictature, l'oppression, l'asservissement des pauvres et des paysans au profit de quelques féodaux, et surtout des rhizomes et des chiendents de l'impérialisme [...] Vive la République ! Vive la Démocratie ! Vive la Liberté (99).

Comme dans toutes pareilles circonstances, l'équipe dirigeante des Forces Démocratiques s'empresse de prononcer la dissolution des institutions politiques qui officient aux commandements de l'Etat auxquelles elle substitue un nouveau système de direction. Ainsi « sur Alfajiri, commence à briller une “aube tendre et nouvelle”<sup>165</sup> » (102) pour une nouvelle vie de prospérité certaine. Ces mots sont une reprise directe d'un slogan de l'époque révolutionnaire au Bénin qui n'a été qu'une promesse non-tenue.

Il s'avère nécessaire de rappeler que la lutte est l'œuvre d'un groupe de citoyens d'Alfajiri auquel adhère un nombre important de la population acquis à la cause de la liberté. Certes, la méthode de violence utilisée pour accéder à la tendance diffère de celle des urnes que prône la démocratie. Elle permet cependant de neutraliser un régime tortionnaire et apatride. Il importe de retenir que la manière marxiste de prise de pouvoir par les ouvriers, les artisans et les paysans que recommande *La naissance d'Abikou* paraît hors d'usage de nos jours. La conviction d'une lutte armée et populaire afin de se substituer à l'aristocratie jadis promue comme ultime possibilité d'expression de la volonté du peuple ne peut se valoriser.

---

<sup>165</sup> Cette expression a muté avec l'ère de la démocratisation et est devenue “le vent du renouveau démocratique”.

Cependant, la promesse de l'instauration d'une démocratie authentique s'observe dans la volonté manifeste de la nouvelle force politique "les Mille Haches" qui décident du maintien du «vide créé et qui persistera jusqu'à l'élection aux suffrages universels d'un président de la république digne d'Alfajiri » (103).

Tel qu'annoncé, il s'agit d'instituer une démocratie à Alfajiri. Malheureusement, le texte insinue une tactique de renversement qui ignore l'action primordiale sociale et populaire des "Conférences Nationales" dont les pays du Golfe de Guinée se sont inspirés. La suggestion d'une lutte armée de contre pouvoir ne paraît pas plausible. Néanmoins, elle peut comporter une part d'utilité en cas d'échec du consensus national. Dans cette perspective, elle pourrait intéresser les révoltés de la République du Golfe contre les abus du président Koyaga.

Il est en deuxième position des dictateurs dont le récit révèle la persistance d'un conflit de vision politique dont il est l'instigateur par l'adoption d'une position radicalisée empêchant toute initiative d'ouverture et de progrès. Contre lui Koyaga et le régime qu'il gouverne se dresse le peuple las des brutalités et des tueries perpétrées en son sein. Malgré l'adulation populaire dont il bénéficie et qui est le résultat manifeste d'un culte de personnalité, il est déprécié même dans son entourage militaire. L'expression du dégoût fait enregistrer quatre attentats commis contre sa personne mais auxquels il échappe miraculeusement. La multiplication des coups d'Etat ainsi manqués témoigne le malaise social qui sévit. C'est dire que le règne de Koyaga orchestre plus de mépris que d'engouement. En liaison avec l'incapacité du trésor national de payer les salaires, le mécontentement se généralise aux travailleurs.

Les travailleurs incitent à une grève nationale générale appuyée « par les déscolarisés des marchés et des rues » (*En attendant le vote des bêtes*, 315). Ici de même, la partition de



l'écriture clandestine est fort appréciable et se manifeste sous toute forme. Il y a d'abord des tracts qui «sortirent de l'inconnu et jonchèrent les trottoirs » (348). Puis, le changement de stratégie de combat a imposé l'art des graffitis dont les murs se couvrent exhibant de ce fait les blasphèmes contre les gouvernants appuyés des avis adressés à la masse sur le mode d'action à mener.

Tout comme à Alfajiri, les forces de l'ordre interviennent à titre dissuasif pour empêcher la propagation de l'action. Les arrestations n'étant pas exclues sinon recommandées, s'opèrent dès que possible. Mais les déscolarisés alliés aux jeunes chômeurs n'ont lâché ni du lest ni de l'emprise. Ils acculent le gouvernement du président Koyaga et le contraignent à une ouverture démocratique de la vie politique de la République du Golfe. Ils constituent donc « le troisième partenaire » après le peuple et « les politiciens prévaricateurs et bavards » et ont pour nom «jeunesse perdue, régiment des déscolarisés, désœuvrés, pickpockets, cambrioleurs» (346). Leurs mouvements contribuent à la défaite de l'hermétisme présidentiel et suscitent l'amorce du pluralisme dont les premiers signes se manifestent au ministère de l'intérieur. Un attroupement « des demandeurs d'autorisation de création de nouveaux partis politiques, de nouveaux syndicats, de nouvelles publications » prend d'assaut le service ministériel en charge (349).

Notons qu'il y a dans la même perspective une part non négligeable de la pression internationale par le biais de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International qui astreignent Koyaga à la privatisation des entreprises nationales et à la signature du Programme d'Ajustement Structurel. Même si les différents programmes ont débouché sur de

« la faillite » (103)<sup>166</sup>, ils ont pu faire souffler ce vent du renouveau démocratique sur les pays du Golfe. La France en tant que garante et protectrice de certains dictateurs africains comme le prouve la cassette vidéo enregistrée à l'occasion de la commémoration des trente ans de règne du président Eyadema et les déclarations de Survie France du lundi 7 juin 2004 et du mercredi 11 août 2004 a toujours adopté une position tendancieuse envers ces derniers. Elle leur a d'une manière ou d'une autre accordé un soutien indéfectible malgré les condamnations des organismes en lutte pour le respect des droits de l'homme dans le monde. Toutefois, la métropole procéda à une volte-face jugée salubre en 1990 par la voix du président Mitterrand. Il s'agit du discours de la Baule qui exigea l'application de la démocratie par les présidents Africains. Ce retournement déboussole les alliés africains francophones par son caractère d'injonction à une prise de responsabilité politique raisonnable face à la déroute économique des années 80.

Ainsi, « à la Baule, au cours d'un sommet des chefs d'Etats le président de la République française, le président Mitterrand, a recommandé aux chefs des Etats africains de devenir des démocrates angéliques » (344). Le qualificatif « angéliques » est certainement démesuré puisqu'il confère au récit sa structure caractéristique de fiction pure. Cependant il n'en demeure pas moins que l'idée de consistance et de clairvoyance qu'il transmet en terme de la mise en application effective du processus démocratique est sans détour.

Par ces propos, le président français contribue aussi à l'imposition du pluralisme démocratique aux réfractaires dictateurs africains du genre de Koyaga. Il leur est demandé sinon exigé d'engager des pourparlers avec les institutions de Bretton Woods afin d'obtenir

---

<sup>166</sup> Bayard, Jean-François. « L'afropessimisme par le bas : réponse à Achille Mbembé, Jean Copans et quelques autres » *Politique-africaine*. [En ligne] <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/040103.pdf> (Page consultée le 5 janvier 2005).

un accord favorable à un plan de résorption des multiples difficultés socio-économiques auxquelles les irréductibles tyrans ont soumis les populations.

Les effets des accords de signature s'affichent catastrophiques. Des milliers de travailleurs, jeunes pour la plupart, sont licenciés ou soumis à un régime de travail aléatoire. Ils sont les plus nombreux à investir les mouvements initiés par les déscolarisés « pour hâter la chute de la dictature et l'avènement de la démocratie. » (348). La situation perdure occasionnant une léthargie totale dans le fonctionnement des institutions politiques et économiques de l'Etat.

La session forcée à laquelle les députés appartenant tous au Parti Unique du Président Koyaga ont été contraints décide de la tenue d'une session extraordinaire assortie de prises de décisions ourdies pour le dénouement de la crise. Un signe de victoire annonce ainsi la réussite des mouvements. Les insurgés s'accrochent pour arracher la liberté d'action du peuple. Ils sont conscients que « quand la liberté t'est accordée, on a l'œil sur toi ; elle signifie autre chose quand elle est le fruit d'une conquête » (Bhêly-Quenum, *C'était à Tigony*, 191). Déjà le parlement pose des actes prometteurs.

Tous les projets de lois qui traînaient depuis des mois sur les bureaux de l'Assemblée sont votés dans la précipitation. La Constitution est modifiée. Les lois instituant le multipartisme et le multi syndicalisme sont adoptées. Celle proclamant l'amnistie générale est approuvée par acclamation. L'amnistie est étendue à tous les condamnés et bannis politiques. (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 355).

La République du Golfe peut alors croire à ces premiers préceptes du nouveau démocratique. La formation d'innombrables partis politiques par des déscolarisés, des syndicalistes et surtout des opposants politiques illustre la volonté de changement. La « ligue de coordination des forces démocratiques » (356) s'inscrit comme un parti de l'opposition. Parrainés par les autorités religieuses, les représentations de la société à divers niveau

s'engagent dans un conclave avec le gouvernement qui aboutit à la tenue « d'une conférence nationale de réconciliation » (356). Mais, l'astucieux intraitable Koyaga use de l'armée pour séquestrer les conférenciers, annuler toutes les décisions et motions issues de la Conférence et ainsi interrompre le fragile processus démocratique que le peuple asservi a tenté d'instaurer. Cette fois, le coup de force contre la volonté et l'aspiration nationale pour le maintien d'un dictateur impénitent au pouvoir se fait durement ressentir. Précipitamment, il nomme « un simulacre d'Assemblée qui avait désigné un premier ministre provisoire et agréé son gouvernement » (370), imposant ainsi ses visées égoïstes et sordides à la nation tout entière. L'acte propulse à nouveau les échauffourées qui connaissent une envergure plus démonstrative. Il y a eu des affrontements de part et d'autres avec d'innombrables victimes enregistrées au sein du peuple. Mais le despote continue d'exercer son règne en toute tranquillité, narguant davantage le peuple et le monde avec sa farce de démocratie libérale.

L'histoire de Koyaga est un prototype de la dictature ouest africaine francophone. Chacun des épisodes de la vie politique mentionnée est ici un fait réellement vécu dans l'un des Etats du Golfe de Guinée. Toute personne aguerrie de l'histoire politique, sociale et économique du Bénin, du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée, doit pouvoir aisément déchiffrer les réalités référentielles des textes abordés par le présent travail. Il n'y a aucune gêne à localiser avec précision chaque événement ainsi narré. Le chapitre sur les "Conférences Nationales" contient des données qui permettent de repérer la mascarade de démocratie instaurée dans la République du Golfe. Du fait de la similitude de la République du Golfe avec un des quatre Etats, Koyaga est alors ce chef d'Etat mythomane du Golfe de Guinée qui a su dompter tout un peuple par l'usage de la force militaire, mythique et relationnelle.

Le style de réalisme référentiel du narrateur Bingo est d'une netteté indéniable. Son récit comporte tant de vraies histoires qu'il s'avère difficile voire impossible de dissocier la fiction du réel.

Le roman est truffé d'indices qui renvoient le lecteur à la biographie d'Eyadema. L'acteur lui-même, pour enfoncer le clou a déclaré dans des interviews que le modèle de son personnage est le dictateur togolais Gnassingbé Eyadema. Le titre du roman lui a été inspiré par son boy alors qu'il vivait à Lomé. Au cours d'une campagne d'élection présidentielle qui ne laisse aucune chance à Eyadema si l'élection était honnête, Kourouma a interrogé son boy sur les chances d'Eyadema dont il était un partisan. Celui-ci a répondu que le dictateur gagnerait même si pour ce faire, il fallait faire voter les bêtes sauvages. Notez que dans notre pays, le Togo, champion du monde en fraudes électorales, il est d'usage de faire voter les morts, des bambins de 6 ans et des étrangers frontaliers. Avec ce roman, Kourouma a directement nourri son texte d'un contexte historique passé et contemporain. Tous ceux qui connaissent l'histoire récente du Togo reconnaissent Eyadema à travers Koyaga<sup>167</sup>

Le témoignage du professeur Apedoh-Amah est d'un support incontestable à l'affirmation faite sur le réalisme du discours textuel contemporain. Il doit pouvoir consolider aussi la vision réaliste que tout chercheur, technicien ou littéraire se donnerait avant d'aborder la narration des faits politiques et socio-économiques telle que menée dans la littérature des pays du Golfe de Guinée.

### **C- Des impacts de la répression des luttes démocratiques**

Les répressions des soulèvements populaires ont été sans réserve, rudes et impitoyables. Elles n'ont épargné aucune couche sociale soupçonnée entretenir des liens de contacts avec les instigateurs. Force est de remarquer que la représentation diégétique des bouleversements abordés est une inspiration directe des faits sociaux réels et plus ou moins exacts que les auteurs ont eu l'admirable courage d'énoncer. La part de la fiction s'est résumée à la création du milieu imaginaire et à la mise en texte de ces événements afin que toutes les manigances opérées en sourdine par le pouvoir tortionnaire soient dévoilées au public.

---

<sup>167</sup> Apedoh-Amah, Togota Ayayi. Interview accordée à *Togo Forum* le 6 janvier 2004.

La périodisation des mouvements renvoie à des moments spécifiques dans l'existence de chacun des Etats référés. Ils ont été sporadiques en République des Ebènes dont les éléments référentiels ont manqué d'être explicités. Par contre, l'image du signifié paraît assez nettement concerner la fin des années 80 dans "Mashoka Elfu Moja" de *La naissance d'Abikou* qui exemplifie des situations fort similaires à celles survenues pendant les heures critiques de la décadence économique du Bénin. Les années 70 et la première moitié des années 80 s'attribuent aux soubresauts vécus par la République des Monts que l'on pourrait sans discrétion assimiler à la Guinée et la République des Deux Fleuves supposée être la République d'Ouganda. Au même moment, le Zaïre référé comme la République du Grand Fleuve plongeait déjà dans la spirale des scènes répressives depuis 1960 avec une amplification à partir de la fin des années 80.

Ainsi en tête de ligne des affrontements de contrariétés se trouve Koyaga et son armée qui osent interrompre le processus de la Conférence Nationale qui devait ouvrir la République du Golfe à l'ère du renouveau démocratique. La prise en otage des conférenciers par les militaires et les exigences auxquelles ils les contraignent conduisant à l'arrêt des travaux et à la caducité de toutes les résolutions prises antérieurement engendrent une nouvelle situation de méfiance et d'affrontement entre le peuple et les gouvernants.

Notons que la rencontre nationale ainsi suspendue avait au paravent été l'expression d'une contrainte sociale au gouvernement suite à la pression de la rue dont les principaux instigateurs sont les "bilakoros"<sup>168</sup>. L'entrée en mouvements des syndicalistes est un épisode spécifique qui captive l'attention des deux camps opposés. Comme l'affirme cette pensée de Gustave Le Bon, « Le droit établi sur la violence peut s'imposer quelque temps, mais ne saurait

---

<sup>168</sup> Mot Malinké signifiant "déscolarisés", était une cohorte d'enfants de rue délinquants à l'image des "casseurs" en France.

durer. Il devient bientôt créateur de coalitions lui opposant un droit plus fort »<sup>169</sup>. Le droit des forces de la répression donne ainsi naissance à la structuration des mouvements de rébellion.

En effet, émanant du pouvoir de Koyaga, l'unique syndicat du pays brille par son laxisme et son manque d'engagement dans la lutte pour la défense des droits des travailleurs. Ce n'est que de façon individuelle que chacun d'eux par la mise en fonction d'un moyen de communication efficient de "radio trottoir", parvient à annoncer le mot d'ordre de grève générale qui se déclenche en appui à ce que faisaient déjà les déflatés et les bilakoros. Cette «grève générale de tous les travailleurs [...] en préparation » (352) ébranle la sérénité du despote dont l'ultime solution est le paiement des arriérés salariaux. De l'initiative syndicaliste des employés opposants au régime naît l'idée de regroupement syndical privé ou autonome. Elle engendre la formation de syndicats parallèles à celui jadis existant tel que celui des cheminots structuré par Dalmeda. Malheureusement, ensemble avec ses collaborateurs ils se sont retrouvés en ligne de mire des premières victimes du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) appliqué par le gouvernement. Ils sont ciblés, licenciés et remerciés sans rémunération valable par l'autorité supérieure.

Mais un tel acte crapuleux ne peut se consommer si aisément. Plus rude et catastrophique a été le regain de la violence. La capitale est mise à feu et à sang par des groupes d'opposition où se confondent population, policiers, militaires et hommes politiques dissimulés. Le massacre est dévastateur et les morts se comptent par centaine. Ainsi se manifeste l'affrontement sanglant au paroxysme entre le peuple et l'armée de Koyaga dont les effets sociaux sont définitivement dévastateurs et incinérateurs. Le récit de *La Polka* s'y attarde profondément pour en exposer les impacts socio-économiques.

---

<sup>169</sup> Le Bon, Gustave. *Hier et demain. Pensées brèves*. Paris : Ernest Flammarion, 1918. p.169.

Reconnu sous le terme dissimulateur et d'euphémisme "d'événement", la crise sociopolitique est dramatique dans tous les sens. Elle dévoile l'image d'un peuple opprimé, écartelé, misérable et divisé contre lui-même qui vit sous le spectre éternel de la peur. Les moments préliminaires des affrontements enregistrent des victimes dans chaque camp. Les révoltés usent des jets de pierres, de bouts de briques et de pneus incendiés pour contre-attaquer. Ils détruisent et pillent tout ce qui se retrouve sur leur passage.

Au vu des morts dans leur rang, les soldats et les gendarmes, de plus en plus furieux, tirent sur les foules « à balles réelles » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 353). Il en a ainsi été pendant des jours. Mais c'est finalement après un long silence que l'information est propagée. Précisément, « au soir du deuxième jour la télévision a montré le long cortège de fuyards arrivés dans Ville-Haute avec gros plan de visages ébahis. Alors ce mot événement a brutalement pris place, s'est fiché dans la langue des hardis compagnons de la chronique journalière de St-Dallas » (*La Polka*, 51). Ceux qui ont la possibilité de fuir se comptent parmi les plus chanceux ayant pu échapper à la tuerie. La teneur de la citation ouvre une lueur de compréhension sur ce qui s'est produit en prélude au temps de débordement et qui était contraint au silence. Il s'agit de Ville-Basse, l'autre quartier de la capitale que peuple la basse classe sociale. Parmi eux, résident les poursuivis et les matraqués dont le mouvement de résistance conduit au massacre.

Ils sont les marginalisés du pouvoir, les laissés-pour-compte dont l'ultime effort de subsistance se révèle dans de petits métiers ou la prostitution. Le quartier abonde de «ses enfants droits sur pied, tapeurs de ballon déjà et pourchasseurs de têtes à touristes pour vingt-cinq francs la séance cirage et plus si amabilités supplémentaires, des enfants bien représentatifs des 6,5 sur 10 qu'on obtient par soustraction des 3,5 que la fièvre mange par an...» (21). Ils représentent



une jeunesse malnutrie et fragilisée par un manque de programme de santé soutenue. Leur vie est commise à un mouvement déambulatoire quotidien de fripouilles à la quête de la moindre pitance. Une observation scrutée permet de remarquer en leur sein des

Garçons cireurs qui s'en vont de leur démarche pantelante jeter quelques mots à l'adresse du premier client que ses chaussures brillantes porteront jusqu'au cercle des joueurs de cartes. La revendeuse d'arachides... les braves ivrognes sans le sou dont le chef Johnny Walker... et enfin les trotteuses, elles qui connaissent par cœur chaque centimètre carré des trottoirs de St Dallas, qui savent à quel endroit précis le clap-clap du talon haut fait vibrer les cuisses à l'approche du client (22).

C'est la frange de la population visée par « le signal de la disparition » et qui est obligée « de fuir à la faveur du couvre-feu transgressé [...] vers les collines refuges » (63).

Des familles se sont ainsi disloquées sans plus parvenir à la reconstitution intégrale des membres. L'existence que mènent les plus chanceux ayant pu échapper au carnage se résume par la suite au statut de déplacés. Par contre, ceux qui se sont faits rattraper par les hommes armés de la "Chose du dieu Guettant" ont disparu sans plus jamais être retrouvés. Iléo Para est l'un d'eux dont la recherche par la grand-mère reste un film inédit de ce que vivent les parents des assassinés du pouvoir. Les séances d'annonces publiques de recherche des disparus aux différents points de rencontre improvisés n'a apporté aucun soulagement aux « pleureuses » des morts qui « auront longtemps attendu » (122) leurs proches sans le moindre indice d'espérance. Les « événements » ont contribué au démantèlement de l'esprit de vie communautaire et familiale enduré par les habitants de Ville-Basse.

De même, nombreux sont ceux qui sont contraints à l'exil soit dans des camps de réfugiés, dans les pays voisins ou carrément outre-mer. Le pouvoir a fait d'eux des « étrangers » chez eux car rester au pays n'était plus rassurant pour chacun d'eux. Mal s'en prendrait à

quiconque osait défier le sort parmi eux. Bref, le réfugié ou l'exilé serait «resté chez lui » qu' « il aurait été un marginal, un malade, un hors-la-loi » (*Etrangers à nous-mêmes*, 18)<sup>170</sup>.

Le sort d'un hors-la-loi dans un régime autocratique aussi sanguinaire que celui de Koyaga, de la “Chose de dieu Guettant” ou de “Boubou-Blanc” s'exécutait entre les mains des tortionnaires lycaons ou de la police spéciale de la nature des tontons macoutes. Dans un pays où « debout est signe qu'on tombe » (*La Polka*, 157), la raison cède devant la force de la violence du pouvoir, induisant tout le système politico-social dans un hécatombe perdurant.

Les déclarations « je n'ai plus envie ni d'aller ni de venir. Je n'aurai plus besoin d'arriver. Le monde se retire. Et je manque dorénavant » (157) de l'énigmatique narrateur de *La Polka* loin d'afficher “l'afro-pessimisme” tant critiqué, marquent tout de même la véhémence dénonciation de la situation catastrophique dans laquelle sont immergés les pays aux régimes dictatoriaux. La vitalité optimiste de l'espérance que confère l'état de la vie politique actuelle se lit à travers l'inconditionnelle chute du bourreau. Incarnation des forces du mal « l'homme va tomber. [...] L'homme est déjà tombé. Et il continue de tomber et tombera longtemps, comme le rayon de l'étoile déjà morte qu'on voit encore, qui tombe encore- comme ça brille, comme ça brille à peine que déjà zut... » (156).

La vision prophétique de l'imminente apocalypse du dictateur est une annonce de la fin des malheurs du peuple. La loi de la dialectique naturelle demeure inaliénable pour tous les êtres terrestres. La terreur et la fureur des autocrates ne peuvent jamais les en écarter. « Comme ceux de Ramsès II, d'Alexandre le Grand et de Soundjata, tous les régimes finissent par s'en aller. Le mur de Berlin s'est écroulé ainsi que le monde communiste » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 355).

---

<sup>170</sup> Kristeva, Julia. *Etrangers à nous-mêmes*. Paris : Flammarion, 1991.

L'identique raison de la chute du despote nourrit aussi la narration d'*Un rêve utile* où les intentions sont projetées au-delà de la simple observation. La crise politique dans le pays de Gui... d'une part et celles qui détruisent l'Ifrikya de façon générale aux multiples issues de misère et de malheur sociales préoccupent l'inspiration narrative. Il n'est plus question de vociférer des critiques de décervelage des systèmes autarciques sans toutefois énumérer des suggestions valables dont la mise en application servirait à éradiquer les sources de conflit entre les gouvernants et la société. Comme solution immédiate à la décadence de l'Ifrikya, il était urgent d'initier un plan d'instruction et d'éducation massives du peuple. L'engagement du principal personnage dans le processus d'alphabétisation des amis et frères réfugiés paraît salutaire malgré l'indifférence notoire de ceux-ci. Toute entreprise de développement commençant par l'éducation, il s'avérerait indispensable d'y acquérir la conscience de la majorité du peuple. De ce fait, il y aurait une renaissance de l'homme. Les protagonistes de la mésentente nationale pourraient alors mieux s'appréhender. D'où donc un partage de sentiments mutuels conduirait aux demandes d'excuses des uns et à l'acceptation du pardon des autres.

De là, démarrerait la bâtisse d'une nouvelle ère pour un monde nouveau de paix, d'égalité et de bien être social pour tous. « Quand j'étais enceinte, je me disais qu'il était Adam et que j'étais Eve et que nous allions enfanter une nouvelle humanité, cette fois sans serpent et sans péché originel » (*Un Rêve utile*, 217). Mais la réalisation d'un tel noble désir impliquait qu'«il fallait d'abord remettre les compteurs à zéro » (238) c'est-à-dire se communier tous les torts du passé. Ensuite, il conviendrait de « faire le tour du continent et des autres problèmes, consulter les mannes et les archives » (239) afin d'obtenir les agréments de tous les fils du terroir.

Finalement, il serait radieux de remarquer que « de précieuses saisons furent ainsi sacrifiées en laborieux séminaires et en bruissants conclaves » (240). Alors, en bon responsable unificateur, le président viendrait à prononcer un discours de consolidation des liens entre le gouvernement et le peuple à l'image du chef milicien qui « dit que le passé est révolu, que les temps nouveaux sont arrivés avec le même soleil pour tous (241). L'idée de la reconstruction du continent sur des bases plus sociables et humaines s'imposait ainsi comme préoccupation d'un artisan prédicateur de la paix et de l'égalité. Nonobstant le ton sarcastique dans l'expression de l'idée de la Conférence nationale, il convient d'apprécier le vœu avec toute la valeur et la considération qui s'imposaient. L'invitation à l'exécution d'un programme de consensus national telle qu'élaborée conviait chaque citoyen à une ouverture de mentalité pour la mise en place du système démocratique. Aussi, les multiples allusions faites aux différents héros du continent dénotent du désir d'honneur et de valorisation des patrimoines nationaux, africains. Au-delà des limites des Républiques de Gui..., des Monts, des Ebènes, du Golfe, du Grand Fleuve et des Deux Fleuves, l'appel fait figure d'une incitation générale, donc d'une entente des peuples de l'Ifrikya à travers des forums et des conclaves afin de renforcer les liens historiques de solidarité, de fraternité et d'entraide qui constituent l'ossature même de la vie africaine. « Si l'Immobilisme est le Privilège du Ciel, le Progrès est le devoir des hommes, pas à pas, main dans la main, c'est ainsi frères, que l'union fait la force, l'oiseau son nid » (238).

**Tableau 5** : Tableau récapitulatif des principaux référents réalistes dans les quatre œuvres.

<b>Les événements réellement survenus</b>	<b>Les événements du récit fictionnel</b>
Coup d'Etat avec assassinat du Président Sylvanus Olympio par Eyadema et ses hommes (Lomé le 13/01/ 1963)	Koyaga et ses lycéens assassinent le Président Fricassa Santos ( <i>En attendant</i> , p.100)
Prise du pouvoir par Eyadema (Lomé le 13/01/ 1967)	Accession de Koyaga au pouvoir ( <i>En attendant</i> , pp.122, 123)
Déclaration du Président Mitterrand à la Baule en France (Juin 1990) + Interférence occidentale dans la vie politique africaine	Message du Président Mitterrand + rôle de l'Occident en Afrique ( <i>En attendant</i> , p. 344 + pp. 110, 354-355)
Grève des étudiants organisées par l'opposition (1 <sup>er</sup> Mars 1991 – 1 <sup>er</sup> Juin 1991)	Grève des déscolarisés et des déflatés de la fonction publique ( <i>En attendant</i> , p. 348)
Massacre de Bé avec des dizaines de morts (1 <sup>er</sup> Avril 1991)	Déscolarisés, cheminots, policiers et gendarmes assassinés ( <i>En attendant</i> , p. 352)
La farce de Conférence Nationale du Togo (10/07/1991 – 28/08/1991)	Conférence Nationale interrompue par les militaires ( <i>En attendant</i> , pp. 356-370)
Manifestation de l'opposition et la répression sanglante de Bé. Fuite de milliers de Togolais au Bénin et au Ghana (26 Janvier 1993)	-Assassinat des opposants et fuite de certains dans les pays voisins ( <i>En attendant</i> , p. 370) - Les événements ( <i>La Polka</i> , p.47, 51, 61)
Le "camp Boiro", macabre prison de la Guinée de Sékou Touré (Dans les années 70)	Le camp Kabako ( <i>En attendant</i> , p. 168)
Départ en exil des cadres Guinéens entre 1965 et 1970	L'exilé assisté par des parents gendarmes ( <i>Un rêve utile</i> , p. 159-166)
L'escroquerie des biens de la population par les miliciens de la révolution béninoise (1 <sup>ère</sup> moitié des années 80)	Les messieurs de l'autorité publique pillent les paysans et incendient les demeures ( <i>La naissance d'Abikou</i> , pp. 82-87)

**Source:** Résumé fait à partir des rubriques historiques des quatre pays sur le site des pays de l'Afrique de l'Ouest [www.izf.net](http://www.izf.net)

## QUATRIÈME PARTIE DE LA STYLISTIQUE DE DÉNONCIATION

La littérature écrite « doit, tout comme le fait la littérature orale traditionnelle outre faciliter l'intégration de l'individu dans la société et consolider l'unité communautaire, réformer les mœurs, révéler aux lecteurs leur situation dans un système politique et économique, les amener à prendre leurs responsabilités, les tirer hors de leur apathie, changer leur mentalité et supprimer les comportement antiprogressistes, bref leur faire accepter la modernité »<sup>171</sup> a écrit Claire Déhon dans *Le réalisme africain : le roman francophone en Afrique Subsaharienne*.

---

<sup>171</sup> Dehon, Claire. *Le réalisme africain : le roman francophone en Afrique Subsaharienne*. Paris : L'Harmattan, 2001. p.62.

## CHAPITRE 7 : SUR LES TRACES DE L'ORALITÉ

### I- Du réalisme stylistique dans les œuvres

Les méthodes stylistiques utilisées dans chacun des ouvrages abordés méritent une attention particulière. Elles exposent une richesse langagière dont les variantes peintures intrinsèques aux œuvres spécifient chaque discours en une entité unique. Du narrateur actant à visage découvert à celui au langage mitigé usager d'onomatopée, de calembour et de stéréotype, l'analogie du message demeure cependant convergente. Il s'agit de la teneur critique et dénonciatrice que les récits ont su adopter comme fondement essentiel commun à tous les écrits abordés ici.

La conception des textes est l'œuvre de la mise en instance d'un talent expressif dont l'auteur est souvent « celui qui dit la vérité à travers le rire, la ruse, la critique » (64)<sup>172</sup>. Une analyse minutieuse laisse découvrir dans le présent contexte une méthode discursive raffermissant davantage le rôle de l'écrivain en tant qu'artisan « transcripteur ou constateur, phare et miroir de sa société » (62).

«Au-delà du style et de la langue, l'écriture traduit avant tout le rapport que l'écrivain entretient avec la société. Le langage littéraire est en effet transformé par sa destination sociale » (Avant-propos)<sup>173</sup>. Ce rapport se caractérise par une désapprobation des conditions de vie auxquelles les populations sont assujetties, y compris l'auteur lui-même. Le rapport est aussi celui d'une auto défense et d'une affirmation de soi et de l'expression des talents au-delà du simple exercice du métier d'écrivain. Il en découle également de la narration du témoignage des faits sociopolitiques du milieu. Autant de fonctions qui font de chacun des auteurs

---

<sup>172</sup> Dehon, Claire. *Le réalisme africain : le roman francophone en Afrique Subsaharienne*. Paris: L'Harmattan, 2001.

<sup>173</sup> Barthes, Roland. *Le Degré zéro de l'écriture : Nouveaux essais critiques*. Paris : Seuil, 1973.

l'accompagnateur de l'histoire du pays. De ce fait, « il apparaît en romancier réaliste comme le témoin du bouleversement social de son époque » (233)<sup>174</sup>.

De l'analyse stylistique des quatre textes, se dégage une diversité de techniques de narration avec des spécificités propres à chaque ouvrage. Au couple Bingo le "sora" et son répondeur Tiécoura le "cordoua" au redoutable talent de griot africain, il convient d'associer l'application fort appréciable d'un dualisme combinatoire de la technique orale à celle de l'écriture. Les raisons du choix pourraient paraître multiples avec des parts de vérités certaines. La présente étude en a eu conscience et tente ici d'en énumérer les plus saillantes.

## **II- De la stylistique "d'accoutrement"**

L'exploitation de la méthode descriptive des accoutrements (tenues vestimentaires et autres insignes corporels) vivifia le style laudatif mis en exergue dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*. D'abord, il faut y noter l'esprit de revalorisation des mœurs africaines. Le discours oral ayant constitué l'ossature de la littérature originelle du peuple noir dont les qualités énonciatrices du vrai et du vécu ont été sans pareille, il s'impose alors comme technique d'usage pouvant répondre à la demande de l'auteur. Une telle mise en valeur ne peut que contribuer au renforcement des racines de l'oralité dans l'aventure romanesque contemporaine. Là se retrouve toute la substance de l'enjeu. Oser donc d'une témérité narrative afin de pouvoir convenablement exploiter la richesse de l'approche réaliste du discours oral est la pulsion d'innovation du précepteur du roman. Voilà pourquoi le message est direct, sans détour ni contour.

En effet, à l'image du griot qui chante et raconte des faits réels liés aux sujets, la narration du parcours des dictateurs s'est entreprise dans un style assez dévoilé. Les clichés de description métaphorique des personnages se rapprochent tellement de la réalité que quiconque

---

<sup>174</sup> Anozie, Sunday. *Sociologie du roman africain : réalisme, structure et détermination dans le roman moderne ouest-africain*. Paris : Aubier-Montaigne, 1970.



connaissait les indexés est à même de les dévisager. Tiékoroni “l’homme au chapeau mou” de par sa structure signalétique renvoie le lecteur à l’image du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. Semblable est celle de Koyaga dont la résonance de la prononciation du nom prend l’allure onomatopéique de la stature physique de la personnalité prise en référence. Il arborerait une carrure comparable au son phonémique des syllabes contenu dans le nom. Il aurait une démarche biscornue. Comme énuméré plus haut, il stéréotyperait le président Eyadema dont la description du prototype la “Chose de dieu Guettant” dans *La Polka* ne laisse également aucun doute sur la représentation de l’intéressé.

Il en est autant des présidents Bossouma, Nkoutigui Fondio, “l’homme au totem léopard” et du souverain des Djebels. Les tenues vestimentaires qui spécifiaient leur mode d’habillement ont servi de pôles d’attraction et de référence aux narrateurs qui s’en sont saisis pour mieux les annoncer dans leur “donsomana”. Leurs commentaires rappellent les multiples médailles qui jonchaient le poitrail de l’empereur Bokassa, le chapeau de peau de léopard du président Mobutu ou encore l’éternelle tenue blanche du président Sékou Touré. Des fois, le référé s’ajuste si bien au référant que le discours paraît perdre de son originalité fictionnelle caractéristique.

Ainsi s’est actionné le style laudatif et ses multiples vertus usuelles qui a dû conduire à la caducité et à l’abandon de la formule du discours linéaire ouvrant des perspectives d’une stylistique nouvelle conviant à «la multiplication du visage du narrateur ou à “l’oralisation” du récit » (70)<sup>175</sup>. La nouvelle technique narrative ayant conduit à l’abandon du style traditionnel d’intrigue, d’un héros central et d’une situation de quête rapporte l’action plus qu’elle ne la concède. Elle dépouille le personnage de la possibilité d’intervention active ; un rôle dont

---

<sup>175</sup> Tshihiluka Kawaha, Benjamin. *Ecriture et politique dans la retraite anticipée du guide suprême de Doumbi Fakoly*. Paris : Seuil, Inédit.

l'apanage incombe au conteur, au griot narrateur. Il est l'animateur par excellence des soirées récréatives ou des événements rassemblant la communauté. Il raconte des histoires liées à des individus ou aux familles. Il est l'unique personne habiletée à retracer l'historique des généalogies. Sa détention de la parole nécessite une attention obligatoire de l'auditoire. Il n'est pas interrompu et prend tout le temps dont il dispose pour déverser son savoir. C'est fort de cette qualité que Bingo le sora a investi la narration du discours d'*En attendant le vote des bêtes sauvages* pour s'en faire le maître incontestable. Il décrit les personnages en commençant toujours par l'attrait vestimentaire. Vient ensuite les actes posés par l'acteur dans diverses circonstances qu'il rapporte à l'auditoire. C'est ainsi que les vies entières de Koyaga et de Maclélio ont été relatées.

Le même usage de style d'accoutrement se note aussi dans les autres œuvres. Dans *Un rêve utile*, chaque allusion faite au président de Gui... ressort toujours la dynamique vestimentaire à laquelle il s'accommodait. Le récit le baptise "Boubou-Blanc" pour le blanc de l'uniforme éclatant auquel il resta attaché tout le temps que dura son règne. De manière convergente, Bingo l'interpelle identiquement par l'acronyme de "l'homme en blanc".

Au même moment, l'initiateur du texte de *La Polka* qui relate le portrait de la "Chose du dieu Guettant", s'attarde beaucoup plus sur l'aspect vestimentaire qui permet d'identifier un militaire au « képi de fer » (56). L'éclairage s'illumine davantage avec une telle peinture. Il en est de même du portrait fait du vieux Anikokou dans *La naissance d'Abikou*. Une insistance analogue sur l'appareillage d'habillement reproduit une image d'un homme

Grand, mince, apparemment frêle avec des yeux vifs dans un visage osseux [...] Les pagnes "adire"<sup>176</sup> lui convenaient : il s'en drapait, laissant nue jusqu'à la taille la partie droite de son corps ; il portait aussi un ample "cakà" à ergots de velours indigo, une sorte de bermuda serré au-dessous du genou (*La naissance d'Abikou*, 60).

---

<sup>176</sup> Un genre de pagne tissé très populaire en Afrique de l'ouest.

Ainsi, le style d'accoutrement paraît truffer le récit d'éléments qualificatifs très proches du personnage. Son apport à la meilleure compréhension du message et à l'appréhension de l'image réelle de l'actant demeure fort appréciable. Il est en fait plus aisé de reconnaître une personnalité par la mode vestimentaire que toute autre aspect lui conférant.

L'exploitation d'un tel art narratif détermine la célébrité limpide du récit des dictateurs. Il y va aussi du ton de réalisme qui le caractérise car bien que fictionnel le contenu des messages descriptifs reste fortement imbibé des traits saillants sociopolitiques dénoncés.

### **III- Du langage métonymique**

Des quatre romans considérés, seul *En attendant le vote des bêtes sauvages* déploie les modalités métonymiques. Il se consacre à l'estimation plurielle des forces intrinsèques des dictateurs chevronnés. D'abord, la reconnaissance de la suprématie de leur autorité sur le peuple et le pays est indubitablement un fait indéniable. Dès les premières heures des indépendances, ils profitent de l'inspiration rayonnante dont ils jouissent au près des citoyens pour se démarquer et s'imposer. Ils usent de toutes les stratégies imaginables allant de la démagogie, à l'affabulation, du subterfuge aux assassinats d'opposants afin de parvenir à l'assouvissement des lugubres convoitises. Ils se bâtissent alors une renommée incontestable sur le sang, la force et la vie du peuple.

La métonymie narrative de Bingo et de Tiécoura se préoccupe de cette sordide réussite manipulatrice et inhumaine dans la plus part des cas. Usant donc du talent griotique universel, ils replongent les récits dans les glorieux passés historiques de l'Afrique où le pouvoir du roi se comparait à la vertu immanente d'un animal comme déjà abordé plus haut. Mais contrairement à l'exploitation positive de cette philosophie d'assimilation de la force, de l'attrance et du génie animal en faveur du pouvoir royal, les narrateurs procèdent par une exagération caricaturale

stéréotypée. Il s'agit d'une technique d'encodage faisant usage d' « un système de symboles destiné à représenter et à transmettre une information. »<sup>177</sup>

La cupidité et la cruauté du président Tiékoroni sont aussi exubérantes et dévastatrices qu'un dévorant caïman. « Etant appelé et reconnu comme la plus ancienne des bêtes terrestres » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 184), le caïman répond efficacement à la fonction panégyrique symbolisant le plus ancien des dictateurs du Golfe de Guinée. Plus le règne perdure, plus nombreux se comptent les victimes de sa tyrannie à la manière du vieux caïman dont le long séjour dans le bief lui procure une domination littérale sur le milieu et les animaux environnants.

La symbolique du léopard n'en est pas moins exécration. Compté aussi parmi les animaux les plus féroces, l'adéquation de sa portée dithyrambique avec l'atrocité du président de la République du Grand Fleuve est sans équivoque. Il est « aussi sanguinaire qu'un léopard » (184), « féroce comme un fauve, féroce comme son totem » (250). Il a fait montre de la pire cruauté humaine en châtiant son épouse à mort. Aussi, partage-t-il la même teneur de méfiance avec le léopard dont il est l'attribut.

Autant le léopard emporte toujours ses proies au faite des arbres pour les maintenir à l'abri de toute intrusion d'autres prédateurs, autant l'homme qui l'incarne investit le trésor du pays qu'il emporte durant tous ses voyages pour dit-il la sécurité. Individuellement, les dictateurs répondent valablement aux différentes représentations métaphoriques animalières que leur ont conférés le “sora” et le “cordoua”. L'animalité qui caractérise leurs actes en correspond très bien. Ils sont plus animaux qu'humains. Certes, ils exposent la carapace humaine au vu de tous alors que leur instinct n'est qu'animalisé. Ils sont non pas des humains mais des bêtes sauvages.

Même Bossouma dont la sottise et la malpropreté se résument à celles d'une hyène n'a pas adopté une conduite meilleure. Il affiche une sottise qui l'induit fréquemment dans des

---

<sup>177</sup> Définition du Robert de 1993.

idioties insolentes. D'ailleurs, un sot criminel est plus à craindre qu'un espiègle de la même férocité. L'homme au totem hyène n'a de pitié pour personne. Il y va de même pour tous les autres dictateurs attribués à la panthère, au chacal ou au lièvre. Chacune de ces représentations animales ne manque pas d'accomplir la tâche comme l'indique le totem.

Les espiègeries de Nkoutigui Fondio sont bien identiques à la capacité qu'a le lièvre de jouer des tours aux compères. Maclédio et tant d'autres intellectuels qui ont répondu à son appel pour bâtir une République des Monts libre et authentique en sont victimes. Là encore se proclame la parfaite harmonie de la métaphore. L'apogée de cet usage allégorique se note au niveau de la substitution de Koyaga au faucon, animal jadis dressé pour la chasse. En effet, antipode de la colombe, le faucon représente l'idée de la lutte, du combat, de la guerre. Il est diurne et jouit d'une puissance confortable aiguillonnée par une rapidité inouïe. Sa rapacité fait de lui l'un des prédateurs les plus terrifiants de la faune. Koyaga commit assez d'actes criminels en concomitance avec le caractère de l'animal qu'il mérite un tel référent. Il tue et émascule ses ennemis similairement à ce que fait le faucon qui entame toujours sa proie par l'entrejambe. Somme toute, il est à remarquer que le récit, tout en se voulant fictionnel, apporte d'amples éléments qui soutiennent les faits vécus.

Ces représentations parodiques contiennent une part de réalisme que nul ne pourrait contester. Il faut que le discours adopte une tournure simagrée pareille pour que la recherche de la focalisation de l'attention du lectorat soit facile. Ainsi, les narrateurs ayant acquis une immunité certaine par l'entremise de leur fonction de « *diseur de vérité* », parviennent à relater les faits et gestes des tout-puissants dictateurs. Seuls les dignes griots détiennent la vertu de la parole brute, véridique et purificatrice. Puisque « la vérité [qui] est comme le piment [...] incommode les yeux » (*Le réalisme africain : le roman francophone en Afrique Subsaharienne*,

242) il fallait se doter du calibre griotique capable de la révéler à Koyaga avec d’intermittentes interjections blasphématoires du répondeur Tiécoura. Cette stratégie de conteur, de chanteur et de louangeur leur a permis de reproduire l’histoire de la dictature du Golfe de Guinée et de l’Afrique au couple Koyaga-Maclédio. Le jeu discursif d’allocateur racontant ou rappelant la vie antérieure à des allocataires passifs contraints à une attention infaillible dénote aussi de la responsabilisation de ces derniers des actes criminels dont ils sont les auteurs. Ils sont ainsi conviés à répondre de leurs forfaitures devant le pays, le peuple et l’histoire.

#### **IV- Du récit épique**

Contrairement à la pensée de Jean Ricardou qui soutient dans *Problème du nouveau roman* que « le roman devait être moins l’écriture d’une aventure que l’aventure d’une écriture » (Introduction)<sup>178</sup>, les textes étudiés par le présent travail confirment plutôt la mise en structure de forme qui s’appuie sur les deux aspects narratologiques. Il tient alors lieu de substituer au mot « moins » le mot “autant” pour faire savoir que le roman se présente ici en tant que récit d’une aventure en même temps que celle d’une écriture. Du moins c’est ce à quoi les techniques d’usage se réfèrent ici. Il y va de la manière dont la narration de l’aventure érigée sur des révélations circonstanciées réalistes aventurières des personnages qui en constituent le scénario est libellée. Elle a pris l’allure d’une épopée.

«Du grec “epos” [parole] et “poiein” [faire], l’épopée est la narration d’un haut fait devenu légendaire, nimbé d’éléments merveilleux et dont le héros, à la valeur surhumaine, entre en conflit avec des forces gigantesques dont il triomphe. [...] Ce personnage, toujours masculin, est porteur d’une morale destinée à exalter une collectivité (famille, nation) ou symboliser la

---

<sup>178</sup> Ricardou, Jean. *Problèmes du nouveau roman*. Paris : Seuil, 1967.

grandeur humaine »<sup>179</sup>. La stylistique s'observe essentiellement avec la technique employée par Kourouma dans la mise à nue du "donsomana" de Koyaga. Le caractère épique de la narration prend ainsi forme de sa structure textuelle et de l'art de l'énonciation mis en plan pour émettre le message. Partie intégrante des techniques sémantiques métonymiques et d'accoutrement déjà énumérées, le texte du roman adopte l'allure d'une épopée compte tenue de sa structure discursive. Le scénario s'avère être une mise en forme analogique de communication des événements antérieurs survenus au niveau de chacun des Etats du Golfe de Guinée sous forme historique que le héros lui-même revit ensemble avec l'assistance présente à la soirée "donsomanesque"<sup>180</sup>. Les techniques du conte épique se font valoir tout en exhibant les qualités de narrateur réaliste pour une restitution intégrale des actes individuels heureux ou malheureux des dictateurs. Il ne lui revient « par conséquent que rendre un compte fidèle de tout ce qui se [passe] au niveau du social, de tout ce qui [fait] partie de la structure mentale ou psychologique [du] peuple et [de] l'époque » (*Sociologie du roman africain : réalisme, structure et détermination dans le roman moderne ouest-africain*, 234) des féroces dictatures.

La configuration de la scène en est plus qu'expressive. « [...] le soleil à présent [commençait] à disparaître derrière les montagnes. [C'était] bientôt la nuit. Ils [étaient] là assis en rond [...] Koyaga [trônait] dans le fauteuil au centre du cercle. Maclédio, [son] ministre de l'orientation [était] installé à [sa] droite » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 9). Il n'existe aucun aspect de l'organisation scénique telle que décrite ici qui s'écarte de celle des soirées de contes africaines.

La soirée répartie sur VI veillées critiques et surtout véridiques retrace au despote tout l'itinéraire de sa vie sociopolitique étayée par celles des paires depuis la colonisation des pays

<sup>179</sup> Lejeune, Philippe. "Approche du genre épique". *Lexique des genres littéraires*. URL : <http://philippe.lavergne.free.fr/paggenr.htm> (Page consultée le 11 avril 2005).

<sup>180</sup> Qui s'attribue à la veillée du "donsomana".

respectifs jusqu'aux indépendances. Le déroulement de la séance « sous l'apatame du jardin de [la] résidence » (9), loin de montrer une opiniâtreté et une effronterie navrante des auteurs, énumère plutôt la force latitudinale des griots d'affronter le chef ou le roi partout où la circonstance s'impose. Une confirmation nette du pouvoir de leur parole de vérité et de critique sur les maîtres se démontre ainsi. Le griot « se permet tout et il n'y a rien qu'on ne lui pardonne pas » (10).

L'immunité dont il jouit se raffermi davantage grâce à sa posture extradiégétique de véhiculer le passé. Il n'est pas un actant. Sa fonction se résume à un rapport argumenté des actes même les plus redoutés. Cela lui facilite la tâche de commentateur acerbe et narquois face à laquelle le destinataire ou l'allocutaire est tenu de faire preuve d'une maîtrise totale des sens et du tempérament.

Dans ces conditions, commence le dithyrambe généalogique des chefs de partis uniques au cours duquel toutes les atrocités, les exactions et les barbaries commis sont évoquées avec tellement d'exactitude qu'il est difficile voire impossible de dissocier les faits de la fiction de ceux réellement perpétrés et vécus. La transparence trop flagrante du voile qui couve les événements fictionnels laisse facilement entrevoir et apercevoir chacun des personnages de référence en rapport avec l'espace et le temps de l'action.

« L'important pour le romancier ne [réside] pas dans une description objective du passé, mais dans une représentation expressive » (*Le réalisme africain : le roman francophone en Afrique Subsaharienne*, 14) captivante de l'animalité dont ont fait montre les pères de la Nation. Koyaga revit ainsi la monstruosité qui l'habitait et qui le confond présentement avec une bête sauvage.



La narration s'est affectée un outil langagier traditionnel prépondérant dont la maîtrise et la fluidité d'emploi fait des griots les éternels possesseurs du verbe. La multiplicité des phrases, des expressions et des formules proverbiales pourvoient aussi l'œuvre d'une incontestable richesse de franchise et de dénonciation contorsionnistes sans pour autant ôter au ton la virulence véridique caractérielle qui le singularise. Les veillées sont garnies de proverbes annonceurs du commencement et de la fin des parties tout en énonçant le thème principal y traité. Ils s'exécutent comme cheval de la parole avec l'intention de « faire entendre la voix du peuple » (*Des hommes ou des bêtes*, 173).

En effet selon Barthes, le proverbe ou la maxime, serait un « énoncé proféré par une voix collective, anonyme, dont l'origine est la sagesse humaine » (Barthes, *S/Z*, 25)<sup>181</sup> et de manière spécifique « le proverbe africain n'a de sens et ne peut être interprété que dans le contexte de la culture qu'il exprime » (92)<sup>182</sup>. Une culture plurielle et unique dont les éléments fondamentaux confèrent au continent une harmonie identitaire accomplie.

C'est dire donc que l'usage du proverbe pour agrémenter le discours réaliste n'est pas l'apanage d'un peuple donné, isolé de la diaspora. Il s'agit plutôt d'une pratique assez populaire et universelle. De ce fait, il convient de reconnaître au message de l'ouvrage la proportion d'envergure continentale à laquelle il était destiné, car au nombre limité des dictateurs qu'il expose peuvent s'adjoindre de milliers d'autres. D'ailleurs, quiconque averti du système du fonctionnement des pouvoirs politiques sait qu'« un dictateur n'est qu'une fiction. Son pouvoir se dissémine en réalité entre de nombreux sous-dictateurs anonymes et irresponsables dont la tyrannie et la corruption deviennent bientôt insupportables »<sup>183</sup>.

---

<sup>181</sup> Barthes, Roland. *S/Z*. Paris: Seuil, 1970.

<sup>182</sup> Alexandre, Pierre, « L'Afrique. Zones culturelles et grandes traditions orales ». Dans *Le Grand Atlas des Littéraires*. Paris : Seuil, Inédit.

<sup>183</sup> Le Bon, Gustave. *Hier et demain. Pensées brèves*. Paris : Ernest Flammarion, 1918. p. 154.

Cette raison explique certainement la violence et virulence du ton descriptif des scènes macabres de tueries perpétrées par “le guide suprême”. La violence est à admettre au paroxysme dans la tonalité du langage donsomanesque. L’usage exclusif des mots et expressions qualificatifs des assassinats rend à l’œuvre toute la bestialité que corroborent les coups de force du personnage principal.

De façon générale, la suscription du discours vise tout le système politique africain même si une attention particulière est accordée à des spécificités. Cela dénote de la vision omnisciente narrative des griots qui ont fait de la dualité textuelle un outil de combat dans leurs luttes de décrie politique et d’affirmation littéraire. L’urgence du temps inscrit le respect de la tradition dans la primauté car « quand on ne sait où on va qu’on sache d’où l’on vient » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 11).

A ce niveau, il y a manifestement la volonté d’expression d’un besoin qui est celui de la revalorisation de la culture ancestrale. En tant qu’homme de l’écriture, la réalisation d’une telle ambition ne pourrait s’entreprendre qu’à l’œuvre. Ne peut-on pas y apercevoir la création ou la formalisation d’un style littéraire typiquement africain jouant sur l’art de la combinaison du vrai, du vécu, du réel ou somme toute de la réalité naturelle aux forces mythiques de la fiction ? N’assistons-nous pas à la mise en marche d’une machine narratologique nouvelle que l’on pourrait arbitrairement baptiser la “réaliction” soit une fusion de la réalité ou du réalisme avec la fiction ? En tout cas, il nous paraît opportun de penser son existence fortement ancrée dans le discours littéraire africain et qui tient à s’afficher de plus en plus. A voir la propagation de ses effets sur le lecteur, la réaliction s’investit davantage dans le vécu quotidien des africains. Les preuves de la similitude des faits de la fiction avec ceux de l’Afrique politicoéconomique et sociale contemporaine vient servir de support incontestable à cette vérité thétique.

Les traits caractéristiques de chacun des personnages principaux abordés par les discours de *La naissance d'Abikou*, d'*En attendant le vote des bêtes sauvages*, d'*Un rêve utile* et de *La Polka* renvoient toujours à une personnalité d'Etat bien connu. Au-delà de leur portrait physique qui est de nulle doute celui des chefs d'Etat africains, s'exhibent aussi les faits et les actes réels qui ont jonché leur parcours politique.

Du genre de *L'Orientalisme* d'Edward Saïd qui eut sa réputation à partir des idéaux nationalistes ou régionalistes défendus par l'auteur de ladite thèse ou de la naissance du *Nouveau roman* en fonction des nouvelles procédures de démarche narrative mises à jour par le groupe des sept dont Alain Robbe-Grillet, Jean Ricardou, Nathalie Sarraute, Michel Butor, Claude Simon, et autres Claude Ollier et Robert Pinget la "réaliction" mérite une attention analytique particulière afin d'en déceler la raisonnable pertinence. Le fondement justifiable du mot américain "brunch" issu de la combinaison de "breakfast" avec "lunch" pour désigner le repas pris entre les deux principaux sert d'argumentation convaincante pour justifier notre néologisme.

Le travail se préoccupe sérieusement de la prise en considération du concept afin que le monde de la fiction puisse gratifier l'art romanesque africain d'un statut aux données narratives plus naturellement réalistes et plus contextuellement véridiques. L'expansion du style aussi poignant et combatif ne cessera d'évoluer tant que le milieu politique s'éternisera dans les abominables attitudes qui l'ont toujours animé. « Quand le mil est pilé les pileuses posent les pilons et vident les mortiers » pour signifier que la tâche achevée est suivie de repos. Malheureusement, le contexte dont il est question ici ne présente toujours rien de semblable qui puisse estomper l'approvisionnement des inspirations de l'écriture romanesque. Bref, la besogne des pileuses « commencent ou recommencent tant qu'il reste du grain avec du son ».

Alors, « tant que Koyaga n'aura pas récupéré le coran et la météorite, [l'œuvre littéraire est sonnée de commencer ou de recommencer] le donsomana purificateur » (381).

## CHAPITRE 8 : DE L'AMALGAME STYLISTIQUE

A ce niveau, la disposition requiert que soit menée une approche analytique globale des diverses méthodes discursives dans *La naissance d'Abikou*, *Un rêve utile* et *La Polka* afin d'aboutir à une synthèse qui situerait chaque œuvre en rapport avec le reste. Puisque individuellement, il se dégage une variété stylistique au sein de chaque ouvrage hormis celle de l'oralité développée dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, il est utile de les appréhender et de les situer par rapport à la cohérence de l'ensemble conformément à la dynamique de la thématique étudiée.

C'est ainsi que de manière convergente, il est aisé de remarquer que les tons d'usage dans les ouvrages riment avec la critique, la révolte, la dénonciation et l'aspiration à un changement. Il faudra y remarquer également le conformisme de certaines narrations à la méthode traditionnelle d'intrigue avec un personnage central et des actions entreprises au sein d'un scénario bien conçu.

### **I- Du ton de révolte**

L'analyse du timbre expressif dans les quatre romans permet de discerner la nature des propos de révolte qui y sont transcrits. Dans *La naissance d'Abikou*, il y existe une escalade langagière qui accompagne la prise de résolution par les antagonistes et qui se raffermi dans un mouvement d'attaque du système corrompu. Elle est l'œuvre des paysans dont la mauvaise maîtrise de la langue française peut se lire dans leur conversation. L'élocution est directe et décisive. « Ça, c'est plutôt des bligants » [Ça, c'est plutôt des brigands,] (85). Alo', faut que lé paysans héagissent » [Alors, il faut que les paysans réagissent] (86).

L'exaspération des paysans par les exactions, les séries d'escroquerie et les brimades de la milice progouvernementale se manifeste par la décision de rébellion. La suite a été

déterminante pour le pays tout entier. La concrétisation de la hardiesse du langage s'exprime par une violence d'actes d'assassinat des membres du gouvernement.

Suite au coup de force réussi, le style adopte un ton plus libéral rempli de promesse de changement démocratique. Le discours du chef des mutins se veut rassembleur et constructeur comme il en a toujours été après un coup d'Etat.

Quant au ton du récit d'*Un rêve utile*, il persiste plutôt dans le sarcasme. Malgré la gravité des maux dénoncés, le narrateur use d'un humour de raillerie pour émettre ses opinions expiatoires de la vie malheureuse en pays de Gui... d'une part et en Ifrikya d'autre part. Il en a fait une arme capable de percer l'imperméable carapace des dirigeants politiques par qui toute l'infortune s'injecte dans les sociétés africaines. Le cri de douleur, de peine et en même temps d'alerte qu'il pousse insiste cependant sur la richesse du continent. Il exprime ses douleurs avec l'espoir qu'il obtiendrait une cure de guérison du mal. « Mais l'Afrique est belle, hi hi, l'Afrique est très belle, hi hi. J'ai mal à mon Afrique, oui docteur, là docteur, plus bas docteur, aïe docteur » (131).

Il s'adresse à un monde où tout « est catastrophique même le bonheur » (194). Le récit s'inscrit dans une logique de développement stylistique de parallélisme entre un rappel historique de la vie dégénérée du pays duquel il parvient astucieusement à s'échapper et une narration des conditions d'existence actuelles des exilés africains qu'il rencontre en Europe. Tout à l'image de la technique de Bingo et de Tiécoura, celle d'*un rêve utile* se déploie dans une dualité de production scénique mais plutôt entremêlée d'un chapitre à l'autre contrairement à celle inclusive du couple griot.

La manière apparaît merveilleuse puisqu'elle réussit à confronter les deux modes de vie, l'une étant le précurseur de l'autre dans une suite logique de misère et de malheur qui

s'immiscent sans aucune possibilité d'issue bienheureuse. Le ton est celui d'un désespoir récalcitrant qui entretient les exilés dans un contexte d'existence de débrouille, de dissipation, d'inconduite et d'échec meurtrier non moins désagréable que celle esquivée dans le pays d'origine. « On vient en Europe pour apprendre à se désoudévelopper un peu et qu'est-ce qu'on fait à la place ? On traîne dans les cafés [...] et hop, un beau jour, on se retrouve sur le pavé » (168).

La critique de cette vie de misérable à laquelle les investis de la politique africaine astreignent tout *diseur de vérité* est d'une connotation que l'on pourrait qualifier d'essentiellement négative. Pour une fois encore ressurgit l'éternel sentiment pessimiste des écrits littéraires sur le devenir social, politique et économique non pas seulement de la sous-région du Golfe de Guinée mais du continent entier. Il existe assez de preuves qui confirment que « si c'est pas un malheur, l'Ifrikya, je vous dis, elle n'aime pas l'intelligence » (87).

Malgré tout, le narrateur ne manque pas d'exulter face à l'idée d'un avenir confiant. Il confère toute la détermination expectative à sa carrure de défenseur de la cause juste universelle. Il se persuade de sa «tête de lapereau qui fait de [lui] le confident naturel de l'humanité souffrante. » (116). Cette ardeur rénovatrice du système de gouvernance l'engage dans un mouvement politique où il prend part à des actions de sensibilisation et de conscientisation auprès d'un certain Basile, leader de la FEANF<sup>184</sup>. Son acquisition aux idéaux d'un changement utile pour tous, pris en compte par le discours de celui qui lui inspirait « une lueur de phare et d'espoir » (120) a du mal à être apprivoisée. La conviction lui intime que « demain, ce ne sera pas pareil » à hier (133).

Le discours satirique sur la situation lamentable et affreuse de l'Ifrikya de Basile n'épargne rien dans son parcours. Il critique et dénonce tous ceux qui contribuent à la

---

<sup>184</sup> Fédération des Etudiants Africains et Noirs en France.

décadence sociale, économique, politique et culturelle de l’Ifrikya, depuis l’esclavage jusqu’au temps présent. Les intellectuels n’en sont pas épargnés non plus. Une critique acérée à l’endroit de l’élite laisse apercevoir « un ramassis d’esprits scolaires bourrés de théories soporifiques et incohérentes, de rêve grandioses et de lamentable humanisme dans un monde de calcul et de duperie où le duel est toujours vivant » et qui « [a dû perdre] son charme galantissime d’antan. » (130)

Avec *La Polka*, il est plutôt question d’un enveloppement langagier occultant qui fait difficilement apparaître les éléments d’accusation. La narration évolue dans un style de développement refermé qui fait du texte un enclos hermétique quelque peu rebutant. Des tournures syntaxiques ombrageuses appuyées de descriptions fictionnelles frôlant parfois le mystère patent embrouillent sérieusement l’aspect réaliste du sujet traité. Une volonté narrative délibérée du concepteur du récit s’exprime ainsi dans l’intention d’embrouiller le langage de la communication qui reste mitigé tout au long de l’œuvre. L’exemple du passage suivant est éloquent. « Je suis arrivé hier. Je suis déjà parti au moins trois fois. La première fois de ma ville natale, ensuite du village de ma mère. La troisième fois je ne sais plus » (70).

Certes l’idée dissimulée d’un malaise s’y aperçoit mais son énonciation plus explicite ne paraît pas tangible dans le style. Le narrateur a peut-être par peur de représailles de la part du pouvoir public et militaire choisi d’entretenir le flou. Il a évité de paraître avec des intentions clairement affichées à l’instar de Bingo dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Voilà pourquoi l’entretien du flou susceptible de créer la confusion sur les cibles visées qui sont les affaires du pouvoir politique de la “Chose du dieu Guettant” demeure une priorité. L’ossature stylistique du texte manque la teneur tranchée et directe reconnue aux narrateurs de *La naissance d’Abikou* et d’*En attendant le vote des bêtes sauvages*.



Cependant, une approche scrutée des révélations faites par ce témoin oculaire des événements survenus à St-Dallas capitale de la République du Golfe permet de déceler le repère du discours. Le langage reste obscur mais les dispositions révélatrices d'ordre pragmatique qu'il incarne clament de toute netteté la dénonciation des faits sociopolitiques contemporains. Ici encore apparaît l'usage du réalisme référentiel du narrateur qui a su exploiter les faits sociaux réels pour éditer l'œuvre ; d'où donc se manifeste son sentiment de déception et de désagrément vis-à-vis de tout ce que d'aucun pourrait penser être un succès réalisé par le pouvoir. Le peuple aurait été selon lui soumis à une forme de vie illusoire qui ne mérite aucune admiration. Il s'attaque alors aux fléaux sociaux inhérents aux conduites maléfiques des responsables politiques du pays et de l'armée.

Le lieu de témoignage par excellence du massacre du peuple ainsi organisé par le pouvoir se trouve être l'unique lagune de la ville qui voit courir vers elle des hommes, femmes et enfants déboussolés et désorientés fuyant le carnage. Loin de la couleur bleue naturelle de l'eau, cette lagune est devenue

verte et odorante et s'est mise à dégorger des heures durant : une montre en plastique, une paire de chaussures attachées ensemble par les lacets, remplies de boue comme on pouvait s'y attendre, de grosse lunettes encore intactes, des sacs avec panoplie d'écadier double décimètre, rapporteur, équerre, compas, règle, manuel d'apprentissage de l'anglais, des ballots éventrés bourrés de vêtements (*La Polka*, 61).

Le référent spatial allusif renvoie à une place similaire au Togo où d'identiques scènes s'étaient reproduites dans les conditions similaires. Il convient de reconnaître à l'initiateur de la narration la stricte fidélité de la description scénique romanesque qui renvoie toujours à un espace véridique du réel. Le signifiant et le signifié se convoitent dans un monde d'imagination où le vrai, le vécu et l'irréel se tiennent dans un ensemble unifié, cohérent et

révélateur. Avec évidence, le canevas des scènes de *La Polka* paraît être conçu sur les bases événementielles de la situation politique togolaise des années 90.

Un petit rappel historique sur le Togo ramène à la mémoire les tristes moments vécus par la population entre 1991 et 1993. Les mouvements de révolte du peuple togolais qui ont ébranlé et paralysé la vie politique, économique et sociale nationale sont des plus meurtriers du Golfe de Guinée. Ils étaient destinés à la libération de la population du joug dictatorial du président du Togo qui s'est saisi de son armée pour mater les rebelles. Sauvagement réprimés, les mouvements populaires d'aspiration libérale pour l'instauration du système démocratique du pays se sont étouffés laissant au passage des milliers de cadavres et d'orphelins. L'opinion internationale a vécu la brutalité et l'horreur des sinistres scènes d'homicides perpétrés dans la lagune de Bê à Lomé.

Désespérée et impuissante, la société s'est vue emprisonnée dans cet infernal engrenage entretenu par le chef de l'Etat à qui se réfère bien la substance de *La Polka* conçue de façon circulaire. Il n'est donc d'aucun doute que l'œuvre de Kossi Efoui qui présente la structure d'une architecture renfermée sans fin ni issue se focalise effectivement sur les drames de cette période douloureuse. Ce manque d'issue ou d'ouverture susceptible de libérer les personnages de l'atmosphère viciée de la narration, rend le contexte plus effroyable et plus pernicieux à l'image de ce qu'ont vécu les Togolais de cette époque. Le début de l'œuvre n'étant pas celui du récit, il se révèle que tout y évolue en cercle. Sa lecture confère le sentiment d'être dans une roue qui tourne sans fin et qui ôte au lecteur tout son sens de savoir l'évolution du temps.

« Dans les récits à structure circulaire, la situation finale est un retour à la situation initiale »<sup>185</sup>. Comme appui à l'affirmation, Claude Simon explicite la notion de circularité de ses textes en l'occurrence *L'acacia* duquel il dit dans une entrevue: « On tourne en rond. Exploration autour d'une zone centrale. À la fin, il peut arriver que l'on se retrouve au point de départ. On ne progresse pas »<sup>186</sup>. Ceci justifie la vie circulaire que mènent les habitants de St-Dallas. Leur manière de vivre y est très bien dépeinte. L'Homme-Papier en est le prototype réel. Il mène une vie d'errance, allant dans tous les sens de l'espace sans jamais parvenir à la concrétisation de ses désirs. La cause de ses errances a toujours été politique.

Remarquons qu'au delà du cri de détresse que pousse le narrateur se trouve la question de ses aspirations politiques égalitaires et de justice. Tout en dénonçant la manière horrible et répugnante de gestion et de direction de « la Chose du dieu Guettant » (56)<sup>187</sup>, il invite à une prise de conscience politique de tous afin de faire revenir l'espoir et la joie dans St Dallas.

Mais rien ne se filtre de ses aspirations de changement politique. Il dénonce sans toutefois dicter ses pensées. L'usage d'une telle stylistique dénote ainsi de la neutralité d'opinion politique du romancier. Il s'acquitte d'une mission qu'il s'est assignée car « en tant qu'écrivain, [son] travail consiste à nommer. Nommer la peur, nommer la honte, nommer l'espoir pourquoi pas ? » (*Equateur*, 41)<sup>188</sup>.

Ainsi, la narration de *La Polka* rejoint celles de *La naissance d'Abikou* et d'*Un rêve utile* qui exploitent des narrateurs homodiégétiques relatant les scènes auxquelles ils participent. Le récit se construit donc à la mesure de la progression de l'art de raconter du

<sup>185</sup> Lopez, Stéphanie. "Structure du récit". In *Collège Ressources*. URL: [http://www.ac-reims.fr/datices/lettres/college/methodes/schema\\_narratif\\_fichiers/html](http://www.ac-reims.fr/datices/lettres/college/methodes/schema_narratif_fichiers/html). (Page consultée le 15 mai 2005).

<sup>186</sup> Leclair, Dany. "Le temporalité dans *L'acacia* de Claude Simon ou l'éternel retour de l'écriture". Mémoire. *L'univers de Kafkadan* <http://pages.infinit.net/kafka/page1.html>. (Page consultée le 15 mai 2005).

<sup>187</sup> Telle que physiquement décrite dans l'oeuvre, la chose du dieu guettant se réfère au président togolais.

<sup>188</sup> Labou Tansi, Sony. "Epelez-moi" In *Equateur*. Entretien

personnage qui évolue sans identité tout comme dans *Un rêve utile*. Il se conforme strictement à sa fonction d'écrivain de la société afin de ne pas confondre qu' « écrire, c'est nommer et nommer, c'est faire venir à l'existence, affirmer le réel dans sa "limpide nudité", c'est-à-dire débarrassé de tout le cortège de mensonges, de simulacres et de faux-fuyants. [Puisqu'en fait] il n'y a pas de véritable catharsis en dehors de la vertu exorcisante du mot» (*Ecriture et identité dans la littérature africaine*,)<sup>189</sup>. L'écriture devient alors un moyen d'expiation capable de faire dégager de l'esprit et de la pensée de l'écrivain des faits traumatisants qu'il peut ainsi refouler et se libérer. Au même moment, il les consigne de façon indélébile dans ses œuvres qui serviront à coup sûr de documents de référence historique.

## **II- L'option d'une écriture engagée**

Alain Farah donne une explication pertinente de la notion d'écriture engagée. «Elle tient d'une mise en gage de la langue [et tente de démontrer] pourquoi l'engagement poétique n'est pas une sottise». L'engagement littéraire a été au cœur des préoccupations des écrivains du vingtième siècle et dérive de « l'ambition de donner à la littérature cette possibilité d'agir dans le réel ». La doctrine sartrienne d'existentialisme que l'on peut considérer comme la « théorie existentialiste de l'histoire »<sup>190</sup>, sous-tend cette éthique. Puisque, dans le contexte, elle se concentre sur les « biographies existentialistes » pour illustrer certaines « valeurs et contre-valeurs existentialistes » telles que la liberté, la responsabilité et la mauvaise foi, autant des points de vue de l'individu que de la collectivité. Ses écrits sur la guerre de Corée en sont une illustration manifeste.

---

<sup>189</sup> Bokiba, André-Patient. *Ecriture et identité dans la littérature africaine*. Paris : L'Harmattan, 1998. p. 233.

<sup>190</sup> Flynn, Thomas. « Histoire et engagement selon la théorie sartrienne de l'Histoire » *Jean-Paul Sartre : écriture et engagement*. Site du Centre Culturel International de Cerisy-La-Salle URL : <http://www.ccic-cerisy.asso.fr> (Site consulté le 11 avril 2005).

De ce point de vue, il convient d'admettre qu'une œuvre littéraire est de façon générale un produit issu d'une série de réflexions de celui qui la conçoit, racontant une histoire imaginaire, existant nulle part même si celle-ci est supposée s'appuyer sur des évidences éclatantes. Elle s'inscrit donc dans le cursus de la fiction et se crée sur la base universelle de l'écriture qui tient compte de certaines fonctions classiques qui doivent la caractériser. La narration se fait donc autour d'une réalité discursive avec une dimension "fonctionnelle multiple" comme le soutient Vladimir Propp. Ce principe du discours imaginaire se caractérise par un manque, une absence sinon un vide que le héros se décide de combler. Tel un Maclélio dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, il se livre à une aventure jonchée d'interdictions et d'embûches qu'il parvient à affronter efficacement malgré les transgressions et les profanations des structures préétablies. Malgré des expériences de duperie et de complot ou de complicité dont il est victime, le héros triomphe grâce à l'assistance d'un facilitateur, réalisant ainsi un exploit qui mérite honneur et respect. Maclélio est prototypé sur ce modèle de personnage qui ouvre le récit du roman sur une autre forme d'engagement qui relève de la stylistique et qui s'assure à un principe narratologique classique.

Claude Bremond promeut aussi le précepte et parle de « la séquence élémentaire, qui reproduit ce processus, s'articulant typiquement en trois moments principaux, chacun donnant lieu à une alternative : une situation, le passage à l'acte et l'aboutissement de l'action »<sup>191</sup>. Il n'a en fait procédé qu'à un regroupement des fonctions dégagées par Propp suite auquel il aboutit à trois points clés dont :

- l'ouverture de l'action, ou situation initiale, [qui] présente les personnages et les motifs de l'action (manque, pauvreté ou solitude du héros) ;
- le passage à l'acte montre le héros en pleine épreuve ;

---

<sup>191</sup> Claude Bremond, "Le message narratif" Dans *Logique du récit*. Paris: Seuil, 1973 p. 32

- l'aboutissement de l'action ou situation finale se marque par la récompense pour le héros et le châtiment pour ses adversaires<sup>192</sup>.

Ces règles s'appliquent également à la littérature africaine d'expression francophone, mais qui au-delà de toute écriture formellement fictionnelle, s'inspire de l'insolite, du quotidien par souci de réalisme et se situe en deçà du merveilleux, du fantastique, de l'invraisemblable. Elle tient à peindre la société d'où elle est issue. Elle est la voix du peuple, le porte parole des sans-voix, le messenger, puisque celui qui la conçoit est le témoin des faits et des gestes et des comportements quotidiens qu'il observe, vit et essaie d'apprécier. Il procède à ce que Mireille Calle-Gruber appelle « l'inlassable re/ancrage du vécu »<sup>193</sup>.

Les auteurs dont les œuvres sont l'objet d'étude dans le présent travail ne se sont pas adonnés à l'écriture par plaisir. Ils se sont fixés une mission à effectuer, une tâche à exécuter et un but à atteindre. Le travail qu'ils s'assignent ainsi ressort souvent d'une prise de conscience individuelle et de résolution face à l'extravagance des événements vécus personnellement ou par le peuple. S'il faut parler de vocation, elle n'est ni merveilleusement, ni fantastiquement littéraire. Elle est d'engagement et de lutte politique, sociale et économique. Elle demeure combative pour une cause sociale aux contours politico-économiques.

Cette caractéristique particulièrement typique à la littérature africaine surtout francophone dans le Golfe de Guinée se maintient toujours en une technique d'inspiration vivace. Il ne se publie d'ouvrages romanesques dans la zone qui ne se consacre au vécu quotidien du peuple africain. De la chute du régime d'apartheid en Afrique du sud à la mise en place du système démocratique à travers le continent, les discours conservent l'acuité stylistique directe et expressive. A l'image de *Marie, ou l'esclavage aux Etats-Unis* produit par Gustave de

---

<sup>192</sup> Ingre, Arret. "Les séquences narratives" de Bremond ou le meccano du conte" *Contes de fées*. URL : <http://expositions.bnf.fr/contes/arret/ingre>. (Site consulté le 15 mai 2005).

<sup>193</sup> Calle-Gruber, Mireille. *Claude Simon : Chemins de la mémoire*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1993.

Beaumont, inspiré par la situation sociale des Américains pendant l'esclavage, Ahmadou Kourouma, Olympe Bhêly-Quenum, Kossi Efoui et Tierno Monénembo s'insurgent contre le pouvoir public dont ils condamnent les dérapages, les abus en liaison avec toutes les catastrophes sociales liées à leurs activités.

Certains d'entre eux comme Kossi Efoui et Tierno Monénembo s'inquiètent plus sérieusement des prévalences dues aux faits de mauvaise redistribution des revenus nationaux et questionnent le devenir de l'homme africain. Par le biais d'images spatiales littéraires ils relèvent des situations sociales de généralités africaines où ne parviennent à subsister que « des enfants bien représentatifs des 6,5 sur 10 qu'on obtient par soustraction des 3,5 que la fièvre mange par an » (*La Polka*, 21).

D'autres par contre dotés de charisme redoutable de la carrure d'Ahmadou Kourouma et d'Olympe Bhêly-Quenum démontrent un talent plus dynamique et plus réprobateur par l'entremise de personnages racontant toute l'histoire politique des nations indépendantes ouest africaines. Ils enclenchent ainsi un mouvement littéraire d'inquisition et d'exposition littérales de la situation sociale et politique du continent.

De ce fait, il se dégage clairement que la compréhension des œuvres se conditionne à une tacite appréhension ou une remarquable maîtrise des données sociales, politiques et économiques du terroir. Les narrations bien qu'étant imaginaires, se trouvent bâties et structurées sur du réel et du vécu de la vie quotidienne dans les milieux ruraux et urbains.

Alors, les multiples thèmes abordés, bien que variés, renvoient souvent aux problèmes identiques de déséquilibre social dû aux crises politiques que vivent les nations et qui déborde immanquablement sur le marasme économique généralisé.

Véronique Tadjo, l'écrivain d'origine ivoirienne explicitement expose la procédure de conception des canevas lors d'une interview accordée à Planète Afrique pour corroborer cette tendance de la littérature.

La réalité peut être plus forte que la fiction. Ce qui m'intéresse, c'est de partir de la réalité et ensuite de m'en détacher totalement. Je cherche à amener le lecteur sur un terrain connu afin qu'il me fasse confiance. Après, il me suivra plus facilement dans un monde de fiction. Je crois que dans la vie, nous mélangeons aisément le réel et l'imaginaire. Les sphères ne sont pas clairement délimitées<sup>194</sup>.

Ces propos, bien que personnels, ne concernent pas uniquement les travaux issus de son regard. La portée thématique dans *Le royaume aveugle* écrit en 1991 et *L'ombre d'Imana*.

*Voyages jusqu'au bout du Rwanda*, publié en 2000 étayent cette conviction préoccupante malgré la décennie de marge entre les deux oeuvres.

A travers la force réaliste de la procédure narrative s'affiche une fois encore la pertinence de la remarque faite par le présent travail sur la reconnaissance du concept de "réaliction" comme fondement de base de la littérature en Afrique. La commutativité de la notion d'une pure fiction à l'occidental par celle dont les forces se puisent et s'affirment dans l'être humain et son existence se détermine de plus en plus. C'est-à-dire qu'il est temps de procéder à une reconversion des mentalités sur la notion de la littérature africaine en substituant à la pensée de l'art romanesque entièrement imaginaire celle d'un art de type spécifique où les conditions de vie réelle s'imposent comme éléments discursifs incontournables.

### **III- Des intersignes entre la réaliction et l'autofiction**

Afin de convaincre davantage le monde littéraire à l'acceptation de la notion de la réaliction étant un genre d'écriture fondé sur des réalités thétiques universellement reconnues, il s'avère indispensable d'apporter des preuves irréfutables qui corroborent la thèse. C'est à cet

---

<sup>194</sup> Tadjo, Véronique. "L'écriture passion, l'écriture réalité : vous n'avez jamais entendu dire que la réalité peut être plus forte que la fiction ?" In *Planète Afrique*, Interview d'octobre 2003.



effet cette analyse des enjeux de l'autofiction s'impose. Fort de la définition de la théorie réalictionnelle qui se veut un genre littéraire essentiellement conçu et libellé sur des faits réels et vécus mis en fiction romanesque, l'autofiction se dégage comme un complément de justification et de support.

Les deux notions paraissent répondre aux normes de l'innovation anglo-saxon de «la *faction*, une couplaison de *fact* et de *fiction* »<sup>195</sup> qui se focalise sur la conception de l'œuvre fictionnelle sur des faits connus et mémorables. Ainsi reconnue, la réaliction se veut plus proche de la vie sociale et communautaire des personnalités auxquelles se réfèrent les différents personnages. Le même jeu conceptuel est aussi entrepris par les auteurs de l'autofiction qui ont su mettre leur théorie en exergue dans le genre littéraire autobiographique. Serge Doubrovsky, pionnier du concept a dès 1977 élaboré ce fondement d'écriture réaliste mettant en vedette l'auteur lui-même dans son roman *Fils*. A en croire au titre, on penserait à un discours qui décrirait un fils, son fils. Mais dans la réalité des faits, il s'agit plutôt de lui-même, de son histoire et de ses mémoires passées. Le flou entretenu autour du langage descriptif confond le lecteur qui se voit démunir de toute susceptibilité d'avoir plutôt que d'un roman, un document autobiographique. En conséquence et selon Laurent Jenny dans *Méthodes et problèmes de l'autofiction*, la substance de l'autofiction laisse entrevoir « un mot-valise suggérant une synthèse de l'autobiographie et de la fiction »<sup>196</sup>. Se crée ainsi « une rencontre paradoxale entre un “protocole nominal” identitaire et un “protocole modal fictionnel” » à en croire Laouyen. C'est dire donc que le genre se conçoit autour d'une technique qui nomme son personnage et le

---

<sup>195</sup> Laouyen, Mounir. “L'autofiction: une réception problématique” Colloque en ligne. *Frontières de la fiction*, URL: <http://www.fabula.org/forum/colloque99/208.php> (Page consultée le 7 octobre 2005).

<sup>196</sup> Jenny, Laurent. “Méthodes et problèmes de l'autofiction”. *L'autofiction* URL: <http://www.unige.ch/lettres/framo/enseignements/methodes/autofiction/afintegr.html> de 2003. (Page consultée le 11 octobre 2005).

détermine grâce à l'aspect spécifique du discours bien orienté qui fait usage d'un style narratif laissant prévaloir les modalités de la fiction.

L'identique technique descriptive peut se retrouver au niveau de *La Polka* de Kossi Efoui où le personnage central paraît se confondre avec l'auteur à la recherche d'une tierce personne à travers cette ville de St-Dallas dévastée par les effets destructeurs des « événements ».

Personnage confondu avec l'image du concepteur de l'ouvrage, il joue également le rôle de narrateur des scènes vécues. Il se dote donc de « la triple identité d'auteur-narrateur-personnage principal »<sup>197</sup> afin d'acquérir la crédibilité conceptuelle romanesque voulue à l'instar de *Roland Barthes par Roland Barthes* de Roland Barthes et de *Romanesques* d'Alain Robbe-Grillet ou encore la fictionalisation de l'histoire de Jean-Jacques Rousseau dont « ma vie » énoncé dans les premières lignes des *Confessions* annonce un référent dévoilé au lecteur. L'omniprésence des personnages principaux de chacun de ces romans dans les différents épisodes événementiels en cours montre bien l'intimité qui les relie à leurs auteurs, c'est-à-dire celui qui les a inventés à son image. Il a initié ce que Philippe Lejeune appelle dans sa technique de caractérisation de l'autofiction « l'identité nominale entre le personnage, le narrateur et l'auteur »<sup>198</sup>. Il s'agit toujours du style de la textualisation de la vie de l'auteur. Peut-on alors reconnaître la facette de l'existence de l'auteur autofictionnel à travers un tel récit ?

Les propos de l'innovateur de la théorie autofictive sont éclairant ici. En fait, selon ses dires il est impossible qu'un écrivain raconte de façon chronologique son existence. Il ne peut que piocher dans le cycle de vie qu'il a mené pour sélectionner les épisodes qui conviennent au déictique thématique de l'heure. Souvent la sélection porte sur des séquences captivantes qui

---

<sup>197</sup> Ibid.

<sup>198</sup> Hughes, Alex. « Entretien avec Serge Doubrovsky, à l'occasion de la parution de *Laissé pour conte*, en janvier 1999 ». *The university of Birmingham*. URL: <http://www.french.bham.ac.uk/research/sergedou/intervw.htm> (Site consultée le 7 octobre 2005).

peuvent agir sur la conscience du lecteur. Doubrovsky parle de la recherche « d'un pouvoir captateur mais aussi ludique [qui puisse] amuser le lecteur »<sup>199</sup> Que ce soit *Fils*, *Laissé pour conte* ou encore *Le jour S*, la procédure a été pratiquement la même. Elle consiste à faire usage d'un référent à caractère ésotérique bien nommé comme point d'achoppement du discours réaliste afin d'y rallier la quasi totalité de l'attention du lecteur pour le convaincre à y accorder un intérêt inlassable. Ainsi, se créent les conditions de son transbordement de son état actuel d'allocutaire à celui de locuteur lui-même. Il vit alors les scènes non plus comme observateur ou témoin des faits mais plutôt comme s'ils sont siens. A ce niveau, Doubrovsky reconnaît la force de l'impact psychologique des textes autofictionnels grâce au talent de l'artiste qui celui de « créer une complicité entre le lecteur et l'écrivain. [Complicité qui] risque à certains moments de transformer les lecteurs en voyeurs »<sup>200</sup>.

Ce n'est donc doucement mais certainement que le texte acquiert des envolées événementielles purement imaginaires. La fiction regagne ainsi ses forces élocutives redoutables capables de faire de l'œuvre une production de la fiction. Notons aussi que même les épisodes de l'existence de l'auteur qui sont sélectionnés par préférence ne reflètent pas assez nettement la réalité exacte de la vie de l'auteur. C'est une réalité tronquée comme le pense et le soutien l'auteur de la théorie. Voilà pourquoi l'usage du déictique modal du présent s'observe avec la plupart d'entre eux. Il ne pourrait y avoir d'autres temps plus indiqués car ce qui importe pour le théoricien Doubrovsky il faut essayer de « ramener, de rendre présentes par le faux présent de l'écriture, [toutes ces] vies antérieures »<sup>201</sup>. Il y va de même des auteurs ouest africains dont traite le présent travail.

---

<sup>199</sup> Ibid.

<sup>200</sup> Ibid.

<sup>201</sup> Ibid.

Chacun d'eux a consciemment ou inconsciemment trempé dans les techniques discursives autofictionnelles telles qu'abordées ici. Celui d'*Un Rêve utile* de Tierno Monénembo répond aussi aux mêmes techniques narratologiques. Le narrateur raconte des faits auxquels il appartient faisant vivre les moindres détails de son aventure au lecteur avec une prétention de l'associer à ce qu'il vit. Il tend à l'imprégner de sa mémoire, le prenant pour un confident compréhensif en mesure de partager ses peines, ses douleurs et également ses succès, ses exploits et ses bonheurs. Le fils de l'ancien ministre des finances de la République de Gui... ramène à la mémoire du lecteur non pas seulement les douloureuses scènes de la vie passée d'une population meurtrie par des années du pouvoir dictatorial de "Boubou Blanc" mais surtout les conditions de vie misérable des exilés africains pour des faits politiques dont il est lui-même une victime. Il s'agit d'une narration intradiégétique des faits que le personnage-narrateur raconte et qui l'impliquent de façon active.

Le style approprié d'un tel discours se révèle être l'emploi du déictique modal « je ». La première personne représente l'idéal mode usuel qui permet d'efficacement imprimer le ton autobiographique au texte. C'est à raison que Guy Spielmann soutient dans *L'énonciation* que « "Je" représente l'énonciateur et le présent de l'indicatif le présent de l'énonciation »<sup>202</sup>. Une telle figure énonciatrice relatant la vie du personnage se clarifie davantage par Doubrovsky dans *le Livre brisé* où il soutient : « Je suis un être fictif... Moi, suis orphelin de moi-même »<sup>203</sup>. L'auteur parle de sa personne n'étant plus un être de chair et d'esprit, un humain mais plutôt un personnage actant dans un monde imaginaire. Il opère ainsi à une mise en diégèse de son être, d'une partie de son histoire et de sa vie comme l'a su entreprendre aussi Monénembo dans *Un rêve utile* où ces phrases clés accrochent l'attention du lecteur.

---

<sup>202</sup> Spielmann, Guy. "L'énonciation" *Documents pédagogiques*. URL: <http://www.georgetown.edu/faculty/spielmag/courses/txt/enonciation.htm>

<sup>203</sup> Doubrovsky, Serge. *Le Livre brisé*. Paris: Grasset, 1989. p.212.

Je suis au fond de l'abîme. Le numéro 319 fait des siennes au-dessus de ma tête [...] J'ai laissé mes superstitions au village, mais le péril est toujours jaune [...] Ma tête fait la reine sur ma valise et mon corps, cette pauvre chose de moi-même, fait décubitus à même le sol. Le péril est au-dessus de mes ambitions. Mes yeux s'ouvrent et se referment (*Un rêve utile*, 44).

Exposant la situation d'infortune dans laquelle se retrouve le personnage, le passage peut se considérer la description d'un aspect de la vie de l'auteur lorsque l'on sait toutes les vicissitudes dont il fut l'objet pendant et après son exil du pays natal. Tout paraît livré au désespoir et au malheur dans un contexte où il manque d'aptitude et de force. Ses mouvements à l'image de ceux des yeux s'avèrent machinaux mais constituent l'ultime signe de vie en lui.

*La Polka* de Kossi Efoui ne fait pas exception à cette éthique discursive où la présentation des effets de la catastrophe des événements de St-Dallas se réalise autour du sens d'observation aigu du narrateur à qui aucun détail de l'état actuel de la ville n'a échappé. Il narre chaque événement avec autant de précision que l'évidence de son appartenance au milieu social concerné ne fait aucun doute. L'œuvre s'ouvre sur ce ton de témoin inlassable de la situation bouleversante et bouleversée où tout semble écroulé.

Je suis assis, avec vue sur la rue immobile. Le regard s'arrête là, à l'amoncellement de décombres [...] Je voudrais dire comme je suis à terre. Le sable a pris la place de la rue et les hautes herbes ont pris celle des murs tombés [...] Autour de moi les mêmes corps de femmes, d'hommes, d'animaux dans la même posture (*Un rêve utile*, 9).

La narration fait œuvre de fidélité au langage de reportage en produisant exactement ce que le sens et la vue perçoivent ; ce qui évoque ici la considération que certains ont pour la technique d'autofiction à travers laquelle des signes communs avec la réaliction se dégagent.

La réaliction se veut un genre fondamentalement ancré dans le réel dont elle s'inspire pour concevoir son message fictionnel. Elle correspond ainsi à un aspect de l'autofiction que Vincent Colonna a présenté « comme la fictionalisation de l'expérience vécue [et qui] brouille donc

aisément les pistes entre fiction et réalité »<sup>204</sup>. Il s'agit selon Jacques Lecarme du deuxième grand volet « de l'autofiction au sens large qui associe le vécu à l'imaginaire. Ici, la fiction affecte le contenu des souvenirs »<sup>205</sup>. Néanmoins, le premier volet pourrait intéresser le discours tenu dans les textes dits réalictionnels sachant que chacun des auteurs a développé une technique narratologique propre permettant de brouiller davantage la compréhension ou l'identification des référents qui sont pour la plupart des individus sans cœur ni foi. A voir la portée de ce volet qui présente la caractéristique autofictionnelle comme étant « un récit des faits strictement réels où la fiction porte, non pas sur le contenu des souvenirs évoqués mais sur le processus d'énonciation et de mise en récit »<sup>206</sup>, il serait vraisemblable de l'appréhender dans les techniques de mise en texte de Kossi Efoui et de Tierno Monénembo.

Le premier ayant développé un style d'encodage avec des tournures langagières qui confondent la compréhension du lecteur au paroxysme laisse penser à un auteur soucieux d'innovation scripturale, se démarquant ainsi de la méthode traditionnelle vieillissante et monotone voire surannée. Quant au deuxième, il a sagement utilisé d'un style de parallélisme scénique qui tend à bipolariser le récit. Mais en fait, il s'agit d'une approche comparative de deux situations socio-économiques et culturelles dont il convient d'exposer les contours de désagrégation de l'espèce humaine. Il faut y apercevoir la dénonciation de la dislocation de la nature humaine et de sa perte totale. Certes, l'auteur ne paraît pas raconter des séquences de son existence par défaut de nomination ou de détermination de l'identité réelle du personnage central qui ne présente aucun trait signalétique référentiel l'assimilant à l'auteur. Il est connu

---

<sup>204</sup> Jenny, Laurent. « Méthodes et problèmes de l'autofiction ». *L'autofiction* URL: <http://www.unige.ch/lettres/franco/enseignements/methodes/autofiction/afintegr.html> de 2003. (Page consultée le 11 octobre 2005).

<sup>205</sup> Laouyen, Mounir. « L'autofiction: une réception problématique » Colloque en ligne. *Frontières de la fiction*, URL: <http://www.fabula.org/forum/colloque99/208.php> (Page consultée le 7 octobre 2005).

<sup>206</sup> Ibid.

comme étant le fils d'un ancien ministre et non portant un nom qui ferait penser à Tierno Monénembo. De ce fait, toute tentative de conception d'*Un rêve utile* comme œuvre d'autofiction demeure non soutenable malgré la forte dose référentielle réaliste qui la caractérise. Il en est de même de *La Polka* et de La naissance d'Abikou qui fait figure d'ailleurs de roman de fiction essentiellement bâti sur le style classique traditionnel de canevas, d'intrigue et de quête. Leur fondement réaliste ne se bâtit donc pas sur la nature du principal critère de la théorie de l'autofiction doubrovskienne plus ou moins soutenue par Philippe Lejeune dans *Pacte autobiographique*, par Jean-Philippe Toussaint avec son *Autoportrait (à l'étranger)* ou encore Dominique Viart dans ses œuvres où « je » est un enjeu sociétal.

Etant donc prouvé que l'harmonie créée par la méthode de la "fiction réaliste" apporte une vue plus exacte, plus compréhensive et plus saisissante du contexte narratif ici, il s'avère alors adéquat de lui admettre le droit de vie et d'existence. La technique ainsi mise en exploitation par nombre d'auteurs dont ceux présentement étudiés ne cesse de se faire valoir. L'apport de la prospection suivante menée sur le roman dans le Golfe de Guinée en élabore un appui indéfectible.

#### **IV- Des perspectives de l'écriture romanesque**

Jean Jacques Rousseau disait dans son œuvre *Du contrat social* que « puisque le plus fort a toujours raison, il ne s'agit que de faire en sorte qu'on soit le plus fort » (Rousseau, *Du contrat social*. Livre 1. Chapitre 1.1)<sup>207</sup>. Nombreux sont d'hommes politiques d'Afrique qui ont érigé cette pensée en une directive de gouvernance. Voulant affermir leur autorité sur tous les citoyens, ils se sont offerts toutes les mesures qui peuvent leur être utiles.

---

<sup>207</sup> Rousseau, Jean-Jacques. *Du contrat social ou principes du droit politique*. Paris : Flammarion, 1762. Livre 1 Chapitre 1.1.

Les écrivains qui se fixent comme mission première la dénonciation de ces comportements hors normes des gouvernants, sont résolus à ne jamais céder devant toute forme de menace et toute tactique d'intimidation d'où qu'elles peuvent provenir. Ils concentrent tous leurs efforts sur des textes de portée aussi violente que les actes criminels perpétrés sur la population par les membres du gouvernement. Les auteurs ainsi reconnus ont dû certainement s'inspirer de cette pensée de Proudhon qui soutient que « contre l'ennemi, la revendication est éternelle ».<sup>208</sup>

Sachant que « le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir » (*Du contrat social*, Livre 1, chap. 1.3) la lutte menée contre la dictature africaine s'affiche longue. Mais, malgré la précarité des moyens littéraires dont disposent les auteurs, le combat semble prendre des proportions illimitées, quelque soit la virulence de la méthode dissuasive mise en place par le camp adverse. La confirmation de la pérennisation de la lutte littéraire se résume à ces propos de Véronique Tadjo et qui illuminent bien la majeure consistance de l'écriture romanesque dans le Golfe de Guinée. « Mais comment faire autrement quand on voit tout ce qui se passe sur notre continent : guerres, pauvreté, sida ? »<sup>209</sup>.

Il faut remarquer que les quatre ouvrages abordés par le travail s'intéressent à la période des Conférences nationales et des mouvements de mise en place des régimes démocratiques en Afrique occidentale en général et dans chacun des pays d'origine des auteurs en particulier. La problématique de la mise en place du système démocratique en Afrique aura principalement occupé l'esprit des créateurs d'œuvres de fiction, le temps qu'a soufflé ce vent, ce, pendant les

---

<sup>208</sup> Proudhon, Pierre-Joseph. *Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherche sur le principe du droit et du gouvernement*. Paris le 30 Juin 1840. (Préface).

<sup>209</sup> Tadjo, Véronique. "L'écriture passion, l'écriture réalité : vous n'avez jamais entendu dire que la réalité peut être plus forte que la fiction ?" In *Planète Afrique*, Interview d'octobre 2003.



années 90. Toutes les œuvres qui ont paru entre 1991 et 1998, développent la thématique d'un champ politique majoritairement dominé par les mouvements démocratiques et leurs corollaires de grèves, de Conférences, de forums, d'opposition et de partis politiques. L'essence du discours à tenir s'est retrouvée essentiellement résumée aux mots clés qui déterminent les institutions du multipartisme et ses principes de liberté, d'égalité et de dénationalisation des instances économiques de l'Etat.

L'ère du renouveau démocratique ayant passé avec ses tumultueux mouvements de soulèvements et de révoltes, sa caducité et son manque d'attraction en tant que donnée thématique se sont révélés évidents. De nouvelles idées liées à d'autres faits marquant la vie sociale et communautaire ont surgi focalisant les attentions au profit de la fiction car chaque jour qui s'élève en apporte une aussi prenante que les précédentes.

Loin de pouvoir "panser leurs plais" et de s'offrir enfin des conditions de vie tranquille, les Etats du Golfe sont toujours une source d'événements alarmants et captivants propices aux discours narratifs. La résurgence du langage des guerres et des carnages massifs génocidaires est venue étouffer celui de la démocratie. L'analyse thématique des différents romans de la dernière décennie des mêmes auteurs laisse entrevoir un phénomène universellement unique à ce monde d'imagination qui mérite qu'on s'y attarde.

La focalisation des textes écrits pendant une période donnée qui s'insurgent de manière unanime contre un événement précis, recèle un aspect mythique qui mérite d'être profondément appréhendé. Les œuvres ayant paru avec quelques années ou mois d'écart véhiculent des messages et des visions qui s'entrecoupent et s'assimilent. Cela laisse croire à l'existence d'un réseau d'informations et de communications où les écrivains s'avisent pour engager une action commune contre le mal de l'heure.

*Allah n'est pas obligé*, publié en septembre 2000, énonce la guerre fratricide du Libéria qui a mis des factions et des milices regroupées autour des chefs de guerre assoiffés du pouvoir et des richesses du pays en confrontation. L'histoire de Samba le jeune héros à la recherche de sa tante perdue dans ce pays mis à genoux par ses propres fils, permet de revivre le réalisme narratif de Kourouma. Certes il s'est résolu à raconter l'événement sans un quelconque jugement. Cependant, la force de la représentation fictionnelle est si empoignante que le lecteur s'oblige parfois à des prises de position radicale contre la guerre. « Après les tralalas... de la mitraillette, on n'a entendu que les tralalas de la mitraillette. Les mecs qui étaient à l'arme étaient des fous de la mitraillette et ça a continué à tirer. Et quand le gâchis était fait, bien fait, ça s'est enfin arrêté » (*Allah n'est pas obligé*, 58).

Des enfants soldats sont engagés au service des chefs de factions. Ils ont ni cœur ni loi. Leur rôle est de tuer, massacrer et violer. Le discours de la guerre et de ses corollaires de viols, de vols et d'enfants soldats a particulièrement préoccupé les productions de 2000. *L'ainé des orphelins* (Mai 2000) de Tierno Monénembo parle plutôt du génocide du Rwanda tout comme *L'ombre d'Imana. Voyages jusqu'au bout du Rwanda* (2000) de Véronique Tadjo. La lecture de chacune des œuvres permet de mieux comprendre l'horrible massacre de génocide qu'a connu le peuple rwandais. Avec le narrateur de Monénembo, la guerre se revit dans ses détails depuis les rumeurs ayant annoncé le sinistre jusqu'à l'institution du système judiciaire mis en place pour punir les coupables.

Dans *L'ainé des orphelins* Monénembo à l'instar de Kourouma dans *Allah n'est pas obligé*, s'est servi d'un jeune héros pour dénoncer ce qu'il qualifie de « barbarie humaine [...] Les gens sont de vraies bêtes : ils savent tuer mais ils ne savent pas enterrer » (*L'ainé des*

*orphelins*, 151). Les expressions restent les mêmes pour condamner le comportement macabre des hommes “modernes” assimilables à des bêtes sauvages.

En effet en Afrique de l’ouest, la multiplication des écrits conférant des rôles primordiaux de responsabilité aux enfants narrateurs annonce l’usage d’une nouvelle technique discursive qui a aussitôt pris d’ampleur. La nature de pureté et de naïveté du jeune héros est judicieusement exploitée afin que la mise en valeur de son franc-parler permette d’en découdre avec les affabulations des discours politiques et économiques des responsables nationaux. L’enfant qui n’a ni peur des représailles parce qu’inoffensif, ni honte de l’horreur orchestrée, raconte sans réserve l’intégralité des faits témoignés.

Grâce à la franchise énonciatrice de Faustin le jeune héros de Monénembo et à sa capacité verbale, une identification des prisons érigées pour contenir les génocidaires rwandais expose un espace pénitencier de « caveaux où la nuit succède à la nuit et l’odeur des plais à celle familière de la mort » (*L’aîné des orphelins*, 25). Des révélations faites par le garnement il en ressort que la guerre a été cruciale. Elle avait été minutieusement planifiée et intentionnellement perpétrée par des hommes qui s’étaient toujours considérés comme des frères.

La barbarie humaine y est aussi exhibée. « Des enfants [y] ont tué des enfants, des prêtres ont tué des prêtres, des femmes ont tué des femmes enceintes, des mendiants ont tué d’autres mendiants, etc. Il n’y a plus d’innocents [au Rwanda] » (41). De l’audition de ces vérités crûment racontées, il assigne que « l’enfance suppose une représentation fidèle de la réalité à laquelle se mêle souvent regret, nostalgie, idéalisation »<sup>210</sup>.

---

<sup>210</sup>Déhon, Claire. *Le réalisme africain : le roman francophone en Afrique Subsaharienne*. Paris : L’Harmattan, 2001. p. 348.

L'enfant soldat, débouté et dégoûté par les massacres de la guerre et qui abandonne son arme pour prendre le large transmet un message de paix que les adultes ne sont pas en mesure de comprendre et d'accepter.

*L'ombre d'Imana. Ou voyages jusqu'au bout du Rwanda* témoigne de la même inhumanité d'un peuple. Tadjou a tenu à partager avec le lectorat, les sentiments qu'elle éprouve à la découverte des effets du génocide. La teneur de son discours reste inchangée. Il est insupportable de laisser des humains se livrer à une telle atrocité. Elle choisit d'exprimer de vive voix ses pensées en condamnant tout à la manière de Monénembo ce qu'elle juge de folie meurtrière d'un peuple qui a pourtant des atouts sociopolitiques et géographiques admirables pouvant lui assurer une vie plus harmonieuse et plus radieuse.

Les multiples conflits internes pour la plupart armés dont regorge le continent africain servent de sujet de concentration aux romanciers de façon générale. De cette analyse textuelle ressort une remarque dont la pertinence paraît insoupçonnable. L'écriture ne se préoccupe plus uniquement du terroir d'origine de l'auteur qui le produit. Elle déborde les frontières nationales ankylosantes au sein desquelles certaines personnes tiennent à la confiner. Elle tient à son universalisme qu'elle décide de clamer à travers le développement des thèmes d'envergure internationale.

N'est-ce pas ce sentiment qui se retrace à travers la déclaration suivante de Henri Lopes ?

« J'ai le sentiment en me trouvant dans n'importe quel pays (d'Afrique) d'être constamment chez moi [...] parce que les mêmes problèmes s'étaient posés, s'étaient répétés au nord et au sud de l'Equateur, dans les pays du Sahel, dans ceux de la savane et dans ceux de la forêt. Et cela se comprend aisément: nous avons en Afrique des traits de civilisation qui sont communs, au-delà des barrières linguistiques »<sup>211</sup>.

---

<sup>211</sup> Lopes, Henri. Interview accordée à Bernard Magnier- 1986.

L'africanité est en tendance de domination dans les textes littéraires approchés par le travail. Il en est de même pour le devenir de l'art de la fiction réaliste, de la "réaliction".

*C'était à Tigony* d'Olympe Bhêly-Quenum s'y consacre entièrement par le biais de la notion de persévérance et de succès du jeune Ségué N'di mû par la fougue de la découverte d'une mine d'or dans son pays. En effet, l'œuvre dépeint l'image d'une république africaine « le Wanakawa décolonisé [mais qui] sera encore exploité avec la complicité des politiciens africains » (*C'était à Tigony*, 976). Le langage y a pris une allure plus continentale. Il dénonce ardemment la nuisible léthargie des dirigeants associée à la volonté récalcitrante de l'Occident de perpétuer le sous-développement en Afrique malgré les richesses qui foisonnent dans son sous-sol. Il prône la méthode de lutte par des mouvements de soulèvement des masses jusqu'à l'obtention de la satisfaction de toutes les revendications adressées aux gouvernements.

Une politique de développement planifiée sur un affranchissement total y est entrevue. Elle interpelle la conscience internationale en exigeant une ouverture d'esprit et une franche collaboration pour qu'une réelle promotion économique du continent soit enfin programmée. La substance de l'idée se retrouve dans la configuration de l'idéal couple formé par Ségué N'di et l'expatriée Dorcas qui s'investissent entièrement dans l'exploitation de la mine aurifère pour le développement de Wanakawa.

Semblable est aussi la teneur du discours de *La fabrique des cérémonies* de Kossi Efoui. La narration qui s'attarde sur l'état de délabrement avancé des infrastructures routières et sanitaires du pays d'origine du personnage dénonce également la flambée de l'insécurité étant un fléau qui nuit sérieusement au développement d'une nation. Edgar Fall, retourné « à l'ex-Lomé alias ex- Port Atlantis » (Efoui, *La Fabrique des cérémonies*, 21) ne comprend plus rien de ce qu'advient au pays « où le charcutier alcoolique est un médecin qui a acheté son diplôme à la

foire aux faux, où le flic se bagarre avec le truand qui rechigne à lui payer la location de l'uniforme » (22).

Il s'agit d'un monde étrangement bouleversé et bouleversant où la loi du faux et de l'ivraie siège en toute impunité. Tout est à repenser et à restructurer dans cette réalité spatiale où l'unicité des faits confond les peuples de l'Afrique du grand banditisme.

Reconnaissons aux auteurs des visions ainsi globalisantes une qualité spécifique qui les érige aux fonctions de représentants, de porte parole et de messagers intercontinentaux. Ils vivent encore tous sur le statut d'exilés ou d'émigrés au moment de la publication des ouvrages. Bien qu'arrachés à la mère patrie pour de longues dates, ils ne manquent pas d'éprouver toujours le signe de la sympathie originelle pour son devenir mais aussi de l'angoisse face aux multiples maux qui ne cessent de la déstabiliser.

Malheureusement, un tel regard d'exilés ne peut plus raisonner de manière représentative. C'est dire que l'exil développe une littérature dont les conditions et les caractéristiques ne reflètent plus les modalités qui caractérisent celle dite nationale modelée sur la diligence réaliste du terroir. Ils chérissent mieux l'aptitude d' "intellectuel africain" car «un écrivain exilé [...] peut n'être plus zaïrois, guinéen ou camerounais. Il peut même avoir acquis la nationalité française ou américaine. Il reste africain, il n'est pas apatride, il demeure relié»<sup>212</sup>.

Somme toute, la technique d'énonciation mise en œuvre par l'ensemble des auteurs fonctionne bien dans le sens de l'écriture de révolte et de propagande contre l'opresseur. Les différents apports innovateurs tels que la boursofflure avec Olympe Bhêly-Quenum, l'oralisation d'Ahmadou Kourouma, et le dualisme ou le parallélisme scénique de Monénembo et la forte dose d'encodage de Kossi Efoui servent d'ingrédients nécessaires à l'assaisonnement de la

---

<sup>212</sup> Kesteloot, Lylia. "Petite rétrospective sur le débat de l'identité culturelle et des littératures nationales". *Critaoi.auf.org* Site de réseau de chercheurs. [En ligne] <http://www.critaoi.auf.org/>. (Page consultée le 28 octobre 2004).

potion purgatoire capable de délayer toute cervelle susceptible d'abrutir et de nuire à l'image et à la personnalité des peuples du Golfe de Guinée et d'Afrique tout entière. Puisque la littérature est aussi un remède, elle joue son va-tout afin d'assurer la rescousse des couches sociales déshéritées.

## CONCLUSION

Une pertinence se fait valoir dans la formule conclusive d'*En attendant le vote des bêtes sauvages* dont le travail tient à s'inspirer de la luminosité. « Quand le mil est pilé les pileuses posent les pilons et vident les mortiers. Elles commencent ou recommencent tant qu'il reste des grains avec du son. Tant que Koyaga n'aura pas récupéré le Coran et la météorite, commençons ou recommençons nous aussi le donsomana purificateur, notre donsomana » (*En attendant le vote des bêtes sauvages*, 381). Voilà comment le "cordoua" Tiécoura décide de mettre fin à la dithyrambe de Koyaga. Il s'agit d'une fin en forme de remarque et en même temps d'avertissement pour annoncer l'inachèvement du travail. La technique conclusive en suspens appuie de ce fait la pensée de Proudhon qui soutient que « contre l'ennemi, la lutte est éternelle »<sup>213</sup>.

L'approche diachronique du monde politique dominé par des latitudes autocratiques de la dictature au niveau des pays du Golfe de Guinée révèle l'existence d'une forme de pratique propagandiste sur laquelle s'établit le pouvoir d'Etat. Le chef voulant à tout prix conserver son image et ses prestiges se livre à des manigances de tout genre afin que sa volonté prime. Pascal condamne une telle attitude égoïste qui, pense-t-il, prend genèse depuis la naissance de l'homme. « Nous naissons injustes ; car chacun tend à soi. Cela est contre tout ordre. Il faut tendre au général ; et la pente vers soi est le commencement de tout désordre en guerre, en police, en économie »<sup>214</sup>.

Naturellement, les plus grands désordres humains générés par des visées égocentriques proviennent des responsables d'Etat. Aveuglés par les sordides avantages convoités, ils feignent ignorer ou sous-estimer les nuisances que l'acte porterait sur leurs intérêts personnels et se

---

<sup>213</sup> Proudhon, Pierre-Joseph. *Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherche sur le principe du droit et du gouvernement*,. Paris le 30 juin 1840. (Préface).

<sup>214</sup> Voltaire. *Premières remarques sur les Pensées de Pascal*, XI, (1728).



livrent à des actes inhumains et crapuleux. Les différents dictateurs qui ont fait l'objet de cette étude ne se sont pas comportés différemment. Ils ont profité de la position qu'ils occupent pour assujettir le peuple et toutes les ressources économiques du pays à leur monopole. Bien que « l'homme [soit aussi] né libre, [dans ce coin du monde], partout il est dans les fers »<sup>215</sup>. Il n'est nulle part libre mais le manque de liberté tel qu'affirmé par Rousseau ne concerne qu'une catégorie sociale donnée. Il s'agit des gouvernés dont les gouvernants abusent de la crédibilité et du respect.

A partir de la pensée d'Alain se dégage l'idée selon laquelle l'emprisonnement de l'homme est subordonné à la malléabilité de son statut social vulnérable qui fait de lui l'être d'obéissance. « Le pouvoir [de ce fait] est contre les citoyens » pense-t-il car, « tout chef serait un détestable tyran si on le laisse faire ». Puisque le « métier est lié à des passions [...] qui se trouvent en tout homme et qui ne demandent qu'à être réveillées, [...] seule, chez ceux qui ne sont pas chefs, l'impossibilité de les satisfaire les tient endormies »<sup>216</sup>. Malheureusement, l'opinion telle que décrite sur l'autorité de commandement revêt une pleine justification dans le cadre de cette étude où la mise en œuvre des passions a conduit les gouvernants à un débordement dans l'usage des prérogatives. Les passions se sont faites exorbitantes et évoluant de façon exponentielle, elles ont érigé leurs maîtres en d'infatigables bourreaux qui ont fait usage des moyens de répressions les plus inimaginables pouvant les aider à parvenir à la neutralisation de toute forme de mouvements d'émancipation sociale.

Mais loin d'élaguer la fougue et la détermination de la population décidée d'exprimer ses supplices et ses douleurs, les barricades et les « *ferrements* »<sup>217</sup> les ont plutôt consolidées,

---

<sup>215</sup> Rousseau, Jean-Jacques. *Du contrat social ou principe du droit politique*, Livre1, chapitre 1.1, 1762.

<sup>216</sup> Kaplan, Francis. *Le pouvoir et les citoyens*. Conférence faite à Mortagne le 7 octobre 1989. Publié dans le bulletin de l'Association des Amis du Musée Alain, et de Mortagne, octobre 1990.

<sup>217</sup> Césaire, Aimé. *Ferrements*. Paris: Seuil, 1960.

popularisées et légitimées. La grande acquisition universelle à la cause des opprimés est une manifestation qui a conféré aux luttes de libération nationale du joug dictatorial toute la plénitude de la justification des mouvements de révoltes. Il y va du respect de l'autorité du peuple qu'a toujours contesté l'autorité politique. Au-delà des textes littéraires contemporains qui comme la présente étude l'a démontré, se sont associés à ce dévouement populaire pour l'acquisition de la liberté générale, Rousseau témoignait déjà au 18<sup>ème</sup> siècle son attachement à la cause juste. Il apprécie que « tant qu'un peuple est contraint d'obéir et qu'il obéit, il fait bien ; sitôt qu'il peut secouer le joug, et qu'il le secoue, il fait encore mieux »<sup>218</sup>.

Un tel propos ne peut inciter qu'à une prise de conscience pour la lutte contre la tyrannie oppressante et humiliante des citoyens. Voilà pourquoi la certitude de la participation ou de l'implication de l'écriture romanesque dans les mouvements de lutte pour l'avènement de la démocratie au Golfe de Guinée entre 1988 et 1998 est sans équivoque. Les textes ont su éveiller les consciences par l'usage du langage réaliste et représentatif des conditions de vie des marginalisés et des démunis au détriment du pouvoir oppresseur. Le processus de démocratisation du système politique en Afrique avec les pays francophones du Golfe de Guinée pour point de départ, ne s'est pas instauré au simple vouloir de l'homme politique. Il a surtout été l'œuvre de « l'intelligentsia » littéraire chevronnée aux écrits satiriques et dénonciateurs, dont « *les armes miraculeuses* »<sup>219</sup> ont été plus fortes et plus dévastatrices que les canons.

On peut alors admettre que le message de *La naissance d'Abikou*, d'*En attendant le vote des bêtes sauvages*, d'*Un rêve utile* et de *La Polka* a pu rassurer les épris de liberté des

---

<sup>218</sup> Rousseau, Ibid.

<sup>219</sup> Césaire, Aimé. *Les armes miraculeuses*. Paris : Flammarion, 1970.

Républiques d'Alfajiri, des Ebènes, des Monts, du Grand Fleuve, des Deux Fleuves et du Golfe  
qu'

« On peut braver Néron, cette hyène de Rome !  
[Que] les brutes ont un cœur ! [Que] le tyran est un homme :  
Mais [que] le peuple est un élément ;  
Élément qu'aucun frein ne dompte »<sup>220</sup>.

Malgré le regard pernicieux de certains personnages sur le devenir de non compromission voire de désespérance au sein de ces nations, force est d'admettre que la promesse d'une lueur d'espoir demeure vivace. En effet, l'approche prospective du travail sur l'essence de la littérature francophone dans le Golfe de Guinée fait ressortir une kyrielle de préoccupations thématiques qui présagent la persistance de la problématique sociopolitique et économique. C'est dire que tant que les nations du Golfe auront un de leurs fils qui a leur présidence à charge, les romanciers ne manqueront jamais de quoi occuper leurs plumes. Est-ce une mauvaise foi dans la gestion des biens publics ou simplement une incapacité de convenablement coordonner les affaires d'Etat avec la population ? Le développement des récents événements en Côte d'Ivoire et au Togo, pardonnez, dans les Républiques des Ebènes et du Golfe n'augurent pas un avenir où le littéraire pourrait véritablement se consacrer à « l'art pour l'art ».

---

<sup>220</sup> Lamartine, Alphonse (de). *3 Odes politiques : contre la peine de mort, A Némésis et les révolutions*. Poème (1831)

## BIBLIOGRAPHIE

### 1- Romans

Adiaffi, Jean- Marie. *Silence, on développe*. Paris : Nouvelles du Sud, 1997

Bhèly-Quenum, Olympe. *La naissance d'Abikou*. Cotonou : Phoenix Afrique, 1998.

---. *C'était à Tigony*. Paris : Présence Africaine, 2000.

Condé, Maryse. *En attendant le bonheur (Heremakhonon)*. Paris : Robert Laffont, 1997.

---. *Une saison à Rihata*. Paris : Laffont, 1981.

Doubrovsky, Serge. *Fils*. Paris : Galilée, 1977.

---. "Analyse et autofiction", *Ecriture de soi et psychanalyse*. Paris : L'Harmattan, 1996

---. "Textes en main", in *Autofiction & Cie*, Op. cit. p.212

Efoui, Kossi. *La polka*. Paris: Seuil, 1998.

---. *La fabrique des cérémonies*. Paris : Editions du Seuil, 2001.

Gbagbo, Laurent. *La Côte d'Ivoire pour une alternative démocratique*. Paris : L'Harmattan, 1983.

---. *Les propositions pour gouverner*. Paris : L'Harmattan, 1987.

Kristeva, Julia. *Etrangers à nous-mêmes*. Paris : Flammarion, 1991.

---. *Au risque de la pensée*. Paris : L'Aube, 2001.

Kourouma, Ahmadou. *Les soleils des indépendances*. Paris: Seuil, 1995

---. *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Paris : Seuil, 1998.

---. *Allah n'est pas obligé*. Paris : Seuil, 2000.

---. *Monnè, Outrages et Défis*. Paris : Seuil, 1998.

---. *Allah n'est pas obligé*. Paris : Seuil, 2002.

Kristeva, Julia. *Au risque de la pensée*. Paris : L'Aube, 2001.

Monénembo, Tierno. *Un rêve utile*. Paris : Seuil, 1991.

---. *Les écailles du ciel*. Paris : Seuil, 1986.

---. *L'aîné des orphelins*. Paris : Editions du Seuil, 2000.

Sassine, Williams. *Le Zéhéros n'est pas n'importe qui*. Paris : PA, 1985.

Sembene, Ousmane. *Les bouts de bois de Dieu*. Paris: Presses Pocket, 1971.

Simon, Claude. *La route des Flandres*. Paris: Minuit, 1960.

## 2- Critiques

Anozie, Sunday. *Sociologie du roman africain : réalisme, structure et détermination dans le roman moderne ouest-africain*. Paris : Aubier-Montaigne, 1970.

Apedoh-Amah, Togota Ayayi. Interview accordée à *Togo Forum* le 6 Janvier 2004.

Barthes, Roland. *Sur Racine*. Paris : Seuil/Point, 1963.

---. *S/Z*. Paris : Seuil, 1970.

---. *L'empire des signes: Skira – Les sentiers de la création*. Paris : Flammarion, 1970.

---. *Le Degré zéro de l'écriture : Nouveaux essais critiques*. Paris : Seuil, 1973.

Bayard, Jean-François. *L'Etat en Afrique*. Paris : Fayard, 1989.

Bertrand, *Langue romanesque et parole scripturale : essai sur Claude Simon*. Paris : Presse Universitaire de France, 1987.

Bokiba, André-Patient. *Ecriture et identité dans la littérature africaine*. Paris : L'Harmattan, 1998.

Bon, Gustave (Le). *Hier et demain. Pensées brèves*. Paris : Ernest Flammarion, 1918.

Borgomano, Madeleine. *Des hommes ou des bêtes ? Lecture de En attendant le vote des bêtes sauvages d'Ahmadou Kourouma*. Paris : L'Harmattan, 2000.

Boukman, Daniel. Interview dans *L'Afrique littéraire et artistique*, no. 7, octobre 1969.

Bremond, Claud., "Le message narratif" Dans *Logique du récit*. Paris: Seuil, 1973.

Calle-Gruber, Mireille. ***Claude Simon : Chemins de la mémoire***. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1993.

Jones, Eldred. "The Colonisation of African Literature", Cf. *African- Scandinavian Writers' Conference*, Stockholm, 6-9 February, 1967.

GENIN, Christine. *L'écheveau de la mémoire. La Route des Flandres de Claude Simon*. Paris : Champion (Unichamp 59), 1997. p. 48.

Houannou, Adrien. "Douze ans de littérature béninoise [1983- 1995]". In *Notre Librairie* № 124, Octobre- Décembre 1995.

Haga, Ulrikke, B. *Le griot de Sounjata*. Veileded: Ingse Skattum, 1993.

Herbert, Marcuse. *Le problème de la violence dans l'opposition*. Conférence, juillet 1967.

Joppa, Anani Francis. *L'engagement des écrivains africains noirs de langue française*. Sherbrooke : Naaman, 1982.

- Kaplan, Francis. *Le pouvoir et les citoyens*. Conférence donnée à Mortagne, le 7 octobre 1989.
- Kassogué, Hamadoum. *Le rôle du griot*, Interview accordée à Abidjan, le 21 Février 1999.
- Kremer, Micheal & Seema Jayachandran. “La dette odieuse”. In *Frances & développement* de juin 2002.
- Konaté, Yacouba. “Fondations de l’Etat-nation ivoirien.” In *Communications*, 1987.
- Kouadio, Arsène. *Dette de la Côte d’Ivoire et défi dans la lutte contre la pauvreté*. Abidjan : CIRES, 2001.
- Lopes, Henri. In Interview accordée à Bernard Magnier- 1986
- Labou Tansi, Sony. “Epelez-moi” in *Equateur*, le 2 Novembre 2004.
- Lamko, Koulsy. “Les mots nos outils” In *Notre Librairie : Revues des littératures du Sud. Nouveaux paysages littéraires, Afrique, Caraïbes, Océan Indien 1996-1998/1. № 135* de Septembre/Décembre 1998.
- Marcou, Lilly. *Staline, vie privée*, Calmann-Lévy, 1996.
- Mbembé, Achille. “Il faut que Monsieur Biya s’en aille...” In *Le messager*. Entrevue réalisée par Norbert Ouendji à Bordeaux en 2004.
- Mezgueldi, Zohra. *Oralité et stratégies scripturales dans l’oeuvre de Mohammed Khaïr-Eddine*. Thèse de doctorat d’Etat, Université Lumière-Lyon 2, janvier 2001.
- Midiohouan, Ossito Guy. *Écrire en pays colonisé : plaidoyer pour une nouvelle approche des rapports entre la littérature négro-africaine d’expression française et le pouvoir colonial*. Paris : L’Harmattan, 2002.
- Ngandu, Pius Nkashama. *Les années littéraires en Afrique (1912-1987)*, Tome 1. Paris : Seuil 1993.
- . *Les années littéraires en Afrique (1987-1992)*, Tome 2. Paris : Seuil, 1994.
- . *Ecritures et discours littéraires*. Paris : L’Harmattan, 1989.
- Okanla, Moussa. *La lutte anti-corruption dans les textes et la pratique*. IRIS – USA, 2001.
- Ouédraogo, Jean. *Maryse Condé et Ahmadou Kourouma : Griots de l’indicible*. New York : Peter Lang, 2004.
- Ricardou, Jean. *Problèmes du nouveau roman*. Paris : Seuil, 1967
- Saïd, Edward. *L’orientalisme*. Paris : Seuil, 1980.

Simon, Claude. Entretien : “Rendre la perception confuse, multiple et simultanée du monde” *Le Monde*, N° 6932 du 26 Avril 1967.

Socpa, Antoine. *Clientélisme et ethnicité dans le jeu politique: réflexions sur quelques mouvements thuriféraires au Cameroun*. UNESCO / ENA, 2001.

Tafani, Pierre. *Clientèles politiques en France*. Paris : Rocher, 2003.

Tadjo, Véronique. “L’écriture passion, l’écriture réalité : vous n’avez jamais entendu dire que la réalité peut être plus forte que la fiction ?” In *Planète Afrique*, Interview d’Octobre 2003.

Toulabor, Comi "Le culte Eyadema au Togo". Dans *Jean François Bayart (Ed.) Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*. Paris: Karthala, 1993.

Tshihiluka Kawaha, Benjamin. *Ecriture et politique dans la retraite anticipée du guide suprême de Doumbi Fakoly*. Paris : Seuil, Inédit.

Voltaire. *Premières remarques sur les Pensées de Pascal*, XI, (1728).

Waberi, Abdourahman. “Les enfants de la postcolonie: esquisse d’une nouvelle génération d’écrivains francophones d’Afrique noire” In *Notre Librairie : Revues des littératures du Sud. Nouveaux paysages littéraires, Afrique, Caraïbes, Océan Indien 1996-1998/1*. N° 135 de Septembre/Décembre 1998.

Yapo, Léonce. *Les déterminants de l’endettement extérieur des PPTE: Cas de la Côte d’Ivoire*. Document de la conférence sur l’allègement de la dette tenue à Helsinki en Finlande les 17 et 18 Août 2001.

### **3- Pièces de théâtre**

Kourouma, Ahmadou. *Le diseur de vérité*. Paris : Acoria, 1998.

### **4- Poésies**

Césaire, Aimé. *Les armes miraculeuses*. Paris: Flammarion, 1970.

---. *Cahier d’un retour au pays natal*. Paris : Présence africaine, 1947.

---. *Ferrements*. Paris: Seuil, 1960.

---. Interview publiée dans *La vie africaine*, no 19 novembre 1961.

Damas, Léon-Gontran. *Pigments*, Paris: Guy Lévis Mano, 1937.

Hugo, Victor. *Les châtiments*. Poésie. Paris : Gallimard, 1998.

Lamartine, Alphonse. *3 Odes politiques : contre la peine de mort, A Némésis et les révolutions*. Poème (1831).

Senghor, Léopold Sédar, *Liberté I, Négritude et humanisme*, Paris : Seuil, 1964.

## 5- Livres

Abdou, Hassan. *Le statut des partis politiques dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest Francophone*. Paris I : Panthéon/Sorbonne. Thèse, 1997.

Alexandre, Pierre, "L'Afrique. Zones culturelles et grandes traditions orales", Dans *Le Grand Atlas des Littéraires*. Paris: Payot, 1967.

Amin, Samir. *Côte d'Ivoire*. Dans Document de référence universel, 1993.

Ambrose, Brendalyn. *Democratization and the Protection of Human Rights in Africa: Problems and Prospects*. Westport: Praeger, 1995.

Austin, Denis. *Politics in Africa*. Hanover: University Press of New England, 1984.

Conac, Gérard : "Les processus de démocratisation en Afrique", in *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, sous la direction de Gérard Conac, Economica, 1993.

Conteh-Morgan, Earl. *Democracy in Africa: the theory and Dynamics of Political Transitions*. Westport: Praeger, 1997.

Cohen, Robin and Harry Goulbourne. *Democracy and Socialism in Africa*. Boulder: Westview Press, 1991.

Dehon, Claire. *Le Réalisme Africain, le roman francophone en Afrique subsaharienne*. Paris: l'Harmattan, 2002.

Dibie, Robert. *The Politics and Policies of Sub-Saharan Africa*. Lanham: University Press of America, 2001.

Foucault, Michel. *Il faut défendre la société*. Cours au collège de France. Paris : Hautes Etudes, Gallimard, Seuil, 1976.

---. *L'ordre du discours*. Paris : Gallimard, 1971.

Gros, Jean-Germain. *Democratization in Late Twentieth-Century Africa: Coping with Uncertainty*. Westport: Greenwood, 1998.

Hale, Thomas. *Scribe, Griots and novelist: Narrative interpreters of the Songhay Empire*. Gainesville: University of Florida Press, 1990.



- Ingham, Kenneth. *Politics in Modern Africa: The uneven Tribal dimension*. New York: Kenneth Ingham, 1990.
- Jules- Rosette, Bennetta. *Black Paris*. Chicago: University of Illinois Press, 1998.
- Lavroff, Dmitri. *République Populaire du Bénin*. Paris: Inédit, 1989.
- “Le livre des proverbes”, *La Bible*. Edit. Bayard. 1999.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi. *The Rise of Multipartyism and Democracy in the Context of Global Change*. Westport: Praeger, 1998.
- Mitterrand, François. *Le coup d'Etat permanent*. Paris : Julliard, 1984.
- . *L'abeille et l'architecte*. Paris : Flammarion, 1992.
- . *Discours*. Sommet France-Afrique à la Baule le 20 juin 1990.
- Mukum Mbaku, John. *Multiparty Democracy and Political Change: Constraints to Democratization in Africa*. Aldershot: 1995.
- Nzongola-Ntalaja, Georges and Margaret Lee. *The State and Democracy in Africa*. Trenton: First Africa World Press, 1998.
- Odugo, Ike. *Democracy and Democratization in Africa: Toward the 21<sup>st</sup> Century*. Leiden: Brill, 1997.
- Proudhon, Pierre-Joseph. *Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherche sur le principe du droit et du gouvernement*. Paris le 30 Juin 1840.
- Rousseau, Jean-Jacques. *Du contrat social ou principes du droit politique*. Paris: Flammarion, 1762.
- Salih, Mohamed. *African Democracies and African Politics*. London: Pluto, 2001.
- Sandbrook, Richard. *The Politics of Africa's Economic Recovery*. Cambridge: Cambridge University Press, 1993.
- Taoua, Phylis. *Forms of Protest: Anti-Colonialism and Avant-Gardes in Africa, the Caribbean, and France*. Portsmouth: Heinemann, 2002.
- Thomas, Dominic. *Nation- building, Propaganda and literature in Francophone Africa*. Bloomington: Indiana University Press, 2002.
- Todorov, Tzvetan. *Symbolisme et interprétation*. Paris : Seuil, 1978.
- . *Théories du symbole*. Paris : Seuil, 1977.

Wiseman, John. *Democracy in Black Africa: Survival and Revival*. New York: Paragon House Publishers, 1990.

Wiseman, John. *The New Struggle for Democracy in Africa*. Aldershot: Avebury, 1996.

## **6- Revues**

*Littérature guinéenne*. Notre Librairie. № 88/89. Paris : CLEF, 1987.

*Littérature de Côte d'Ivoire, Ecrire aujourd'hui*, Notre Librairie, № 87. Paris : CLEF, 1987.

*Nouvelles Ecritures Féminines, La Parole aux Femmes*. Notre Librairie. № 117. Paris : CLEF, 1994.

*Littérature béninoise*. Notre Librairie. № 124. Paris : CLEF, 1995.

*Nouveaux Paysages Littéraires, Afrique, Caraïbes, Océan Indien* Notre Librairie. 1996-1998/1. № 135. Paris : CLEF, 1998.

## **7- Sites d'Internet consultés**

Amin, Samir. "Le monde arabe : état des lieux – état des luttes". *Site de Lavistademanifesto*. <http://www.larivistadelmanifesto.it/originale/22A20011110.html>.

Arendt, Hannah. "La violence, la loi, le pouvoir". In Philo-bac. Philagora. *Site de réflexion philosophique philagora*. <http://philagora.net/philo-bac/index.html> (Site consulté le 08 avril 2005).

Babacar, Sambe & Félix Agbobli, *UNDP Microfinance Assessment Report for Togo* d'octobre 1997. URL : [http://www.undp.org/sum/sum\\_reports/Country\\_Reports/togodb5.pdf](http://www.undp.org/sum/sum_reports/Country_Reports/togodb5.pdf).

Bayard, Jean-François. "L'afropessimisme par le bas : réponse à Achille Mbembé, Jean Copans et quelques autres" In *Politique-africaine*. [En ligne] <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/040103.pdf>. (Page consultée le 5 janvier 2005).

Browde, Levi. "CIEFG communiqué de presse : Jiang Zemin et le véritable axe du mal" Site *Clearharmony.net* [En ligne]. <http://fr.clearharmony.net/articles/200312/11198.html> (Page consultée le 11 avril 2005).

Chavane, Bruno. *Bilan et perspectives des privatisations en Afrique francophone : une étape de la démocratisation ?* Site de l'Organisation Internationale du Travail. Site. <http://www.ilo.org/public/french/employment/ent/papers/ippred1.htm> (Page consultée le 29 octobre 2004).

- Flynn, Thomas. "Histoire et engagement selon la théorie sartrienne de l'Histoire" In *Jean-Paul Sartre : écriture et engagement*. Site du Centre Culturel International de Cerisy-La-Salle URL : <http://www.Ccic-cerisy.asso.fr> (Page consultée le 15 mai 2005).
- Dany. "Le temporalité dans L'acacia de Claude Simon ou l'éternel retour de l'écriture". Mémoire. In *L'univers de Kafkadan* <http://pages.infinet.net/kafka/page1.html>
- Gaufyau, Bertrand. & Carlos Maldonado, *Secteur informel : Fonctions macro-économiques et politiques gouvernementales : le cas de la Côte d'Ivoire*. Site de l'Organisation Internationale du Travail. URL : <http://www-ilo-mirror.cornell.edu/public/french/employment/ent/papers/cvi.htm>. (Page consultée le 2 novembre 2004).
- Genel, Katia. "la question du bio-pouvoir chez Foucault et Agamben". In Univ-lille3.fr. *Site de l'Université de Lille3*, [En ligne]. <http://www.univ-lille3.fr/set/sem/Genel.html> (Page consultée le 8 avril 2005).
- Grunert, Marc. "Chronique de résistance : la mascarade constitutionnelle" In *Québécoislibre*. Site de publications québécois. <http://www.quebecoislibre.org/020706-3.html> (Page consultée le 12 avril 2005).
- Hughes, Alex. "Entretien avec Serge Doubrovsky, à l'occasion de la parution de *Laissé pour conte*, en janvier 1999". *The university of Birmingham*. URL: <http://www.french.bham.ac.uk./research/sergedou/intervw.htm> (Site consultée le 7 octobre 2005).
- Hugon, Philippe. *Cahiers de l'emploi et de la formation : ajustement structurel, emploi, et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone*. Site du Bureau International du Travail. URL: <http://www-ilo-mirror.cornell.edu/public/rench/employment.strat/publ/etp28/htm>. Site consulté le 5 janvier 2005.
- Ingre, Arret. "Les séquences narratives" de Bremond ou le meccano du conte" In *Contes de fées*. URL : <http://expositions.bnf.fr/contes/arret/ingre>
- Jenny, Laurent. "Méthodes et problèmes de l'autofiction". *L'autofiction* URL: <http://www.unige.ch/lettres/framo/enseignements/methodes/autofiction/afintegr.html> de 2003. (Page consultée le 11 octobre 2005).
- Kesteloot, Lylian. "Petite rétrospective sur le débat de l'identité culturelle et des littératures nationales". In *Critaoi.auf.org* Site de réseau de chercheurs. [En ligne] <http://www.critaoi.auf.org/>.
- Kouadio, Benié. *Analyse de la croissance économique de la Côte d'Ivoire*. URL : [http://www.gdnet.org/pdf/draft\\_country\\_studies/CotedIvoire-Kouadio.pdf](http://www.gdnet.org/pdf/draft_country_studies/CotedIvoire-Kouadio.pdf) (Page consultée le 15 Mai 2005).

- Laouyen, Mounir. “L’autofiction: une reception problématique” Colloque en ligne. *Frontières de la fiction*, URL: <http://www.fabula.org/forum/colloque99/208.php> (Page consultée le 7 octobre 2005).
- Lejeune, Philippe. “Approche du genre épique”. In *Lexique des genres littéraires*. URL: <http://philippe.lavergne.free.fr/paggenr.htm>
- Lopez, Stéphanie. “Structure du récit”. In *Collège Ressources*. URL: [http://www.ac-reims.fr/datice/lettres/college/methodes/schema\\_narratif\\_fichiers/html](http://www.ac-reims.fr/datice/lettres/college/methodes/schema_narratif_fichiers/html)
- Maldonado, Carlos. *Le secteur informel : fonction macro-économiques et politiques gouvernementales. Le cas du Bénin*. Site de l’Organisation Internationale du Travail. <http://www.ilo.org/public/french/economics/ent/papers/ippred1.htm>
- Mbembé, Achille. Document de conférence In *mshs.univ-poitiers* Site de l’Université de Poitiers. <http://www.mshs.univ-poitiers.fr> (Page visité le 14 avril 2005).
- Michalon, Thierry. “Reconstructions nationales : L’Afrique au défi de l’Etat pluricommunautaire” In *Monde-diplomatique*. <http://www.monde.diplomatique.fr/2003/12/Michalon/10884>. (Page consultée le 16 avril 2005).
- Mpéré, Ngampika. Le griot. In *Les images du Congo*. URL: [http://www.brazzaville-adiac.com/imagescongo/html50/t07\\_a.html](http://www.brazzaville-adiac.com/imagescongo/html50/t07_a.html)
- Morgan, Harry. “Roland Barthes et la lyophilisation de la littérature”. In *The Adamantine*. URL : <http://www.sdv.fr/pages/adamantine/luophilise.htm> (Page consultée le 11 avril 2005).
- Ramonet, Ignacio. “Le cinquième pouvoir”, In *Monde-diplomatique*. <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/Ramonet/10395> (Site consulté le 11 avril 2005).
- Robert, Anne-Cécile. “De la postcolonie. Essai sur l’imagination politique dans l’Afrique contemporaine”. In *Le monde diplomatique*. [En ligne]. <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/02/Robert/14850>. (Page visitée le 11 avril 2005).
- Survie France : “nos amis les dictateurs débarquent !” In *Survie-France.org* [En ligne], [http://www.survie-france.org/article.php3?id\\_article+4444](http://www.survie-france.org/article.php3?id_article+4444) (Page consultée le 19 avril 2005).
- Verschave, François-Xavier. “La propagande françafricaine de l’Elysée”. Entretien avec François-Xavier Verschave, président de l’association Survie. In *Journal l’humanité*. Site de la presse Humanité. <http://www.humanite.presse.fr> (Page consultée le 13 avril 2005).

Wal, Fadji. “‘Livre *Négrologie*- comment l’Afrique meurt : un regard outrancier et pessimiste sur un continent” In *afrik.forum* Site d’information d’Afrique. (Page visitée le 14 avril 2005).

#### **8- Ouvrages consultés mais pas cités**

Coquio, Catherine. *Rwanda 1994 -2000 : mémoires d'un génocide africain*. Paris : La Villette et Fest'Africa, novembre 2000.

---. *France et Afrique : répression des indépendances et "décolonisation", dénis, mémoires effacées et violences actuelles (Cameroun, Madagascar, Algérie)*. Paris : Sorbonne, juin 2001.

---. *Rwanda : discours de la justice et parole du témoin*. Paris : Sorbonne, janvier 2002.

---. *L'exclusion raciale en Côte d'Ivoire : les usages politiques de la notion d'ivoirité*. Avec le cinéma "Images d'ailleurs", avril 2002.

---. *Dictature et racisme d'Etat au Soudan et en Mauritanie : répression, esclavage, extermination*. Paris : Sorbonne, mai/juin 2002.

Barthes, Roland. *Poétique du récit*. Paris : Flammarion, 1970.

Hama, Boubou. *La force du lait et la guerre du Bargou*. (1972)

---. *Kassey et le secret des Soniankés*. (Pièce de théâtre). 1980.

**APPENDICE: TABLEAU COMPARATIF DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DES QUATRE PAYS**

<b>Pays Événements</b>	<b>Bénin</b>	<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>Guinée</b>	<b>Togo</b>
<b>Indépendance</b>	1 <sup>er</sup> août 1960	7 août 1960	2 octobre 1958	27 avril 1960
<b>Premiers Présidents</b>	Hubert MAGA	Félix HOUPHOUËT-BOIGNY	Ahmed Sékou TOURE	Sylvanus OLYMPIO (assassiné en 63)
<b>Systèmes politiques</b>	Pluralisme 60-72 Marxisme Léninisme monopartite (72-89)	Capitalisme à monopartite (60-94)	Socialisme marxiste monopartite (58-84)	Capitalisme monopartite (63-91)
<b>Type de régime</b>	Présidentiel	Présidentiel	Présidentiel	Présidentiel
<b>Avènement de la démocratie</b>	Suite à la Conférence Nationale de Février 1990	Ouverture au pluralisme en Avril 1990	Ouverture au multipartisme en 1992	Façade de démocratisation depuis 1991
<b>Les auteurs et leurs pays</b>	Olympe Bhêly-Quenum	Ahmadou Kourouma	Tierno Monénembo	Kossi Efoui
<b>Les Présidents dictateurs visés</b>	Matthieu Kérékou	Félix Houphouët-Boigny	Ahmed Sékou Touré	Gnassingbé Eyadema
<b>Situation actuelle des pays</b>	En fin de mandat pour avril 2006	Décédé le 7 Décembre 1993	Décédé le 26 mars 1984	Décédé le 5 février 2005

Source : [www.izf.net](http://www.izf.net) et Encyclopedia Universalis

## **VITA**

Bani Ningbinnin was born on January 1<sup>st</sup> 1963 in Piami, a little village in the north of Benin. He attended the Ecole Primaire Publique (Public Primary School) of Piami from 1969 to 1976 where he obtained his C.E.P.E. (Certificate of Primary Studies) in 1975 and passed the Entrée en Sixième (Exam of Admittance in Secondary School) the following year. Then, he went to the Collège d'Enseignement Général - CEG (Public Secondary School) of Ségbana from 1977 to 1980. He continued his secondary education level II in the College d'Enseignement Général of Kandi from 1981 to 1983. He passed the B.E.P.C. (Middle school Exam) exam in 1981 and the baccalauréat diploma (High School Exam) in 1983. He accomplished his military service in 1984 during which he taught in the Collège d'Enseignement Général of Malanville. From 1985 to 1987, he attended the Ecole Normale Supérieure at the National University of Benin (UNB) and got his BAPES (Teaching Diploma in Secondary Schools) and his maîtrise in 1994. He finally went to the Louisiana State University (LSU) in 2001 to get his doctorate in African literature in fall 2005.